

26 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/histoire/la-meije-une-triple-alliance-pour-trois-sommets-20220826>

## La Meije, une triple alliance pour trois sommets

LA CONQUÊTE DES ALPES (6/6) - Il faut attendre 1877 pour que le Grand Pic, situé à 3983 mètres, tombe à échelle humaine.

Par Luc-Antoine Lenoir

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



*Un à un, les hauts sommets des Alpes, pics, aiguilles, pointes et dômes ont été apprivoisés, gravant dans la mémoire des montagnes des ascensions glorieuses et d'autres tragiques. Dans ces immensités supérieures, où l'homme survit plus qu'il ne vit, de grandes aventures ont été vécues. De la conquête des plus hautes montagnes à l'exploit technique, jusqu'à la performance sportive, Le Figaro retrace les ascensions qui ont marqué l'histoire de l'alpinisme.*

---

À la terrasse de l'Hôtel Juge, dans le bourg de La Grave en cet été 1877, c'est le même rituel depuis que ces messieurs du Club alpin français viennent pour la belle saison. Ils se passent des lunettes de laiton, et observent ce que les gens du cru connaissent depuis des siècles : l'aiguille du «*midi*», plus connue dans son nom occitan de «*Meije*», au-dessus de laquelle le soleil donne invariablement le repère de la mi-journée.

Ils scrutent l'alignement des dents, effrayantes, car, en plus d'être irrégulières, elles ne sont pas verticales. C'est bien pire : dangereusement affaissées, elles produisent un à-pic vertigineux au nord et une pente plate comme une guillotine sur le versant sud.

Et ces amateurs se posent une question : qui aura ce satané Grand Pic ? À 3983 mètres, il constitue le dernier secret des Alpes. Les deux dents à ses côtés, le Doigt de Dieu (3973 mètres) et la Meije orientale (3891 mètres), ont été conquises voici quelques années. Lui a résisté à «l'âge d'or» des victoires britanniques. Au départ du village, plus de vingt tentatives (médiatisées) ont échoué. Le grand Edward Whymper s'est découragé et l'a déclaré «*inaccessible* ». Parmi les amateurs devant l'hôtel, Emmanuel Boileau de Castelnau, à peine 20 ans. Il enchaîne depuis quelques mois les premières voies sur d'autres sommets et s'est installé dans les Écrins. Nous monterons, puisque vous le voulez, mais nous ne descendrons plus

Sa confiance et son âge l'ont amené à «*juré de réussir* », tout simplement. Il se prépare avec Pierre Gaspard, chasseur de chamois de Saint-Christophe-en-Oisans. C'est le pionnier Henry Duhamel qui lui a recommandé ce montagnard. Deux ans auparavant, ils avaient buté sur le chemin après avoir rejoint la face sud. Une grande paroi lisse, seul chemin vers le pic, avait barré la route, frustré et effrayé les deux hommes.

Le 4 août, une tentative infructueuse va s'avérer une reconnaissance décisive. Castelnau est parti avec Gaspard, qui emmène également son fils. Les trois hommes alternent entre les crêtes et les dièdres de la base, puis retrouvent le grand carreau redouté de Duhamel, apparemment vierge de prises. Boileau de Castelnau envisage de s'y aventurer seul, finit par persuader Gaspard peut-être à coups de bluff. «*Nous monterons, puisque vous le voulez, mais nous ne descendrons plus* », augure le plus expérimenté. C'est toutefois lui qui trouve la parade : à quoi bon garder les chaussures, dont les clous se meulent et dérapent dangereusement sur la pierre. La cordée va rejoindre l'autre rive en chaussettes. Escaladant comme sur une fine vitre, la dalle est vaincue en moins d'une demi-heure. Mais la journée a trop avancé, et le ciel se gâte. Pour redescendre, Gaspard noue une corde au sommet de la dalle. Il la laisse pour faciliter un prochain essai.

Il faudra attendre plus de dix jours. Dans les nuages qui encombrant le bourg d'altitude, on patiente en donnant le change aux concurrents, préparant des cartouches pour, soi-disant, une chasse aux chamois. On ajoute discrètement à la cordée un troisième guide, Jean-Baptiste Rodier, pour la renforcer et emporter plus de vivres. Le 15 août, fin du mystère, les Gaspard, Castelnau et le guide en renfort repartent à 23 heures. Le chemin est connu, les quatre dorment au refuge du Châtelleret à 2 heures du matin, puis repartent le 16 à 4h20 vers la fameuse dalle, qui prendra plus tard le nom du jeune aristocrate. Tout se passe à peu près bien grâce aux chaussettes et aux cordes en place, mais Rodier s'arrête là, épuisé. Au-dessus des nuages, le soleil est bientôt au zénith.

## **Le dénivelé jusqu'au village atteint 2150 mètres**

La progression, pour les trois restants, continue sur le grand glacier Carré, incliné à 45 degrés. Dans la dernière étape, à 6 mètres du sommet, un raidillon n'offre à nouveau aucune aspérité suffisante. Les chutes s'enchaînent au bord du vide. Gaspard père propose de contourner l'obstacle, non par l'a priori rassurant et ensoleillé sud, mais en interrogeant la fraîche face nord. Patiemment, une vire s'ouvre devant les pas de Gaspard fils. Il faut deux heures d'ombre et d'effort, encore. Des larmes de peur pour le jeune premier de cordée. Et là, seulement... «*Sa Meijesté*» rend enfin les armes pour l'éternité : les trois hommes retrouvent la lumière au sommet du Grand Pic. À 17 mètres au-dessous de 4000, les grimpeurs aperçoivent la Grave entre les nuages, au nord.

Ce ne seront pas des guides étrangers qui arriveront les premiers

«*Ce ne seront pas des guides étrangers qui arriveront les premiers*», s'écrie Gaspard le vieux. Avec son fils, ils impriment à la montagne une des marques qu'un humain y laisse par respect pour elle : ils construisent deux cairns, visibles de loin. Ils envoient un signal pour tout le pays d'Oisans, notamment aux concurrents de la prestigieuse compagnie des guides de Chamonix. Le temps passe : il faut bivouaquer dans les hauteurs, affronter le vent qui les force à enlever la glace de leurs habits au couteau, avant de rejoindre le Châtelleret pour un ultime déjeuner d'expédition, le lendemain. Les trois hommes sont venus à bout, et revenus, du troisième et ultime sommet de la Meije.

Comme le temps passe, Castelnau délaissera l'alpinisme pour l'automobile, mais Gaspard père continuera de grimper avec ses clients jusqu'en 1913, à près de 80 ans. La Meije fera l'objet d'une attention redoublée. En 1885, Purtscheller, Otto et Emil Zsigmondy traversent comme une arête les trois sommets à la suite, puis en 1891, Gibson, Almer et Boss le font dans le sens ouest-est. Le tracé est somptueux, les vues aussi : la Meije a trouvé son classique, qui s'installe comme l'une des plus belles courses des Alpes. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, deux abris facilitent l'approche : le refuge de l'Aigle (3450 m) face nord, puis celui du Promontoire (3 092 m), sur la route historique.



Une ascension, vers 1900. *Bridgeman Images*

Les décennies passent, à peu près dans l'esprit originel autour duquel flotte, de plus en plus, un parfum de compétition. Les grands changements interviennent surtout dans la seconde moitié du siècle. Les années 1960 sont d'abord celles du début des transhumances touristiques massives vers les hauteurs en hiver. La Grave essaie de proposer une alternative aux grandes stations industrielles, en ouvrant un domaine non damé et non sécurisé, unique en Europe. On envisage, puis on construit en 1976 un immense téléphérique qui emmène les skieurs presque à la fin de l'arête de la Meije. Une bombe posée sur le chantier ne fait que retarder l'ouverture du tronçon final, en 1978, avec une arrivée à 3 200 mètres. On y adjoint même un télésiège pour monter jusqu'à l'altitude 3 550. Le dénivelé à faire d'une traite jusqu'au village – ou à économiser à la montée – est de 2 150 mètres.

## Un tracé changeant au fil des éboulements

Les cimes au sens propre gardent toutefois leur attrait, et leurs sensations. La course en haut des trois pics est toujours aussi populaire, même si des éboulements réguliers menacent les alpinistes et modifient le parcours, parfois sensiblement. Dix ans de canicules répétées, de 1943 à 1952, entament le glacier, avant qu'il ne se stabilise, puis reprenne son rétrécissement depuis une trentaine d'années.

En 1964, la brèche dite Zsigmondy s'effondre de 20 mètres. Plusieurs tentatives échouent avant qu'un nouveau tracé soit défini, des câbles installés à demeure. Cela n'empêche pas les drames, notamment celui de 1979 qui fait perdre la vie à deux grimpeurs. La Meije continue de vivre et sa course mythique ne ressemblera jamais à une balade. La face nord n'est pas en reste : on y ouvre au fil des années 1950 à 1990 plusieurs dizaines de voies, plus ou moins glaciaires selon l'envie. On peut désormais filer sur

la «*directissime des potes*» (2005) ou y danser la «*salsa pour trois étoiles*» (1985). Les hivernales y ajoutent du piment. Le 7 août 2018, un nouvel effondrement change encore une fois une partie du décor face sud, près du glacier Carré. À nouveau, le grand pic est reconquis, demandant plus d'engagement que jamais.

Mais il faut croire que le gneiss et le granite, en se fatiguant l'un l'autre, diffusent de plus en plus d'énergie tellurique. Côté humain, la hardiesse reste la même, mais les connaissances s'amassent. C'est ainsi que la grande crête était le 27 juillet 2020 le décor d'un nouveau record : une traversée complète, aller-retour depuis l'église de La Grave, en quatre heures trente-huit au lieu des deux à trois jours habituels, par le champion français Benjamin Védrines, 28 ans, grand spécialiste des Écrins. Parti à 9 heures, l'«*alpine runner*» atteignait le sommet du grand pic à 11h49, celui du Doigt de Dieu à 12h11. La traversée des trois pics principaux prenait une heure trente avant la redescente. Avec beaucoup de retard sur le monde d'en bas, la haute montagne est désormais elle aussi prise d'une frénésie de vitesse. Qu'en dirait le vieux guide Gaspard ? On n'en sait vraiment rien. Mais il serait sans doute fier que les records de la Meije restent au pays.

---

## La légende «Gaspard de la Meije »

Emmanuel Boileau de Castelnau réalise la première ascension de la Meije dans le massif des Écrins à tout juste 20 ans, en 1877. Il en a laissé l'année suivante un récit dans la revue du Club alpin français, dans laquelle il fait part de sa détermination à vaincre le Grand Pic. «*J'étais bien décidé à ne renoncer à ma tentative que lorsque j'aurais été convaincu par moi-même de l'impossibilité absolue de passer le point où je me verrais forcé de reculer*», raconte-t-il. Il abandonnera l'alpinisme pour l'automobile et participera en 1899 au premier Tour de France automobile, dont il finira cinquième.

Son compagnon d'ascension, Pierre Gaspard, guide de montagne de Saint-Christophe-en-Oisans, a lui 43 ans lors de l'ascension victorieuse, qu'il entreprend également avec son fils. Surnommé «Gaspard de la Meije», légende de l'alpinisme, Gaspard père continuera de grimper avec ses clients jusqu'en 1913, à près de 80 ans. Il meurt en 1915.

26 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/et-voici-l-androcene-la-theorie-de-sandrine-rousseau-imputant-la-crise-ecologique-aux-garcons-20220826>

## Et voici «l'androcène», la théorie de Sandrine Rousseau imputant la crise écologique... aux garçons

Par [Paul Sugy](#)

Publié il y a 59 minutes, mis à jour il y a 45 minutes



Sandrine Rousseau publie le 26 août, en compagnie d'Adélaïde Bon et de Sandrine Roudaut, «Par-delà l'androcène» (Seuil). *STEPHANE DE SAKUTIN / AFP*

**ANALYSE - La députée EELV publie, en compagnie de deux militantes, un court essai sur l'écoféminisme intitulé *Par-delà l'androcène* (Seuil). Ce néologisme entend lier et confondre, en une seule et même oppression, racisme, colonialisme, sexisme et dérèglement climatique.**

Peut-être avez-vous voulu écrire «androïde», ou «androgène»... ? Même le moteur de recherche du Larousse en ligne semble gêné. Mais sa prévenance n'y change rien : si l'on veut en savoir plus sur l'«androcène», il ne peut rien faire pour nous. Et pour cause : le mot n'est pas (encore ?) dans le dictionnaire. Dans un court essai d'une soixantaine de pages à paraître ce vendredi, *Par-delà l'androcène* (Seuil), la députée écologiste Sandrine Rousseau s'essaie avec deux militantes féministes, Adélaïde Bon et Sandrine Roudaut, à banaliser l'usage de ce néologisme apparu récemment sous la plume d'intellectuelles du courant écoféministe. Alors qu'est-ce, au juste, que cette ère de l'«androcène» où ce sont d'abord les hommes (pas les humains, les garçons) qui tiennent le mauvais rôle ?

Dans un entretien à *Libération*, la députée EELV fait la promotion de sa trouvaille, qui résume en un seul et même mot l'ensemble des maux que le courant politique auquel elle se rattache entend combattre : «*le terme permet de lier extractivisme, colonialisme, capitalisme et patriarcat*», explique-t-elle. Selon Sandrine Rousseau, la crise contemporaine résulte ainsi d'un certain «*archétype d'hommes*» qui définit l'androcène : «*prenons l'exemple d'Elon Musk, argumente-t-elle. Il a décidé de conquérir Mars, il s'approprie une technologie avec sa richesse et le concours de fonds publics issus de la recherche. Il se fiche complètement de son empreinte écologique, il est dans l'accaparement, la prédation du commun à des fins de profit privé. Cet archétype d'homme, entrepreneur et conquérant, est presque déifié alors qu'il faudrait le considérer parmi les plus grands écocidares de tous les temps.*»

**Tous les humains ne sont pas coupables : seulement les mâles**

Ainsi le lien entre patriarcat, colonisation, racisme et crise climatique tient selon elle dans une vision trop masculine de la séparation entre nature et culture. En effet, pour Sandrine Rousseau cette distinction *«a servi à mettre du côté de la nature tout un tas de personnes. Or, seule la culture était noble, digne, intéressante. Les femmes, les noirs, les habitants et habitantes de pays colonisés ont tous été cantonnés à la nature. La nature quant à elle est devenue ressource, elle s'est transformée en argent, profit. On a perdu la vision de l'ensemble pour la vendre et l'acheter par parties. Les corps des dominés, eux, ont servi cette accumulation.»*

Le concept d'androcène est donc dérivé de celui d'anthropocène : il postule l'entrée de l'humanité dans une ère géologique où les hommes (non plus les êtres humains dans leur ensemble comme avec l'anthropocène, mais seulement les mâles) constituent une force de changement supérieure à celles géophysiques. L'invention de l'androcène par les écoféministes est en outre empreinte d'un parti pris qui constitue lui aussi un postulat de départ : comme l'humanité vit une grave crise, cette force est intrinsèquement destructrice.

## **Les femmes sont des victimes, les hommes sont des boy-scouts**

L'expression a fait l'objet l'an passé d'un numéro complet de la revue d'études militantes *Nouvelles questions féministes* (vol. 40, 2021) intitulé «Patriarcat, capitalisme et appropriation de la nature». Les contributrices du numéro attribuent la paternité de l'expression à Myriam Bahaffou et Julie Gorecki, qui emploient le mot dans leur préface à un essai de Françoise d'Eaubonne, *Le féminisme ou la mort* (2020). *«Si les écosystèmes sont détruits, si les réfugié·e·s climatiques abondent, si la sixième extinction de masse est avérée, ce n'est pas la faute d'une humanité indéterminée, mais bien celle d'un petit groupe de gouvernants et des sociétés patriarcales-capitalistes qui en découlent»* peut-on lire dans ce texte.

Il s'agit donc en réalité d'une critique du concept d'anthropocène et des travaux universitaires qui se penchent dessus, lesquels se voient reprocher par les écoféministes de s'intéresser à l'action de l'humanité dans son ensemble, et même aux processus technologiques créés par les êtres humains, pour comprendre le dérèglement planétaire - alors que selon elles l'écologie doit se concentrer sur l'identification du petit groupe d'individus à qui incomberait la responsabilité de cette crise.

Dans la revue *Nouvelles questions féministes*, les rédactrices plaident en outre pour qu'avec l'androcène, la pensée écoféministe passe *«des conséquences aux causes»*. C'est-à-dire que ceux qui lient patriarcat et crise écologique ont déjà cherché à montrer que la détérioration du climat nuit davantage aux femmes qu'aux hommes, mais qu'à présent il s'agit de montrer que les hommes ont plus de responsabilité que les femmes, et à travers les hommes, les valeurs prônées par le patriarcat : *«que partagent donc les hommes qui peuplent le présent numéro : les businessmen bruxellois collectionneurs de voitures, les détenteurs du capital des classes aristocratiques et bourgeoises de l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, l'excentrique Elon Musk aux projets interplanétaires délirants, ou encore la figure du gentleman savant dominant la science contemporaine ?»* se demandent-elles. Et de tâcher d'isoler une forme de mentalité typiquement masculine qui animerait d'un même esprit tous ces hommes désignés pêle-mêle comme les perpétuateurs d'un *«récit collapsologique»* : *«on retrouve un certain discours masculiniste qui reproduit un imaginaire de l'isolement, de l'aventure et du chacun-pour-soi, entre campement scout et stage survivaliste»*.

On notera tout de même que Sandrine Rousseau (contrainte peut-être par le manque de place sur la couverture) a choisi de ne retenir que le concept le plus court parmi ceux proposés dans la revue. Dans l'un des articles du dossier, l'historien Armel Campagne plaide davantage pour l'usage du terme «patriarcapitalocène» - qui a le mérite de pointer en un seul mot la responsabilité, non seulement des hommes, mais des hommes capitalistes. Sa thèse est que la société industrielle anglaise

du XIXe siècle, qui serait à l'origine du dérèglement climatique actuel, n'était constituée que d'hommes capitalistes. *«Le dérèglement climatique aurait ainsi été favorisé, voire rendu possible, par une concentration patriarcale transgénérationnelle du capital houiller et industriel au profit d'une poignée d'héritiers, justifiant qu'on ne parle pas seulement de Capitalocène, mais, plus spécifiquement, de Patriarcapitalocène»*, détaille-t-il. L'expression a toutefois l'inconvénient de ne pas préciser que ces hommes étaient sûrement tous blancs.

26 août (WSJ)

<https://www.wsj.com/articles/israeli-families-of-munich-olympics-attack-victims-to-boycott-anniversary-ceremony-11661333400>

## Israeli Families of Munich Olympics Attack Victims to Boycott Anniversary Ceremony

Relatives are seeking compensation of between \$3.5 million and \$21.9 million for the German authorities' mishandling of the terrorist attack



***A memorial stone for the 11 Israeli athletes killed by Palestinian militants during the 1972 Olympic Games in Munich.***

PHOTO: WOLFGANG RATTAY/REUTERS

By [Eliza Collins](#) Follow in Munich and [Aaron Boxerman](#) in Jerusalem

Aug. 24, 2022 5:30 am ET

Germany and the families of Israeli athletes killed in a terrorist attack at the 1972 Olympic Games in Munich have been unable to reach an agreement on compensation, putting the families' participation in a 50-year anniversary ceremony in doubt.

Germany will commemorate the tragedy at a Sept. 5 event in the Bavarian capital but relatives of the victims said they wouldn't attend unless the country agrees to pay the families what they believe they are owed for the German authorities' mishandling of the attack and its aftermath.

The attack by Palestinian militants ended with the death of 11 Israeli hostages after unprepared and poorly equipped German police failed in their attempt to rescue them. An Israeli boycott of the ceremony to remember the victims five decades later would reopen one of the most fraught issues in the history of Israeli-German relations after the Holocaust.

The families are seeking between 3.5 million euros and 22 million euros per victim, equivalent to \$3.5 million to \$21.9 million, in line with international terrorism compensation standards,

according to the law office Knoops' Advocaten, which represents the relatives. Even at the lowest end of that request, the German government's offer doesn't come close.

The families' lawyers said the government had offered them €5.4 million. A spokesman for the Federal Ministry of the Interior, Building and Community declined to comment on the specific figures of the negotiation.

Ilana Romano, whose husband Yossef, a champion weightlifter, was killed by the terrorists when he fought back, called the German government's offer "a joke."

"We will stand by our decision to boycott unless there is a change," said Ms. Romano.



***IOC President Thomas Bach in 2017, with Ilana Romano, left, and Ankie Spitzer, right, whose husbands were killed in the terrorist attack in Munich.***

PHOTO: MATTHIAS BALK/ZUMA PRESS

The interior ministry spokesman said the payments—offered jointly by the German and Bavarian governments and by the City of Munich—are part of a comprehensive response intended to recognize the massacre. The package includes setting up a commission of Israeli and German historians to analyze the event.

The German government is "striving to confront, reappraise and appropriately recognize this dark chapter in the shared history of Germany and Israel," the spokesman said. No agreement had been reached on the compensation but the government wanted to continue discussions, the spokesman said.

Ankie Spitzer, whose husband Andre was killed in the Munich attacks, said the apology and the commission were both positive steps, "But responsibility comes with a price."

The compensation offered jointly by the federal, state and local governments is in line with payments offered to victims of terrorist attacks over the past decade in Germany, according to a survey of recent payouts. However, the Israelis believe the compensation should match higher international standards.

The 1972 Olympic Games hosted by West Germany and dubbed ahead of time “the cheerful games” were intended to be seen as a contrast to the Nazi-organized 1936 games in Berlin, which were presided over by Adolf Hitler. In an attempt to project an unthreatening image, German authorities spent less than \$2 million on security for the games and left guards unarmed, according to historians.

But the games turned deadly after members of the Palestinian group Black September entered the Olympic Village, killed two Israeli athletes and took nine others hostage. The captors demanded the release of more than 200 prisoners. The attempted rescue by German police failed and ended with all hostages killed, along with a German policeman and five terrorists.



***A burned-out army helicopter at an airport near Munich on Sept. 7, 1972, after the attempted rescue of the hostages by German police failed.***

PHOTO: -/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

Ms. Romano said Israeli President Isaac Herzog and German Federal President Frank-Walter Steinmeier had both unsuccessfully sought to mediate between the families and the German government.

Mr. Herzog is scheduled to be in Germany for a state visit during the Sept. 5 ceremony. The families say Mr. Herzog has privately committed to them not to attend the event unless they do.

Mr. Herzog’s office and the Israeli Foreign Ministry declined to comment. Mr. Steinmeier’s office didn’t respond to a request for comment.

Israeli officials have long faulted Germany for not doing enough to prevent the attack or save the kidnapped athletes.

“[German authorities] didn’t take even a minimal risk to save them,” Zvi Zamir—who led the Mossad, Israel’s foreign intelligence service, and observed the botched rescue operation at the time—told a gathering of senior officials after his return to Israel.

The families of the victims have also accused German authorities of covering up their own mishandling of the incident. Documents published in the German press showed that German intelligence had warned of a potential attack but had done little to protect the Israeli athletes.

“Now is the time for Germany to take responsibility, to uncover their own failures, and to pay appropriate compensation,” said Ms. Romano.

Since the end of World War II, Germany has used compensation as a way to attempt to move forward from the destruction caused by Hitler’s Nazi regime. Between 1945 and 2018 [Germany paid nearly \\$90 billion to Holocaust victims and their heirs](#), according to the U.S. State Department.

James Bindenagel, the former U.S. ambassador and special envoy for Holocaust issues who has negotiated compensation agreements, said financials are a part, but not all of government reconciliation.

“To me what’s missing in this debate is the responsibility of the Bavarians and the federal government about what actually happened,” he said.

26 août (The Economist)

[https://www.economist.com/united-states/2022/08/25/biden-spends-hundreds-of-billions-on-reducing-student-loan-debt?utm\\_content=article-link-1&etear=nl\\_today\\_1&utm\\_campaign=r.the-economist-today&utm\\_medium=email.internal-newsletter.np&utm\\_source=salesforce-marketing-cloud&utm\\_term=8/25/2022&utm\\_id=1300555](https://www.economist.com/united-states/2022/08/25/biden-spends-hundreds-of-billions-on-reducing-student-loan-debt?utm_content=article-link-1&etear=nl_today_1&utm_campaign=r.the-economist-today&utm_medium=email.internal-newsletter.np&utm_source=salesforce-marketing-cloud&utm_term=8/25/2022&utm_id=1300555)

United States | Inflation Acceleration Action

## Biden spends hundreds of billions on reducing student-loan debt

Good politics, maybe, but poor policy



Aug 25th 2022 | WASHINGTON, DC

Reforming the costly financing of higher education in America would require Congress to agree on a redesign, which would be an arduous and tiresome process. Joe Biden has instead decided to go it alone. On August 24th the president announced a sweeping debt-forgiveness plan through executive order. The federal government will remove up to \$10,000 from the balances of individuals earning less than \$125,000 a year (as 95% of Americans do), and \$20,000 for those who received Pell grants, which are mostly awarded to university students from poor families. Yet despite Mr Biden's effort to cut the Gordian knot of student debt, America will be tangled up in it again soon enough.

Assuming the inevitable legal challenges fail, there will be many happy immediate beneficiaries. Progressives in the Democratic Party, who had been campaigning for years for either complete cancellation of \$1.6trn held in student debt or wiping out as much as \$50,000 per borrower, can cheer their victory after months of watching Senator Joe Manchin slowly asphyxiate their dreams. Even Mr Biden's Solomonic compromise, which he had committed to as a presidential candidate, will completely wipe out existing debt for perhaps half of today's borrowers.

But all that good will come at a dear price. Calculations are preliminary, but Marc Goldwein of the Committee for a Responsible Federal Budget (crfb), a think-tank, reckons Mr Biden's pen stroke will cost between \$400bn and \$600bn. Having just dubbed its recently enacted climate-change and tax plan the Inflation Reduction Act—because it would reduce net federal expenditures by \$300bn over the next decade—the White House might as well call this effort the Inflation Acceleration Action. Whereas most pandemic-relief programmes lapsed months ago, everyone holding student loans, rich or poor, has not had to make payments since March 2020. That has cost the federal government an estimated \$60bn a year, making it twice as expensive as the mortgage-interest deduction afforded to homeowners (which now costs \$30bn annually).

The analogy to the mortgage-interest deduction is apt in another way. It is hardly progressive. Owners of houses have higher incomes and wealth. Those with college and graduate degrees may start their working careers in greater debt, but command significantly higher wages later in life. According to the Bureau of Labour Statistics, the wage premium for a worker with some college education relative to

one with just a high-school diploma is 11%; for a completed bachelor's degree it is 65%; for a professional degree it is 138%.

When researchers at the Penn Wharton Budget Model, an academic costing outfit, evaluated the impact of a blanket forgiveness of \$10,000 (even with a qualifying income cap of \$125,000), they found that 69% of benefits accrued to those in the top 60% of the income distribution. The extra boost to Pell-grant recipients, which was a surprise, will make the move a bit less regressive. But the final verdict is unlikely to be a coup for the proletariat.

The deeper difficulty, however, is that partial debt cancellation is an expensive kludge atop a broken financing scheme that will not be repaired. Many European welfare states generously fund higher education for all. But in America, pairing universal financing with little cost discipline has created a moral hazard for colleges to increase prices. Despite the largesse displayed, the crfb estimates that aggregate debt loads will return to their present levels in five years.

“The problem is that the laws that have allowed this crisis to occur—this disaster to unfold—are still on the books,” says Adam Looney, a senior tax-policy adviser in Barack Obama's administration and a professor at the University of Utah. “Every year, American students borrow \$100bn in additional student loans. And they have the same terrible outcomes as borrowers who took out a loan ten years ago.”

Both parties think the political consequences are in their favour. Progressives hope that the policy will boost enthusiasm among disaffected youths. When Mr Biden, in remarks at the White House, said “this means people can start finally [to] climb out from under that mountain of debt,” he probably hoped that they would also make their way to the polls. (The pause on all student-debt payments was extended again until December, one month after the mid-term elections.) Mitch McConnell, the Republican leader in the Senate, prefers to term it “student-loan socialism”—a large redistribution from the working class to elites, and an inflationary one, to boot.

It will not be the last fight. One less-noticed change proposed by Mr Biden would reduce the amount directly paid by future borrowers—with the federal government picking up the rest of the tab. The problem's ugly head will rear again shortly.

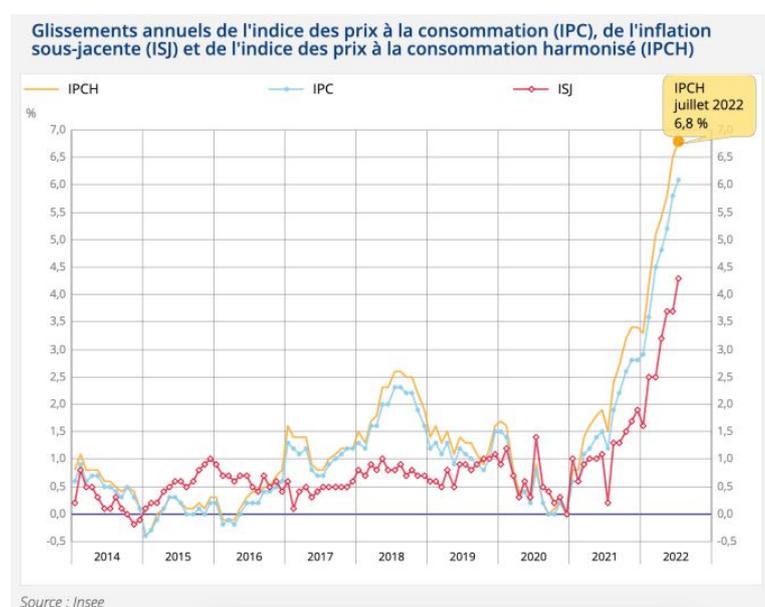
26 août (Blog de Nathalie M P Meyer)

<https://leblogdenathaliemp.com/2022/08/26/cest-horrible-lete-est-fini-et-linflation-est-toujours-la/#more-88572>

C'est HORRIBLE : l'été est fini et L'INFLATION est TOUJOURS là !

[VENDREDI 26 AOÛT 2022 À 08:00](#) / [NATHALIE MP MEYER](#)

La rentrée 2022 est véritablement cauchemardesque. On rentre à peine de vacances, on ouvre les yeux en tremblant, et bim, l'inflation que le ministre de l'Économie [Bruno Le Maire](#) ou la présidente de la BCE [Christine Lagarde](#) nous décrivaient au début du printemps comme un petit désagrément technique temporaire uniquement attribuable à la reprise post-Covid puis à la guerre russe en Ukraine n'a pas eu le bon goût de s'assécher au soleil de l'été. Tout au contraire, elle est toujours là, plus vigoureuse que jamais – [8,9 %](#) en zone euro et [6,8 %](#) en France selon le calcul harmonisé de l'Union européenne (IPCH).



D'après le même Bruno Le Maire, nous serions actuellement au « *pic de l'inflation* » et la seule et unique politique possible consisterait à « *soulager le porte-monnaie des Français* » en attendant que ça passe, comme ça, miraculeusement, [peut-être en 2023](#).

Pur vœu pieux, ne reposant sur rien. Mais pour ce qui est de soulager, on ne pourra pas dire que le gouvernement n'aura pas mis le paquet. Le paquet pouvoir d'achat à 20 milliards d'euros voté cet été, par exemple, lequel a succédé aux chèques énergie et inflation du début de l'année, sans oublier les abondantes mesures de soutien mises en place pendant la période Covid. Résultat, la France caracole encore et toujours dans le groupe de tête des pays les plus [dépendants](#) (59,2 % du PIB en 2021) et les plus [endettés](#) (114 % du PIB à la fin du premier trimestre 2022) de l'Union européenne.

Malgré ces piètres résultats, certaines habitudes ont la vie dure. Parmi elles, cette idée fixe que la France performe mieux que tout le monde et qu'elle est mieux armée que tout le monde pour affronter une conjoncture hostile. Ce fut le cas l'an dernier, quand le gouvernement [prit prétexte](#) du rebond de croissance de 7 % en 2021 pour se décerner des satisfecit sans fin, oubliant opportunément que l'économie avait commencé par décrocher de 8 % en 2020.

Rebelote aujourd'hui, avec un Olivier Véran désormais porte-parole du gouvernement, qui se félicite bruyamment du (relativement) faible taux d'inflation de la France, le plus bas de la zone euro après Malte, oubliant à nouveau opportunément que tout ceci n'est dû qu'à une

dégradation continue de nos comptes publics qui revient à déplacer le problème vers l'avenir, nullement à le juguler.

Mais à vrai dire, personne ne sait au juste comment combattre une inflation qui, au-delà de ses composantes conjoncturelles Covid et Ukraine, résulte avant tout de la politique d'argent facile qui a prévalu jusqu'à présent. D'où une palette de « solutions » diverses et variées qui ne sont en réalité qu'incantations, pansements et manipulations idéologiques à la petite semaine.

Nous avons d'abord les banques centrales.

Pour elles, il s'agissait auparavant de favoriser l'investissement donc la croissance par une politique de taux maintenus artificiellement bas et par un allègement artificiel du bilan des banques afin de leur permettre de prêter encore plus aux entreprises et aux États (point que la France, toujours à la pointe de la dérive budgétaire, a hélas capté cinq sur cinq). Bref, de la monnaie sans contrepartie dans le monde réel, déversée par milliards dans l'économie. Ce qui devait arriver est bel et bien arrivé : érosion monétaire et inflation.

Il s'agit dorénavant de rectifier le tir en relevant les taux et en cessant les rachats de blocs de prêts des banques. Mais là, un autre écueil nous guette, celui de la récession. Difficile réglage qui gagnerait sans doute à être laissé à l'appréciation des millions d'acteurs du marché plutôt qu'aux manipulations mal informées et trop politiciennes de quelques banquiers centraux.

Puis nous avons la députée européenne insoumise Manon Aubry.

Dans le parti de M. Mélenchon et à la Nupes en général, on considère que le pouvoir d'achat des citoyens ne peut être assuré que s'il est fixé par les pouvoirs publics. Sans même parler d'inflation, la recette imparable de la justice sociale et solidaire passe obligatoirement par la hausse du salaire minimum et l'encadrement des prix (dont notamment les loyers). Aucune de ces politiques, quand elles furent mises en œuvre en divers endroits et circonstances, n'ont réussi à faire la preuve de leur bien-fondé, entraînant plutôt des résultats opposés aux effets recherchés (voir [ici](#) et [ici](#)).

Mais peu importe à la députée européenne qui voit dans l'inflation une formidable justification des thèses de la France insoumise et propose en conséquence de monter le SMIC à 1 500 euros nets, comme prévu de longue date dans le programme présidentiel de la Nupes, et de bloquer les prix d'un panier de biens de consommation de première nécessité.

Faudra-t-il alors bloquer aussi les prix des fournisseurs des commerçants ? Puis les prix des fournisseurs des fournisseurs ? Ce genre de remarque [n'émeut guère](#) Manon Aubry. Comme chacun sait, les super-profits du CAC 40 y pourvoient largement. Le petit problème, c'est que les profits, super ou pas, associés à un endettement réfléchi, sont précisément les investissements de demain, donc les emplois et les salaires de demain. Des investissements sains, en adéquation avec la richesse réelle, non facteurs d'inflation et/ou de bulles économiques alimentées par une dangereuse abondance de subventions et de prêts garantis accordés de façon purement politique depuis Bercy.

Mais ce qui indigné le plus Manon Aubry – et nous apporte au passage la preuve de sa totale idéologie dans sa façon d’appréhender les problèmes économiques – c’est de constater que maints acteurs privés de la grande distribution ont pris eux-mêmes la décision de bloquer les prix de certains produits face à l’inflation.

Quel scandale ! Les entreprises s’octroient la possibilité de choisir sur quels produits elles vont diminuer leur marge et sur quels produits elles vont éventuellement l’augmenter. Non mais quelle audace ! Ou comment nous dire très clairement que dans le monde de la France insoumise, les individus n’ont pas le droit de choisir. Seul l’État mélenchonien est apte à faire des choix éclairés pour le (supposé) bien de tous. Retour aux célèbres délices d’une société étroitement contrôlée et d’une économie de plus en plus planifiée.

Et pour finir, nous avons Emmanuel Macron.

On a compris que la solution concrète choisie par son gouvernement relevait de la politique du pansement. C’est du reste la seule solution qui vient en toutes circonstances à l’esprit de nos gouvernements, quitte à voir le problème s’aggraver et devoir ensuite doubler la taille du pansement. On a du chômage ? On va indemniser les chômeurs. On a des pauvres ? On va augmenter les allocations. Etc. etc. C’est sans fin et cela ne résout rien si ce n’est que cela active lentement mais sûrement la machine à inflation dans laquelle on se débat maintenant. S’interroger sur le pourquoi du chômage trop élevé ou sur la persistance de citoyens pauvres dans un pays champion des dépenses publiques, cela n’est jamais au programme.

Mais pour le Président de la République, après la période Covid, l’inflation qui perdure (enrôlée au même titre que la sécheresse de l’été et la guerre en Ukraine) est aussi l’occasion rêvée de se poser à nouveau en grand chef de guerre courageux et lucide qui sait voir les changements d’époque avant tout le monde et excelle à conduire son peuple dans les méandres d’un environnement de plus en plus dangereux. Et de [gloser](#) avec autant de gourmandise que de grandiloquence creuse sur « *la fin de l’abondance, des évidences et de l’insouciance* ».

« *L’heure est grave* », comme dirait Bruno Le Maire, toujours au taquet pour relayer la divine parole présidentielle. Oui, l’heure est grave, je n’en disconviens pas. Je pense du reste qu’un chef d’État digne de ce nom se doit de parler vrai à ses concitoyens et ne rien leur masquer de la réalité et des difficultés à venir. **Mais encore faudrait-il ne pas se tromper de réalité ni de difficultés.**

Comme si l’inflation était une plaie parfaitement indépendante de nos actions passées... Comme si Emmanuel Macron, au pouvoir depuis 2017 et conseiller puis ministre de l’Économie de François Hollande depuis 2012, n’avait à répondre de rien en fait d’évidence et d’insouciance... Comme si la [magie des mots](#) qu’il affectionne plus que tout pouvait suffire à assurer le bonheur des Français... Comme s’il y avait équivalence parfaite entre discours pessimiste ampoulé et carrure de grand chef d’État apte à piloter dans la tempête...

Je pense pour ma part que la « gravité de l’heure », bien réelle mais instrumentalisée avec une légèreté parfaitement hors-sol par le gouvernement, devrait enfin nous pousser à deux introspections urgentes et essentielles :

· au niveau européen, repenser le sens et le rôle de la monnaie et retrouver le chemin d’une monnaie saine, non-manipulée au gré des politiques publiques et représentative de l’économie réelle ;

· et au niveau français, réévaluer notre politique budgétaire, réévaluer le modèle social dont elle découle et faire enfin cesser la fuite en avant dans la dépense et la dette pour régler dans l'instant le moindre problème qui se présente (et que l'on voit resurgir, intact, un peu plus tard).

Il semblerait hélas que rien de tout cela ne soit en voie d'advenir. Ça promet.

26 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/doktorarbeiten-noteninflation-und-sinkender-anspruch-18262224.html?premium>

PROMOTION:

## Wie lässt sich dem Leistungsabfall bei den Doktorarbeiten entgegenwirken?

VON ECKHARD JESSE UND MANFRED G. SCHMIDT

-AKTUALISIERT AM 25.08.2022-15:14



Die Zahl der Doktorarbeiten steigt und steigt. Zugleich sinkt der Qualitätsanspruch. Was lässt sich dagegen tun? Ein Gastbeitrag.

Wer Misstände an den hiesigen Universitäten zur Sprache bringt, muss nicht kulturpessimistisch gestimmt sein. Manche kritisieren die Universitätsleitungen, andere die Hochschullehrer, den Mittelbau oder die Studentenschaft. Dieser Beitrag lenkt den prüfenden Blick nur auf die Dissertationen, ungeachtet der unterschiedlichen Promotionskulturen in den Fächern.

Laut „Statistik der Promovierenden“ des Statistischen Bundesamtes standen 2020 192.300 Personen in einem Promotionsverfahren. Die Zahl der abgeschlossenen Promotionen ist im vereinigten Deutschland nahezu kontinuierlich gestiegen, von 21.032 (1993) auf 29.303 (2016). Bis 2020, dem ersten Jahr der Corona-Pandemie, sank sie auf 26.220. Etwa jede vierte geht auf das Fach Medizin zurück, in dem der zur Promotion nötige Arbeitsaufwand als überschaubar gilt. Die Promotionsquote liegt pro Professor und pro Jahr etwa bei 1,0. Hinter dieser Zahl verbirgt sich eine große Spreizung.

Zwei – problematische – Trends fallen auf: Zum einen folgen die geistes- und sozialwissenschaftlichen Fächer mittlerweile mit kumulativen Promotionen dem Vorbild der Naturwissenschaften. Es gibt Universitäten, an denen der Betreuer bei jedem der mindestens drei eingereichten Texte Mitverfasser sein darf, wobei dem Doktoranden für zwei Aufsätze mit Peer-Review-Verfahren die federführende Autorschaft gebührt. Die Zahl der Ko-Autoren ist nicht begrenzt. Fungiert der Betreuer als solcher, kommt ein weiterer Gutachter ins Spiel. Nunmehr folgt vielerorts auf die kumulative Promotion die kumulative Habilitation, begünstigt durch die 2002 eingeführte Juniorprofessur.

Kritische Fragen liegen auf der Hand: Kann der Betreuer als Ko-Autor unbefangen bewerten? Genügen zwei Aufsätze wirklich für eine Promotion? Geht es bei dem Peer-Review-Verfahren immer mit rechten Dingen zu? Bedeutet eine derartige Praxis, machte sie denn Schule, den Niedergang der Promotionskultur? Wieso soll dem Doktoranden eine eigenständige Monographie erspart bleiben? Ist sie nicht nach wie vor ein Qualitätsausweis für einen nach oben strebenden Wissenschaftler? Wer gegen kumulative Dissertationen votiert, befürwortet keineswegs ellenlange Monographien: Masse heißt nicht Klasse.

## **Grundlagenforschung bildet einen Kernbestandteil der Universitäten**

Zum anderen arbeiten Fachhochschulen mittlerweile auf das Promotionsrecht hin, nachdem das [Bundesverfassungsgericht](#) 2010 ihnen die Wissenschaftsfreiheit zuerkannt hatte. Hessen machte 2016 den Anfang. Im Juni 2022 fiel die Evaluation einer wissenschaftlichen Kommission für die forschungsstarken Fachhochschulen in Hessen positiv aus. Wer Doktoranden betreue, erfahre eine Entlastung vom Lehrdeputat. Nordrhein-Westfalen, Sachsen-Anhalt und Berlin sind darin Hessen inzwischen gefolgt. Weitere Länder wie Baden-Württemberg stehen in den Startlöchern.

Auch wer „Elitismus“ als engstirnig und „Revierverhalten“ als kleinkariert empfindet, kann im originären Promotionsrecht für Fachhochschulen, die auf Wunsch der Hochschulrektorenkonferenz nun teilweise „Hochschulen für Angewandte Wissenschaften“ heißen, eine Fehlentwicklung sehen, wird doch auf diese Weise der Unterschied zwischen den achtzig Universitäten und den 243 Fachhochschulen eingeebnet. Dies ist keine Kritik an den dort lehrenden Professoren, die ohne Assistenten auskommen müssen. Doch Wissenschaft – Grundlagenforschung – bildet einen Kernbestandteil der Universitäten. Zum Alleinstellungsmerkmal der Fachhochschulen zählt hingegen die praxisnahe Ausbildung. Das schließt nicht aus, dass herausragende Absolventen der Fachhochschulen weiterhin die Möglichkeit erhalten, an Universitäten eine Dissertation zu schreiben – gegebenenfalls mit einem Zweitbetreuer von der Fachhochschule.

Die zwei größten Misstände im Promotionsgeschehen sind die hohe Abbrecherquote und die lange Promotionszeit. Exakte Daten fehlen. Nach konservativen Schätzungen geben zwei von drei Doktoranden ihr Vorhaben auf. Und wer es endlich geschafft hat, dürfte im Schnitt älter als dreißig Jahre sein. Für den Berufseinstieg ist dies wenig förderlich – der absehbare Trend weist in keine erstrebenswerte Richtung. Manchmal ist ein Ende mit Schrecken (rechtzeitiger Abbruch der Promotion) besser als ein Schrecken ohne Ende (ständiges Aufschieben). Um diese Defizite zu reduzieren, seien einige Anregungen für Betreuer wie Betreute genannt.

Professoren sollen ihren „Schützlingen“ beratend zur Seite stehen und zugleich Freiraum gewähren, etwa bei der Auswahl des Themas. Regelmäßige Konsultationen in einem Promotionskolloquium sind unverzichtbar. Dort hat jeder Teilnehmer möglichst einmal im Semester sein Vorhaben vorzustellen und im Kolloquium kritisch würdigen zu lassen. Auch mehrtägige Doktorandenkolloquien – die vorher eingereichten Texte redigieren die Mitwirkenden – haben sich bewährt. Liberalität entbindet nicht davon, im Falle mangelnder Fortschritte die Reißleine zu ziehen. Der Zugang zur Promotion erfordert strenge Kriterien. Als Doktorand sollte in der Regel nur akzeptiert werden, wer sehr gute bis gute Abschlussnoten vorweist, wer in einem mehrseitigen Entwurf überzeugend Thema, Leitfrage und Datengrundlage darlegt, wer das anzuwendende Theorie- und Methodenwerkzeug benennt und wer den wahrscheinlichen wissenschaftlichen Mehrwert des Vorhabens zu begründen vermag.

### **Leistungsfördernde Betreuung**

Doktoranden müssen die Motive ihres Ansinnens einer kritischen Selbstprüfung unterziehen: Treibt sie wissenschaftlicher Erkenntnisdrang, sind sie mit Herzblut dabei? Offenheit gegenüber dem Doktorvater oder der -mutter, die mit dem Schreiben der Dissertation auftauchende Probleme aus eigener Erfahrung kennen, hilft beim Vorankommen. Kein Betreuer will eine Arbeit sabotieren. Eine Schwäche zuzugeben ist daher eine Stärke. Nicht nur für Perfektionisten gilt: Jede Dissertation soll in einem Teilbereich etwas Neues bieten, nicht mehr, nicht weniger. Wer beizeiten Texte produziert, sieht schnell Fortschritte.

Ob der Doktorand die Arbeit im „stillen Kämmerlein“ als Individualdissertation verfasst oder als „strukturierte“ Promotion in einem Forschungsverbund, sollte ihm überlassen bleiben. Die letztgenannte Variante, die immer weiter vordringt, weist durch das Einbinden in einen größeren Wissenschaftskreis den Vorteil des ständigen Austausches mit Gleichgesinnten auf. Allerdings kann die Promotion durch Verschulung an Originalität verlieren. Thesen und Methoden, die dem Mainstream widersprechen, stoßen womöglich auf Vorbehalte. Im Übrigen verlaufen zwischen den

beiden Varianten keine scharfen Grenzen: Auch eine strukturierte Promotion zwingt den Doktoranden in kein Prokrustesbett, und wer eine Individualdissertation schreibt, vermag ebenso in einer inspirierenden Werkstattatmosphäre seine Thesen der kritischen Diskussion auszusetzen.

Beim Einhalten dieser Maximen könnte Leistung, die weder auf Gesinnung noch Geschlecht, weder auf Glauben noch Geld beruht, stärker durchschlagen als bisher. Der Dokortitel, der im Pass nichts zu suchen hat, da kein Namensbestandteil, darf keinesfalls zum Prestigeobjekt verkommen. Durch eine intensive Kooperation von Betreuern und Betreuten mag die Zahl der Plagiate zurückgehen, wiewohl nicht ganz verschwinden.

*Eckhard Jesse, von 2007 bis 2009 Vorsitzender der Deutschen Gesellschaft für Politikwissenschaft, lehrte an der TU Chemnitz.*

*Manfred G. Schmidt ist Emeritus für Politische Wissenschaft an der Universität Heidelberg.*

25 août (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/25/le-prix-de-la-lutte-contre-l-inflation\\_6138997\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/25/le-prix-de-la-lutte-contre-l-inflation_6138997_3232.html)

# Le prix de la lutte contre l'inflation

ÉDITORIAL

Le Monde

Si le bilan des banques centrales pour la décennie écoulée appelle légitimement la critique, il n'y a pas d'alternative à la hausse des taux pour contrer la montée des prix. Mais elle devra être administrée avec le souci d'éviter une casse sociale qui la rendrait inacceptable.

La quiétude cossue de Jackson Hole, dans le Wyoming, risque de détonner avec la tension entourant la réunion annuelle des banquiers centraux qui y est prévue du 25 au 27 août. Ces derniers sont aujourd'hui la cible de toutes les critiques, faute d'avoir anticipé le retour tonitruant de l'inflation, au sortir de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19. Ils sont accusés d'avoir laissé s'échapper hors de la cage des taux directeurs un monstre dont ils seraient aujourd'hui incapables de reprendre le contrôle, ou seulement à un coût exorbitant pour les économies.

Il est vrai que le bilan des banques centrales pour la décennie écoulée appelle légitimement la critique. Bien avant l'ère du « quoi qu'il en coûte » entraîné par un choc sanitaire sans précédent dans l'époque moderne, le maintien d'une politique d'argent gratuit, ou presque, longtemps après la crise financière de 2008 a provoqué de nombreux dérèglements. Son efficacité est restée sujette à caution, sans parler de ses effets négatifs sur les inégalités. En outre, l'inflation était peut-être invisible au niveau des prix à la consommation, mais bien présente au travers de la hausse irrationnelle des actions et des prix de l'immobilier.

Il fait peu de doute, également, que les banquiers centraux, à commencer par le plus puissant d'entre eux, Jerome Powell, qui dirige la Réserve fédérale aux Etats-Unis, se sont fourvoyés dans leur lecture des premiers signes inflationnistes apparus au cours de l'année 2021. Ils les ont présentés invariablement comme conjoncturels, liés à des goulets d'étranglement imputables au fort rebond économique qu'entraînait la disparition progressive de la crise sanitaire, avant d'être contraints d'admettre qu'ils devenaient structurels.

A leur décharge, cette myopie a été massivement partagée. Et le gigantesque plan de relance adopté en 2021 par le Congrès américain sous l'impulsion de Joe Biden n'a pas peu contribué par ailleurs au retour de l'inflation aux Etats-Unis. Enfin, il était impossible d'anticiper la guerre en Ukraine et l'accélérateur d'inflation qu'ont constitué les tensions accrues tout autant que durables sur les prix de l'énergie que l'invasion russe a déclenchées.

## Le risque de la récession

Même si les leçons de cette décennie d'argent magique doivent être tirées, la priorité doit porter à présent sur la bataille à livrer contre une hausse des prix qui atteint déjà des niveaux difficilement soutenables dans de nombreux pays. Or il n'existe pas d'alternative à une hausse des taux pour espérer casser cette spirale.

Le risque est bien connu. Cette hausse risque de se traduire par une [cascade de récessions](#). La remontée des taux opérée par la Réserve fédérale des Etats-Unis a déjà été suivie par la contraction du produit intérieur brut au cours des deux premiers trimestres de l'année, même si le marché de l'emploi a montré sa résilience en achevant d'effacer en juillet l'ensemble des destructions de postes entraînées par la pandémie. Le ralentissement de la hausse des prix constaté en août constitue cependant un premier signal encourageant, qui doit être encore confirmé.

La zone euro, qui a encore plus tardé à réagir, fait face au même défi, et au même risque de stagflation. Que sa monnaie soit désormais à la peine face au dollar, pour la première fois depuis deux décennies, dit bien ses difficultés. Partout, la pilule amère de la hausse des taux devra être administrée avec le souci d'éviter une casse sociale qui la rendrait inacceptable, mais elle devrait rester préférable à une inflation hors de contrôle.



25 août (WSJ)

[https://www.wsj.com/articles/putins-gas-threat-is-a-bluff-nord-stream-eu-blackmail-gazprom-excess-winter-liquefied-natural-gas-infrastructure-11661340994?mod=hp\\_opin\\_pos\\_5#cxrecs\\_s](https://www.wsj.com/articles/putins-gas-threat-is-a-bluff-nord-stream-eu-blackmail-gazprom-excess-winter-liquefied-natural-gas-infrastructure-11661340994?mod=hp_opin_pos_5#cxrecs_s)

OPINION

## Russia's Gas Threat Is a Bluff

Its reputation and economy both depend on keeping the Nord Stream pipeline operational.

By Paul Roderick Gregory and Ramanan Krishnamoorti

Aug. 24, 2022 1:33 pm ET



ILLUSTRATION: DAVID GOTHARD

Listen to article

Length(6 minutes)

[Vladimir Putin](#) relishes blackmailing an apprehensive and intimidated Europe with access to natural gas. His game: threatening that Russia will deliver only 40%, 20%, maybe even zero if you don't do what he wants. Governments hang on his words without asking whether his threats are credible. The International Energy Association warns that Mr. Putin might cut off gas to the European Union entirely. But that would require a complete shutdown of the Nord Stream 1 pipeline, and every petroleum engineer knows the consequences for Mr. Putin would be dire.

In gas markets, a gathering system transports gas from fields. This system connects to a pipeline, which transports gas to customers. Transactions between buyers and sellers are usually governed by long-term contracts that promise sufficient revenue for construction, operating costs and profits to satisfy demand at the other end of the pipeline.

That Gazprom, Russia's state-run gas company, isn't an investor-owned for-profit enterprise complicates conventional economic analysis. Gazprom serves as an instrument of Russian foreign policy. Its Nord Stream pipeline transports gas to the EU through its northern route. The pipeline draws its gas from fields in Russia's remote Arctic areas, including Yamalo-Nenets. This gas enters the pipeline at Vyborg, close to the Finnish border. It then flows under

the North Sea to Greifswald, Germany, and enters the EU distribution system. A parallel undersea pipeline, Nord Stream 2, has yet to enter into service.

Nord Stream's capacity is 62 billion cubic meters a year. From 2019-21, Gazprom shipped annually some 55 billion cubic meters of gas through Nord Stream, and it operated at this rate—near capacity—up to the Feb. 24 invasion of Ukraine.

We don't yet know how much pipeline capacity will be used in 2022, but, in late July Nord Stream operated around 40% capacity. After a return to service, following so-called routine maintenance in July, flow fell to 20% of capacity. Gazprom's threat of further stoppages materialized as it again shut down deliveries for three days at the end of August for maintenance.

If the pipeline operates at 20% of capacity for the rest of the year, Gazprom would transmit about 19 billion cubic meters of gas to the EU via Nord Stream in 2022. This gas will be drawn from fields that in the preceding three years produced about 55 billion cubic meters a year.

Unlike crude oil, which could be diverted to other markets by tankers, Gazprom can't send its excess northern gas elsewhere. That would require massive new pipeline systems, taking years to build. Gazprom could divert some gas to storage, but its tanks already are nearly full in preparation for winter.

Producers can't increase or reduce output according to pipeline demand, so Gazprom would seem to have no choice but to shut in a substantial number of Northern gas wells. It can do so without losing lucrative oil production, because these fields are "dry," primarily gas wells, not a mix of oil and gas. Gas production for the whole of Russia declined more than 10% in the first half of 2022 compared with the previous six months as wells began to be shut in.

Shut-in wells are always challenging when dealing with hundreds of wells across different geological formations. As time passes, shut-in wells can experience fluid buildups that threaten the underlying reservoir structure, keeping some from returning to full production. That can be avoided with good field management. But Gazprom must now do without [Halliburton](#), [Baker Hughes](#) and [Schlumberger](#), international service companies with expertise in well management that are winding down their business in Russia. As a last resort, Gazprom could flare the excess gas, causing environmental damage and effectively burning money.

The excess-gas problem is only one potential cost of dramatic cutbacks in deliveries to the EU. The cutbacks likely won't damage the pipeline itself, although steel can corrode and leaks could form. Rather, the accessories that regulate the gas flowing into the pipeline could be damaged by operating at a low capacity. Most of the compressors that pressurize the gas, as

well as valves and meters, tend to operate best at high capacity. Lower pressure and diminished throughput can compromise ancillary equipment.

But we have yet to examine Mr. Putin's most extreme option: stopping all gas deliveries to the EU, shutting in entire fields and idling Nord Stream not for days or weeks but months. Such a shutdown during the winter would require a complete overhaul of Nord Stream's ancillary equipment, and no one could know what damage the pipeline and related infrastructure would incur.

Mr. Putin can threaten to cut off gas, but he can't act unless he is willing to risk one of his crown jewels. So who has whom over the barrel? As he becomes more belligerent, the EU is booking substitutes for Russian gas from Qatar, Algeria, Azerbaijan and others, returning to coal and nuclear power, and expanding its liquefied-natural-gas infrastructure.

The threat to Russia's gas infrastructure from Mr. Putin is trivial compared with his sacrifice of Russia's reputation as a reliable supplier, which the Soviets began cultivating decades ago. As he jerks his EU customers around with threats, small concessions and more threats, he risks losing his best EU customers for good. Who will benefit? Mr. Putin's enemy No. 1—the U.S. and its burgeoning LNG behemoth.

*Mr. Gregory is a professor emeritus of economics at the University of Houston and a research fellow at Stanford's Hoover Institution. Mr. Krishnamoorti is a professor of petroleum engineering at the University of Houston.*

25 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/25/437532-othman-nasrou-nous-avons-besoin-de-renouer-avec-la-liberte>

Opinion

25 août 2022

## Othman Nasrou : « Nous avons besoin de renouer avec la Liberté »

Contrepoints

Un entretien avec Othman Nasrou, vice-président LR de la région Île-de-France et élu de Trappes (Yvelines).



**Contrepoints – Pouvez-vous présenter votre parcours en quelques mots pour nos lecteurs ?**

Othman Nasrou – J’ai 35 ans et je suis Vice-Président de la Région Île-de-France, depuis 6 années. Je suis notamment en charge de l’enseignement supérieur et de la recherche mais aussi de la promesse républicaine pour faire en sorte que tous ceux qui veulent réussir puissent le faire.

J’ai également été Président du groupe majoritaire de la Région Île-de-France durant cette période. Je suis diplômé d’HEC, et je me suis engagé en politique après une première expérience de création d’entreprise, que j’ai revendue depuis. Je dirige également aujourd’hui une pépinière d’entreprises, dont j’ai effectué le redressement financier.

**Contrepoints – La défaite de la droite à la présidentielle a-t-elle été l’occasion d’une introspection de la part de ses leaders ? Un rebond peut-il vraiment se dispenser d’une réflexion sur ses fondamentaux ?**

L’échec de la droite aux trois dernières élections présidentielles vient de loin. Pourtant en 2017 et en 2022, avec François Fillon et [Valérie Pécresse](#) nous avons posé le bon diagnostic sur la nécessité de porter des réformes puissantes pour recentrer l’action de l’État sur ses missions essentielles.

La réalité c’est que la droite a perdu la confiance des Français en donnant le sentiment que sa main pouvait trembler. Nous avons promis la rupture en 2017 mais nous ne sommes pas allés au bout de cette rupture et avons envoyé ensuite tant de signaux contradictoires... Pire, nous avons donné le sentiment de reculer sous la pression de la gauche comme lorsque nous avons renoncé à supprimer l’ISF ou que nous sommes revenus sur le bouclier fiscal qui était pourtant une bonne idée.

Emmanuel Macron est venu brouiller un peu plus notre message. Certains dans notre famille politique se sont opposés à des réformes qui étaient pourtant dans le projet de François Fillon en 2017.

Comment comprendre que certains à droite se mettent à critiquer la baisse des emplois aidés, [la réforme de la SNCF](#) ou [la privatisation d'ADP](#) ?

Nous avons besoin de faire le bilan de nos réussites, qui sont nombreuses notamment dans nos collectivités territoriales, mais aussi de nos échecs. C'est le seul chemin pour retrouver le cœur des Français.

**Quelle serait la priorité d'une droite qui renoue avec ses racines libérales ?**

Depuis des décennies, la dépense publique n'a cessé d'augmenter. Quand on regarde les données macro-économiques, dans l'ensemble, on peine à distinguer les périodes où la droite et la gauche étaient aux responsabilités. Sans doute parce que la droite n'a jamais eu le courage d'assumer la rupture avec la spirale de l'argent magique.

Nous devons accepter la **rupture avec cette politique de dilapidation de l'argent public pour recentrer l'État sur ses missions essentielles : protéger, éduquer et soigner**. Aujourd'hui l'État veut s'occuper de tout mais est défaillant sur l'essentiel des sujets du quotidien des Français.

Faire de la politique c'est accepter de faire des choix. Quand tous les sujets sont prioritaires, en réalité aucun ne l'est. C'est précisément ce que je reproche au *en même temps* macroniste.

**Je crois que nous avons besoin de renouer profondément avec la Liberté**. Redevenir le parti qui fera respirer les Français, **qui les libérera des normes folles et d'une fiscalité spoliatrice, qui dévalorisent l'effort et le travail**. Je veux que nous nous battions à nouveau pour les courageux qu'on décourage. Ceux qui se lèvent tôt et qui travaillent dur sans jamais se plaindre ni demander de subvention. C'est ce chemin que je veux donner à la droite.

**Allez-vous être candidat à la présidence de LR pour insuffler ce renouveau ?**

La seule question qui compte c'est de savoir comment nous allons redevenir une droite audacieuse qui saura retrouver le cœur de tous les Français. **Pour cela, il faut renouer durablement avec la Liberté. Nous devons défendre la première valeur de notre devise contre tous ceux qui veulent l'égalitarisme dans la misère, le nivellement par le bas et la médiocrité pour tous.**

Comment accepter que les discours politiques ne tournent désormais plus que sur des projets de réglementations et d'interdictions ? Je rêve que notre famille politique porte un autre projet de société qui permettra l'épanouissement de chacun. Mais pour cela, nous devons nous refonder en profondeur. Repenser notre fonctionnement interne pour donner plus de place aux adhérents, repenser notre communication pour que nos messages clés soient bien identifiés et avoir le courage de faire l'inventaire de nos propres renoncements pour retrouver à nouveau la confiance des Français.

Cette refondation ne pourra pas être une démarche individuelle. Nous aurions tort de vouloir ouvrir de nouvelles guerres de chapelles ou de générations. Nous avons besoin de renouer avec le collectif pour refonder en profondeur notre famille politique et pas seulement changer la couleur de la façade. **Je veux être l'un des artisans de cette refondation.**

**Être libéral au sein des Républicains aujourd'hui, c'est encore possible ? Comment trouver sa place entre le populisme d'un Éric Ciotti et le socialisme conservateur d'un Pradié de l'autre ? En d'autres termes : où sont passés les libéraux ? Ils ont fini avalés par le centre autoritaire macronien ?**

La droite est par nature attachée à la liberté économique. Ceux d'entre nous qui se réinventent en promoteurs d'une planification centralisée se trompent en réalité de méthode et de stratégie. Plutôt que de chasser sur les terres de la gauche, ma conviction est que la droite doit revenir à ses fondamentaux dont la liberté constitue le sel.

**Quand j'entends certains défendre le blocage des prix, la planification ou l'allocation d'autonomie, au nom de la défense des classes populaires, je crois que cela mène à une impasse.**

Je crois que le salut des classes populaires passera justement par une politique favorable à la liberté économique. Durant les prochaines semaines et les prochains mois je nourrirai cette idée par des propositions nouvelles et concrètes. La réalité, c'est que ce sont les Français les plus modestes qui sont en attente d'une politique de droite. **Opposer une vision libérale et l'intérêt des classes populaires est une erreur d'appréciation majeure qui conduirait à la division de notre famille politique.**

**Dans un entretien à *Valeurs Actuelles*, vous avez jugé « mortifère » la proposition de certains sénateurs visant à légaliser la consommation de cannabis. Ne pensez-vous pas que la légalisation – préconisée par un think tank comme GenerationLibre par exemple – dans le domaine permettrait d'assécher les trafics et d'allouer les ressources policières à des tâches plus en adéquation avec leurs missions de maintien de l'ordre ? Il n'y aurait pas de solution libérale au problème ?**

Je ne crois pas que la légalisation du cannabis soit une solution. Elle ne ferait pas disparaître les trafics. **Au Canada, malgré la légalisation, la majeure partie du cannabis provient toujours du marché noir. Le trafic de cigarettes de contrebande est l'un des plus importants, alors même que le tabac est légal. Qui imagine que les dealers vont enfileur un costume pour ouvrir un coffee-shop ?** Ils continueront de distribuer du cannabis de contrebande, et des drogues plus dangereuses, et la consommation augmentera encore. Bien sûr, il serait hypocrite de considérer que tout va bien. Aujourd'hui, la guerre contre la drogue est largement perdue par l'État. C'est pourquoi il nous faudra renouer avec une forme de volontarisme politique et surtout avoir une véritable politique pénale adaptée pour assécher les réseaux.

**Légaliser reviendrait également à envoyer à notre jeunesse le signal que la drogue est un produit de consommation comme un autre. Je ne m'y résous pas.** Le libéralisme n'empêche pas de défendre un véritable projet de société.

25 août (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/koh-lantess-a-fresnes-a-quoi-sert-la-prison-lanalyse-dalain-bauer>

Tribune libre

## «Koh Lantess à Fresnes: à quoi sert la prison?» – l'analyse d'Alain Bauer

Par Alain Bauer

23 août 2022 à 12h43

Invention moderne, l'emprisonnement n'était le plus souvent, en matière criminelle, qu'un moment relativement bref de rétention avant jugement, mise en esclavage ou exécution



Régulièrement, à l'occasion d'une évasion, d'une récidive ou d'un évènement qui émeut l'opinion, on trouve un moment pour reparler de la prison, le plus souvent sous forme d'invectives ou de déclaration lénifiantes.

Celles et ceux qui s'émouvaient de la « Honte pour la République » au regard des conditions de traitement des prisonniers (mais aussi des personnels de l'administration pénitentiaire, des avocats, des visiteurs et éducateurs de prison, des familles,...) ne sont pas les derniers à condamner les initiatives locales, parfois plus que maladroites, qui semblaient pourtant répondre au chœur des lamentations humanistes des mêmes commentateurs.

Depuis l'Ordalie, jugement de dieu, qui réglait dans l'instant une partie des questions de culpabilité, d'innocence et de traitement de la peine, en passant par la peine de mort, le pilori, les travaux forcés, le bagne (y compris pour enfants), la perpétuité réelle, les débats sur la dureté insuffisante de la peine n'ont jamais vraiment cessé.

Invention moderne, l'emprisonnement n'était le plus souvent, en matière criminelle, qu'un moment relativement bref de rétention avant jugement, mise en esclavage ou exécution. Le traitement de la folie et la répression politique permettant la quasi-totalité des enfermements de longue durée.

**Surveiller et punir.** L'Etat central français a ensuite pris le dessus et inventé la prison « répressive » au XIII<sup>e</sup> siècle, aidé par l'Eglise catholique qui permet la création du mode d'enquête inquisitorial dont une large partie a survécu dans la « Patrie des droits de l'Homme et du Citoyen ». Dès 1670, La Grande ordonnance criminelle de Louis XIV, revenant aux principes anciens, souligne que l'emprisonnement ne constitue pas une peine mais une mesure préventive en attendant un jugement ou un châtement. Michel Foucault l'a largement rappelé dans son « Surveiller et Punir ».

Le système judiciaire, magistrats et surveillants, personnels d'éducation et de santé, tentent de naviguer à vue en tenant des opérations visant à faire baisser la pression dans un univers dégradé et surchauffé dans cette période caniculaire

Bentham, Beccaria, Howard ont dès le XVIII<sup>e</sup> siècle interrogé la société sur ce qu'elle voulait faire de sa prison. Faut-il juste transformer la vengeance individuelle en sanction collective ? Punir, rééduquer, réinsérer, resocialiser, empêcher la réinvasion et la récidive...

L'Etat a ensuite, un peu partout dans le monde, inventé un « paradoxe pénitentiaire » qui tente de traiter une contradiction majeure entre les fonctions de répression et de réhabilitation de la prison, mais aussi de réparation vis-à-vis de la société et des victimes. Ne sachant que privilégier, faute de consensus, face aux revirements naturels de l'opinion et des médias lors de chaque tragédie mettant en cause un repris de justice mis en cause dans un viol, un meurtre, un attentat, les institutions ont navigué au jugé, à la godille, sacrifiant les initiatives souvent nécessaires à une forme de paix civile en prison et tenant de masquer le fait qu'on ne peut tenir un lieu d'enfermement collectif sans une forme de négociation sociale entre les enfermés et les surveillants.

**Injonctions contradictoires.** Peu à peu, on a supprimé les châtements corporels et les pratiques les plus barbares et inventé des mesures dites alternatives (assignation à résidence, placement sous surveillance électronique – une sorte de prison domiciliaire élargie –, probation...). Incapables de trancher devant tant d'injonctions contradictoires, de revirement de postures et de positions, le système judiciaire, magistrats et surveillants, personnels d'éducation et de santé, tentent de naviguer à vue en tenant des opérations visant à faire baisser la pression dans un univers dégradé et surchauffé dans cette période caniculaire.

Le Koh Lantless de Fresnes, faisant référence à un « jeu » auprès duquel le baigneur pourrait faire office de Club Med, mais a surtout péché par sa mise en scène extérieure et son choix visiblement discutable de certains participants. Qu'aurait donc été la réaction politique et publique si la canicule avait provoqué des émeutes dans les prisons ?

On peut comprendre l'émotion des victimes et de leurs proches qui ne voient la prison que comme une punition qui devrait remplacer tout juste la loi du Talion. La grande confusion dans la présentation du rôle de la Prison, pourtant défini par des parlementaires qui devraient plus souvent visiter les maisons d'arrêts et lire attentivement les recommandations de la contrôlée générale des lieux de privation de liberté, ne facilite pas la capacité pour le peuple citoyen et souverain au nom duquel on juge en France, de savoir quelle prison il veut et pour quoi faire.

Il serait peut-être temps de lui demander.

*Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, New York et Shanghai. Dernier ouvrage : Criminologie pour les nuls, First, 2021.*

25 août (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/economie/lordo-liberalisme-trou-noir-du-continent-europeen-la-tribune-demmanuel-sales>

Tribune libre

## «L'ordo-libéralisme, trou noir du continent européen» – la tribune d'Emmanuel Sales

24 août 2022 à 10h38

Joachim Nagel, le président de la Bundesbank, pousse un agenda déflationniste depuis plusieurs mois

Ainsi, malgré [l'entrée en récession de la zone euro](#), la Banque centrale européenne (BCE) va accentuer son cycle de resserrement monétaire. Isabel Schnabel, représentante de l'Allemagne au directoire de la BCE, l'a affirmé le 18 août dernier, de nouvelles hausses de taux d'intérêt sont nécessaires [pour contrer l'inflation](#). Ses propos ont été relayés par Joachim Nagel, le président de la Bundesbank, qui pousse un agenda déflationniste depuis plusieurs mois. Les effets sur l'économie européenne n'ont pas tardé à se faire sentir, les marchés d'actions européens sont retombés dans le rouge, les primes de crédit sur la dette d'entreprise se sont tendues, la dette italienne s'est dépréciée et l'euro a atteint son plus bas niveau depuis l'année de sa mise en circulation.

Pourtant, à Francfort et à Paris, où l'ordo-libéralisme exerce sur les esprits une influence quasi religieuse, personne ne doute du bien-fondé de ces mesures. La récession est vécue comme un phénomène naturel, voire comme une « purge » salutaire des politiques « d'argent facile ». Seuls les économistes anglo-saxons, qui n'ont pas notre fétichisme de la monnaie, nous regardent avec tristesse ou ironie. Mais leurs travaux ne sont pas traduits en France et généralement dédaignés par la haute fonction publique qui considère toutes les politiques de relance, keynésiennes ou monétaristes, comme l'antichambre du socialisme redistributeur.

*Habitée depuis longtemps à dépendre de la Chine pour sa demande, des Etats-Unis pour sa défense et de la Russie pour ses sources d'énergie, l'Allemagne vit une forme de régression freudienne, refusant de tenir compte de la nouvelle donne géopolitique*

**Contraction.** Alors que les Etats-Unis soutiennent la croissance au prix d'une inflation plus élevée, l'Europe demeure ainsi sous l'influence des politiques déflationnistes de contraction de la demande interne. Même s'il n'y a pas de transmission de l'inflation aux salaires, on préfère agir dès maintenant au risque de casser la dynamique de reprise post-Covid et d'aggraver [les conséquences de la guerre en Ukraine](#) pour les ménages et les entrepreneurs. L'Allemagne privilégie la compétitivité de ses entreprises et souhaite sortir à tout prix des politiques de « taux zéro » qui étranglent les banques coopératives, piliers du Mittelstand. Habitée depuis longtemps à dépendre de la Chine pour sa demande, des Etats-Unis pour sa défense et de la Russie pour ses sources d'énergie, elle vit une forme de régression freudienne, refusant de tenir compte de la nouvelle donne géopolitique.

Pour l'Europe, le résultat des stratégies de « croissance compétitive », appliquées avec constance depuis la dernière crise financière, est dramatique : [la croissance européenne](#) a totalement décroché de sa tendance de long terme, le chômage reste à un niveau élevé, les capitaux étrangers refluent, les mécontentements sociaux alimentent les partis extrêmes.

Dans le même temps, nous sommes devenus plus dépendants de l'extérieur pour notre croissance et pour nos approvisionnements.

La monnaie ne peut pas tout, mais on sait depuis Friedman qu'un réglage monétaire trop serré pèse sur la croissance. L'ordo-libéralisme, cet idéal d'une économie sociale de marché se développant sous l'égide d'un Etat régulateur, sur fond de stabilité monétaire garantie par une banque centrale « indépendante », était une idéologie adaptée à l'Allemagne d'après-guerre, un pays sous tutelle, sorti du nazisme et privé d'un quart de son territoire. A l'échelle d'un continent, il condamne l'Europe à la stagnation et à la marginalisation politique.

25 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/malika-sorel-la-surrepresentation-d-etrangers-parmi-les-auteurs-de-faits-de-delinquance-soulignee-par-darmanin-etait-connue-depuis-des-annees-mais-le-politiquement-correct-paralysait-20220824>

Malika Sorel: «La surreprésentation d'étrangers parmi les auteurs de faits de délinquance constatée par Darmanin était connue, mais le “politiquement correct” paralysait»

Par [Martin Bernier](#)

Publié hier à 17:29, mis à jour il y a 8 heures



«Nombreux sont ceux qui ont écrit ou parlé sur cette question, mais, durant des années, rien ne passait en raison de la tyrannie de la "bien-pensance"». PASCAL LACHENAUD / AFP

**ENTRETIEN - Gérald Darmanin a déclaré dans le JDD qu'«il serait idiot de ne pas dire qu'il y a une part importante de la délinquance qui vient de personnes immigrées». Pour l'essayiste, il s'agit d'un fait avéré, et le reconnaître est nécessaire, car cette réalité a été longtemps peu ou prou occultée.**

*Malika Sorel-Sutter, essayiste, est ancien membre du collège du Haut Conseil à l'Intégration et de sa mission Laïcité. Elle a reçu le prix Honneur et Patrie de la Société des membres de la Légion d'honneur pour son essai Décomposition française (Fayard, 2015). Son dernier ouvrage publié est Les Dindons de la farce - En finir avec la repentance coloniale (Albin Michel, mars 2022, 224 p., 18,90€).*

---

**FIGAROVOX. - Dans un entretien accordé au Journal du dimanche du 21 août, Gérald Darmanin a affirmé qu'«il serait idiot de ne pas dire qu'il y a une part importante de la délinquance qui vient de personnes immigrées. 48 % des gens interpellés pour des actes de délinquance à Paris, 55 % à Marseille et 39 % à Lyon sont des étrangers.» Il a ensuite résumé ainsi sa position: «Bien sûr que l'étranger n'est pas par nature un délinquant. Mais il est évident que nous avons un problème de délinquance étrangère». Que pensez-vous de sa déclaration ?**

**Malika SOREL. -** C'est très bien que le ministre de l'intérieur dise la vérité qui est due aux citoyens. Dire la vérité et communiquer au peuple les informations importantes est même à la base de la démocratie. À défaut, le peuple décide à l'aveugle, ou son jugement est induit en erreur.

Sur le fait que Gérard Darmanin précise que l'étranger n'est pas par nature un délinquant, je l'approuve, et pour cause ! Permettez-moi une anecdote personnelle. Dans mon livre, je raconte que, des années après être revenue vivre en France – où je suis née –, j'ai revu un couple de professeurs qui avaient été mes enseignants de collège en Algérie, il s'agissait de coopérants techniques français. Pour leur toute fin de carrière, ils avaient été mutés en région parisienne. Or ils ont rapidement jeté l'éponge, me disant *«ici, ce sont des sauvages. Enseigner n'est pas possible»*. Avec beaucoup de nostalgie et d'émotion, ces deux enseignants me reparlaient de la qualité de l'ambiance scolaire dans laquelle ils s'étaient toute leur vie appliqués à transmettre les savoirs à leurs élèves en Algérie. Dans leurs nouvelles classes de banlieue parisienne, ils avaient pour l'essentiel le même public d'un point de vue ethnique, mais les comportements étaient radicalement différents. En Algérie, c'était le respect de l'enseignant et des savoirs qui prévalait, aussi bien chez les élèves que chez leurs parents. En France, là où ils avaient été affectés en fin de carrière, ce n'était manifestement pas le même climat. Ayant vécu quinze ans en Algérie, j'ai pu mesurer à quel point la société d'accueil – ici, française – ainsi que les discours de repentance et de mise en accusation récurrente des «Français de souche» ont pu jouer un rôle de premier plan dans le sentiment d'impunité qui a ouvert la voie à bien des dérives.

## **Comment expliquer les chiffres spectaculaires avancés par le ministre de l'Intérieur ?**

Ils ne m'étonnent guère. Ils résultent des politiques menées ces dernières décennies, et de la dictature ravageuse du «politiquement correct» qui a empêché de déployer les actions qui s'imposaient. **Ces chiffres sont très préoccupants car ils révèlent qu'aux yeux de ces délinquants, la France où ils vivent ne mérite aucun respect. C'est cet irrespect qui doit le plus inquiéter la société.**

Dans un pays qui fonctionne normalement, voilà longtemps que les frontières auraient cessé d'être des passoires et que toutes les mesures qui s'imposent auraient été mises en œuvre, y compris la refonte du Code de la nationalité telle que je l'ai recommandée lors de mon audition par la mission parlementaire sur le droit de la nationalité. Pour les lecteurs que cela intéresse, j'ai transcrit et intégré le contenu de cette audition dans mon dernier livre. Outre les préconisations, j'y explique par le menu pourquoi et comment certaines décisions politiques parées de bonnes intentions ont participé à faire le lit de la Berezina actuelle.

Il y a un autre point de l'entretien de Gérald Darmanin que je souhaiterais pointer tant il est éloquent. Tandis qu'il s'exprime sur le cas de Mayotte et du droit du sol, il dit: *«nous prenons cette décision car la situation est très préoccupante.»* En une phrase, il résume la cause du mal profond qui a touché nombre de nos élites: l'absence de capacité de prospective, l'extrême difficulté à anticiper les événements et les mutations, ce qui conduit à ne se préoccuper du feu que lorsque celui-ci a déjà accompli de sérieux ravages...

## **Estimez-vous exact de dire que les faits relatés par Gérard Darmanin ont été longtemps occultés ?**

Oui et non. Nombreux sont ceux qui ont écrit ou parlé sur cette question, mais, durant des années, rien ne passait en raison de la tyrannie de la «bien-pensance». **Au début de l'année 2011, Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Intérieur, a dit qu'il suffisait «de consulter les listings de la Direction centrale de la Sécurité publique du ministère de l'Intérieur, pour constater que plus de 50% des infractions constatées sont imputables à des jeunes dont le patronyme est de consonance africaine ou maghrébine.»**

Il est vrai que pendant longtemps, on a caché la réalité de la délinquance. **Puis lorsqu'elle est devenue si conséquente qu'on ne pouvait plus guère la masquer, de nombreuses voix se sont mises à systématiquement justifier les actes de délinquance et de rébellion en invoquant des raisons d'ordre socio-économique, faisant ainsi honteusement injure aux pauvres qui vivent dans le respect des autres et de la société.** Les mêmes voix ont aussi fait un amalgame entre toutes les personnes issues de l'immigration extra-européenne quand il convenait, tout au contraire, de dire la vérité afin de bien

séparer le bon grain de l'ivraie, et ainsi ménager les conditions d'un vivre ensemble harmonieux et non placé sous le signe de la défiance.

**Il suffit d'analyser les enquêtes d'opinion à travers le temps pour noter que le peuple était prêt, mais que c'est une partie de la classe politique, des médias et des intellectuels qui ont fait le choix de « pourrir » le débat et de torpiller ainsi sa sérénité nécessaire.**

*Malika Sorel*

**De façon plus générale, la France, par rapport aux autres démocraties libérales, disposerait-elle de moins d'outils statistiques pour connaître de façon objective la réalité de la délinquance ? Ou le problème vient-il d'un manque de sérénité du débat public, de son caractère passionnel ?**

La question se pose en d'autres termes. **Les gouvernants disposaient-ils, oui ou non, d'informations suffisantes pour agir ? La réponse est oui.** Au Haut Conseil à l'intégration, dont j'ai été membre, nous disposions de toutes les remontées de terrain utiles et nécessaires. Au demeurant, existent également de nombreux rapports parlementaires qui constituent une mine d'informations. Pour qui veut agir, toutes les données existent.

Bien sûr, l'absence de sérénité du débat public a joué un rôle. Il suffit d'analyser les enquêtes d'opinion à travers le temps pour noter que le peuple était prêt, mais que c'est une partie de la classe politique, des médias et des intellectuels qui ont fait le choix de « pourrir » le débat et de ruiner ainsi sa sérénité nécessaire.

Il convient aussi de mentionner le rôle joué par le Conseil d'État. J'ai déjà eu l'occasion de lister un certain nombre de ses décisions qui, depuis 1977, ont empêché la résolution des problèmes dans ce dossier. Au vu de la gravité des conséquences, une réflexion sur la réforme du Conseil d'État, son fonctionnement ainsi que les modalités de désignation de ses membres, s'impose.

Les autres démocraties libérales s'en sortent-elles mieux ? Exemple récent parmi d'autres: au printemps dernier, la Suède a été secouée par plusieurs semaines d'émeutes et une partie du pays s'est embrasée.

Dès 1987, bien des problèmes étaient en réalité déjà connus des instances européennes et un **document a été rendu public en septembre 1991 à Luxembourg. On y lit, entre autres : dans tous les États membres, la délinquance est généralement plus répandue chez ceux qui sont insuffisamment intégrés dans la société. Or, tel est relativement plus souvent le cas chez les communautés d'immigrés et les groupes ethniques que dans l'ensemble de la population.**» On y lit aussi que **«c'est vrai en particulier pour les jeunes gens issus de certains groupes ethniques ou communautés d'immigrés»**, et qu'**«il arrive d'ailleurs d'ores et déjà que les quartiers défavorisés des villes européennes, où vivent beaucoup d'immigrés, soient le théâtre de violences qui mettent aux prises soit la majorité autochtone et des groupes d'immigrés, soit les immigrés et la police, qui représente l'autorité de la société majoritaire.**» Y sont même évoquées **«les flambées de violence, qui peuvent dégénérer en véritables émeutes»**, et **«le climat de tension largement répandu»** ainsi que la nécessité **«d'agir avec détermination pour chercher à réduire les risques que cette situation comporte pour l'avenir.»**

Puisque aucun pays ne semble épargné, cela aurait dû conduire à un ensemble d'actions politiques coordonnées, adaptées à la hauteur des enjeux et défis. Cela a-t-il été fait ? Non.

En France, en trois décennies, ce sont plus de vingt lois qui ont été votées sur ces sujets, avec les résultats misérables qui s'étalent sous nos yeux. Ces lois étaient inadaptées car mal pensées. Trop de temps a été perdu. Il n'est plus temps de palabrer. Il faut agir.

25 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/rekordhohe-inflation-doch-die-ezb-sorgt-sich-um-italiens-noete-ld.1699246>

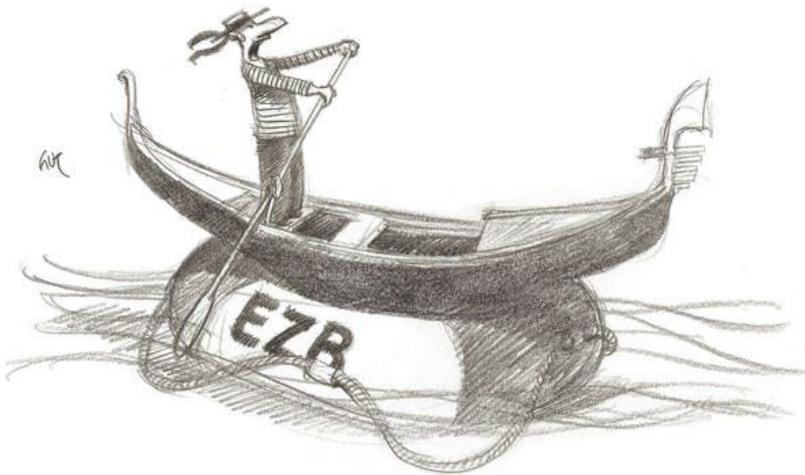
KOMMENTAR

## Inflation bei neun Prozent – doch die EZB sorgt sich lieber um Italiens Nöte und unterwirft sich so dem «Club Med»

Kaum haben die Finanzierungskosten Italiens angezogen, lanciert die EZB ein neues Staatsanleihen-Kaufprogramm, weil angeblich sonst die Geldpolitik nicht richtig wirkt und die Zinssätze zu stark abweichen. Die Argumentation ist perfide, weil sich damit fast alles rechtfertigen lässt. Die EZB verabschiedet sich so vom Mandat der Preisstabilität.

Michael Rasch, Frankfurt

25.08.2022, 05.30 Uhr



Die Priorität der Europäischen Zentralbank (EZB) wurde am 15. Juni offenkundig: An diesem heissen Sommertag kam der EZB-Rat zu einer Krisensitzung zusammen, nicht einmal eine Woche nach seinem regulären Treffen. **Die Rendite italienischer Staatsanleihen war auf 4,2 Prozent geklettert und lag damit 2,4 Prozentpunkte über jener der deutschen Pendanten – aus Sicht der EZB offenbar ein Alarmsignal. Die zugleich immer höher schiessende Inflation von knapp neun Prozent war der Notenbank bisher dagegen nie eine Krisensitzung wert, obwohl die Teuerung in einigen Euro-Ländern seit Monaten zweistellig ist und in Estland jüngst ungeheuerliche 23 Prozent erreichte. Die Entwicklung zeigt die immer stärkere Mediterranisierung der Geldpolitik.**

### EZB finanziert die Euro-Länder

Die EZB kümmert sich seit langem liebevoll um günstige Finanzierungsbedingungen der Mitgliedsländer der Währungsunion. **Sie hat in den vergangenen Jahren mit neu aus dem Nichts geschaffenem Geld insgesamt Staatsanleihen über rund 4,3 Billionen Euro erworben. Zeitweise finanzierte die Notenbank die komplette Nettoneuverschuldung der Mitgliedsstaaten.** Zuerst geschah dies zur Ankurbelung der Konjunktur und damit der als zu niedrig erachteten Inflationsrate. Diese schwankte lange Zeit zwischen null und zwei Prozent und notierte damit leicht unter dem Ziel der EZB von mittelfristig zwei Prozent. Danach kaufte sie die Staatsobligationen zur Unterstützung der Mitgliedsländer während der Corona-Pandemie.

**Stets hatte dies für die Finanzminister der Euro-Länder den angenehmen Nebeneffekt – oder war es sogar das Hauptziel? –, dass die Notenbank sie vor marktgerechten Zinsen schützte.** Für einige Beobachter war das zuerst noch erträglich, weil die Inflation in der Euro-Zone gering war. Doch mit den seit Herbst 2021 – deutlich vor dem Überfall Russlands auf die Ukraine – erheblich

anziehenden Inflationsraten kamen die «Währungshüter» unter Druck. Nach quälend langem Zögern beendete der EZB-Rat die Staatsanleihekäufe diesen Sommer und [stellte eine erste Leitzinserhöhung in Aussicht](#), die inzwischen vollzogen worden ist.

Die steigenden Inflationsraten in Kombination mit der Einstellung der Staatsanleihekäufe und der Aussicht auf anziehende Leitzinsen sorgten an den Kapitalmärkten für deutlich steigende Zinssätze. In Italien heizte die Regierungskrise um Ministerpräsident Mario Draghi, den ehemaligen Chef der EZB, den Zinsanstieg zusätzlich an und trieb so die Zinsdifferenzen gegenüber deutschen Staatsanleihen weiter in die Höhe. Doch diesmal zögerte die EZB nicht lange, sondern kündigte in der eingangs erwähnten [Krisensitzung](#) die Vorbereitung eines neuen Staatsanleihekaufprogramms an. [Inzwischen hat der EZB-Rat das sogenannte «Transmission Protection Instrument» \(TPI\) beschlossen](#).

Es könne aktiviert werden, um ungerechtfertigten und ungeordneten Marktdynamiken entgegenzuwirken, die eine ernste Gefahr für die Transmission der Geldpolitik in die ganze Euro-Zone darstellten. Die EZB will dadurch eine angebliche Fragmentierung des Euro-Raums, sprich: eine zu starke Zersplitterung der Zinssätze, verhindern. **Zur Rechtfertigung behauptet die Notenbank, dass die von Investoren verlangten Risikoprämien über jenes Niveau steigen könnten, das durch die Fundamentaldaten eines Landes gerechtfertigt ist.**

## Gleicht das Programm einem Geldautomaten?

**Damit massen sich die Damen und Herren des Geldes im Frankfurter EZB-Hauptquartier ein Wissen an, das sie nicht haben und nicht haben können. Die Höhe der Zinssätze für ein Land zu einem gegebenen Zeitpunkt hängt immer von unzähligen Faktoren ab und bildet sich letztlich aufgrund der Schwarmintelligenz der Finanzmarkt-Akteure.** Wenn die EZB die Frage aufwirft, ob eine gewisse Zinshöhe noch gerechtfertigt ist, wird **ihre Antwort darauf immer zutiefst interessengetrieben und letztlich politisch sein. Die EZB begibt sich damit einmal mehr auf das Feld der Fiskalpolitik.**

**«Wird Europas neues TPI ein Geldautomat sein?»**, fragt [Willem Buiter in einem Gastbeitrag auf der Plattform «Project Syndicate»](#). Darin legt das frühere Mitglied des geldpolitischen Komitees der Bank of England dar, wieso die Antwort «Ja» lautet. Buiters Sorge teilen zahlreiche Beobachter in Europa. Die deutschen Ökonomen Volker Wieland, Clemens Fuest und Lars Feld bezeichneten das Kaufprogramm jüngst zu Recht als **«toxisch für die Währungsunion»**. Für Wieland liefert das TPI das verheerende Signal, dass **unsolide Finanzpolitik belohnt wird**. Durch solche Fehlanreize steuere die Euro-Zone immer stärker in eine Schuldenunion, die nur durch die Solidität weniger Staaten zusammengehalten werde. Das könne nicht ewig gutgehen.

Die Störung des geldpolitischen Transmissionsmechanismus und die Fragmentierung der Euro-Zone stehen im Zentrum einer **aus Sicht der EZB genialen und zugleich aus Sicht der Kritiker perfiden Argumentation**. Sie erlaubt es der EZB für eine angeblich gute Sache, die Zinssätze in der Euro-Zone einzuebnen, damit die Geldpolitik besser wirkt. **Der Begriff Transmissionsmechanismus ist allerdings äusserst dehnbar. Er liefert einen Vorwand, um alles Mögliche machen zu können.** Doch für die unterschiedlichen Zinssätze kann es aus Sicht der Anleger gute Gründe geben, etwa hohe Schulden, schlechte Wachstumsaussichten, eine Regierungskrise oder externe Schocks wie eine Pandemie oder ein Krieg. In solchen Krisen den Zusammenhalt in Europa zu organisieren, ist Aufgabe der Politik, nicht der Zentralbank.

Die EZB sollte zudem Geldpolitik für den gesamten Euro-Raum machen und nicht für ein einzelnes Land. Sie schert sich auch nicht um die 23 Prozent Inflation in Estland. Wenn der geldpolitische Impuls in einem wichtigen Land geschwächt wird, beispielsweise weil es dort wie jüngst in Italien zu einer Regierungskrise kommt, sollte dies nicht als Vorwand dienen, um die

Finanzierungskosten des Landes punktgenau bestimmen zu wollen. **Solange in der Euro-Zone nur eine gemeinsame Geldpolitik, aber keine gemeinsame Fiskalpolitik existiert, waren und sind unterschiedliche Zinssätze das Normalste der Welt, ebenso wie variierende Inflationsraten.**

## Krisenländer könnten OMT nutzen

**Das einzig nachhaltig wirksame Bollwerk gegen gefährlich hohe Zinsen, eine Zersplitterung der Euro-Zone und eine neue Staatsschuldenkrise sind solide Staatsfinanzen in Kombination mit einer wachstumsfreundlichen**

**Wirtschaftspolitik.** Hier hilft der Druck der Finanzmärkte den Regierungen, um auf dem Weg der Tugend zu bleiben oder wieder auf ihn zurückzukehren. Der vorausseilende Gehorsam der EZB schirmt die Länder jedoch vor genau diesem Druck der Märkte ab. So macht die Notenbank die Höhe der Zinssätze zu einer (geld)politischen Frage und sich selbst zum Büttel der Mitgliedsländer.

Die Schaffung des TPI wäre zudem gar nicht nötig gewesen, weil es mit dem bereits 2012 unter Mario Draghi beschlossenen und inzwischen rechtlich abgesicherten [OMT-Programm \(Outright Monetary Transactions\)](#) ein Instrument gibt, um in finanzielle Not geratenen Staaten zu helfen.

**Allerdings müssen sich Staaten, die vom OMT profitieren wollen, strikten Bedingungen unterwerfen.** Die wichtigste Voraussetzung zur Nutzung des OMT ist, dass das betreffende Land bereits einen europäischen Rettungsschirm in Anspruch nimmt und die entsprechenden Bedingungen erfüllt.

**Auf diese Konditionalität legte der ebenso gefeierte wie umstrittene Draghi einst sehr viel Wert.** Er bezeichnete sie als **fundamentales Element, um die geldpolitische Unabhängigkeit der EZB zu gewährleisten und Fehlanreize zu minimieren**, die zu einer noch nachlässigeren Fiskalpolitik führen. Nun hat die EZB hingegen für den Einsatz des TPI nur wachswenige Kriterien festgelegt. So muss die Regierung des Mitgliedstaates beispielsweise den finanzpolitischen Rahmen der EU einhalten, und das Land darf keine schwerwiegenden makroökonomischen Ungleichgewichte aufweisen.

## Abschied von der Preisstabilität

**Das TPI ist** letztlich der Rolls Royce unter den Staatsanleihe-Kaufprogrammen: unlimitiertes Kaufvolumen, unlimitierte Kaufdauer und Gleichbehandlung aller Forderungen (pari passu). Im Vergleich zum OMT bietet es **eine bessere finanzielle Unterstützung bei viel geringerer Konditionalität.** Damit ist klar, welches Programm hochverschuldete Staaten gegebenenfalls in Anspruch nehmen wollen und werden. **Seine Initialisierung zeigt, dass die EZB unter erheblicher fiskalischer Dominanz des «Club Med»** steht, also der hochverschuldeten Mitgliedsländer am Mittelmeer. **Zugleich wird diese fiskalische Dominanz durch das TPI noch zunehmen, da die Schulden weiter steigen werden und es neue Begehrlichkeiten weckt.**

Gut zwanzig Jahre nach der Einführung des Euro hat es die Mehrheit im EZB-Rat geschafft, dass sich die [Notenbank immer mehr von ihrem Mandat der Preisstabilität verabschiedet](#) hat und sich stattdessen um den Zusammenhalt der Euro-Zone in ihrer heutigen Zusammensetzung kümmert. **Den Sinn und Wortlaut der europäischen Verträge, in denen Finanz- und Preisstabilität postuliert und versprochen wird, höhlt die EZB so immer mehr aus. Die Ankündigung des «Transmission Protection Instrument» ist ein weiterer Meilenstein der Unterwerfung der EZB unter den «Club Med» und seine Finanzierungsnöte.**

25 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/unwohlsein-der-gefuehlsterror-fanatischer-aktivisten-ld.1699209>

## Das grosse Unwohlsein oder: Der Gefühlsterror eifriger Aktivisten

Gefühle haben eine eigentümliche Macht. Sie sind nicht anfechtbar. Wer das weiss, der kann sie effektiv einsetzen: zum Abbruch von Konzerten, zur Verbannung von Frisuren, zur Zensur.

Benedict Neff 54 Kommentare

25.08.2022, 05.30 Uhr



Vorsicht: ein weisser Mann als Indianer verkleidet. Pierre Brice im Winnetou-Film «Der Schatz im Silbersee», 1962. Mary Evans / Imago

Was war eigentlich der Grund für den Abbruch beziehungsweise die Absage eines Reggae-Konzertes in Bern und Zürich? In den vergangenen Wochen wurden viele Artikel zum Thema der kulturellen Aneignung publiziert. Das Problem schienen weisse Musiker zu sein, die Rastafrisuren und im Falle der Band Lauwarm afrikanische Gewänder trugen. Ein Wort, das hingegen fast wie selbstverständlich hingenommen wurde, war: Unwohlsein. Sowohl die Veranstalter in Bern als auch in Zürich benutzten es, um ihr Vorgehen zu begründen. Menschen hätten «Unwohlsein mit der Situation» geäussert, schrieb das Konzertlokal in Bern. Der Veranstalter in Zürich betonte: «Wir haben dieses Konzert nicht wegen seiner Rastas abgesagt, sondern wegen des ausgesprochenen Unwohlseins von unseren Mitmenschen.»

Das Wort erinnerte mich an meine Gymnasiumszeit. Wenn ich der Schule ferngeblieben bin ohne triftigen Grund, schrieb ich in mein Absenzenheft: Unwohlsein. Der Klassenlehrer hat unterschrieben, wenn auch misstrauisch. War Unwohlsein ein akzeptabler Grund, um der Schule fernzubleiben? Absolut. Wie hätte sich der Lehrer anmassen können, den Grad des Unwohlseins zu beurteilen? Was wusste er schon davon, wie es mir wirklich ging? Und wollte er sich auf das Gespräch mit einem gereizten Jugendlichen einlassen?

## Gefühle machen unantastbar

Unwohlsein ist ein Gefühl, und Gefühle kann man nicht anfechten. Wenn ich sage: «Ich bin traurig», bedarf es keines Beweises. Es wäre verletzend, wenn jemand sagen würde: «Nein, du bist nicht traurig. Das ist keine Trauer, die du fühlst.» Sich auf seine Gefühle zu berufen, macht einen in mancherlei Hinsicht unantastbar, gibt einem Macht. Wer das weiss, der kann die Gefühle effektiv einsetzen.

Bewusst oder unbewusst haben die Konzertveranstalter auch mit diesem Begriff operiert. Sie haben sich nicht auf komplizierte politische Erörterungen eingelassen. Stattdessen beriefen sie sich auf Gefühle. Nicht einmal auf ihre eigenen, sondern auf die Gefühle von anderen, die sich angeblich beklagt und sich gekränkt gefühlt haben. Das Motiv für den Konzertabbruch ist aus Sicht der Veranstalter: Empathie. Niemand sollte ausgeschlossen, niemand verletzt werden.

Erklärungen dieser Art häufen sich in jüngster Zeit. Manchmal wirkt es fast so, als würden die Pressestellen einander gegenseitig abschreiben. Diese Woche erklärte der Ravensburger Verlag, das Buch «Der junge Häuptling Winnetou» aus dem Programm zu nehmen. Mit den Winnetou-Titeln habe man «die Gefühle anderer verletzt», hiess es.

## Die Gefühls-Profis

Die Gefühlsargumentation ist ein Zeitphänomen. Das Gefühl wird zum Massstab des Handelns, vor allem aber müssen schlechte Gefühle verhindert werden. In Buchverlagen wirken Lektoren, die darauf spezialisiert sind, potenziell verletzende Inhalte aufzuspüren – zerknirscht bekannte Ravensburger, dass die «Sensitivity Reader» im Falle von Winnetou versagt hätten.

In grösseren Theatern begleiten «Intimacy Coachs» Liebesszenen, damit sich alle Beteiligten wohlfühlen. Professoren, die an der Idee von zwei Geschlechtern festhalten, werden wie im Falle der britischen Philosophin Kathleen Stock von Studenten terrorisiert. An der Universität Princeton wollen selbst manche Professoren Klassiker wie Platon und Aristoteles ausmisten, um die Vorherrschaft des weissen Mannes zu bekämpfen. Triggerwarnungen vor Filmen versuchen die Konfrontation mit verstörenden Inhalten abzdämpfen. Weisse Schauspieler dürfen keine nicht-weissen Figuren spielen («Whitewashing»). Und keine Frauen. Heterosexuelle Schauspieler erklären, keine homosexuellen Figuren mehr spielen zu können. Tom Hanks: «Das Publikum würde den Mangel an Authentizität nicht mehr akzeptieren.»

## Sensibilität in der Sprache

Frau- oder Mannsein wird zur Frage des subjektiven Gefühls. Gendersensible Sprache breitet sich aus. Die Sprache macht überhaupt deutlicher denn je, in welchem Lager man ist. Die Verwendung von Wörtern wie «Flüchtlinge» und «Behinderte» ist – beabsichtigt oder nicht – zu einem politischen Statement geworden wie der Genuss von Cola und Weinen aus dem Napa Valley. Wäre man ernsthaft sensibilisiert, würde man all das unterlassen.

Zu den Aristokraten in der empfindsamen Gesellschaft werden die Hochsensiblen. 10 bis 20 Prozent der Bevölkerung, deren Nervenköstüm noch einmal filigraner ist. Allergien nehmen zu, Laktoseintoleranz, Anfälligkeit auf Gluten, Lärm, Sonne, Strahlen aller Art. Die Tendenz einer fortschreitenden Sensibilisierung liesse sich beliebig weiter dokumentieren. Die deutsche

Philosophin Svenja Flasspöhler hat im vergangenen Jahr mit «Sensibel» ein Kompendium dieser Phänomene veröffentlicht.

## Der Wunsch, nichts zu sein

Aber wo führt das alles hin? Flasspöhler schreibt: «Je gleichberechtigter Gesellschaften sind, desto sensibilisierter werden sie für noch bestehende Ungerechtigkeiten und damit verbundene Verletzungen.» Was heute sensibel ist, kann schon morgen unsensibel sein. Der französische Philosoph Alain Finkielkraut wiederum glaubt, die westliche Zivilisation sei vom Antirassismus so besessen, dass sie nur noch an ihrer Selbstauflösung arbeite: «Der Wunsch, in einem realen Dasein zu überleben, wandelt sich in einen Willen, nichts zu sein, um nie wieder auszugrenzen, niemanden mehr zu misshandeln.»

Das mag melodramatisch klingen, ist aber konsequent gedacht. Die Konzertveranstalter in Bern und Zürich und der Ravensburger Verlag wollen niemanden verletzen. Das erreichen sie nur, wenn sie niemand mehr sind und für nichts mehr stehen. Dann gibt es keine Reibung, keinen Schmerz mehr. Jeder Standpunkt, jede Meinung hingegen bedeutet Auseinandersetzung, potenzielles Unwohlsein. Dass Menschen Schmerzen vermeiden wollen, ist verständlich. Die absolute Schmerzvermeidung ist aber unmöglich. Der Schmerz, das Unwohlsein sind dem Leben inhärent.

Tatsächlich scheinen die Zensur-Aktivisten auch kein taugliches Gegenmodell zu propagieren. Sie wollen, dass sich der Westen fremde Kulturen nicht aneignet, sie wollen allerdings auch keine Renationalisierung. Ein anderer – ein Indianer, ein Rastafari, ein Ghetto-Rapper – darf man nicht sein, Kulturen vermischen ist verboten, hinter der Schweizer Fahne soll man sich aber auch nicht versammeln. Deshalb lautet der unausgesprochene Auftrag: Sei nichts.

## Die Grenzen der Empathie

Dabei hat die gewachsene Sensibilisierung die Zivilisation laufend verbessert. Viele Errungenschaften sind erschreckend jung: Erst 1971 erhielten Frauen das Stimmrecht in der Schweiz. Erst seit 1992 ist Vergewaltigung in einer Ehe strafbar und erst seit 2004 ein Delikt, das auch von Amtes wegen geahndet wird. Die Sensibilisierung einer Gesellschaft ist nie abgeschlossen, und das ist auch gut so. Allerdings erleben wir gerade Sensibilisierungs-Exzesse. Dass diese bei mir zu empathischen Reaktionen führen würden, könnte ich bisher nicht feststellen. Das Unwohlsein, das manche angesichts weisser Männer mit Rastafrisuren fühlen, löst vielmehr Befremden und Ablehnung aus. Das Verständnis ist ungefähr so gross wie für eine Person, die sich unwohl fühlt, wenn ein Schweizer mit kosovarischen Wurzeln für die Nationalmannschaft aufläuft. Null.

Im Grunde handelt es sich bei Cancel-Culture-Aktivisten um eine infantile Bewegung. Ehrlicherweise müssen wir diesen Aktivisten sagen: Unwohlsein gehört zum Leben, ein gewisses Unwohlsein muss man auch aushalten können. Die Vorstellung, dass wir uns gegenseitig ständig gute Gefühle geben, entspricht nicht dem Dasein. Manche Leute fühlen sich unwohl in Gegenwart von Hunden und Katzen, andere in Gegenwart von Männern oder Frauen. Manche Leute mögen es nicht, wenn an einem Ort viele Fremde sind. Andere fühlen sich im Gegenteil eher unwohl, wenn das Umfeld nicht multikulturell ist. Unwohlsein muss man ernst nehmen. Aber das heisst nicht, dass die Quellen des Unwohlseins einfach beseitigt werden können.

## Wo die Gefühle beginnen, endet das Recht nicht

Erwachsenwerden bedeutet auch zu lernen, mit dem Unwohlsein umzugehen. Nicht aus jedem Unwohlsein ein Drama zu machen. Gelegentlich auszuweichen. Wer Grossveranstaltungen hasst, geht während der Zürcher Street Parade besser in die Berge. Ralf Höcker, der als Anwalt Leute vertritt, die von Cancel-Culture-Aktivisten gemobbt werden, sagte kürzlich in dieser Zeitung: «Unsere Rechte enden nicht da, wo die Gefühle anderer beginnen, und sie enden schon gar nicht da, wo verletzte Gefühle nur vorgetäuscht werden, um so ein Totschlagargument zu gewinnen. Unsere Rechte enden erst da, wo die Rechte anderer beginnen.»

Wie aber ist das Paradox zu erklären, dass sich die aktivistischen Zensoren doch immer wieder durchsetzen? Obschon sie eine kleine Minderheit sind, deren Unwohlsein oft nur durch Vermittlung an die Öffentlichkeit dringt? Weshalb funktioniert die Einschüchterung eben doch?

### «Die Komplizen der Zensur-Aktivisten»

Vermutlich sind die Gefühle schlagkräftiger als die wackligen Theoriegerüste zur kulturellen Aneignung. Die Konfrontation damit, bei anderen Menschen aufgrund von Äusserlichkeiten oder Handlungen Unwohlsein auszulösen, dürfte die wenigsten kaltlassen. So merkwürdig der Vorwurf auch sein mag. Die meisten Menschen möchten bei anderen keine schlechten Gefühle auslösen, und viele möchten sich auch nicht exponieren. Wer heute mit Rastas herumläuft, steht nach all den Diskussionen im Schaufenster. Wer sein Kind als Indianer an die Fasnacht schickt, setzt es womöglich den Anfeindungen anderer Kinder oder Eltern aus. Also vermeidet man es lieber, man weicht aus und schickt die Tochter als Baum an den Kinderumzug.

So entfalten die Fanatiker mit ihren Gefühlen eine Macht. Hinzu kommt ein breites linkes Milieu, das das Unwohlsein angesichts kultureller Aneignung in dieser Rigorosität zwar nicht teilt, aber der Diskussion ausweicht. Das Hauptproblem seien demnach nicht die Zensur-Vorfälle, sondern ihre Skandalisierung durch die Medien. Diese Relativisten sind die Komplizen der Zensur-Aktivisten.

### Wer vermisst das Indianerkostüm?

Die Befürchtung, dass das Unwohlsein immer wirkmächtiger wird, ist deshalb nicht so abstrus. Die Idee einer freien Geschlechtswahl, die allein auf dem Gefühl basiert und noch amtlich beglaubigt wird, hätten vor zwanzig Jahren wohl die meisten für einen Witz gehalten. Auch die Gendersprache hielt man lange für eine Spinnerei linguistischer Seminare. Diese Naivität ist verfliegen. Eher schaut man in diese Zeitung und fragt sich: Wird sie dereinst auch mit Genderstern erscheinen?

Wird jemand die verfilzten Haare vermissen und die Indianerkostüme? Vielleicht fast niemand. Der Punkt aber ist, dass die freie Entfaltung, die Möglichkeiten des künstlerischen Ausdrucks schleichend abnehmen. Denn in Wahrheit ist das Projekt der Hypersensiblen Gleichförmigkeit und Gleichmachung. Wenn alles gleich ist, gibt es auch keinen Anstoss mehr, keine Erregung.

Eine Gesellschaft funktioniert aber nicht nur durch Empathie, sondern auch durch Widerstandskraft. Deshalb sollten wir das verbreitete Unwohlsein etwas strenger beurteilen als mein damaliger Lehrer. Denn das Gefühl wird zunehmend zur Legitimation von Zensur missbraucht.



25 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/energie-les-raisons-d-une-crise-historique-20220824>

# Énergie: les raisons d'une crise historique

Par [Guillaume Guichard](#)

Publié hier à 18:06, mis à jour hier à 19:52

En France, le prix du gaz sur le marché de gros est inférieur à celui de l'Allemagne.



368442260/Photocreo Bednarek - stock.adobe.com

## DÉCRYPTAGE - La situation française est inédite face à l'envolée des prix de l'électricité et du gaz.

C'est un séisme similaire aux chocs pétroliers des années 1970. Les prix de l'électricité et du gaz flambent littéralement sur les marchés en Europe et en France. **Le prix du gaz a bondi de 355% depuis le début de la crise. Celui de l'électricité a été multiplié par cinq.**

L'explication, pour le reste de l'Europe, est simple: elle manque de gaz. Résultat, le prix de la molécule, utilisée pour produire des kilowattheures dans les centrales électriques, entraîne celui de l'électricité dans sa course folle. **Sans compter que le prix de la tonne de CO<sub>2</sub>, que doivent acquitter les centrales polluantes au gaz ou au charbon, a également battu des records historiques et a été multiplié par quatre en deux ans.**

*«Le consommateur français a du mal à comprendre pourquoi le prix de l'électricité croît autant, alors que la France utilise peu de gaz pour produire son électricité (environ 6 à 7% contre près de 70% pour le nucléaire et 12% pour l'hydraulique), écrivent dans une note publiée par Confrontations Europe, Christophe Béguinet, chargé d'enseignement à l'université de Montpellier, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'université de Montpellier. **La hausse du prix du gaz n'est pas la cause unique de la hausse du prix de l'électricité, en particulier en France où les prix de l'électricité dépassent parfois largement les prix observés dans le reste de l'Union européenne, notamment en Allemagne.**»*

## L'électricité plus chère qu'en Allemagne

La situation française est inédite. Le prix du gaz sur le marché de gros y est inférieur à celui de l'Allemagne grâce aux importations de gaz naturel liquéfié (GNL), dont ne dispose pas notre voisin. Mais le prix français de l'électricité sur le marché de gros y est bien supérieur pour l'hiver à venir. **Les acteurs de marché tablent sur de très nombreuses coupures de courant cet hiver, faute d'électricité. Ils ne croient pas en effet au redémarrage dans les temps des très nombreux réacteurs nucléaires (actuellement 32 sur 56) à l'arrêt pour révision ou à cause d'un défaut de série.** Les prix de marché de gros sont donc complètement décorrélés des coûts de production des centrales les plus chères, celles tournant au gaz.

*«Les opérateurs qui s'attendent à des coupures d'électricité dans les prochains mois mais plus encore à de probables rationnements durant les prochaines années ont tendance à se couvrir sur les marchés à terme (prix fixé à l'horizon de six mois ou un an, voire au-delà)», ce qui contribue à faire gonfler les prix, décryptent Christophe Béguinet et Jacques Percebois.*

Face à cet emballement, les pouvoirs publics disposent de peu de marges de manœuvre. Ils retombent toujours sur la même équation: épargner les consommateurs, c'est faire peser le fardeau sur les énergéticiens (en taxant les surprofits liés à la flambée des prix) ou sur les finances publiques (en bloquant les prix du gaz comme en Espagne). **Mais, préviennent les deux experts, «supprimer le marché revient à casser le thermomètre pour ne plus voir la fièvre».** En l'occurrence, **c'est moins le marché qui pose problème que le manque d'énergie disponible en Europe à cause des restrictions sur le gaz russe et de la faible production d'électricité nucléaire en France.**

25 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/en-france-63-milliardaires-emettent-ils-autant-de-co2-que-la-moitie-de-la-population-20220825>

## En France, 63 milliardaires émettent-ils autant de CO<sub>2</sub> que la moitié de la population ?

Par [Paul Sugy](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 3 heures



Selon l'ingénieure urbaniste Amandine Richaud-Crambes, 63 milliardaires français émettent autant de CO<sub>2</sub> que la moitié de la population. Le chiffre est plus que trompeur. *Pexels.com - CC*

**LA VÉRIFICATION - C'est le chiffre avancé par une ingénieure en environnement dans l'émission «C dans l'air», reprenant maladroitement un rapport publié conjointement par Oxfam et Greenpeace, et dont la méthodologie est plus que trompeuse.**

Alors que le débat sur les mesures à prendre pour endiguer le réchauffement climatique s'est focalisé cet été sur les gaz à effets de serre relâchés par les jets privés, [l'émission C dans l'air \(France 5\)](#) revenait jeudi 18 août sur la question du «*bilan carbone des puissants*».

À cette occasion, Amandine Richaud-Crambes, présentée comme ingénieure dans le domaine de l'environnement, a tenu à donner «*les chiffres précis pour la France*» de ce qu'elle estime être la responsabilité supérieure des citoyens les plus riches dans le dérèglement du climat. «*Il y a 63 milliardaires en France, ils émettent autant de CO<sub>2</sub> que 50 % de la population française, ce sont des chiffres qui sont colossaux*» a-t-elle déclaré, avant d'appeler à exiger plus d'efforts de la part des personnes fortunées et des entreprises.

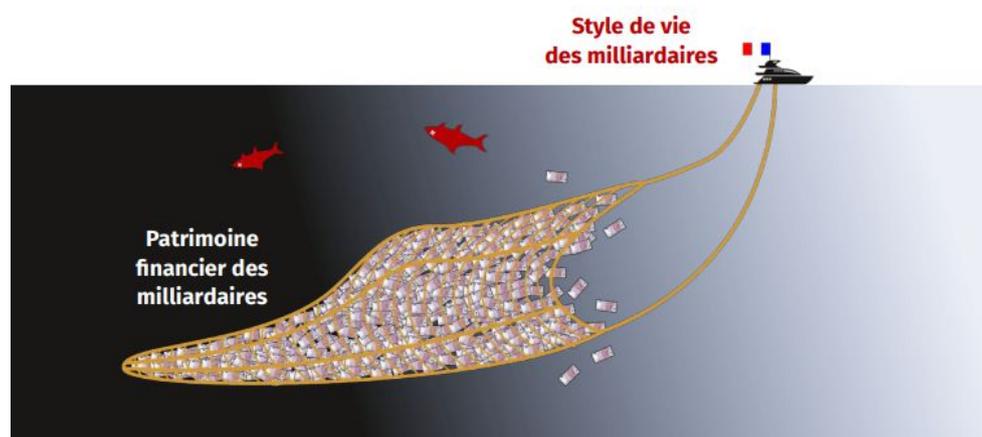
Ce chiffre impressionnant avancé par la jeune femme, par ailleurs militante écologiste (elle fut notamment l'assistante parlementaire de l'eurodéputé EELV Damien Carême), n'est pas sourcé. Mais de toute évidence il semble tiré d'un rapport publié conjointement par les ONG Oxfam et Greenpeace, en février dernier, et intitulé «*les milliardaires français font flamber la planète et l'État regarde ailleurs*».

Comment ce chiffre a-t-il été construit ? La méthodologie de ce rapport est-elle recevable ? Amandine Richaud-Crambes a-t-elle repris de façon pertinente cet indicateur censé révéler les fortes inégalités en matière de rejet de CO<sub>2</sub> ?

D'emblée, il apparaît qu'Amandine Richaud-Crambes commet une erreur de présentation en reprenant à son compte le chiffre d'Oxfam et de Greenpeace. **En effet, l'enquête conduite par les deux ONG ne porte pas sur les émissions de carbone des milliardaires mais sur celles de l'ensemble des**

**entreprises dont ils sont actionnaires.** Ce point est d'ailleurs précisé dès les premières lignes d'introduction du rapport : «*Greenpeace France et Oxfam France ont analysé l'empreinte carbone des milliardaires français, en calculant non pas les émissions issues de leur mode de vie, mais celles des actifs financiers qu'ils possèdent dans leur 'principale entreprise'.* Autrement dit, nous avons attribué à chaque milliardaire une partie de l'empreinte carbone de l'entreprise dans laquelle il détient le plus de parts, dite 'entreprise principale'».

Pour être présenté de façon rigoureuse, le résultat de cette étude devrait être formulé de la sorte, comme on peut du reste le lire dans le rapport : «*le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet autant que celui de 49,4 % des ménages français*». **Dire comme le fait Amandine Richaud-Crambes que 63 milliardaires rejettent autant de CO<sub>2</sub> que la moitié de la population n'est pas seulement trompeur mais faux** - sauf à considérer que les émissions de carbone d'une entreprise sont imputables uniquement à son actionnaire majoritaire, ce qui est un choix politique, mais qui ne peut être présenté comme une vérité factuelle. D'ailleurs le rapport d'Oxfam et de Greenpeace souligne la différence, dans un dessin illustrant le propos de l'étude et qui montre clairement la différence entre l'impact environnemental lié au seul «*style de vie*» des milliardaires et celui, bien plus important, lié aux activités des entreprises constituant leur patrimoine financier.



Le rapport d'Oxfam et de Greenpeace souligne la différence entre les émissions de carbone imputables directement aux milliardaires, et celles résultant de leur participation au capital des entreprises. *Capture d'écran - Oxfam & Greenpeace*

En clair, 63 milliardaires ne rejettent pas autant de CO<sub>2</sub> que la moitié du pays du seul fait de leur mode de vie extravagant (yachts, jets privés...).

Le choix méthodologique assumé par les ONG est justifié dans le rapport par l'intention d'encourager à la décarbonation de l'économie, et donc de faire pression sur les actionnaires qui sont selon les auteurs les principaux décideurs. On est loin du débat sur les jets privés. **Du reste, plus loin dans le rapport, les auteurs citent un article de deux anthropologues de l'Indiana University estimant dans *The Conversation* que les émissions de carbone moyennes d'un milliardaire s'élevaient à 8190 tonnes de CO<sub>2</sub> en moyenne chaque année. Les chercheurs avaient, pour construire ce chiffre, étudié le volume des gaz à effets de serre émis par tous les avions, superyachts, hélicoptères, palaces... possédés par une vingtaine de milliardaires cités au classement *Forbes*. On est certes loin des 10,7 tonnes émises annuellement par chaque ménage français (selon une autre enquête de Greenpeace) - mais selon ces données, un milliardaire émet 765 fois plus de CO<sub>2</sub> que la moyenne, tandis que le chiffre présenté par Amandine Richaud-Crambes tendrait à faire croire qu'un milliardaire émet 520.000 fois plus de gaz à effets de serre qu'un ménage français moyen !**

Le rapport d'Oxfam et Greenpeace fait ensuite l'hypothèse que la concentration des actifs financiers entre les mains de quelques milliardaires rend l'économie française davantage émettrice de gaz à

effets de serre : «*Par leurs soutiens financiers à des entreprises en France ou à l'international, les milliardaires rendent possible et encouragent des projets d'entreprises émetteurs d'émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la planète, et en sont donc responsables*», peut-on lire. Cette affirmation n'est pourtant pas étayée, et nulle part ce rapport ne démontre qu'une autre forme de répartition des richesses constituerait une chance supplémentaire de décarboner les entreprises que possèdent pour l'heure les milliardaires.

Concrètement, les auteurs du rapport ont sélectionné, parmi les 119 milliardaires identifiés d'après les classements de *Forbes* et de *Challenges*, les 63 pour lesquels les données disponibles étaient suffisamment renseignées. Ils ont ensuite identifié au sein de leur patrimoine financier une entreprise identifiée comme «*principale*» au vu de leur participation à son capital, puis associé à cette entreprise et donc au milliardaire qui en est l'actionnaire, la somme des empreintes carbone renseignées par toutes ses filiales au sein des «*scopes*», des indicateurs répartis en trois catégories, qui recensent les émissions directes de l'entreprise (scope 1), celles générées par la consommation indirecte d'énergie par l'entreprise (scope 2) et celles liées à toutes les activités de ses fournisseurs et de ses clients, en rapport avec le produit vendu par l'entreprise (scope 3). Les auteurs ont ensuite ramené le total des émissions de carbone obtenu au prorata des participations de chaque milliardaire dans l'entreprise.

**En conclusion**, reprendre le chiffre avancé par Oxfam et Greenpeace pour en déduire que les milliardaires français rejettent autant de CO<sub>2</sub> que la moitié de la population est au mieux trompeur, si ce n'est mensonger.

Un exemple concret pour s'en convaincre, en choisissant le milliardaire épinglé le plus vertement par le rapport, à savoir Gérard Mulliez, fondateur et principal propriétaire du groupe Auchan ([L'Obs a choisi de le faire figurer en illustration de sa recension du rapport](#)). Comme la marque Décathlon appartient au groupe, l'empreinte carbone générée par la conception, la vente et l'usage d'un vélo électrique Décathlon sera comptabilisée parmi les 33 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> rejetées chaque année par Gérard Mulliez selon Oxfam et Greenpeace. L'empreinte carbone d'un vélo électrique étant d'environ 22 grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre, et la distance moyenne parcourue par les cyclistes à vélo, de 20 kilomètres par jour, il suffit que Décathlon vende une soixantaine de vélos électriques pour que l'empreinte carbone de Gérard Mulliez soit déjà supérieure aux dix tonnes annuelles relâchées en moyenne par les ménages français.

25 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/klassenzimmer/didaktik-mythen-wie-die-paedagogik-den-lehrer-abschafft-18262223.html?premium>

MYTHEN DER DIDAKTIK:

## Bitte nicht aufgepasst!

VON CHRISTOPH PARET

-AKTUALISIERT AM 24.08.2022-13:44



Pädagogisch wertvoll: Interaktion im Klassenzimmer Bild: dpa/Bearbeitung F.A.Z.

Unter den Stichwörtern „Unterrichtsbeteiligung“ und „lernendes Lernen“ schafft die Pädagogik den Lehrer ab und versöhnt die Gesellschaft mit ihrer Unbildung.

Ein beliebter Vorwurf an die Schule ist, sie würde neuere Entwicklungen verschlafen. Umso bemerkenswerter, wenn das einmal nicht geschieht. Als die sozialen Netzwerke aufkamen, in denen nicht mehr wenige Produzenten vielen Konsumenten gegenüberstehen, sondern aktive User unter sich sind, war das ironischerweise von den neueren Unterrichtsmethoden schon vorweggenommen worden. Stichwort „Unterrichtsbeteiligung“: **Seit einigen Jahrzehnten geht man aufs Selbstverständlichste davon aus, es sei wünschenswert, den instruierenden Lehrer von der Bildfläche verschwinden zu lassen und die Schüler stattdessen von Anfang bis Ende vollständig in das Unterrichtsgeschehen „einzubinden“. Unterricht müsse sich, heißt es, „handlungsorientiert“ vollziehen.**

Die Rundum-Integration in den Unterrichtsablauf wird dabei so verstanden, dass sich die Schülerinnen unablässig „einbringen“, sei es, dass sie sich im Plenum äußern, einen Text lesen und dazugehörige Fragen beantworten oder in einer Gruppenarbeit begriffen sind. **Die Aufgabe des Lehrers besteht darin, im Hintergrund die Abläufe zu gestalten und schweigend die Geschehnisse zu registrieren, ähnlich wie heute die Algorithmen die Aktionen der User mitlesen.**

Dass sich eine Klasse vor ihrem Lehrer langweilen kann, wusste man schon. Neu ist nun, dass sich ein Lehrer vor seiner Klasse langweilt, weil sie gerade eine „Punktabfrage“, eine „Kugellagerübung“, ein „Schreibgespräch“, eine „Redekette“, ein „Gruppenmixverfahren“, eine „Fishbowl-Diskussion“, eine „Pro-und-Kontra-Debatte“, eine „ABC-Methode“ oder ein „Schneeballverfahren“ durchführt. **„Lehrer“ begnügen sich inzwischen damit, den Schülern als „Lernbegleiter“ dabei zuzuschauen, wie diese von selbst lernen.**

### Erpresstes Sprechen

Einen hohen Grad an Unterrichtsbeteiligung wird man umso eher begrüßen, wenn man jedem Schüler ein Mitteilungsbedürfnis unterstellt, das in einer potentiell feindlichen Umgebung **unterdrückt** werde. **Erst im „Schutzraum“ des Unterrichts werde seine Zunge gelöst.** Als gäbe es keine Schüchternen, sondern immer nur Eingeschüchterte, und als könnten Schüler nicht auch gerade

**deshalb eingeschüchtert sein, weil sie angehalten sind zu sprechen.** Die Verfechter der Unterrichtsbeteiligung sind davon überzeugt, dass „Mitmachen“ keine Fügsamkeit der Schüler anzeigt, sondern von selbstgesteuerter Eigenaktivität zeugt, obwohl klar sein dürfte, dass das Getane niemals ohne die Instruktionen des Lehrers ausgeführt worden wäre.

Ohnehin stellt sich die Frage, ob das Verschwinden des Lehrers von der Bühne des Unterrichts so emanzipativ ist, wie es die aktuelle Didaktik meint. **Man wundert sich zu wenig darüber, wie bereitwillig seitens der Lehrer das Angebot angenommen wurde, ihren Schülern die Bühne zu überlassen und dies dann als Unterricht zu definieren.** Wenn die offizielle Ethik der Unterrichtsbeteiligung die gelöste Zunge ist, was ist dann ihr heimliches Motiv?

Vielleicht muss man zu dem historischen Moment zurückgehen, als Lehrer nicht mehr „Oberlehrer“ sein wollten und begannen sich ihrer Rolle zu schämen: „Liest man etwa Heiratsannoncen in den Zeitungen – das ist recht lehrreich –, so betonen die Inserenten, wofern sie Lehrer oder Lehrerinnen sind, sie seien keine Lehrertypen, keine Schulmeister. Sie werden kaum eine Heiratsannonce finden, die von einem Lehrer oder einer Lehrerin herrührt, ohne daß diese beruhigende Versicherung ihr beigesellt wäre.“ So der Heiratsannoncen-Leser Theodor W. Adorno Mitte der Sechzigerjahre. Wären die neuen Lehrmethoden so bereitwillig aufgenommen worden, wenn sie nicht dem Primärbedürfnis von grundsätzlich peinlich berührten Lehrern entgegenkämen, zu unterrichten, ohne sich abschätzigen Blicken auszusetzen?

Naturgemäß konnte man den Lehrer nicht gut aus dem Blickpunkt der Aufmerksamkeit der Schüler verbannen, ohne parallel dazu das Konzept des Lernens zu verwandeln. **Lernen soll nicht mehr Folge davon sein, dass man unterwiesen wird. Man würde stattdessen dasjenige, was man lernt, im Akt des Lernens selbst entwickeln: „erforschendes Lernen“.** Was die gegenwärtige Weise des Unterrichts angeht, erweisen wir uns exakt als diejenigen, vor denen unsere Großmütter immer gewarnt haben: Im amerikanischen Schulwesen gehe es darum, so Hannah Arendt im Jahr 1958, das „Lernen durch Tun so weit wie möglich zu ersetzen. Der Grund, warum man keinen Wert darauf legte, daß der Lehrer sein Fach beherrscht, war, daß man ihn zwingen wollte, die Tätigkeit des Lernens dauernd neu zu produzieren, damit er nicht, wie man meinte, ‚totes Wissen‘ weitergäbe, sondern ständig zeigte, wie es gemacht wird.“ Der Unterricht firmiert als eine Art Robinsonade, wo die Zivilisation eigenhändig noch einmal aufgebaut werden soll. **Unterricht ist immer dann, wenn das Rad neu erfunden werden soll.**

## **Ungehöriges Schweigen**

Um das allgemeine Beteiligungsgebot zu plausibilisieren, wird ein schweigsamer Schüler mit einem unbeteiligten gleichgesetzt. Wenn die Standardempfehlung heutiger Didaktik lautet, die Schüler zu „aktivieren“, bedeutet das im Umkehrschluss, dass ihr Schweigen automatisch Ausweis ihrer Passivität sein soll. **„Geistige Präsenz“, „kontemplative Aufmerksamkeit“ sind im vorherrschenden Unterrichtsparadigma ein Ärgernis. Angesichts der bestimmenden Devise „learning by doing“ erübrigt sich die Aufmerksamkeit für schon Geleistetes.**

Nun könnte man meinen, dass durch den Ausschluss gespannter Aufmerksamkeit die Grundbedingung des Lernens selbst abgeschafft werde. **Ebenso könnte man mutmaßen, dass in dem Moment, wo allein die Form des „entdeckenden Lernens“ zählt, ein Großteil der Entdeckungen der Physik, Mathematik, Philosophie und Kunst verschlossen bleiben. Kein Schüler darf mehr etwas lernen, auf das er nicht von selbst gekommen wäre,** wobei einiges dafür spricht, dass das, was man sich selbst nicht hätte ausdenken können, gerade den Bereich dessen umfasst, was man „Kultur“ nennt. Doch man sollte sich weniger darum sorgen, dass man auf diese Weise nicht lernt, sondern darum, was man tatsächlich lernt.

In diesem Zusammenhang ist Gregory Batesons Begriff des „Deutero-Lernens“ oder des „Lernens zu lernen“ (1942) aufschlussreich. Auch das Lernen zu lernen ist allerdings, wie man weiß, zu einem Leitbegriff der gegenwärtigen Didaktik geworden. Er sollte dazu dienen, die Abkehr von verbindlichen

Inhalten zu rechtfertigen: Da man nicht wissen könne, was in Zukunft wichtig werde, solle man nicht mehr konkrete Kenntnisse vermitteln, sondern die abstrakte Fähigkeit des Lernens überhaupt. Bateson macht hier allerdings in zweifacher Weise einen Unterschied. Sein eigenes Beispiel ist die klassische Konditionierung. Pawlows bekannter Hund reagiert irgendwann auf den anfänglich neutralen Reiz einer Glocke mit Speichelabsonderung, wenn nur im Vorhinein die Glocke oft genug parallel mit seiner Fütterung ertönte.

Auch bei solch rudimentär anmutenden Experimenten findet laut Bateson „Lernen zu lernen“ statt. In diesem Fall heißt das, dass dem Hund ein gewisser Fatalismus antrainiert wird: Der Hund lernt mehr, als bloß das Ertönen eines Glöckchens mit seiner anstehenden Fütterung zu assoziieren, zusätzlich wird er „alle Ereignisse als vorherbestimmt und sich selbst als dazu verdammt ansehen, nur nach Vorzeichen zu suchen; unfähig, den Lauf der Dinge zu beeinflussen – bestenfalls in der Lage, sich nach seiner Deutung der Vorzeichen in den geeigneten rezeptiven Zustand zu versetzen, zum Beispiel Speichelabsonderung, bevor das Unvermeidliche eintritt.“

Daraus lassen sich zwei Schlussfolgerungen ableiten: **Lernen zu lernen ist, anders als es viele gegenwärtige Didaktiker haben wollen, keine neuartige Lernform, die das Lernen auf erster Stufe ablösen oder zumindest neu zu ihm hinzutreten würde. Lernen zu lernen findet ohnehin ständig statt. Selbst bei reichlich simplen Lernformen wie der Konditionierung tritt jene „höhere“ Form des Metalernens auf, auf welche sich neuere Didaktiken am liebsten gerne beschränken würden.**

Zusätzlich ist das Lernen zu lernen alles andere als unspezifisch. Auf der Ebene des Lernens zu lernen lernt man Bestimmtes und jeweils Unterschiedliches. Deshalb **wird es auch nicht per se dazu geeignet sein, die Schüler auf die unbekanntesten Aufgaben der Zukunft vorzubereiten.** Man wird also auch bei „entdeckendem Lernen“ fragen können: **Was genau wird über das Lernen selbst gelehrt, wenn man im Unterricht konstant erfährt, dass es unerwünscht und nicht vorgesehen ist, schweigend und beobachtend zu lernen, sondern dass man redend lernt, während man dabei von wissender Stelle aus beobachtet wird? Es ist dreierlei.**

## **Partizipation der Ahnungslosen**

Erstens lernt man, dass man so lange agieren und sprechen sollte, solange man noch nicht instruiert ist. Die implizierte Botschaft der „Schülerbeteiligung“ lautet: **Wenn du dich mit irgendetwas nicht auskennst, dann rede besonders viel darüber, probiere dich hier aus.** Zweitens trainiert man sich darin, nicht zuzuhören: **Was auch immer man zu hören bekäme, würde sowieso stümperhaft sein.** Schließlich wird einem konstant vor Augen geführt, **dass vornehmlich die Ununterrichteten sprechen und agieren, und es kann auch gar nicht anders sein, da sie sich ja angeblich sprechend und agierend selbst unterrichten.**

Der Lehrer mag so schweigsam sein, wie er will, bekanntlich kann man nicht nicht kommunizieren. Was kommuniziert dann aber sein Schweigen? Vielleicht, dass man gerade als Unterrichteter abseitssteht, wohingegen man als Unwissender ständig Gelegenheiten zum „sozialen Austausch“ erhält. **Was als „partizipativer Unterricht“ avisiert war, verkehrt sich somit in das Versprechen auf die Partizipation gerade der schlecht Unterrichteten.** Deshalb lernt man, drittens, dass man vielleicht besser nichts lernen sollte, jedenfalls dann nicht, wenn man noch etwas zu sagen haben möchte. Dass die gegenwärtige Schule ihre Aufgabe nicht erfüllt, ist eine konstante Klage. Doch es ist bemerkenswerterweise immer weniger die Klage der Pädagogen. **Keine Institution versöhnt einen heute so sehr mit der eigenen Unbildung wie die Schule, die jederzeit bereit ist, ein falsches Alibi dafür zu geben, dass Unterricht stattgefunden hat.**

25 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/putins-pervertierte-universitaeten-von-alexander-estis-18266175.html?premium>

RUSSLANDS HOCHSCHULEN:

## Putins pervertierte Universitäten

VON ALEXANDER ESTIS

-AKTUALISIERT AM 25.08.2022-06:20



Die Lomonosow-Universität in

Moskau, die größte des Landes Bild: Picture Alliance

Zwangsjacke für den Geist: Mittels Repressalien versucht das Regime, an Russlands Hochschulen einen neuen Totalitarismus zu etablieren. Ein Gastbeitrag.

Im September beginnt in **Russland** das neue Studienjahr – im Zeichen patriotischer Erziehung. Unmittelbar nach der russischen Invasion in die Ukraine folgte eine bis heute anhaltende Flut von Reformen und Repressalien, welche die Lehrpraxis an den Hochschulen auf Linie bringen sollen. Studenten und Lehrkräfte werden systematisch auf staatstreuen Propagandismus eingeschworen, mit Drohgebärden eingeschüchtert und bei Widerstand ausgeschlossen oder verhaftet.

Im vergangenen Herbst erregte in Moskau die Verhaftung des Rektors der angesehenen Shanin-Universität, Sergej Sujew, Aufsehen: Er wurde beschuldigt, sich mit der ehemaligen stellvertretenden Bildungsministerin Marina Rakowa zur Veruntreuung von Staatsgeldern verabredet zu haben. Der herzkrankte Sujew, der in Haft und sogar mitten im Prozess immer wieder notärztlich behandelt werden musste, weigerte sich bis zuletzt, gegen Rakowa und weitere vermeintliche Komplizen auszusagen. Anfang August legte er jedoch ein Geständnis ab – so bezeichnen es zumindest die Behörden; einen Tag später war auch Rakowa geständig. Rakowa schien die eigentliche Zielscheibe der Behörden gewesen zu sein, weil sie die Monopolisierung des regierungsnahen, milliardenschweren Lehrmittelverlags „Aufklärung“ behindert hatte.

Dennoch wurde die Festnahme Sujews in der Öffentlichkeit als symbolischer Auftakt eines aufziehenden Sturms auf liberale Lehrkräfte und Bildungsinstitutionen wahrgenommen. Tatsächlich ermittelte die Staatsanwaltschaft nicht nur gegen Sujew persönlich, sondern zugleich auch gegen das seiner Leitung unterstehende Studienprogramm Liberal Arts – dieses befördere, so der Vorwurf, die „**Zerstörung traditioneller Werte**“. Im April wurde das Programm umgetauft und zum Juli hin gänzlich liquidiert.

Insofern markierte die Festnahme Sujews den Beginn einer offensiven **antiliberalen Agenda, in deren Zuge die Hochschullehre immer strikter auf Regimetreue und Patriotismus eingeschworen werden soll**. Bezeichnend ist dabei eine Stellungnahme, welche der Russländische Rektorenverband kurz nach Kriegsbeginn lanciert hatte: „**Die wichtigste Pflicht**“, heißt es hier, **bestehe nun darin, „den Lehrprozess weiterzuführen und die Jugend zum Patriotismus und zur Stützung des Vaterlands zu erziehen**“. Diese

Erklärung haben mehr als 250 von insgesamt siebenhundert Verbandsmitgliedern unterzeichnet, darunter die Rektoren der wichtigsten russischen Universitäten.

Als Reaktion auf die Veröffentlichung der Stellungnahme wurden die meisten russischen Hochschulen Anfang April aus dem Bologna-Verbund ausgeschlossen. Freilich war das russische [Bildungsministerium](#) dieser Entscheidung zuvorgekommen. Schon im Mai hieß es, man wolle aus Bologna aussteigen. Die westlichen Lehrpraktiken, so die Begründung, dürfe man nicht blind kopieren. Freilich: Die Angaben darüber, wie genau die bestehenden universitären Curricula nun umgestaltet werden müssen, sind widersprüchlich, obwohl das neue Bildungssystem zumindest teilweise schon zum Wintersemester 2023 eingeführt werden soll. Offenbar ist eine modifizierende Rückkehr zum einstufigen sowjetischen Bildungssystem geplant, was zu Recht auf Unmut stößt. Der Bildungs- und Wissenschaftsminister Valeri Falkow ließ jedenfalls verlauten, es gehe dabei um eine Modernisierung, nicht um eine Isolation des russischen Bildungssystems, und Falkows Stellvertreter mokierte sich sogar: „Nicht wir sind aus dem Bologna-System ausgetreten, sondern das Bologna-System aus uns.“ Dies ist ein glänzendes Beispiel solcher demagogischer Rhetorik, die jede Art von Sanktionierung und Ausschluss zur Heroisierung russischer Autonomie umzumünzen weiß.

## **Streng überwachte Auslandsreisen**

In ähnlicher Weise konstruiert die russische Propaganda eine Antithese von unfreiem, ideologisiertem, russophobem Westen und dem freien, ja sogar weltoffenen Russland: Während russische [Studenten](#) im Westen zwangsexmatrikuliert und drangsaliert würden, seien die russischen Universitäten nach wie vor für alle Nationalitäten offen. In Wahrheit sind bislang keine nachweisbaren Ausschlüsse russischer Studenten seitens westlicher Lehrinrichtungen bekannt; umgekehrt wächst unter Studenten russländischer Hochschulen angesichts der zunehmenden Isolation der Wunsch, im Ausland zu studieren. Neben aufenthaltsrechtlichen und reisetechischen Problemen wird dies allerdings auch dadurch erschwert, dass die internationale Lizenzierung von Fremdsprachenkenntnissen – beispielshalber nach TOEFL und IELTS – in Russland ebenfalls kaum mehr möglich ist.

Diese Abschottungsstrategie setzt sich im Wissenschaftsbetrieb fort: Auslandsreisen von wissenschaftlichen Angestellten werden künftig streng überwacht, jeder Kontakt mit ausländischen Kollegen soll möglichst nicht unter vier Augen stattfinden, den Vorgesetzten im Voraus gemeldet und anschließend in einem Bericht erfasst werden. Zugleich hat Russland wie in anderen, so auch im wissenschaftlichen Sektor einen enormen **Brain Drain** zu gewärtigen. **Schon in den Vorjahren war die Auswanderungsrate des akademischen Personals rapide angestiegen, auf zigtausend jährlich.**

Obwohl noch keine Daten darüber vorliegen, wie viele Hochschulmitarbeiter das Land seit Kriegsbeginn verlassen haben, dürfte deren Zahl enorm sein. Darauf wirken sich nicht nur die bildungspolitischen Umwälzungen und zensurischen Repressalien aus, sondern auch die westlichen Sanktionen: So wurde etwa die internationale Datenbank für Bibliometrie und Literaturrecherche „Web of Science“ für wissenschaftliche Einrichtungen in Russland gesperrt; auch westliche Zeitschriften und Verlage, darunter die Riesen Elsevier und Springer Nature, stellten die Kooperation mit russischen Institutionen ein.

All dies sind weitere Steine in jener Mauer, welche den russländischen Wissenschafts- und Lehrbetrieb von der westlichen Welt abschirmen und ihn noch stärker provinzialisieren und marginalisieren wird, als es ohnehin schon der Fall ist. Ob ein Ausbau der Beziehungen zu chinesischen Universitäten, wie ihn Russland nun betreiben will, Abhilfe schaffen kann, bleibt fraglich. Ohnehin soll die russländische Wissenschaft aber mehr und mehr zu einer fleißigen Zuarbeiterin staatlicher Bedarfe werden: So möchte das Wissenschaftsministerium, dass Projekte im Bereich der Grundlagenforschung in Zukunft von politischen Verantwortlichen geprüft werden, um – wieder Minister Falkow – „den Prioritäten der ökonomischen Entwicklung unter Sanktionsbedingungen“ gerecht zu werden. In anderen Worten: Man zielt auf den Ersatz von Importgütern und -dienstleistungen, welche der Wirtschaft nunmehr fehlen.

Dabei handelt es sich noch um eine der leichteren Wellen in einer Flut reaktionärer Ideologisierung, welche seit Kriegsbeginn die russischen Bildungseinrichtungen überrollt. **Eine weitere Weisung des Ministeriums legt Hochschulen außerplanmäßige Vorlesungen nahe, in denen die Legitimation des russischen Invasionskriegs zu begründen ist, wofür auch gleich entsprechende Lehrvorlagen mitgeliefert werden: Beispielshalber, wird hier vorgeschlagen, mögen die Lehrkräfte im Seminar den Begriff „Genozid“ diskutieren – mit der anschließenden Suggestivfrage: „Warum ist dieser Begriff auf den Donbass anwendbar?“** Die Staatspropaganda behauptet, der Schusswechsel der ukrainischen Truppen mit den Separatisten der Volksrepubliken nach 2014, bei dem auch Zivilisten starben, sei ein „Genozid“ gewesen. Da selbst regierungstreue oder opportunistische Geistes- und Sozialwissenschaftler sich schon um ihrer Berufsehre willen zumeist nicht in derart plumper Weise instrumentalisieren lassen wollen, dozieren dabei vielfach patriotisch gesinnte Fachfremde – an der Pädagogischen Universität von Jaroslawl etwa die Botanikerin Natalja Iwanowa über die Geschichte des Nazismus.

An einigen Hochschulen wie der Moskauer Universität für Recht und Finanzen halten auch Politiker Referate, worin sie etwa erklären, die **Ukraine** sei ein Teil Russlands, das Ukrainische ein russischer Dialekt, von Ukrainern gehe eine nationalistische – oder gar biochemische – Bedrohung für die ganze Welt aus. In der Republik Mari El wurde inzwischen sogar **ein neues ideologisches Hochschulfach mit dem Titel „Historische Gerechtigkeit und die Rolle Russlands“ eingeführt. Vielerorts werden Studenten zu Vorlesungen mit dem sinistren Titel „Geopolitische Aufklärung“ versammelt.**

Tatsächlich imitieren die entsprechenden Lehrprogramme einen aufklärerischen Duktus – man müsse fabrizierten Bildern und Fake-Nachrichten misstrauen, Informationen aus dem Internet stets überprüfen, ja sogar „sich seines eigenen Verstandes bedienen“, heißt es da immer wieder. Was dies konkret bedeutet, wird jedoch eindeutig vorgegeben: Bei der Faktenprüfung seien ausschließlich die offiziellen Quellen zu konsultieren – also die staatlichen Medien und die Verlautbarungen des Verteidigungsministeriums.

Die Grundlage solcher Maßnahmen bilden Erhebungen, in denen man Studenten zu ihrer Einstellung gegenüber der russischen Invasion befragt, vermutlich um zu eruieren, wie massiv die jeweilige Gruppe eingeschüchert werden muss. In der Folge werden – besonders häufig auf der Krim – Lehrveranstaltungen abgehalten, die ihrer Natur nach Drohungen sind: Darin wird von der Teilnahme an Protestaktionen „gewarnt“, indem deren juristische Konsequenzen in aller Ausführlichkeit dargestellt werden. **Solche „Vorlesungen“ werden mitunter auch von Mitarbeitern des FSB, des russischen Inlandsgeheimdienstes, geleitet.** Ähnliche warnende Rechtsbelehrungen erhalten Studenten in ganz Russland auch über hochschulinterne Rundmails, Gruppenchats und Aushänge.

## **Denunziantentum in voller Blüte**

Die Teilnahme an patriotischen und bellizistischen Aktionen wird umgekehrt entweder akademisch gratifiziert – oder gleich zur Pflichtveranstaltung. Wer nicht erscheint, hat mit Folgen zu rechnen, bis hin zur Einstellung von Stipendienzahlungen. **Zu neuer Blüte gelangt in diesem Zusammenhang auch das Denunziantentum: Hoch offiziell werden Studenten dazu aufgerufen, Dozenten und Kommilitonen mit abweichenden Meinungen anzuschwärzen; regimekritische Äußerungen werden in denunziatorischen Internetforen an den Pranger gestellt.**

Berüchtigt ist ein Gruppenchat von Absolventen des Moskauer Instituts für Internationale Beziehungen, in dem dessen liberal gesinnte Studenten und Dozenten exponiert, auf übelste Art beschimpft und mittels Offenlegung ihrer privaten Daten zum – mindestens digitalen – Abschuss freigegeben werden. Im heutigen Russland erscheint es kaum noch paradox, dass dieser Chat, in dem die Ukraine ausschließlich „Drittes Reich der Schweine“ genannt wird, sich ausgerechnet im Dunstkreis einer Diplomatenhochschule etabliert hat. Auch wenn sich die Hochschulleitung von den Betreibern distanziert, finden sich dort immer wieder Aufrufe, die jeweils bloßgestellten „Liberal-Nazis“ und „Lokalvertreter des Ukrainischen Nazismus“ zu exmatrikulieren oder zu entlassen: So wird das Foto einer blau-gelben Torte, gepostet von einer Studentin, mit dem rhetorisch fragenden

Kommentar geteilt, warum denn dieses „Viech“ noch an der Hochschule studieren dürfe und wo das Rektorat seine Augen habe. Man muss nicht sonderlich pessimistisch sein, um zu mutmaßen, dass es nur eine Frage der Zeit ist, bis diese Forderungen auf die eine oder andere Weise auch auf offizieller Seite Wirkung zeigen. Wie die Initiatoren selbst betonen, schaffen sie eine Datenbank, „auf deren Grundlage hoffentlich die zuständigen Behörden arbeiten werden“.

**Wer an Protestaktionen teilnimmt, kann sich nach einem Gerichtsverfahren seiner Exmatrikulation sicher sein, bisweilen folgt sogleich auch die Einberufung zum Militärdienst.** Die Universitäten üben in vorauseilendem Gehorsam öfter Selbstjustiz und bestellen ihre abtrünnigen Studenten noch vor etwaigen gerichtlichen Urteilen zu „Erziehungsgesprächen“ ein, verpflichten sie, Erklärungsschreiben zu verfassen und ihre politische Haltung zu revidieren. Selbst die Kleidung kann dabei zum Verhängnis werden – so tadelte die Moskauer Linguistische Hochschule ihren Studenten wegen seines Hoodies mit Logo des oppositionellen, inzwischen aus Russland vertriebenen Fernsehsenders Doschd, an der Kasaner Universität wurde eine Studentin beim Betreten des Gebäudes vom Sicherheitspersonal festgenommen – wegen einer grünen Schleife an ihrer Handtasche, in Russland Teil der neuen Widerstandssymbolik (Grün steht für die Mischung der Farben der ukrainischen Fahne: Gelb und Blau).

**All dies lässt die Rückkehr zu den schlimmsten denunziatorischen und doktrinären Praktiken der Sowjetzeit befürchten – unter technologisch perfektionierten Bedingungen.** Hoffnung macht immerhin, dass selbst angesichts unvermeidlicher Repressalien die Zahl jener Hochschulangehöriger, die sich mehr oder minder offen zum Widerstand bekennen, keinesfalls gering ist – von Studenten bis hin zu Rektoren. So kann man gegenüber der anfangs zitierten Stellungnahme des Rektorenverbandes die zahlreichen Aufrufe in die Waagschale werfen, die Tausende Studenten, Dozenten und Akademiemitglieder unterzeichneten, darunter einige der prominentesten russischen Wissenschaftler wie der Nobelpreisträger in Physik Konstantin Novoselov.

Nicht wenige weigern sich, propagandistische Vorlesungen abzuhalten oder daran teilzunehmen. Ohnehin scheinen die meisten Studenten der ideologisch eingetrübten Lehre kein Vertrauen zu schenken. Und: **Mehr als neunzig Prozent aller russischen Wissenschaftler lehnen einer Erhebung zufolge Putins Kriegspolitik ab – sie bilden damit die Berufsgruppe mit dem bei Weitem größten Anteil an Regimekritikern.** Es lohnt sich für den Westen, den Kontakt zu diesen politischen und akademischen Verbündeten nicht abbrechen zu lassen.

***Der in Moskau geborene Autor ist Schriftsteller und Dozent für deutsche Literatur. 2020 erschien sein „Handwörterbuch der russischen Seele“.***

25 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/ukraine-krieg-papst-franziskus-verspielt-moralische-autoritaet-18266084.html>

FRANZISKUS UND DIE UKRAINE:

## Putins Papst

EIN KOMMENTAR VON [DANIEL DECKERS](#)

-AKTUALISIERT AM 24.08.2022-17:59



Schon 2016 suchte Papst Franziskus die Nähe des russisch-orthodoxen Patriarchen Kirill. Mitte September soll es zu einer weiteren Begegnung kommen. Bild: AP

Als Argentinier mag Franziskus manches anders sehen als ein Westeuropäer. Doch mit seinen jüngsten Einlassungen hat er jede moralische Autorität verspielt.

Franziskus hat in den ersten Monaten seines Pontifikats wiederholt damit kokettiert, er sei der erste Papst „vom Ende der Welt“.

So mochte und mag es auch angehen, dass die Sicht des Argentiniers auf kirchliche Strukturen oder weltliche Machtkonstellationen anders geprägt ist als die eines Katholiken, der in Europa oder den Vereinigten Staaten aufwuchs.

Doch mit der Herkunft aus Lateinamerika lassen sich weder seine weitgehende Unkenntnis der theologischen Tradition noch die aberwitzigen Einlassungen über ökonomische Zusammenhänge, noch die (kirchen-)populistischen Ausfälle und auch nicht die kruden politischen Allianzen entschuldigen, die zum Kennzeichen des Bergoglio-Pontifikats geworden sind.

### **Franziskus befeuert Opfermythos**

Bis heute weigert sich der Papst – anders etwa als der Ökumenische Rat der Kirchen –, die Aggression Russlands gegen die [Ukraine](#) so zu nennen, wie es die kirchliche Sozialethik zwingend verlangt, nämlich einen Angriffskrieg.

Ebenso wenig hat der Papst sich jemals gegen die Pervertierung der religiösen Sprache zur Verherrlichung des Krieges gewandt, wie sie sein russischer „Dialogpartner“ Kirill mittlerweile perfektionierte.

Und nun befeuert [Franziskus](#) auch noch den russischen Opfermythos um den gewaltsamen Tod der kremlnahen Kriegshetzerin Dugina. Es wäre ein Wunder, wenn dies die letzte Entgleisung des Papstes bliebe. Seine moralische Autorität ist allerdings schon jetzt dahin.

24 août (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/24/totalenergies-en-russie-il-faut-cesser-de-fermer-les-yeux\\_6138869\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/24/totalenergies-en-russie-il-faut-cesser-de-fermer-les-yeux_6138869_3232.html)

ÉDITORIAL

Le Monde

**Le géant pétrolier français coexploite en Russie un gisement dont le produit, transformé en kérosène, ravitaille des bombardiers russes. Notre enquête pose avec gravité la question du maintien de ses activités dans ce pays engagé dans une guerre inique contre l'Ukraine.**

Publié aujourd'hui à 12h05 Temps de Lecture 2 min.

Difficile de trouver un produit plus stratégique que le carburant dans une guerre. Moins que quiconque, les dirigeants du géant pétrolier français TotalEnergies ne peuvent l'ignorer. Or, en détenant une part du gisement de Termokarstovoïe, d'où est extrait un hydrocarbure liquide qui, transformé en kérosène, sert à ravitailler des avions de combat russes engagés dans la guerre contre l'Ukraine, ils s'exposent à une terrible accusation : aider Moscou dans l'agression armée qui, depuis six mois, transforme une partie de l'Europe en zone de mort et de désolation et menace l'intégrité d'un Etat souverain.

L'enquête du *Monde* met en évidence la chaîne d'approvisionnement menant des gisements pétroliers de Sibérie exploités par la société Terneftegaz, détenue à 49 % par TotalEnergies, aux bases aériennes d'où sont partis les avions de combat Soukhoï qui, au début du conflit, ont bombardé Marioupol, et continuent de pilonner la ville de Kharkiv. Des avions mis en cause dans le bombardement du théâtre de Marioupol qui, le 16 mars, a causé la mort de quelque 600 personnes.

TotalEnergies se défend de tout acte répréhensible : le condensat de gaz produit par Terneftegaz n'est pas un carburant, et la raffinerie qui produit au final le kérosène ne lui appartient pas. D'ailleurs, le géant pétrolier respecte les décisions de l'Union européenne, qui incluent un embargo sur le pétrole russe mais pas, dans l'immédiat, sur le gaz.

Pourtant, comment une grande entreprise française qui se proclame « citoyenne » et prétend souscrire aux engagements des Nations unies en matière de droits humains a-t-elle pu poursuivre ses livraisons de condensat de gaz transformable en kérosène après le déclenchement de l'agression contre l'Ukraine, le 24 février ? Comment ses dirigeants peuvent-ils soutenir qu'ils ne sont pour rien dans la transformation du condensat de gaz, alors qu'ils possèdent 19 % de la société Novatek, qui détient l'usine où elle est opérée ? Comment peuvent-ils affirmer que Novatek n'est pas liée à l'Etat russe, alors que l'un de ses principaux actionnaires est un familier de Vladimir Poutine visé par les sanctions occidentales ?

### « Devoir de vigilance »

La réalité est que **TotalEnergies, seule major pétrolière occidentale à maintenir ses activités en Russie**, joue avec le feu et cherche à se cacher derrière l'ignorance de l'usage qui est fait des produits qu'elle met sur le marché. Or, depuis 2017, la loi française impose aux sociétés de grande taille un « devoir de vigilance » qui leur donne l'obligation de s'informer sur les pratiques de leurs fournisseurs et de leurs clients, y compris de leurs filiales à l'étranger, en matière de droits humains et d'environnement. Le texte prévoit l'engagement de leur responsabilité en cas de manquement dans ces domaines.

En janvier, [TotalEnergies a été contrainte de se retirer de Birmanie après la révélation par Le Monde](#) de sa contribution au financement de la junte militaire. De la même façon, nos informations de ce jour posent avec gravité la question du maintien de ses activités dans un pays qui poursuit une guerre inique au cœur de l'Europe. La question vaut non seulement pour le géant de l'énergie, mais pour l'Etat français : comment Emmanuel Macron peut-il prétendre à la fois faire pression sur l'ex-Total pour obtenir des rabais sur les carburants en France, épargner le mastodonte d'une taxe sur ses superprofits indirectement liés à la guerre en Ukraine et continuer de fermer les yeux sur sa contribution, même involontaire, à l'agression russe ?

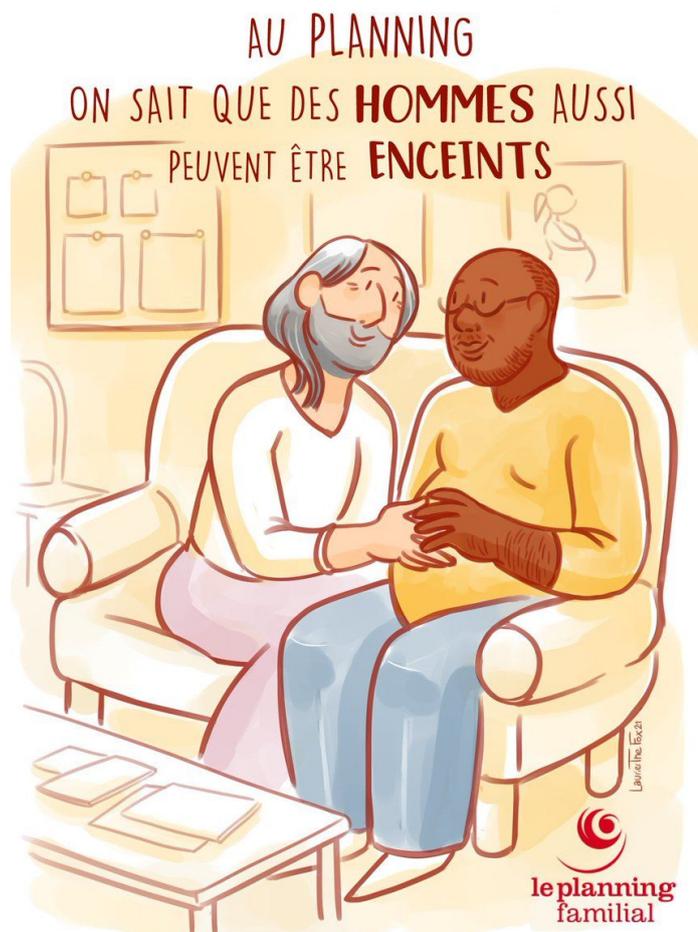
24 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/enceint-cisnormativite-euphorie-de-genre-petit-lexique-trans-du-planning-familial-20220824>

## «Enceint», «cisnormativité», «euphorie de genre» : petit lexique «trans» du Planning familial

Par [Margaux d'Adhémar](#)

Publié il y a 8 heures, mis à jour il y a 5 heures



Affiche du Planning familial «Au Planning, on sait que des hommes aussi peuvent être enceints». Capture d'écran @Laurier\_the\_Fox

**ANALYSE - L'affiche du Planning familial représentant un «homme enceint» a laissé songeur. À l'instar de certains termes utilisés par l'association. Plongée dans le dictionnaire «transactiviste».**

Dans le monde du Planning familial, on ne dit plus «femme», mais «*personne ayant un utérus*». On en déduit qu'on ne dit plus «homme», mais «*personne détenant un pénis*». Le film *L'homme qui aimait les femmes* de Truffaut aurait ainsi été rebaptisé *La personne détenant un pénis qui aimait les personnes ayant un utérus*.

Mieux : dans cet univers, un homme peut être «*enceint*», comme le décrète cette petite phrase apposée à une affiche du Planning familial représentant un homme transgenre attendant un enfant. Un dessin qui, publié en mai dernier sur les réseaux sociaux, laisse tout aussi perplexe que le vocabulaire transactiviste utilisé plus largement par la même institution.

## «Un pénis est un pénis, pas un organe sexuel mâle»

Au nom de «*l'inclusivité*» et de «*l'intersectionnalité*», l'enfant ne pourrait désormais plus parler de la voix «*féminine*» de sa mère. De même qu'un responsable de magasin ne pourrait plus évoquer sa clientèle «*masculine*». Ces adjectifs - «*féminin*» et «*masculin*» - seraient à bannir, puisque «*se référant à une adéquation avec des stéréotypes genrés*», affirme la terminologie transactiviste établie par le Planning familial. En cause : des mots dont l'utilisation pourrait être vécue «*comme un jugement*». Car, si on croit les partisans de ce vocable, le genre ne serait pas une affaire de physiologie, mais de ressenti. Quitte à se noyer dans un langage abscons.

### **À LIRE AUSSI** «**Des hommes aussi peuvent être enceints**»: une campagne du Planning familial fait polémique

N'en déplaise aux professeurs de biologie, on apprend aussi dans ce livret qu'«*un pénis est un pénis, pas un organe sexuel mâle*» puisque «*ces termes binaires ne reflètent pas la variété de nos corps et de nos vécus*» et que «*le sexe est un construit social*». On nous enseigne également que certaines personnes peuvent ressentir non pas une «*dysphorie de genre*» (elles ne se sentent pas en phase avec leur sexe) mais une «*euphorie de genre*», soit une «*sensation de bien-être ou de confort*» lié à un sentiment d'adéquation avec son genre.

Même le prénom peut être vécu comme stigmatisant, puisque celui-ci renvoie à ce que les médecins, à la naissance, ont constaté, «*selon des normes de longueur du pénis/clitoris*». Ce prénom rejeté n'est dès lors plus un prénom mais un «*morinom*» (composé de «*mori*», soit «*mourir*» en latin, et de «*nom*», il s'agit de l'équivalent français du terme anglais «*deadname*»).

Au fil des pages, le glossaire égrène tout ce qui peut être considéré comme transphobe et donc assimilé à une insulte. «*Mégenerer*», soit le fait d'«*utiliser un pronom ou des accords qui ne sont pas ceux utilisés par la personne*» est par exemple considéré comme transphobe.

L'«*hétéronormativité*» peut aussi être perçue comme un affront, puisqu'il s'agit de «*considérer le fait d'être hétéro comme 'normal', allant de soi, comme la référence par défaut*».

«*Ce lexique a été élaboré en utilisant nombre de mots valises ainsi que d'anglicismes, importés directement de la culture woke*», analyse auprès du *Figaro* la linguiste Françoise Nore, auteur de l'ouvrage *Appelons un chat, un chat !*. La spécialiste en lexicologie voit en cet index un texte «*moralisateur*» s'inscrivant dans la veine de la «*déconstruction*». «*Comme pour la création du pronom 'iel', la publication de ce jargon artificiel constitue une technique pour marquer son appartenance à une communauté et imposer une vision. Or, quand on manipule les mots, on manipule la pensée*», souffle la linguiste. «*C'est presque à se demander s'il s'agit bel et bien d'un 'lexique'*», assure de son côté au *Figaro* Sylvie Zucca, psychiatre et membre du Directoire de l'Observatoire de la Petite Sirène, observatoire des discours idéologiques sur l'enfant et l'adolescent et de la dysphorie de genre. D'après la praticienne, ce vocabulaire conseillé s'assimilerait à une «*novlangue*» imposée qui n'admettrait aucun débat. «*C'est un langage de la confusion, un langage codé rendu impossible à questionner*», tranche-t-elle.

## «Nous voulons être considérées comme des êtres entiers et pas comme des vagins sur pattes»

Et pour cause : loin de faire l'unanimité, ce charabia pseudo-scientifique n'est toutefois pas admis par tous les adeptes du langage «*trans*». Du fait, notamment, de «*l'autodétermination des individus*», note le Planning.

Mais ces réserves ne se limitent pas aux sympathisants. Plus largement, certains soutiens traditionnels du Planning, notamment parmi les féministes les plus radicales, dénoncent elles aussi ce galimatias qui invisibilise les femmes. À l'instar de la féministe Marguerite Stern, scandalisée de devoir «*expliquer qu'un pénis est un sexe masculin*».

*«J'ai le sentiment que ce débat me rabaisse intellectuellement. C'est un déni des sciences et il faut sans cesse revenir sur des savoirs fondamentaux. Et pendant qu'on dessine des hommes enceints, il y a des femmes qui se font violenter par des hommes»,* soupire auprès du Figaro la militante. Supprimer le mot «femme» est, selon elle, d'autant plus «grave» que nous nous trouvons «dans un contexte mondial où les droits des femmes sont en permanence mis en question». «C'est une course à l'inclusivité qui exclut», assène-t-elle. «Même si des personnes disent être devenues femme en faisant une ablation du pénis en Thaïlande pour avoir ce qu'elles appellent 'vagin', je suis désolée de le dire mais un trou payant n'est pas un vagin», poursuit Marguerite Stern, disant craindre que le Planning familial ne se transforme en un «centre de distribution d'hormones de testostérone et œstrogènes à ceux qui se disent trans». Mais les militantes n'ont pas dit leur dernier mot. Dans une tribune pour Marianne, les féministes Marguerite Stern et Dora Moutot dénoncent une sémantique qui «découpe les femmes» et qui pourrait s'assimiler à une «thérapie de conversion». «Nous voulons être considérées comme des êtres entiers et pas comme des vagins sur pattes», s'insurgent-elles, ajoutant qu'«affirmer que les femmes ne sont pas nécessairement des femelles et vice versa relève de la croyance, pas de la biologie». Or, il apparaît évident qu'«une idéologie qui relève de la croyance n'a pas à s'immiscer dans la politique du Planning familial». A fortiori lorsqu'il s'agit d'une association financée par des fonds publics.

24 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/warum-die-demokratie-den-kapitalismus-braucht-18263780.html?premium=0x8f87ab43f0b23f18724bbc4ce2271ea0&GEPC=s5>

LUDWIG-ERHARD-STIFTUNG:

## „Einen neuen Neoliberalismus formulieren“

VON [KATJA GELINSKY](#)

-AKTUALISIERT AM 24.08.2022-10:54



Vor einer neuen Aufgabe: Ökonom

Stefan Kolev in Berlin Bild: Jens Gyarmaty

Der Ökonom Stefan Kolev stammt aus Bulgarien und will in Berlin für den Kapitalismus werben – damit die Demokratie überlebt.

Herr Professor Kolev, mehr als 30 Jahre nachdem [Berlin](#) Hauptstadt wurde, wird nun auch die Ludwig-Erhard-Stiftung dort vertreten sein. Mit dem neuen Forum für Wirtschaft und Gesellschaft, das Sie leiten werden. Wieso erst jetzt und warum gerade jetzt?

In unseren westlichen Demokratien haben sich Krisen angesammelt, die es in dieser Häufung in den vergangenen 30 Jahren nicht gab. Ich nenne das „Unordnung“ wegen des Gegensatzes zu ordnungsökonomischen Prinzipien. Diese neue Unordnung in Wirtschaft und Gesellschaft hat eine andere Qualität als frühere Krisen. Deswegen ist es nun, 30 Jahre nach der Wiedervereinigung, an der Zeit, die Gedanken Ludwig Erhards stärker in Berlin zur Geltung zu bringen.

Wo fehlt die Stimme [Erhards](#)?

Ich glaube nicht, dass sie fehlt, aber sie ist nicht ausreichend zu hören. Die Ordnungsökonomik hat es in den vergangenen Jahrzehnten nicht geschafft, die Volkswirtschaftslehre von ihrer Existenzberechtigung zu überzeugen. Nicht nur in der Wissenschaft, auch in der Politik und im Diskurs mit den Bürgern hat das Folgen. An allen drei Schnittstellen muss die Stimme Erhards wieder lauter werden.

Wie erklären Sie sich, dass die Ideen Erhards zu einer bedrohten Spezies geworden sind, die gehegt und gepflegt werden muss?

Ich denke, es liegt daran, dass die Vertreter der Ordnungsökonomik in der Kommunikation mit anderen Sozialwissenschaftlern, aber auch mit der Politik und den Bürgern nicht die Sprache gefunden hat, die es braucht, um von der Notwendigkeit dieses Ansatzes zu überzeugen.

Welche Lehren ziehen Sie aus diesem Kommunikationsversagen für die Arbeit des neuen Forums?

Wir werden dicke Bretter bohren müssen. Zum einen zu ordnungstheoretischen und zum anderen zu ordnungspolitischen Fragen. Ordnungstheoretisch geht es darum, dass wir eine Soziale Marktwirtschaft ausformulieren wollen, die die heutigen Ordnungsverwerfungen besser erklärt. Die ordnungspolitische Herausforderung besteht, etwas provokant gesagt, darin, einen neuen Neoliberalismus für unsere Zeit zu formulieren. Und es gibt noch zwei weitere Punkte, die mir sehr wichtig sind.

Welche wären das?

Es gibt zwei große Verdienste Erhards, an die ich anschließen möchte: den Antikapitalismus ein Stück weit zu überwinden und die antagonistischen Kräfte einzuhegen, die die demokratische Gesellschaft gefährden.

Wie wollen Sie die verwirklichen?

Der Begriff des Kapitalismus ist, gerade in Deutschland, oft negativ beladen. Aber meine Erfahrung ist, dass es darauf ankommt, in einfachen Worten zu erläutern, dass dieses Wirtschaftssystem Milliarden von Menschen aus der Armut geholfen hat. Das zu kommunizieren ist in der Tat eine Sisyphusarbeit, aber sie kann gelingen, wie wir an Erhards Wirken sehen. Er hat es geschafft, dass die Gesellschaft ein bisschen weniger antikapitalistisch wurde und ein ganzes Stück weit weniger gespalten. Das Wirtschaftswunder war also zugleich ein Versöhnungswunder – um es etwas pathetisch zu formulieren. Oder nüchterner: Es war nicht nur eine wirtschaftliche, sondern ebenso eine gesellschaftliche Erfolgsgeschichte. Was Erhard den Menschen vermittelt hat und woran wir anknüpfen möchten: dass der Kapitalismus trotz aller Vorbehalte ein Wirtschaftssystem ist, das den Menschen immens viel bietet, wenn es mit guten Spielregeln ausgestattet ist. Die Alternativen mögen verlockend klingen, aber sie haben nicht geliefert, wie die historische Erfahrung zeigt. Ähnlich wie damals brauchen wir auch heute nach den multiplen Krisen eine gut laufende Wirtschaft, damit die Gesellschaft wieder zu sich findet.



Ökonom Stefan Kolev im Coworking Space Mindspace :Bild: Jens Gyarmaty

Der Staat gilt angesichts der gegenwärtigen Energie- und Preiskrise mehr denn je als Retter in der Not. Und in Berlin haben Sie mächtig Konkurrenz von Thinktanks und Interessenverbänden, die genau das propagieren. Wie wollen Sie da mit Ludwig Erhard punkten?

Ich persönlich glaube, dass dem Staat in der aktuellen Situation eine ganz besondere Aufgabe zukommt. Es ist wegen der multiplen Krisen enorm viel Druck im Kessel. Um eine Explosion zu verhindern, muss der Staat zeigen, dass er die materiellen Sorgen der Bürger ernst nimmt. Sonst platzt vielleicht die Demokratie. Es stellt sich also die Frage, wie wir über diesen Winter und vielleicht auch

das nächste Jahr kommen, aber dennoch eine Wirtschaftspolitik betreiben, die nicht außer Rand und Band gerät. Wir dürfen dabei nicht das fundamentale Ziel der Nachhaltigkeit aus dem Blick verlieren. Wie schaffen wir es, eine Ordnung zu bewahren, die ökonomisch, ökologisch und sozial tragfähig ist? Darauf Antworten zu suchen wird Aufgabe des Forums sein.

Die deutsche Politik ist also nicht nachhaltig?

Leider ist die Frage der Nachhaltigkeit in den guten Jahren vor der Pandemie viel zu kurz gekommen. Wir haben dem Sozialstaat immense zusätzliche Kosten aufgebürdet. Auch in der momentanen Situation agiert die Politik oft hektisch. Richtig ist, dass sie etwas tun muss, damit die Bürger wegen der aktuellen finanziellen Härten das Vertrauen in die Ordnung nicht verlieren. Ich bin kein ängstlicher Mensch. Aber allein wegen der Inflation, die wir in dem Ausmaß seit 40 Jahren nicht hatten und von der ich nicht sehe, dass sie schnell wieder unter Kontrolle zu bringen sein wird, sehe ich eine Anspannung in der Demokratie, die mir sehr gefährlich erscheint. In Sachsen, wo ich noch lebe, ist dies deutlich spürbar.

Die Bundesregierung will die Transformation zur ökologisch-sozialen Marktwirtschaft. Welche Impulse kann Ludwig Erhard dafür liefern? Er haderte ja schon mit dem Begriff der Sozialen Marktwirtschaft.

Mein Verständnis von Marktwirtschaft, und ich denke, das deckt sich mit dem von Erhard, ist, dass die Spielregeln das Entscheidende sind. Davon hängt ab, ob die Bürger meinen, in einer sozialen, ökologischen oder sonstigen Ordnung zu leben. Ordnungspolitik ist der Versuch, Ziele mit langfristigen Spielregeln zu erreichen anstatt durch wirtschaftspolitischen Aktionismus. Dieses Instrumentarium erscheint mir sehr gut geeignet, Umwelt- und Klimaschutz in den Zielkatalog der Sozialen Marktwirtschaft aufzunehmen. CO<sub>2</sub>-Zertifikate sind ja schon Maßnahmen, mit denen wir diesem Anspruch gerecht werden. Ob es notwendig ist, Marktwirtschaft um Begriffe wie sozial oder ökologisch anzureichern, hängt vom Ziel der Begriffsprägung ab. Einen Widerspruch zum Leitmotiv, die Wirtschaft mit klugen Regeln zu versehen, anstatt in den Markt hineinzuregieren, sehe ich durch solche Anreicherungen des Begriffs nicht unbedingt. Das soll jedoch nicht heißen, dass es keine inhaltlich problematischen Entwicklungen gibt.

Was meinen Sie konkret?

Wenn wir schon von ökologisch-sozialer Marktwirtschaft sprechen, sollten wir auch über die sozialen Kosten für Klima- und Umweltschutz reden. Am wichtigsten ist mir aus persönlichen biographischen Gründen die Armutsbekämpfung. Wir tun bestimmte Dinge, um Externalitäten wie Umweltverschmutzung zu bekämpfen, und vergessen dabei oder sehen darüber hinweg, dass dies oft mit sozialen Kosten verbunden ist. Gerade für jene, die diese Kosten nicht gut tragen können, kann das Vertrauen in die Ordnung massiv geschwächt werden. Ich plädiere dafür, diese Zielkonflikte stärker zu bedenken. Wenn Klima- und Umweltschutz zur Armutsbedrohung führt, dann schrillen bei mir die Alarmglocken.

Zur Person

Stefan Kolev ist der wissenschaftliche Leiter des neu gegründeten Ludwig-Erhard-Forums für Wirtschaft und Gesellschaft in Berlin. Der Ökonom wurde 1981 in Bulgarien geboren. Seit 2012 ist Kolev Professor für Wirtschaftspolitik an der Westsächsischen Hochschule Zwickau. Er forscht zur Geschichte des ökonomischen Denkens und zur Ordnungs- und Institutionenökonomik. Kolev ist Mitherausgeber des ORDO Jahrbuchs sowie des Journal of Contextual Economics – Schmollers Jahrbuch. Er ist Gründungsmitglied des Netzwerkes für Ordnungsökonomik und Sozialphilosophie NOUS, Freiburg. Im Wintersemester hat er einen Forschungsaufenthalt an der Princeton University.

24 août (WSJ)

[https://www.wsj.com/articles/europe-heads-for-stagflation-eurozone-christian-lindner-boris-johnson-vladimir-putin-liz-truss-11661276019?mod=hp\\_opin\\_pos\\_3#exrecs\\_s](https://www.wsj.com/articles/europe-heads-for-stagflation-eurozone-christian-lindner-boris-johnson-vladimir-putin-liz-truss-11661276019?mod=hp_opin_pos_3#exrecs_s)

OPINION

## Europe Heads for Stagflation

Leaders have few good ideas other than waiting for growth elsewhere.

By

[The Editorial Board](#)

Aug. 23, 2022 6:38 pm ET



PHOTO: DANIEL ROLAND/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

The bad news keeps coming for Europe's economy, and if you're in America resist the temptation to gloat. Data released Tuesday suggest that the eurozone is in a recession or soon will be, and the timing couldn't be worse for the bloc of American allies and trading partners.

The composite purchasing managers' index ( [PMI](#) ) released by S&P Global came in at 49.2, down from 49.9 the month before. Anything below 50 signifies a decline, so business activity has been falling for two months, and now is at an 18-month low. Service firms registered a barely expansionary 50.2, the lowest in 17 months, and manufacturing output at 46.5 is in recession territory despite some recent improvement.

The trend is worse in Germany, the eurozone's largest economy and traditional motor. The overall PMI notched a 26-month low of 47.6, with manufacturing and services registering contractions. France is also struggling.

It's hard to see how things could improve for the eurozone before they get worse. Inflation is a big culprit in both declining business activity and consumer confidence, and some of the supply-chain problems that have exacerbated the price rises may be abating.

But whatever relief that offers is likely to prove small and transitory. Despite a surprisingly large 0.5-percentage-point interest-rate increase in July, the European Central Bank's

monetary policy remains extremely accommodating, and energy prices will rise as cooler weather pushes up demand.

Europe often relies on the U.S. and Asia to provide an export bailout, but those cavalries aren't coming. Call it a recession or don't, but the U.S. is barely growing as interest rates rise. China is slipping more deeply into its own slow-growth trap amid property-market chaos and a political crackdown on productive private companies—on top of chronic Covid lockdowns and now an energy shortage. A global recession looms.

These weaknesses put a new spin on the other threat to the eurozone—the euro. The bloc's common currency fell to a new 20-year low, a little below 99 U.S. cents on Tuesday's bad economic news. This might once have boosted European (especially German) exports or at least the profits of exporting companies. But that works less well if Europe's major export markets are stagnating. The main effect instead may be more import-price inflation, especially for energy.

All of this puts a premium on pro-growth economic policy, but there aren't many glimmers of light. German Finance Minister Christian Lindner has proposed an income-tax reform that would reverse the tax-bracket creep created by inflation, returning some €10 billion to the private economy. Liz Truss is promising a raft of supply-side tax reforms that could start unsticking the frozen gears of the United Kingdom if she becomes Prime Minister, but the hole dug by Boris Johnson on energy, taxes and regulation is very deep.

All of this will make the coming cold winter of energy shortages even bleaker, and [Vladimir Putin](#) will keep the pressure on. The U.S. could help with supply-side policies, but that will require a GOP victory in the midterms and negotiation with a reluctant President Biden. The only good news for Europe will be if these difficult months persuade voters that they can no longer take prosperity for granted. This time Europe needs to revive its own growth engines.

24 août (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/debats/sortir-de-l-islam-mais-a-quel-prix-23-08-2022-2487125\\_2.php](https://www.lepoint.fr/debats/sortir-de-l-islam-mais-a-quel-prix-23-08-2022-2487125_2.php)

## Sortir de l'islam, mais à quel prix ?

CHRONIQUE. L'attaque contre Salman Rushdie déterre la question du choix de chacun de ne plus croire. Une liberté que l'islam a du mal à concéder.

Par Djemila Benhabib\*

Publié le 23/08/2022 à 17h00 - Modifié le 24/08/2022 à 08h54

**Y**a-t-il une liberté plus fondamentale que la liberté de conscience, celle de croire ou de ne pas croire, de changer de religion ou de conviction philosophique ? Cette liberté presque intimiste s'exerce dans la solitude de soi, sans nul besoin de l'étaler à chaque instant du jour ou de la nuit comme un étendard ou de la brandir tel un tract politique toujours avec plus de véhémence et un brin d'exaltation. Il suffit d'en saisir la respiration profonde pour irriguer son être et le nourrir de mille pensées complémentaires ou contradictoires.

Néanmoins, cette liberté sans laquelle aucune autre liberté n'est possible se trouve contrariée d'une façon ou d'une autre dans une majorité de pays. Lorsqu'elle n'est pas carrément combattue. En 2019, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 22 août comme étant la Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violences en raison de leur religion ou de leurs convictions.

### La responsabilité du « grand Satan »

L'intitulé peut sembler long. Cette journée est, en effet, l'aboutissement d'un compromis. Les discussions entre États ont été vives et âpres. D'emblée, les États-Unis ont accusé la Chine d'interner plus de 1 million de musulmans ouïgours et kazakhs et d'autres minorités religieuses dans des camps de travail forcé ; à leur tour, les pays musulmans ont rendu responsable le « grand Satan » de la montée de l'« islamophobie » dans le monde. Le représentant iranien s'est lâché en vociférant qu'il « est de plus en plus difficile de pratiquer la religion musulmane et de s'habiller comme un musulman ».

En revanche, ni les longs et sourds gémissements des femmes et des enfants yézidis, ni les cris d'agonie des chrétiens d'Orient, ni les pleurs des malheureuses gamines enlevées par Boko Haram n'ont arraché aux représentants des États musulmans le moindre soupir ou une quelconque désolation aussi timide soit elle. Pour certains, la vie n'est qu'un marché de dupes. Plus le mensonge est gros, plus il passe.

**Pourtant, dans ces pays où l'islam est religion d'État, une sortie de route de l'islam peut virer au cauchemar.** La croyance et l'incroyance sont des affaires d'État dont les conséquences sont trop sérieuses pour les abandonner au simple quidam. L'individu est agrégé à « sa » communauté, sommé en permanence de se nier pour en préserver l'« unicité ». Son trop-plein de liberté pourrait lui donner des ailes et le conduire à la rupture avec l'ensemble, c'est-à-dire provoquer la *fitna* (sédition).

## L'athéisme dans le viseur

Couper les têtes qui dépassent devient l'impératif d'un système qui ne supporte point la pluralité des postures religieuses, philosophiques et politiques. **D'ailleurs, il n'est pas rare d'être condamné à mort pour apostasie ou athéisme.** Selon un rapport de l'International Humanist and Ethical Union, **les athées sont passibles de la sentence capitale dans 12 pays (Mauritanie, Somalie, Nigeria, Yémen, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Iran, Pakistan, Afghanistan, Maldives et Malaisie) et dans 22 pays, l'athéisme est criminalisé.**

Transposée au champ politique, cette violence est une façon détournée de faire taire les contestataires. Vous devenez « apostat » du simple fait d'avoir levé une pancarte ou osé relever la tête face à l'injustice. **La persécution religieuse est l'arme la plus redoutable pour écraser la dissidence politique.**

**L'islam contemporain n'a jamais mené de réflexion sérieuse concernant l'altérité et la pluralité. Là où il domine, les minorités sont réduites à la portion congrue. Là où il est minoritaire, il revendique son droit à la différence, sous l'impulsion des islamistes, pour se comporter comme s'il était majoritaire, faisant fi de l'ensemble.** Deux problématiques se superposent alors et nous obligent à réfléchir sur les liens entre religion et politique : le statut de l'islam en Occident dans un environnement sécularisé et la transformation de l'islam en un islam hégémonique et conquérant.

Comment l'appréhender ? L'affaire Rushdie montre bien qu'on ne peut plus faire l'économie d'un tel débat. La mise à mort du romancier soulève aussi **la question de la liberté de conscience des personnes nées dans une famille musulmane et vivant en Europe.** À quel régime doivent-elles se conformer ? Les musulmans qui quittent leur religion de leur plein gré deviennent-ils de facto des justiciables de la mise à mort, y compris en Occident ? **L'idée selon laquelle la filiation (le « sang ») fonde le régime de droit auquel un musulman doit se soumettre reste très forte. Autrement dit, un musulman est d'abord un sujet religieux appartenant à une communauté de croyants avant d'être citoyen.**

**En fait, Rushdie est-il anglais ? Indien ? Musulman ? Athée ?** Tout ceci à la fois ? À qui appartient-il ? À la littérature ou à l'islam ? « À l'humanité ! » répondent des ex-musulmans réunis à Cologne le week-end dernier sous l'égide de l'Anglo-Iranienne Maryam Namazie, fondatrice du Council of ex-Muslims of Britain, et du célèbre biologiste et auteur Richard Dawkins. Pour exprimer leur solidarité avec le romancier, ils ont marché dans la ville avec des portraits de Rushdie pour célébrer la liberté et le droit à la dissidence. Sans lesquels la littérature ne pourrait aucunement prétendre à l'universel. Sans lesquels l'humanité ne serait qu'un troupeau de béni-oui-oui.

*\* Politologue et écrivaine, Djemila Benhabib travaille à Bruxelles au Centre d'action laïque (CAL). Elle est née à Kharkiv (Ukraine) et a grandi en Algérie, pays qu'elle a dû quitter en 1994 après une condamnation à mort du Front islamique du djihad armé. Elle s'est réfugiée avec sa famille d'abord en France, puis a vécu au Québec, où elle a milité en faveur d'une loi sur la laïcité de l'État. Autrice de plusieurs essais, parmi lesquels Ma vie contre-Coran, elle a reçu de nombreuses récompenses internationales. Son dernier ouvrage : Islamophobie, mon œil ! a paru aux éditions Kennes, en 2022.*

24 août (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/pourquoi-la-pologne-se-paye-l-allemande-et-la-france-24-08-2022-2487188\\_1897.php](https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/pourquoi-la-pologne-se-paye-l-allemande-et-la-france-24-08-2022-2487188_1897.php)

## Pourquoi la Pologne se paye l'Allemagne et la France

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a signé une tribune fracassante contre l'Allemagne et la France. L'Ukraine fera-t-elle craquer l'Europe ?



Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki. © KRZYSZTOF ZATYCKI / NurPhoto / NurPhoto via AFP

Par *Emmanuel Berretta*

Publié le 24/08/2022 à 07h58

**P**ourquoi Mateusz Morawiecki a choisi de faire sa rentrée politique, à la mi-août, en attaquant bille en tête la France et l'Allemagne ? La tribune du Premier ministre polonais, publiée notamment dans *Le Monde* et dans d'autres quotidiens européens, n'y va pas avec le dos de la cuillère. Il accuse Paris et Berlin de tirer les ficelles, de promouvoir un abandon de la règle de l'unanimité en politique étrangère uniquement dans le but de manœuvrer avec plus d'aisance, en jouant de leur puissance.

Cela dit, Morawiecki n'a pas tort : l'unanimité est, certes, difficile à obtenir ; elle oblige à des compromis plus laborieux, qui demandent un peu plus de temps qu'un vote à la majorité qualifiée, mais au moins, une fois l'unanimité acquise, l'Europe est en mesure de faire bloc face à une pression extérieure. Et dans le cas de la guerre en Ukraine, l'unanimité n'offre aucune prise à Vladimir Poutine. Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, tente de jouer une partition solitaire pour faire l'aimable avec son voisin russe mais, à la fin, il vote, comme les autres, les paquets de sanctions.

Le débat sur la fin de l'unanimité est déjà clos

Le débat sur la fin de l'unanimité en matière de politique étrangère est tout de même très théorique puisque pour abolir l'unanimité, il faut l'unanimité. Autant dire qu'en l'état actuel des forces politiques en Europe, ce n'est pas près d'arriver. Morawiecki se fait plaisir à peu de frais en agitant une perspective improbable. La Conférence sur l'avenir de l'Europe avait, elle aussi, abouti à cette recommandation (abandonner l'unanimité), imposant au Conseil de se pencher, au moins formellement, sur la question. La Pologne, en fermant clairement la porte, a répondu pour tous. Même son de cloche du côté de la Hongrie.

Ce n'est pas la première fois que le Premier ministre polonais se montre dur avec l'Allemagne et la France. Il avait déjà fustigé les atermoiements allemands notamment vis-à-vis de l'embargo sur le

gaz. De même, les coups de fil d'Emmanuel Macron au président Poutine ont le don de l'agacer. « Personne n'a négocié avec Hitler, » avait-il lancé, lors d'une conférence de presse, en avril dernier.

L'Allemagne clouée au pilori

Pour lui, l'attitude de la France et de l'Allemagne vis-à-vis de Moscou est suspecte depuis longtemps. La Pologne n'a cessé de sonner l'alarme contre le régime agressif mis en place par Vladimir Poutine, son nationalisme, son impérialisme. Il en veut aux dirigeants européens qui, plutôt que d'écouter la voix de la Pologne, se sont laissé « séduire » par Poutine.

La règle de l'unanimité en politique étrangère a empêché, selon lui, l'Europe de s'enfoncer encore un peu plus dans l'erreur en évitant que l'Allemagne n'emporte toute l'Europe vers une dépendance encore plus amère au gaz russe. « Si toute l'Europe avait suivi le vote allemand, non seulement le Nord Stream 1 mais aussi le Nord Stream 2 auraient été lancés depuis de nombreux mois, souligne-t-il, à l'appui de sa démonstration. La dépendance de l'Europe au gaz russe, qui sert à Poutine d'outil de chantage contre tout le continent, serait presque irréversible. Si toute l'Europe avait fourni des armes à l'Ukraine à la même échelle et au même rythme que l'Allemagne, la guerre aurait pris fin depuis longtemps. Et cela aurait été une victoire absolue pour la Russie. Quant à l'Europe, elle se serait trouvée à la veille d'une autre guerre. Dans la mesure où la Russie, encouragée par la faiblesse de ses adversaires, aurait continué à avancer. »

« La Russie impériale peut être vaincue »

C'est aussi la Pologne, ainsi que les États baltes, qui s'était opposée en juin 2021 la tenue d'un sommet UE-Russie auquel tenaient la chancelière Merkel et le président Macron. Le président français n'a pas changé de ligne : pour lui, le dialogue avec Poutine doit être maintenu, en dépit des circonstances difficiles et peut-être, surtout à cause d'elles. Le 19 août, il a eu de nouveau un contact téléphonique avec l'homme fort du Kremlin à propos des combats dangereux qui se déroulent autour de la centrale nucléaire de Zaporijia. Emmanuel Macron n'a pas réagi à la tribune violente de Mateusz Morawiecki, mais cet appel à Poutine tient lieu en quelque sorte de réponse.

On a là deux attitudes, deux lignes parmi les dirigeants européens : ceux qui pensent que seul le dialogue finira par faire taire les armes et ceux qui, comme le Premier ministre polonais, estiment que l'Ukraine, bien armée, peut battre la Russie. « Je lance donc un appel à tous les dirigeants européens afin qu'ils aient le courage de mener une réflexion adaptée à notre époque, écrit Morawiecki. Nous nous trouvons dans un moment historique. La Russie impériale peut être vaincue – grâce à l'Ukraine et au soutien que nous lui apportons. La victoire ne dépend que de notre constance et de notre détermination. »

L'UE va-t-elle entraîner l'armée ukrainienne ?

Ce qui est plus étonnant, c'est qu'à aucun moment le Premier ministre polonais ne mentionne l'Otan ni ne met en cause la Hongrie (qui refuse que les armes transitent sur son territoire pour équiper l'Ukraine). Viktor Orbán a ses raisons : il craint que son implication militaire dans le conflit ukrainien ne mette en danger la minorité hongroise présente en Transcarpatie, une région située de l'autre côté de la frontière ukraïno-hongroise.

Sa tribune intervient également avant un conseil européen informel des ministres de la Défense, à Prague, les 29 et 30 août qui doit évoquer une nouvelle étape dans l'engagement militaire : l'UE envisagerait d'organiser une « mission d'entraînement et d'assistance » à l'armée ukrainienne qui se déroulerait dans les pays voisins. L'initiative a été dévoilée par Josep Borrell, le haut

représentant de l'UE pour les relations extérieures. Encore faut-il que le conseil des ministres de la Défense des pays membres de l'UE l'approuve.

Merz met en cause la « fiabilité » du gouvernement Scholz

Jusqu'ici, le raisonnement de Mateusz Morawiecki se tient parfaitement : il appuie où ça fait mal pour faire valoir que la Pologne avait raison avant tout le monde, qu'elle n'a pas de leçon à recevoir de l'Allemagne en termes de valeurs. Il lâche, à ce propos, un jugement terrible appelant carrément Berlin à un « examen de conscience ». « Pendant trop longtemps, écrit-il, la valeur la plus importante pour de nombreux pays a été le prix peu élevé du gaz russe. Nous savons néanmoins que celui-ci a pu être réduit dans la mesure où le prix réel du sang, versé par l'Ukraine, n'y était pas ajouté. » Dans d'autres circonstances, cette petite phrase aurait provoqué une crise diplomatique majeure... Berlin préfère rentrer la tête dans les épaules.

D'autant plus que Morawiecki n'est pas le seul à attaquer le gouvernement allemand sur la faiblesse de ses livraisons d'armes. Olaf Scholz doit également subir les critiques virulentes de Friedrich Merz. Le leader de la CDU a accusé, fin juillet, le chancelier allemand de grave incapacité à livrer des armes à l'Ukraine. « Les attaques contre Odessa la semaine dernière (fin juillet, NDLR) auraient pu être évitées grâce aux systèmes de défense antimissile qu'Olaf Scholz a promis de livrer. » « Nous devons avoir un débat public sur la fiabilité de notre gouvernement dans notre propre pays, mais aussi et surtout en Europe centrale et orientale, » a ajouté le président de la CDU.

Moins d'Europe ? Donc moins de subventions pour la Pologne...

Dans la dernière partie de sa tribune, le Premier ministre Morawiecki ébauche trop rapidement le projet européen qu'il porte. On ne comprend pas grand-chose de son propos. Est-ce un problème de traduction ? Il commence par une contre-vérité frappante : « Nous devons avoir le courage d'admettre que l'UE n'a pas été à la hauteur face à la crise due au Covid-19 et face à la guerre. » Face à la pandémie ? L'Europe a vacciné sa population en un temps record. Elle a pu compter sur le vaccin allemand de BioNTech, précisément. On attend toujours le remède miracle qui sortirait d'un laboratoire polonais...

Face à la guerre en Ukraine ? Six paquets de sanctions votés en un temps record ; la population européenne accepte pour l'instant de subir, en retour, les contre-mesures de Poutine (jusqu'à quand ?). L'UE déploie tous les moyens possibles pour se passer du gaz russe avant que Moscou ne décide des coupures. Qu'eût-il fallu faire de plus si ce n'est la guerre elle-même ? C'est peut-être ce que Morawiecki n'ose pas dire ouvertement.

Le Premier ministre polonais voudrait moins d'Europe. « Le problème n'est pas que nous avançons trop lentement sur la voie de l'intégration et que nous devrions accélérer ce processus de manière exponentielle, souligne-t-il. Le problème est que cette voie est erronée. Parfois, au lieu de faire deux pas en avant, il vaut mieux faire un pas en arrière et regarder les choses sous un certain angle. La perspective d'un retour aux principes qui organisent la communauté européenne en partant de zéro semble la plus sûre. Il ne s'agit pas de saper les fondements de l'UE, mais de les renforcer plutôt que de les transgresser. »

Ce n'est pas très clair. « En partant de zéro » ? Est-ce à dire qu'il faudrait un nouveau traité fondateur ? Il n'aborde pas directement l'existence de la Cour de justice de l'UE qui semble poser problème à la Pologne. Il achève sa tribune par cette phrase énigmatique : « L'Europe a besoin d'espoir comme jamais auparavant. Et elle ne peut trouver cet espoir que dans un retour aux

principes, et non dans le renforcement de la superstructure institutionnelle. » Le retour à quel principe ? Il n'évoque pas non plus les subventions européennes dont son pays est le premier destinataire. « En partant de zéro », pour reprendre son expression, le tiroir-caisse de l'Europe pourrait, aussi, se fermer brutalement. Le jour où l'Allemagne arrête de payer, par exemple. Moins d'Europe, cela signifie aussi moins de subventions.

24 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/de-youtube-a-tiktok-ces-influenceurs-musulmans-qui-prechent-l-islam-integral-et-branche-20220823>

## De YouTube à TikTok, ces influenceurs musulmans qui prêchent l'islam intégral et branché

Par [Elisabeth Pierson](#)

Publié hier à 15:04, mis à jour il y a 2 heures



De plus en plus d'influenceurs musulmans investissent les réseaux sociaux pour prêcher l'islam le plus rigoureux. *Axelle Rousselin*

### **ENQUÊTE - Sur les réseaux sociaux, une nouvelle génération d'imams et de fidèles musulmans enseigne à des millions d'abonnés les règles islamiques les plus strictes, en toute maîtrise des codes 2.0.**

*«Les filles, vous êtes des diamants purs. Tout ce qui est rare, on cherche à le préserver. Venez, on lance la tendance de se préserver. C'est stylé! C'est super stylé!». Le visage fraîchement maquillé de «AmelRiseUp», 650.000 abonnés, s'affiche sur l'écran de l'application TikTok. Ce réseau social au milliard d'utilisateurs génère chaque minute des millions de vidéos courtes. Dans celle-ci postée en avril 2022, la jeune «Amel», coiffée du voile islamique, entre un tuto hijab et un verset coranique chanté, fait l'éloge du renoncement aux réseaux sociaux. «Et je parle aussi pour moi. C'est tellement devenu tendance de renoncer à se préserver. Wallah, comme on est trop inconscient!».*

---

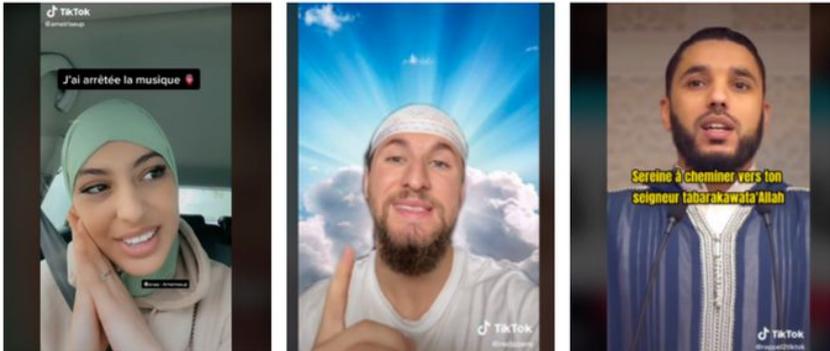
Quelques secondes face caméra, et le message est passé. *«Tu viens de me faire prendre conscience des choses, je t'en remercie»,* commente un internaute. *«Qu'Allah nous permet (sic) à tous l'arrêt total de la musique»,* renchérit un autre. *«Pareil pour moi, j'ai tout supprimé et je suis très heureux Alhamdulillah»,* se félicite un troisième.

### **L'islam rigoriste version «cool»**

Qui sont ces influenceurs musulmans, investissant internet pour prêcher l'islam le plus rigoureux? Il y a d'abord la génération YouTube, celle d'imams francophones postant leurs prêches en ligne et récoltant ainsi sur leurs chaînes des centaines de milliers d'abonnés. L'imam [Hassan Iquioussen](#), qui a fait l'objet d'un décret d'expulsion début août, était l'un d'eux. Parmi les plus populaires de ces «Youtubeurs», Nader Abou Anas (655.000 abonnés), ancien imam de la mosquée du Bourget, auparavant fortement salafiste et qui, depuis les attentats de 2015, a modéré ses propos. Barbe fournie et chéchia sur la tête, il continue de mettre en garde contre les châtiments de l'au-delà et les dangers du «monde illicite». Dans le même registre, Rachid Eljay (2,2 millions d'abonnés) dit

«l'imam de Brest», et son ami Abdelmonaïm Boussena (860.000 abonnés), ancien proche de Tariq Ramadan, qui s'inscrit dans la mouvance frériste.

Vient ensuite la génération suivante, celle de TikTok et Instagram. Une image, un son, et le message d'un islam des plus rigoristes est passé sur un mode branché. L'Algérien francophone Redazere, 26 ans, en est le parfait exemple. Avec une fine maîtrise des codes de l'application, le musulman, entre deux photos de vacances, recommande à ses 2,2 millions d'abonnés TikTok de manger avec trois doigts conformément à la «*sunna*» ou de jeûner tel jour pour le pardon des péchés. Ainsi, devant une pancarte d'interdiction du burkini dans une piscine marocaine: «*What?! Tu vois dans le temps, ce qui était interdit c'était être nu devant les gens. Maintenant, on te dit tu n'as pas le droit de te couvrir?*», s'offusque-t-il, l'air faussement naïf. «*Je suis vraiment choqué*».



## De la coupe de cheveux aux fins dernières

Les thématiques abordées par les uns comme les autres sont souvent basiques et concrètes. Généralement, ce sont les interrogations des internautes eux-mêmes. Ai-je le droit d'écouter de la musique? De faire des études de droit? De couper mes cheveux en dégradé? Comment dois-je faire ma prière, mes ablutions? Qu'est-ce qui est hallal (permis) et haram (interdit) dans la sexualité? «*Au fond, c'est une sorte de rubrique lifestyle plutôt qu'un cours de catéchisme: comment vivre au quotidien de manière la plus musulmane possible*», commente Benjamin Hodayé, agrégé d'histoire et spécialiste de l'islam en Europe. «*Le ton utilisé est le plus souvent injonctif, sous la forme binaire obligations/interdictions, celles-ci fondées sur des normes littéralistes et rigoristes*».

Autre thématique très présente, la question des fins dernières. «*Dans les milieux musulmans conservateurs, la théologie de la peur est omniprésente. Regardez la dernière vidéo de l'imam Boussena sur YouTube, "Trois signes que tu es possédé par un Djinn". On est exactement dans ce registre de menace culpabilisatrice*», explique Haoues Seniguer, ancien directeur adjoint de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) et maître de conférences à Sciences Po Lyon. «*Ce discours séduit car il apparaît sécurisant et donne des repères*». «*Cette nouvelle génération a certes les codes de l'internet, mais elle n'a pas une grande formation religieuse*», commente un imam lui-même actif sur les réseaux sociaux, et joint par *Le Figaro*. «*En termes théologiques, c'est très superficiel*». À en croire les commentaires élogieux et reconnaissants des internautes, les messages font mouche. Mathieu, 26 ans, région parisienne, est tombé ainsi sur Redazere dans la rubrique «Pour Toi» aux vidéos suggérées par les algorithmes. «*La vérité, je me suis abonné direct!*», raconte-t-il. «*Il est bien. Des fois j'oublie une prière, une règle, il va me le rappeler. Redazere fait partie des seuls qui soient vraiment dans la vérité. À chaque fois, il dit vrai*».

## Des allures de séparatisme?

Étrange paradoxe que ce fondamentalisme frôlant le salafisme, prêché à travers des codes ultra-contemporains. Un conservatisme 2.0 maniant TikTok avec une dextérité de génération Z. *«Cela paraît antinomique à première vue, mais il n'y a pas vraiment de contradiction»*, explique le chercheur Benjamin Hodayé. *«Dans son livre L'Islam mondialisé (éditions Points, 2002, NDLR), Olivier Roy expliquait comment l'Islam s'est emparé d'internet dès les années 1990 pour en faire un outil de prédication. Ce furent d'abord les forums en ligne, puis les réseaux sociaux comme Facebook, ensuite Youtube et désormais des applications comme TikTok. Il y a bien sûr des débats au sein de certains courants sur l'usage de telle ou telle technologie - ça a commencé par exemple avec les haut-parleurs des minarets et les appels à la prière enregistrés. Mais globalement, le côté pratique l'emporte»*. Aujourd'hui, l'islam est la première religion présente sur le web.

De son côté, le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) s'inquiète de la multiplication de ces influenceurs. D'abord, parce que certains discours portent en eux l'idée plus ou moins claire que le monde musulman serait en opposition frontale avec les valeurs occidentales, une position caractéristique de la mouvance frériste. *«C'est un lent poison qui, à force de temps, mène à la rupture de la cohésion nationale»*, met en garde le préfet Christian Gravel, secrétaire général du CIPDR.

Ensuite, parce que les réseaux sociaux sont l'un des piliers de la propagande de l'islam radical, rappelle le préfet. À titre d'exemple, Jamel Gorchen, qui assassinait à coups de couteau une policière à Rambouillet en avril 2021, arborait en 2015 sur son profil Facebook les couleurs du drapeau français, signe de son soutien aux victimes des attentats. Cinq ans plus tard, le Tunisien passait à l'acte au cri de *«Allah akbar»*. *«Sa pensée a évolué au fil des années, au gré d'heures de visionnages sur les réseaux»*, explique le préfet. Sur son fil, aucun lien direct avec Daech ni Al-Qaïda, mais des partages de plus en plus fréquents de personnalités du CCIF notamment, dissous depuis pour ses positions d'incitation à la haine. *«Ce processus de bascule progressive est fréquent»*, souligne Christian Gravel. *«Il ne faut surtout pas négliger la force des mots utilisés, des images diffusées, auxquels des personnes en quête de sens ou d'identité sont exposés. Ces influenceurs constituent une pièce maîtresse de l'engrenage islamiste»*.

## **«On est toujours l'extrémiste de quelqu'un et le laxiste d'un autre»**

Depuis les attentats de Paris en 2015, plusieurs d'entre eux ont clairement lissé leur discours. Rachid Eljay, l'imam de Brest qui avait fait polémique pour avoir affirmé lors d'un prêche en 2013 qu'*«Allah n'aime pas la musique»* et que *«ceux qui chantent, le prophète dit qu'ils seront engloutis sous la terre (et) transformés en singes ou en porcs»*, assume avoir *«évolué»*. *«J'avais une lecture de la religion beaucoup plus littérale qu'aujourd'hui (mais) qui n'évolue pas? On doit être toujours dans la recherche du mieux»*, expliquait-il dans une interview en 2020. Stratégie gagnante: il est aujourd'hui le plus suivi de tous, avec 2,5 millions d'abonnés sur Facebook et autant sur YouTube, en France et en Afrique francophone.

*«Cela veut-il dire pour autant qu'ils perdent en rigorisme? Non. Ils versent moins dans la radicalité, mais n'en restent pas moins conservateurs»*, commente Haoues Seniguer. Côté musulman, cette modération avec le temps leur vaut parfois des critiques. *«Ceux qui restent dans un discours victimaire et vindicatif ne me semblent pas profitables pour les jeunes musulmans de France»*, juge Ismaïl Mounir, ex-imam français revenu du salafisme. Lui-même influenceur, il a mis de côté le registre strictement religieux au profit d'un islam prônant le développement personnel et se présente désormais comme *«propagateur de sagesse, chercheur de vérité»*. *«Je veux rendre l'islam accessible à tous»*, explique-t-il au *Figaro*.

Il privilégie désormais les groupes privés, sur Facebook ou la messagerie cryptée Telegram. *«Ainsi on peut aller beaucoup plus loin dans le débat d'idées»*, fait-il valoir. Nombre d'internautes lui ont reproché de trahir l'islam à force de démagogie. *«Mais la théologie doit prendre en compte la réalité»*, maintient cet ancien imam. *«Depuis vingt ans que je parle d'islam, j'ai appris une chose: on est toujours l'extrémiste de quelqu'un et le laxiste d'un autre»*.

24 août (FAZ)

[https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/berichte-russischer-soldaten-ueber-den-ukraine-krieg-18264191.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/berichte-russischer-soldaten-ueber-den-ukraine-krieg-18264191.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2)

BERICHTE RUSSISCHER SOLDATEN:

## Bereit, ohne Nachdenken den Abzug zu drücken

VON [FRIEDRICH SCHMIDT](#) UND [REINHARD VESER](#)

-AKTUALISIERT AM 24.08.2022-06:44



Im Zeichen des Z: Die Angreifer fuhren wie hier in Mariupol Ende März im Frühjahr durch viele ukrainische Städte Bild: Reuters

Erniedrigung, Lügen und Brutalität: Russische Soldaten haben Exilmedien erzählt, wie sie den Überfall auf die Ukraine erlebt haben. Ihre Berichte zeugen von Demoralisierung und Verrohung.

An diesem Mittwoch ist es ein halbes Jahr her, dass Russlands Präsident Wladimir Putin in einer am frühen Morgen im Staatsfernsehen ausgestrahlten Ansprache den Beginn seiner „Spezialoperation“ in der [Ukraine](#) verkündete. Kurz vor diesem Datum haben russische Soldaten in unabhängigen – und daher exilierten – russischen Medien berichtet, wie sie den Einmarsch in das Nachbarland erlebt haben. Sie reden von fehlender Ausrüstung, schlecht funktionierender Technik, Mangel an warmer Kleidung und Essen, Chaos in Logistik und Befehlsketten. Vor allem aber offenbaren die Bekenntnisse der Soldaten ihre Zweifel am Angriffskrieg, ihre Unsicherheit, ihre Ängste – und wie manche von ihnen selbst zu Kriegsverbrechern geworden sind.

Er habe sich bemüht, das Geschehen so ehrlich und glaubwürdig wie möglich darzustellen und jene Gedanken und Gefühle von damals wiederzugeben, als er das alles erlebt habe, „so als würde ich vor mir selbst eine Beichte ablegen“, schreibt Pawel Filatjew. Der 33 Jahre alte Fallschirmjäger gehörte im Frühjahr zu einer der Einheiten, die von [der Krim](#) aus die Großstadt Cherson im Süden der Ukraine eingenommen haben. Er kam im April in ein Militärkrankenhaus auf der Krim, nachdem ihm bei den Kämpfen um Mykolajiw Erde in die Augen gespritzt war, die sich daraufhin entzündeten.

Nach eigenen Angaben anderthalb Monate nach der Rückkehr von der Front begann Filatjew damit, seine Erlebnisse aufzuschreiben. Auf den gut 140 Seiten langen Text, den Filatjew im russischen sozialen Netzwerke VKontakte hochgeladen hat, sind Anfang August Journalisten des – in [Russland](#) verbotenen – Exilmediums „Waschnyje Istorii“ („Wichtige Geschichten“) aufmerksam geworden. Angesichts des Aufsehens, den der Bericht und mehrere Video-Interviews erregt haben, die Filatjew seither gegeben hat, hat er Russland inzwischen verlassen – vermutlich gerade noch rechtzeitig.



Ein ukrainischer Soldat springt am 6. April in der Nähe von Andriiwka bei Kiew von einem zerstörten russischen Panzer :Bild: AP

Filatjew hatte sich im August 2021 als Vertragssoldat bei den russischen Streitkräften verpflichtet, nachdem sich wegen der Corona-Pandemie andere berufliche Pläne zerschlagen hatten. Für ihn war es eine Rückkehr: Er ging in die Einheit, in der schon sein Vater als Fallschirmjäger gedient hatte und mit der er von 2007 bis 2010 als Soldat in Tschetschenien war. Er fand eine Armee vor, die ihm in einem viel schlechteren Zustand zu sein schien als in seinen Erinnerungen aus der Jugend der eigenen Dienstzeit.

Es gab keine Uniformen und Stiefel in passenden Größen; die Waffe, die er erst nach vier Monaten zugeteilt bekam, war verrostet und hatte gleich beim ersten Schießen Ladehemmung. Übungen und Schulungen gab es kaum, ein erniedrigender Tonfall der Vorgesetzten gegenüber den Soldaten war an der Tagesordnung. Als am 24. Februar der **Angriff** auf die Ukraine begann, hatte Filatjew bei winterlichen Temperaturen keinen Schlafsack; die Bremsen des Lastwagens, auf dem er den Weg nach Cherson zurücklegte, funktionierten nicht, was immer wieder zu kritischen Situationen führte.

Filatjew gibt an, er sei schon gegen die Annexion der Krim 2014 und den Krieg im Donbass gewesen. In einem „inneren Dialog aus einem Cocktail von Gewissen, Patriotismus und gesundem Menschenverstand“ treibe ihn bis heute die Frage um, wie er dennoch in den Krieg in der Ukraine geraten konnte. Die Tage vor dem Einmarsch in die Ukraine, in denen seine Einheit schon in einem Feldlager im Norden der Krim war, beschreibt er als Zeit der Unsicherheit: Er habe gespürt, dass etwas Ernstes im Gang war, aber er wusste nicht, was es war. Einen Überfall auf die Ukraine konnte er sich bis zuletzt nicht vorstellen.

## **Die Angst der russischen Soldaten vor Zivilisten**

„Es gingen verschiedene Informationen und Gerüchte um“, schreibt Filatjew: Etwa, dass sie Stellung bezogen hätten um einen Überfall der Ukraine und der NATO auf die Krim vorzubeugen. Eigentlich wollte er damals schon um seine Entlassung aus der Armee bitten, aber „wenn wirklich so etwas passiert wäre, dann hätte es so ausgesehen, als sei ich feige gewesen“. An anderer Stelle schreibt Filatjew: „Wir haben einen Befehl ausgeführt, für mich wäre es beschämend und eine Schande gewesen, am 24. Februar die Grenze zur Ukraine nicht zu überschreiten, schließlich verfügte ich in diesem Moment über keine Informationen und kannte die militärisch-politische Lage nicht.“

Für einige Zeit hilft es Filatjew, seine Zweifel beiseite zu schieben, dass in seinem Lastwagen ein junger Soldat von der Krim auf der Fahrt über die Ukraine und die „Nazis“ herzieht: „So war es für mich leichter mich so einzustellen, dass entweder sie uns oder wir sie, und ich hatte keine Zweifel, dass ich im Falle der Notwendigkeit den Abzug drücken würde.“ Beim Vormarsch fiel Filatjew auf, dass an manchen Häusern demonstrativ ukrainische Fahnen hingen. „Es gab ein Gefühl der Gefahr von diesen Häusern, gleichzeitig mit einem Gefühl der Achtung vor ihrem Patriotismus.“ Ihm sei klar gewesen, dass er beim ersten Anzeichen von Gefahr ohne nachzudenken auf diese Häuser geschossen

hätte: „Zweifel sind gefährlich.“ Solche Situationen, in denen Filatjew seine Bereitschaft beschreibt, auch auf Zivilisten zu schießen, wiederholen sich.

Die Bevölkerung nimmt er als Quelle ständiger Gefahr wahr, weil für ihn offensichtlich ist, dass sie die ukrainischen Streitkräfte unterstützen. Sie filmen die russischen Truppen unverhohlen oder zünden trockenes Schilf in der Nähe ihrer Positionen an. Filatjew war an der Festnahme von zwei ukrainischen Zivilisten beteiligt, die verdächtigt wurden, den ukrainischen Streitkräften mit Informationen zu helfen. Was mit ihnen weiter geschah, weiß er nicht. „Es kommt eine Wut auf die Zivilisten auf. Ich verstehe, dass wir hier ungebetene Gäste sind. Aber zu ihrer Sicherheit sollten sie sich möglichst weit von uns entfernt halten“, schiebt er.

## **Abgeschnittene Finger und Genitalien**

Aus Filatjews Bericht ergibt sich das Bild einer zunehmenden Verrohung der russischen Soldaten. Schon über einen Vorfall am zweiten Kriegstag schreibt er: Mit den ersten Verlusten „sind in den Leuten Brutalität und das Verlangen nach Rache erwacht“. Ausführlich beschreibt er, wie an diesem Tag einige Kameraden einen ukrainischen Gefangenen erschießen wollen, aber von einem Vorgesetzten daran gehindert werden. Als seine Einheit einen Monat später von Kälte und Hunger ausgezehrt und von dauerndem Artilleriebeschuss erschöpft vor Mykolajiw liegt, schießen sich einzelne Soldaten selbst ins Bein, um die Prämie für Verwundungen zu erhalten „und aus dieser Hölle zu entkommen“. Andere vergehen sich an Ukrainern: „Unserem Gefangenen haben sie die Finger und die Genitalien abgeschnitten.“

An solchen Gewaltexzessen ist Filatjew in seiner Darstellung nicht beteiligt – – wohl aber an Plünderungen und Zerstörungen. Am Tag der Einnahme von Cherson soll seine Einheit den Hafen sichern. „Alle durchsuchen das Gebäude auf der Suche nach Essen, Wasser, Duschen und einem Platz für die Nacht, manche haben Computer und alles wertvolle weggeschleppt, was sie finden konnten.“ Diesen Raubzug habe er so gar in seinem verwilderten Zustand widerwärtig gefunden, schreibt Filatjew. Er nimmt sich eine Mütze und trinkt mit Kameraden Sekt, den sie gefunden haben. Am nächsten Morgen ist das ganze Gebäude vollständig verwüstet.

Der erste und wichtigste Grund für die Misserfolge der russischen Armee in der Ukraine ist aus seiner Sicht: „Wir hatten kein Recht ein anderes Land anzugreifen, um so mehr das uns nächste Volk.“ Mit dem Bericht erfüllt er ein Versprechen, das er sich während unter Artilleriebeschuss vor Mykolajiw gegeben habe: „Wenn ich das überlebe, tue ich alles, um es zu ändern!“ Filatjew ging aus eigenem Antrieb an die Öffentlichkeit.

## **Die Morde von Andriiwka aus der Sicht eines Täters**

Ein anderer russischer Soldat, dessen Bekenntnisse „Waschnyje Istorii“ veröffentlicht hat, wurde von dem Medium ausfindig gemacht. Es ist der 21 Jahre alte Daniil Frolkin, der gestand, im Kiewer Umland geplündert und einen Menschen erschossen zu haben. Er und weitere Soldaten wurde anhand von Fotos identifiziert, die die Besatzer selbst Mitte März im Dorf Andriiwka auf dem Smartphone einer Bewohnerin gemacht hatten. Das Gerät ließen sie beim überstürzten Abzug zurück. Andriiwka liegt rund 50 Kilometer westlich von Kiew.

Auch hier hinterließen die Besatzer, wie in den Nachbarorten, eine Spur der Verwüstung, ehe sie das Dorf Ende März räumten. Sie töteten dort zahlreiche Zivilisten. Der ukrainische Dienst von Radio Free Europe hat die Ermordung von 17 Menschen dokumentiert; mehrere Dutzend weitere werden in Andriiwka noch vermisst. Anhand der auf dem Smartphone zurückgelassenen Fotos identifizierten die Journalisten von „Waschnyje Istorii“ Frolkin und seine Kameraden und stellten über das soziale Netz „VKontakte“ eine Verbindung her – im Fall Frolkins und eines weiteren Kameraden mit Erfolg.



Andriiwka im April: Ein Opfer der russischen Truppen wird geborgen :Bild: EPA

Nach eigenen Angaben gehört Frolkin zur 64. Brigade motorisierter Schützen, die im fernöstlichen Chabarowsk stationiert ist. Die Brigade wurde auch im Ort Butscha nahe Kiew eingesetzt. Nachdem Anfang April die dortigen Massentötungen von Zivilisten bekannt wurden, verlieh [Putin](#) der Brigade die Ehrenbezeichnung „Garde“ und begründete dies mit „Massenheldentum und Tapferkeit, Standhaftigkeit und Mut“ ihrer Soldaten.

In Wirklichkeit wuchs laut überstimmenden Angaben von Besatzern und Bewohnern unter den russischen Soldaten auch in Andriiwka die Frustration über den stockenden Vormarsch und die eigenen Verluste. Anders als die auf Putins These, die Ukrainer und die Russen seien ein Volk, zurückgehende Propaganda, nach der die Nachbarn nur auf „Befreiung“ warten würden, stießen die Russen überall auf Widerstand und verschanzten sich in Orten, die sie eigentlich rasch passieren wollten.

### **„Rache“ für gefallene russische Soldaten**

Der Kamerad Frolkins, Dmitrij Danilow, sagte, zu Beginn des Überfalls sei ihnen gesagt worden, „jetzt fahren wir drei Tage zur Einschüchterung“. Proviant und Uniformen seien nur auf drei Tage ausgelegt gewesen. Die Bewohner von Andriiwka, die „Waschnyje Istorii“ vor Ort befragte, berichteten über Raub etwa von Fernsehern, Fahrrädern, Werkzeug, Haushaltsgeräten, Alkohol und Essen, sogar Lollis in einem kleinen Laden, in dem sonst nichts mehr gewesen sei.

Frolkin bestätigte die Plünderungen und sagte, wegen Problemen mit der Versorgung habe man sich an den Vorräten der Dorfbewohner bedient. Mehrere von ihnen erkannten Frolkin und seine Kameraden auf den Smartphone-Fotos wieder und gaben an, er habe sich der Tötung dreier Dorfbewohner gebrüstet. Dazu sagte der Soldat selbst, bei drei aufgegriffenen Männern in Andriiwka sei „ein Stapel Geld“ gefunden worden. Dieses habe der stellvertretende Brigadekommandeur, Oberstleutnant Alexandr Prokurat, an sich genommen, „das übrige – Dokumente, Telefone, hat er uns gegeben“. Sie hätten die drei Männer „kaltmachen“ sollen.

Frolkin äußerte sich überzeugt davon, dass der von ihm mit einem Kopfschuss Getötete – es handelt sich laut dem Bericht um den 47 Jahre alten Ruslan Jaremtschuk – Standortkoordinaten der Russen den ukrainischen Verteidigern übergeben habe. Daher seien 18 russische Soldaten bei Beschuss verwundet worden. Rache sei eine „abgefückte Sache“, sagte Frolkin, „aber ich habe mich gerächt und wusste, was ich tat“. Nach der Tat habe er lange gezittert, sagte der Soldat. Er habe einen Menschen umgebracht, aber so viele wie möglich retten wollen.

## **Putins Held hielt sich im Keller versteckt**

Frolkin berichtete auch über große Verluste der Russen durch Beschuss, „totale Panik“ unter den Kameraden. Auch beklagte er unzureichende Vorbereitung; Training habe sich auf Fototermine beschränkt. Er verstehe nicht, „gegen wen wir kämpfen“, sagte Frolkin: Die ukrainischen Streitkräfte seien keine „Nazis“, wie die russische Propaganda vorgibt, sondern „ein slawisches Volk wie wir. Aber wir sind kleine Leute. Sie sagten uns ‚Geht los‘ und wir gingen los, das war’s.“ Man erfahre nichts, und die eigene Artillerie töte Zivilisten. Als alle Sanitätssoldaten aufgerieben worden seien, habe man ihn als Fahrer einer solchen Einheit eingesetzt, er habe Verwundete herausgeholt und die Überreste von Gefallenen aufgesammelt, berichtete Frolkin weiter.

Auch den Kommandeur seiner Brigade, habe er herausgeholt. Dieser Mann, Oberst Asatbek Omurbekow, wurde im April nach einer Verwundung von Putin zum „Helden Russlands“ ernannt. Zu der Verwundung sei es gekommen, als sich der Oberst in Schützengräben in einem Wald versteckt habe, erzählte Frolkin. Omurbekow habe nach oben weitergegeben, der Wald sei eingenommen. Doch nachdem ein stellvertretender Verteidigungsminister eingetroffen sei, habe sich „herausgestellt, dass der Wald überhaupt nicht eingenommen war“. Beim Rückzug sei Omurbekow verwundet worden. Zuvor habe der Oberst in Andriiwka „ganze Tage im Keller der Schule“ gesessen und von dort Angriffsbefehle erteilt, habe einem Soldaten einen Gewehrkolben ins Gesicht gerammt, einem anderen eine Pistole an den Kopf gehalten.

Omurbekow habe auch Soldaten der Brigade, die gleich nach dem Einmarsch ihre Entlassung erreichen wollten, bedroht. „Sie halten uns nicht für Menschen“, klagte Frolkin und rief dazu auf, seine gesamte Brigadeführung zu bestrafen. Ihm gehe es darum, dass die Brigade aus der Ukraine abgezogen werde und seine Kameraden zu retten, er kenne alle 50, die aus seinem 300 Männer zählenden Bataillon verblieben.

## **Soldaten bestätigen die Berichte**

Laut „Waschnye Istorii“ wurde das Gespräch mit Frolkin noch im westrussischen Belgoroder Gebiet aufgezeichnet; Ende Juli sei Frolkin in die Chabarowsker Region zurückgekehrt und habe ein Entlassungsgesuch geschrieben. Er verstehe, dass er in Haft genommen werden könne, hatte er gegenüber den Journalisten geäußert: Nicht für das, was er in der Ukraine getan habe, sondern für die Informationen über seine Kommandeure.

Das russische Militär hat sich nicht zu den Enthüllungen Frolkins wie Filatjews geäußert. Dagegen meldeten sich bei „Waschnyje istorii“ – mittlerweile im südkrainischen Gebiet Cherson eingesetzte – Kameraden Frolkins, bestätigten dessen Bericht und sagten, ihre Kommandeure befahlen ihnen, Zivilisten zu töten und Geraubtes abzutransportieren – und erlaubten ihnen nicht, zu kündigen. Denn obwohl jetzt statt früher umgerechnet rund 1500 Euro gut 2000 Euro Monatssold gezahlt würden, wollten 80 Prozent der Soldaten der Brigade gehen, schon mehr als 700 Mann. Aber jetzt würden nicht einmal diejenigen fortgelassen, deren Zeitvertrag im Mai ausgelaufen sei.

Von russischen Problemen, Kämpfer zu finden, zeugen auch „Freiwilligenbataillone“, die nun vielerorts in Russland aufgestellt werden, um neue Zeitsoldaten zu rekrutieren. Offiziell hat Russlands Militär schon seit Ende März nichts mehr über eigene Verluste mitgeteilt. Nach ukrainischen Angaben hat die russische Armee bisher mehr als 45000 Gefallene in zu verzeichnen, das amerikanische Verteidigungsministerium schätzte die Zahl der russischen Gefallenen und Verwundeten Anfang August auf 70000 bis 80000. Pawel Filatjew schildert, wie zu Beginn des Kriegs auch manche seiner Kameraden glaubten, man werde Kiew innerhalb von drei Tagen einnehmen.

23 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/crise-energetique-revolution-allemande-20220822>

## Crise énergétique: «Révolution allemande»

Par [Philippe Gélie](#)

Publié hier à 20:26, mis à jour hier à 21:19

### **L'éditorial du *Figaro*, par Philippe Gélie.**

Olaf Scholz s'était peut-être imaginé que la succession d'Angela Merkel serait un long fleuve tranquille. Sa carrière politique avait fleuri sous l'astre bienveillant de l'ancienne chancelière, dont ce social-démocrate avait copié les idées centristes et les postures maternelles pour mieux se faire élire. Hélas, l'héritage se révèle en partie empoisonné. Seize ans de gestion prudente, applaudie lorsque tout allait bien, mais sans prise de risque ni audace dans les réformes, laissent l'Allemagne mal préparée à la tempête qui monte.

Au pouvoir depuis moins d'un an, le nouveau chancelier n'a pas été épargné par les épreuves: guerre en Ukraine, crise énergétique, flambée de l'inflation et maintenant risque de récession. Le colosse économique de l'Europe se découvre à la merci de l'autocrate du Kremlin, qui joue avec le robinet du gaz comme un chat avec une pelote de laine. Vladimir Poutine a calculé que sa dépendance faisait de l'Allemagne le maillon faible de l'Europe et qu'en la déstabilisant, il pourrait faire vaciller le bel édifice communautaire.

Corriger ses faiblesses, sans renoncer à l'idéal européen

Y parviendra-t-il? C'est une révolution allemande qu'il va falloir pour l'empêcher. La course a déjà commencé pour réduire la part du gaz russe et lui substituer des fournisseurs qatari, norvégien ou canadien. Mais rien ne garantit que l'approvisionnement suffise à passer l'hiver sans que les pénuries jettent dans la rue les citoyens en colère. Tandis qu'ils font des stocks de combustible en plein été, extrême droite et extrême gauche sont à l'affût pour exploiter le «*tsunami social*» que redoute une coalition à l'impopularité record.

Berlin doit aussi renoncer à ses dogmes sur le nucléaire en maintenant en service ses trois derniers réacteurs, et à ses pudeurs écologiques en faisant tourner ses centrales à charbon. L'Allemagne doit enfin corriger ses faiblesses structurelles - sa dépendance commerciale envers la Chine, son retard dans la digitalisation de l'économie, sa démographie déclinante... tout en reconstituant une armée à la hauteur des défis actuels. Bref, la première puissance européenne doit se réinventer en profondeur, sans renoncer à son idéal européen. Nous avons tous intérêt à ce qu'elle réussisse!

23 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/23/437367-le-marche-sans-limites>

PHILOSOPHIE

23 août 2022

## Le marché sans limites

Frédéric Mas

Ceux qui veulent encadrer moralement le marché exagèrent énormément sa nocivité. Quelques idées à remettre à l'endroit.

Faut-il exclure certains biens et services de [l'économie de marché](#) au nom de la morale ?

Le débat passionne les économistes, mais aussi les philosophes depuis l'invention du [capitalisme](#), autant dire depuis quelques siècles. Si en France, l'affaire semble entendue, le débat public étant dominé par les critiques socialistes et conservatrices du marché, aux États-Unis, les défenseurs du marché libre continuent de répondre point par point aux anti-libéraux qui ont le vent en poupe.

En 2012, le philosophe Michael Sandel, enseignant à Harvard, publiait un petit essai tonique intitulé *What Money can't buy* sur les limites morales du marché. Véritable succès d'édition, traduit en français deux ans plus tard, Sandel synthétisait en un peu plus de 200 pages les critiques les plus courantes portant sur la « marchandisation » du monde. S'en est suivie une réponse sous forme d'essai rédigée par deux économistes libéraux de Georgetown University, Jason Brennan et Peter M. Jaworski, *Markets without limits* (2016) qui, elle, n'a pas été traduite pour le public francophone.

# La société de marché que nous voulons

Brennan et Jaworski rappellent que le débat aujourd'hui ne porte pas tant sur la société de marché elle-même que sur quelle sorte de société de marché nous voulons. En effet, le développement des marchés et de la croissance économique sont à l'origine de [l'extraordinaire prospérité qui a sorti l'humanité de la pauvreté endémique](#) qui caractérisait le monde pré-industriel.

[Deirdre McCloskey](#) désigne ce vaste mouvement qui commence au XVIIIe siècle comme celui du « *grand enrichissement* ». Cette croissance n'a bien sûr pas été continue, et l'amélioration des conditions de vie ne s'est pas faite de manière égale pour tous au cours des siècles, mais elle a préparé et conduit à une amélioration globale des conditions de vie des sociétés capitalistes<sup>1</sup>.

Globalement, les marchés comme moteur économique bénéficient donc d'une acceptation consensuelle de la part des universitaires les plus soucieux de [la lutte contre la pauvreté](#), en histoire économique comme en éthique. Seulement, certains domaines de l'activité humaine, comme la pornographie infantile, la spéculation financière sur les malheurs du monde ou la vente d'armes nucléaires sans contrôle, semblent bénéficier de la « marchandisation » du monde tout en échappant à toute condamnation morale au sein du système capitaliste d'aujourd'hui.

Pour Brennan et Jaworski, les tenants de la « marchandisation du monde », c'est-à-dire les théoriciens, comme Sandel, qui font de la mentalité capitaliste l'origine de ces dérives inacceptables, exagèrent les méfaits des marchés :

« Nous sommes d'accord, certaines choses ne devraient pas être achetées et vendues, mais c'est seulement parce que ce sont certaines choses que les gens ne devraient pas avoir d'emblée. Au-delà, nous soutenons qu'il existe des inquiétudes légitimes sur la façon dont nous achetons, échangeons et vendons, mais pas sur ce que nous achetons, échangeons et vendons. »

## Le principe de possession illégitime

Brennan et Jawroski précisent dans quel sens le marché ne doit pas comporter de limites morales en énonçant un principe de « possession illégitime » (*wrongful possession*), qui peut se résumer comme il suit : « si vous pouvez le faire gratuitement, vous pouvez aussi le faire pour de l'argent ». Si vous possédez, utilisez et disposez de quelque chose gratuitement, en conséquence, sauf exceptions notables, vous avez le droit de l'acheter et de le vendre. En d'autres termes, le marché ne transforme pas ce qui nous est permis de faire en actes inacceptables.

Reprenons l'exemple de la pornographie infantile : ce n'est pas sa marchandisation qui est inacceptable, mais bien la pornographie infantile elle-même. C'est le fait de posséder des images qui est moralement condamnable, mais pas le fait de vendre et d'acheter. Brennan et Jarwoski en déduisent donc le principe de « possession illégitime » suivant : s'il est intrinsèquement mauvais pour quelqu'un de posséder (faire, utiliser) X, alors (normalement) il est moralement mauvais pour cette personne d'acheter ou de vendre X.

Brennan et Jaworski ajoutent que dans beaucoup de cas, en raison de circonstances spéciales, il peut être inacceptable pour certaines personnes de vendre et d'acheter certaines choses qui pourraient être acceptables normalement. Par exemple, quelqu'un entre dans un magasin de sport pour acheter une batte de baseball tout en déclarant haut et fort qu'il s'en servira pour battre sa petite amie. Ici, vendre la batte est moralement condamnable, parce que s'attache à l'acte un autre devoir moral, celui de ne pas causer de tort à autrui, qui affecte cette transaction particulière. Les deux auteurs parlent ici de « limites incidentelles » du marché : la question porte sur un échange qui normalement devrait être admis, mais qui est rendu inadmissible pour une raison morale extérieure.

## Pas de limites inhérentes au marché

Finalement, Brennan et Jaworski reviennent sur les limites morales du marché en les résumant à trois aspects.

Premièrement, les gens ne devraient pas posséder certaines choses, et donc ne pas les vendre ou les acheter.

Deuxièmement, il existe des cas où certaines personnes ne devraient pas vendre certains biens ou certains services en raison de devoirs moraux préexistants.

Troisièmement, certaines choses que les gens ont le droit de posséder ne devraient pas être à vendre.

Si les deux auteurs acceptent les deux premiers points, en appliquant le principe de « possession illégitime », ils refusent le dernier parce qu'il n'existe pas de limites inhérentes au marché.

Loin de mettre un point final au débat sur la marchandisation du monde, le livre de Michael Sandel invite les libéraux à repenser et clarifier leurs idées pour contrer la tendance illibérale à simplifier le débat jusqu'à la caricature.

Ajoutons ici sous forme de conclusion qu'en complément des remarques faites par Brennan et Jaworski, les théoriciens de la marchandisation du monde négligent en général l'architecture institutionnelle qui rend possible l'existence des marchés libres, à savoir l'État de droit protecteur des libertés individuelles. Le droit y tient une place prudentielle pour conserver le sens des prescriptions morales compatibles avec le fonctionnement d'une société libérale bien ordonnée<sup>2</sup>.

1. Deirdre McCloskey, *Bourgeois Equality, How ideas, not capital or institutions, enriched the World*, Univ. Of Chicago Press, 2016 ; Steven Pinker, *Enlightenment now*, Penguin

Books, 2018.

2. Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, tome 1, 1973, 2007 pour l'édition française.

23 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/bartholomaeusnacht-war-katharina-von-medici-schuld-am-massaker-ld.1698527>

## Vor 450 Jahren wurden in Frankreich Tausende Protestanten ermordet. Wer steckte hinter dem Massaker an den Hugenotten?

Die Bartholomäusnacht ist als blutiger Riss in die Geschichte Frankreichs eingegangen. Als Strippenzieherin hinter den Attentaten gilt Katharina von Medici – obwohl die Fakten das nicht nahelegen.

Clemens Klünemann 23.08.2022, 05.30 Uhr



Aus dem politisch motivierten Morden im Louvre entwickelte sich ein grauenvolles Blutbad: «Bartholomäusnacht», Gemälde von François Dubois, ca. 1584. H. Tschanz-Hofmann / Imago

Es sollte ein rauschendes Fest werden – und es wurde ein grausames Gemetzel. Am 18. August 1572 fand in der Pariser Kathedrale Notre-Dame eine symbolträchtige Hochzeit statt: Heinrich von Navarra, Anführer der französischen Protestanten, heiratete Margarete von Valois, die Schwester des französischen Königs Karl IX. Die Verbindung sollte der Befriedung dienen und die blutigen Kämpfe zwischen Protestanten und Katholiken beenden – darauf setzten sowohl Karl IX. als auch dessen Mutter, Katharina von Medici.

Über mehrere Tage hinweg feierten die protestantischen Adligen mit ihren katholischen Gastgebern im Louvre. Doch diese Harmonie gefiel nicht allen. Die Hardliner der katholischen Liga, an ihrer Spitze stand Henri de Guise, sahen die Protestanten als Bedrohung des französischen Königreichs. Wenige Tage nach der Hochzeit, am 22. August, verübten sie ein – missglücktes – Attentat auf Gaspard de Coligny, neben Heinrich der bekannteste Anführer der Hugenotten.

Die empörten Protestanten forderten die Verhaftung und Bestrafung des Schützen, doch es geschah etwas ganz anderes: In der Nacht vom 23. auf den 24. August wurden rund 60 hugenottische Anführer umgebracht, unter ihnen auch der verletzte Coligny. Rasch entfaltete das mörderische Treiben dann eine Eigendynamik: Aus dem politisch motivierten Morden im Louvre entwickelte sich ein Massaker; in einem Blutausch wurden in den Strassen von Paris Tausende Protestanten getötet.

Die «Bartholomäusnacht» ist als blutiger Riss in die Geschichte Frankreichs eingegangen. Wer hat die Ermordung der Protestantenführer angeordnet? Die Geschichtswissenschaft hat keine klare Antwort auf diese Frage. In der Wahrnehmung vieler Franzosen ist die Sache aber bis heute eindeutig: Die Florentinerin Katharina von Medici steckt hinter den Morden.

## Monarchie in der Krise

Katharina war durch die Heirat mit dem späteren König Heinrich II. aus der Toskana nach Paris gekommen. Nach dem frühen Tod ihres Mannes, so die landläufige Meinung, habe die skrupellose Italienerin als graue Eminenz hinter ihren drei sukzessive zu Königen gewordenen Söhnen (Franz II., Karl IX., Heinrich III.) die eigentliche Macht in Frankreich ausgeübt – und auch die Hugenotten töten lassen.

Die Fixierung auf Katharina verstellt den Blick auf die Komplexität der Geschichte und ist nachgerade widersinnig: Schliesslich war es Katharina, die die Hochzeit vom 18. August 1572 arrangierte – sie selber, eine Katholikin, hat ihre Tochter mit dem Hugenotten Navarra verheiratet. Dieser Vorgang ist, genau wie die Bartholomäusnacht, nur vor dem Hintergrund der jahrzehntelangen Religionskriege zu verstehen, die Frankreich in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts in die Krise stürzten.

In vielen Teilen Europas wurden die Glaubenskämpfe zwischen Katholiken und Protestanten in jener Zeit heftiger – ob in Holland, wo sich die protestantische Bevölkerung gegen die spanische Beherrschung auflehnte, oder in Grossbritannien, wo sich protestantische Tudors und katholische Stuarts bekriegten.

In Frankreich kam zu den zunehmenden Spannungen zwischen den Glaubensrichtungen auch eine Krise der Monarchie: Schlechte Ernten, geringe Staatseinnahmen und früh sterbende Regenten schwächten das Land. Und dies ausgerechnet zu einer Zeit, in der Spanien durch seine südamerikanischen Kolonien dabei war, nicht nur zur europäischen Grossmacht, sondern zur Weltmacht aufzusteigen. Frankreich drohte das Schicksal einer abhängigen Mittelmacht.

Um die Monarchie zu stärken, schien es streng katholischen Kräften geraten, mit allen Mitteln die Einheit zu sichern – und den «inneren Feind» zu vernichten. Mitglieder der nordfranzösischen Familie Guise vertraten diese Linie am entschiedensten. Für sie zeigte der Blick über die östlichen Grenzen Frankreichs, dass Kompromisse wie das «cuius regio, eius religio»-Prinzip des Augsburger Religionsfriedens grosse Reiche schwächten. So wurden sie zu den Hauptdrahtziehern der insgesamt acht Hugenottenkriege, die Frankreich zwischen 1562 und 1598 erlebte.

## Zwei verschiedene Strategien

Doch in dem erbitterten Kampf gegen die Hugenotten ging es nicht nur um die Stellung Frankreichs in Europa. Es ging auch und vor allem um die Macht innerhalb Frankreichs. Hier rivalisierte das Haus Guise mit der Familie Valois, die schon lange die französischen Könige stellte. Die beiden katholischen Dynastien reagierten grundverschieden auf die Herausforderung, welche der Protestantismus darstellte. Standen die Guise für die Ablehnung jeden Kompromisses, verfolgten Heinrich II. und seine Mutter eine Einbindungsstrategie: Eine gewisse Toleranz gegenüber den Hugenotten erschien ihnen im Vergleich zu permanenten Bürgerkriegen als kleineres Übel.

Aus der Perspektive des Herzogs Henri de Guise bot sich im August 1572, als die mächtigsten Hugenotten in Paris versammelt waren, eine günstige Gelegenheit, radikal gegen den Protestantismus vorzugehen: Guise beauftragte einen seiner Häscher damit, den Anschlag auf Gaspard de Coligny zu verüben. Als aus dem Mordanschlag ein Massaker wurde, sah sich König Heinrich II. genötigt, die Gewalt zu rechtfertigen. Zwar hatte er sie nicht provoziert, doch das unkontrollierte Töten wäre dem König als Machtlosigkeit ausgelegt worden, wenn er sich nicht dazu bekannt hätte.

Die Rechtfertigung des Massakers durch den König ist ein klassisches Beispiel von Staatsräson – und trotzdem wird bis heute auf ihn, besonders aber auf seine Mutter verwiesen, wenn es darum geht, die Schuldigen für die Bartholomäusnacht zu benennen.

Dabei hat Katharina von Medici nicht nur ihre eigene Tochter mit einem Protestanten verheiratet, sondern auch ihre schützende Hand über diesen gehalten: Heinrich von Navarra blieb von den Massakern verschont – wenngleich er gefangen genommen wurde und dem Protestantismus abschwören musste. 22 Jahre nach seiner schrecklichen Hochzeitsfeier wurde er selber französischer König, als Heinrich IV. setzte er den Glaubenskriegen mit dem Toleranzedikt von Nantes (1598) ein vorläufiges Ende.

## Am besten vergessen

Wenn die Faktenlage Katharina von Medici nicht für die Rolle der Dämonin prädestiniert: Wieso ist die Frau dann trotzdem als Strippenzieherin hinter den Morden ins kollektive Gedächtnis der Franzosen eingegangen? Es ist zu vermuten, dass bei der Schuldzuweisung die italienische Herkunft der Königsmutter eine zentrale Rolle spielte.

In der Wahrnehmung vieler Franzosen war die Bartholomäusnacht der grausame Preis, den Frankreich für seine Einheit und somit letztlich für seinen Aufstieg zur politischen und kulturellen Grossmacht Europas in den beiden folgenden Jahrhunderten zahlen musste. Die Schuld für die blutige Episode an eine «Ausländerin» auszulagern, war sehr bequem, für die Zeitgenossen genauso wie für die Nachgeborenen.

Besonders die Geschichtsschreibung eines Jules Michelet, aber auch populäre Romane von Honoré de Balzac und Alexandre Dumas dem Älteren festigten während des langen 19. Jahrhunderts in der französischen Öffentlichkeit das Bild der intriganten Italienerin auf dem französischen Königsthron: Mit dem Zynismus ihres Landsmanns Machiavelli und der Machtgier ihrer Familie, der Medici, habe Katharina das französische Königtum vergiftet.

Indem man der italienischen Königsmutter die Verantwortung zuschusterte, stellte sich eine Art moralische Entschuldung Frankreichs ein. Der Historiker Ernest Renan empfahl in seiner berühmten Rede «Was ist eine Nation?» sogar, das Ereignis zu vergessen. Es mache das Wesen einer Nation aus, «dass alle Individuen etwas miteinander gemein haben, auch, dass sie viele Dinge vergessen haben, und jeder Franzose muss die Bartholomäusnacht und die Massaker des 13. Jahrhunderts im Süden vergessen haben», sagte der Historiker im März 1882 in der Sorbonne.

Die Politiker der Dritten Französischen Republik zogen indes ganz pragmatische Konsequenzen aus dem religiös motivierten Massaker: Indem sie 1905 Staat und Kirche sowie Religion und Politik strikt voneinander trennten, hofften sie, die Gewalt zu bannen, die aus religiösem Furor und der Vermischung von Glaubensfragen mit der Politik entstehen kann.

Wie trügerisch diese Hoffnung war, zeigen die religiös motivierten Anschläge auf die französische Zivilgesellschaft der vergangenen Jahre. Die Debatten, die sie ausgelöst haben, zeigen aber auch, wie naiv die Vorstellung ist, dass Grausamkeiten und üble Machenschaften nur «von aussen» in ein Land eindringen. Ein Jahrestag wie der heutige ist eine Gelegenheit, daran zu erinnern – und sich klarzumachen, dass sich Geschichte weder durch verordnetes Vergessen noch durch einfache Schuldzuweisungen begreifen lässt.

23 août (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/postillon/pourquoi-il-faut-aussi-ecouter-ceux-qui-pensent-comme-nous-22-08-2022-2486994\\_3961.php](https://www.lepoint.fr/postillon/pourquoi-il-faut-aussi-ecouter-ceux-qui-pensent-comme-nous-22-08-2022-2486994_3961.php)

## Pourquoi il faut aussi écouter les décroissants

ÉDITO. La décroissance ne résiste pas aux arguments rationnels. Et pourtant, elle séduit. Il manque un supplément d'âme au discours sur la croissance.



L'alternative à ce discours régressif est la croissance vertueuse. © PIERRE VERNAY / Biosphoto / Biosphoto via AFP

*Par Sébastien Le Fol*

Publié le 22/08/2022 à 19h00 - Modifié le 22/08/2022 à 21h20

**N**ous ne sommes pas au *Point* partisans de la décroissance, le mantra de notre époque. Cette question préoccupe une partie de la population, dont les grands dilemmes consistent à choisir entre le Luberon et la côte basque pour y passer leur prochain week-end ou entre les amandes grillées et les noix de cajou au distributeur de leur magasin bio.

« Canicule, tempêtes, sécheresse... Les crises sont rapides, violentes. Pour y faire face, un seul chemin : décroître ! » a tweeté dans la torpeur estivale le maire adjoint de Paris chargé de la transformation de l'espace public et des mobilités, David Belliard. À cet écologiste inventif on doit la transformation des rues de Paris en décor Playmobil.

Que répondons-nous, nous les « croissants », à cette proclamation malthusienne ?

Qu'elle produira évidemment l'inverse du résultat escompté : c'est la richesse créée à l'avenir qui nous donnera les moyens d'agir pour le climat et de réparer nos dégâts.

Que les pays pauvres, comme le rappelle le rapport du GIEC, pourraient développer des technologies bas carbone grâce à « *l'augmentation des ressources financières et des capacités d'innovation qui sont actuellement concentrées dans les pays développés* ».

Autant d'arguments pareils à des lapalissades. Ils devraient clore un débat rationnel mais ne réussissent ni à convaincre ni à séduire.

La question de la limite

Le discours décroissant pose une question que ses adversaires ne prennent pas assez en compte : celle de la limite. À quoi cela rime-t-il d'accumuler autant de biens de consommation ? Quelles sont les conséquences de la surconsommation sur l'environnement et nous-mêmes ?

Les décroissants portent un projet de société, une philosophie de vie, aux contradictions et même aux aberrations mesurables. Tandis que leurs opposants ont l'air de se tourner les pouces face aux prévisions alarmistes des climatologues et paraissent insensibles aux rivières à sec, au plastique dans les océans et aux oiseaux mazoutés. C'est injuste, car on ne devrait pas opposer développement et environnement.

Le contre-discours que nous tenons aux partisans de la décroissance souffre, si on l'écoute bien, d'un manque de sens. La sobriété revendiquée par les nouveaux trappistes est tout à fait compatible avec le marché, la frugalité permettant d'accumuler de l'épargne et de la richesse ! C'est l'esprit même du capitalisme défini par le sociologue allemand Max Weber...

La sobriété défendue par l'écologie politique annonce un nouvel interventionnisme avec ses normes, restrictions et autres réglementations. Elle ne fait pas confiance aux individus. C'est une autorité supérieure qui décidera de ce qui est nécessaire à chacun. Bienvenue dans le grand rationnement.

L'alternative à ce discours régressif est la croissance vertueuse. Comment la construit-on ? Les idées ne manquent pas. On s'en convaincra en lisant l'excellent essai de Guillaume Poitrinal, *Pour en finir avec l'apocalypse* (Stock). Il préconise d'informer les consommateurs sur l'empreinte carbone des produits achetés, comme cela se fait déjà pour les calories.

Il y a plus à craindre de la pauvreté que de la richesse : c'est une évidence, un lieu commun. Mais pour convaincre les populations aujourd'hui l'argument se révèle insuffisant.

23 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/salam-wie-die-franzoesische-rapperin-diams-zum-salafismus-fand-ld.1698687>

## Diam's war eine der grössten Rapperinnen Frankreichs. Jetzt propagiert sie islamischen Fundamentalismus – und Kritik bleibt weitgehend aus

Im Dokumentarfilm «Salam» erzählt Diam's, wie sie zum Salafismus fand. Die Rapperin litt offenbar an schweren Depressionen, ging in eine Psychiatrie. Diese habe sie nicht heilen können – die Religion schon, sagt sie.

Sarah Pines 23.08.2022, 05.30 Uhr



Hier rappte sie noch, und das Kopftuch war unter einem Cap versteckt: Diam's bei einem Konzert in Algier 2010.

Fayez Nureldine / AFP

Manchmal ist die Rezeption eines Werkes ebenso interessant und bizarr wie das Werk selbst. Im Juli kam in Frankreich die Dokumentation «Salam» in die Kinos, bereits im April rollte das Filmfestival in Cannes für den Film den roten Teppich aus (allerdings hors-concurrence). Man kennt diesen Teppich, er ist mondän, mit zart bekleideten Menschen bevölkert. Die Hauptdarstellerin und Co-Regisseurin der Doku betrat ihn natürlich nicht. Denn Diam's war 2009 zum Islam konvertiert und durch ihre anschliessende Heirat zum Salafismus, einer ultrakonservativen Strömung mit dem Ziel eines «Gottesstaats» auf Grundlage der Scharia.

Mit «Salam» (arabisch für Frieden) will Diam's, die sich heute mit ihrem bürgerlichen Vornamen Mélanie nennt, die Geschichte ihrer Konversion erzählen. Als berührend wird «Salam» in der Tageszeitung «Le Parisien» beschrieben, die Frauenzeitschrift «Marie Claire» sieht eine Selbstfindung «vom Schatten ins Licht», Verkörperung von Frieden schlechthin. Die Frage, ob die Geschichte der Konvertitin Extremformen des Islam unkritisch verherrlicht, wird kaum gestellt. Ebenso wenig die Frage, was fortschrittlich, friedlich oder bemerkenswert sein soll, wenn eine Frau einer islamistischen Bewegung beitrifft, die explizit die Tötung Homosexueller fordert, die offen antisemitisch agiert, die regelmässig als verfassungsfeindlich eingestuft wird und für die die unbedingte Unterwerfung der Frau unter den Willen des Mannes das Normalste der Welt ist.

### Rap statt Matur

Noch vor zwölf Jahren war Diam's (der Name spielt auf diamantene Härte an) eine der grössten Rapperinnen Frankreichs. Am 25. Juli 1980 als Mélanie Georgiades geboren, der Vater Zyperngriechen, die Mutter Französin, wuchs sie im Département Essonne östlich von Paris auf.

Innerhalb weniger Jahre gab sie vier Alben heraus, sang im für französische Sängerinnen noch einigermassen ungewöhnlichem «Streetlook», mit Kurzhaarschnitt, Kapuzenpulli und Turnschuhen. Sie klang wütend und traurig, rappte für die Banlieue.

Mit ihrem Album «Dans ma Bulle» (2006) und Liedern wie «La Boulette» stürmte sie den französischen Männerdomänen-Rap, thematisierte das Alleingelassensein in der Vorstadt, machte jungen, meist migrantischen Frauen der ärmeren Wohngegenden Frankreichs Mut: Sie alle könnten so sein wie Diam's, revoltierend, frei, furchtlos. Matura braucht's nicht, denn es gibt ja Rap, und der gibt einem Liebe: «Me demande pas si j'ai le bac, j'ai que le rap / Et je l'embarque, je l'embrase / Je le mate car je l'embrasse.»

Dann, plötzlich, 2009 die grosse Verunsicherung. Für Aufregung sorgte zunächst ein Enthüllungsbild in der Zeitschrift «Paris Match»: Diam's ungeschminkt und mit Schleier, beim Verlassen einer Pariser Moschee. Für das Album «S.O.S» trug Diam's anschliessend Kopftuch, zunächst noch flott unter ein Käppi drapiert. In ihrer Musik herrschte ein dunkler Ton. Es ging nicht mehr um Gleichberechtigung, sondern um die richtige Rollenverteilung zwischen den Geschlechtern und die Unterwerfung der Frau. In «Asphaltrose» sang Diam's: «Parce qu'on ne changera jamais les rôles / Si mon homme est une Kalashnikov / Je suis son épaulé.»

Diam's, eben noch Stimme einer Generation, die in «Ma France à moi» die heuchlerische Gesellschaft anprangerte, liess, so die öffentliche Wahrnehmung, ihre Fans im Stich. Die Empörung über ihre Konversion zum Salafismus war gross, wurde als ideologischer Rückschritt empfunden. Von einer traurigen Botschaft an die junge Generation sprach die Frauenrechtsorganisation «Weder Huren noch Unterworfenen».

## Salafismus im Luxus

Diam's wurde wieder Mélanie, zog sich aus der Öffentlichkeit zurück, keine sozialen Netzwerke, keine Journalisten. In zweiter Ehe heiratete sie 2015 den zum Salafismus übergetretenen Ex-Rapper und Franco-Tunesier Faouzi Tarkhani. 2016 erschien dessen Buch «Mal Vu», in dem er sich zum Salafismus bekennt.

Mit Tarkhani zog Diam's 2017 nach Saudiarabien, um die Hidschra zu vollziehen: In salafistischen Kreisen ist damit die Auswanderung aus dem Land der Ungläubigen in ein islamisches Land gemeint. 2020 ging es zurück nach Paris, heute leben Diam's und ihre Familie abwechselnd in dem Pariser Stadtteil Yvelines und auf einem Luxusanwesen in Marrakesch.

Inzwischen ist bekannt: Diam's hatte mit 15 Jahren einen Suizidversuch unternommen, litt später als Rapperin an Erfolgsdruck und schweren Depressionen, ging freiwillig in eine Psychiatrie. Diese habe sie nicht heilen können, die Religion schon, sagt sie.

In «Salam» erzählen verschiedene Zeitzeuginnen und Diam's selbst – erst nur als Stimme, dann als immer grösser werdende Silhouette und schliesslich im Close-up – von einer Reise ins Glück: Aus Klinikpatientin wird Salafistin. Der Ton ist verklärend, die Bilder ästhetisch und manipulativ. Weibliche Zeitzeugen, wie Diam's Mutter, eine beste Freundin, die ehemalige Produzentin, werden vor schwarzem Hintergrund gezeigt, die Haare kaum zu sehen, als würden sie selbst Schleier tragen.



Eine ehemalige französische Ministerin vergleicht sie mit der belgischen Nonne des Dominikanerordens und Chansonsängerin Sœur Sourire: Diam's im Film «Salam».

PD

## Hauptsache, sie ist glücklich?

«Nach zehn Jahren Stille», so heisst es auf der Website der Cannes-Filmfestspiele, breche Diam's endlich ihr Schweigen. Die Botschaft des Filmes: Auf dem Gipfel ihres Ruhmes habe sich eine junge Frau in den wahren Schoss der Gesellschaft zurückgezogen, in Frömmigkeit und betende Musse. Die ehemalige französische Ministerin für Wohnungswesen verglich die konvertierte Diam's gar mit der belgischen Nonne des Dominikanerordens und Chansonsängerin Sœur Sourire.

Natürlich seien jedem Menschen spirituelle Erleuchtung und Trost im Glauben gegönnt. Es mutet allerdings äusserst befremdlich an, dass es in «Salam» im Zusammenhang mit der «Reise» der Ex-Rapperin nicht näher um den Salafismus geht. Wo vor zehn Jahren Skepsis und Empörung herrschten – eine feministische Politikerin und Pariser Stadträtin etwa nannte Mélanie Georgiades' unterwürfiges Frauenbild eine «Gefahr für die Mädchen aus den Banlieues» –, herrscht heute weitgehend positive Einigkeit. Insbesondere junge Frauen, so «Le Parisien», fühlten sich bestärkt, ermutigt, inspiriert. Auf dem inzwischen wieder stillgelegten Instagram-Account von Diam's überschlugen sich User mit Lob. Eine Frau habe hier ihren Frieden gefunden, «Gott segne dich», «Hauptsache, du bist glücklich».

Eingeführt wurde «Salam» im Mai mit einem beim Online-Medium «Brut» ausgestrahlten Interview. Der Kulturjournalist, Literaturkritiker und offen homosexuell lebende Augustin Trappenard befragt Diam's unkritisch, aufmunternd zwinkernd. Der Salafismus verbietet das Hören von Musik – eine Tatsache, die das Interview nicht aufgreift. Stattdessen fragt Trappenard bewusst naiv, ob Diam's weiterhin Musik mache. Nein, sie singe nicht mehr, sagt sie denn auch, mit Musik habe sie nichts mehr zu tun. Falls ihre Kinder Musik machen wollten, würde sie denken: Hoffentlich nicht, das ist nicht gut. Trappenard fragt nicht nach, nickt mit gütigem Lehrer-Lächeln. Ob ihm vielleicht zu irgendeinem Moment durch den Kopf gehe, dass Mélanie Georgiades' Salafismus für homosexuelle Handlungen und Menschen wie ihn die Todesstrafe ausspreche, fragt der renommierte Islamismusexperte Bernard Rougier in «L'Express».

Diam's spricht selbstbewusst bis dogmatisch, in abgedroschenen Phrasen und blumigen, widersprüchlichen Bildern. Vor der Konversion, auf dem Tiefpunkt ihrer Depression, sei sie einsam gewesen, in der Wüste, umgeben von Fata Morganas und Leere. An anderer Stelle heisst es aber: Der volle Publikumssaal sei ihr damals tatsächlich zu voll vorgekommen, während sie wie entleert auf der Bühne gestanden sei. Heute allerdings sei sie «voll», die Welt komme ihr leer vor.

Es gibt auch kritische Stimmen, aber wenige. Die Anwältin Samia Maktouf, die manche der Hinterbliebenen der islamistischen Attentate vom 13. November 2015 in Paris vertrat, sagte in einem Interview mit CNews, es sei «scandaleux qu'on déroule le tapis rouge à ce salafisme religieux». Religiösen Fanatismus als gutes Beispiel hochzuhalten, und das mit einer Ikone wie Diam's, mit immer noch grossem Einfluss auf viele Jugendliche, trage proselytistische Züge. Ob denn die applaudierenden Zuschauer des Films auch an die Frauen in Afghanistan dächten, die jeden Tag gegen islamistischen Terror kämpften? In der Zeitschrift «Front Populaire» weist die ehemalige Salafistin Henda Ayari auf die Gefährlichkeit salafistischer Propaganda, verkörpert durch Diam's, hin.

In «Salam» wird nichts hinterfragt, niemand richtet auch nur eine einzige kritische Frage an Diam's. Es geht vor allem um den «Respekt», den man ihr nun entgegenbringt. Umgekehrt wird nicht gefragt, ob Diam's denn weltliche Frauen respektiere. «Salam» zeigt, wie Toleranz in einen auf die Spitze getriebenen Relativismus kippt.



Eine Reise «vom Schatten ins Licht»? Szenenbild aus «Salam».

23 août (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/thilo-sarrazin-und-uwe-tellkamp-schlagabtausch-mit-schnittmengen-ld.1699063>

## «Wenn der Staat beginnt, Sinn zu suchen, wird es gefährlich»: Uwe Tellkamp stellt das neue Buch von Thilo Sarrazin vor

Zu einem Schlagabtausch mit Schnittmengen geriet der gemeinsame Auftritt der beiden Autoren. Sarrazin sieht sich als lakonischer Diagnostiker, während Tellkamp dem Ernst der Lage seinen Zorn entgegenstellt und neue Bürgerbewegungen prophezeit.

Alexander Kissler, Berlin 22.08.2022, 20.00 Uhr



Thilo Sarrazin (links) stellt zusammen mit dem Schriftsteller Uwe Tellkamp sein Buch «Die Vernunft und ihre Feinde. Irrtümer und Illusionen ideologischen Denkens» in Berlin vor.

Monika Skolimowska / DPA / Keystone

Am Ende dieser denkwürdigen Veranstaltung, die mit der «Laudatio auf einen Unbequemen» begonnen hatte, stand eine seltsame Frage im Raum: Hat der Schriftsteller Uwe Tellkamp, zum Zweck der Lobrede aus Dresden nach Berlin gekommen, in den Räumen der Bundespressekonferenz gefordert, dass um seine sächsische Heimatstadt eine Mauer gebaut werde? Hatte er mit diesem Gedanken ironisch gespielt oder ihn fatalistisch ins Kalkül gezogen, angesichts deutscher Zustände, die in ihm, in Tellkamp, den Zorn aufsteigen lassen? Die Antwort führt mitten hinein in den Kern einer deutsch-deutschen Verbrüderung auf halber Strecke zwischen Tellkamp und Thilo Sarrazin, Anlass und Objekt einer poetisch mäandernden Laudatio.

Der Sachbuch- und der Romanautor, der West- und der Ostdeutsche haben jeweils eine deutlich siebenstellige Leserschaft. Eine höhere Gesamtauflage passt derzeit an keinen Konferenztisch, sieht man von gewissen Jugendbuch- und Fantasy-Bestsellern ab. Insofern mangelt es ihnen weder an Zuspruch noch an Interesse. Dennoch kann es riskant sein, dem Autor von «Deutschland schafft sich ab», «Feindliche Übernahme» und nun «Die Vernunft und ihre Feinde» öffentlich allzu forsch beizuspringen. Erst recht nach seinem Ausschluss aus der SPD hält das bundesdeutsche Justemilieu einen hermeneutischen Sicherheitsabstand zum Euro-, Migrations- und Islamkritiker. Nicht so Tellkamp. Der Sachse unterschied zwischen der «Anerkennung, ja Verehrung seiner Leser» und einem Zerrbild, das in der Öffentlichkeit zirkuliere. Sarrazin sei ein Aufklärer. Es gebe einen «durch Blödheit, Blindheit, Herdentrieb, aufmerksamkeitsökonomische Gier und Zwänge geschaffenen grotesken Abstand zwischen öffentlichem und privatem Bild eines Menschen».

## Vom Baerbocken, Habecken und Scholzen

Gerade die Bereitschaft zur Selbstreflexion, zur Nüchternheit, zur subjektiven Zurücknahme widerspreche dem «Bild, das bestimmte Medien von Sarrazin zusammenschustern». An dieser Stelle, nach 8 von 18 monologischen Minuten, erhob Tellkamp zum ersten Mal die Stimme, die sich leise, schüchtern, zärtlich fast in den Raum am Schiffbauerdamm geschlichen hatte: «zusammenschustern!». Damit war der Ton gesetzt, das Temperament etabliert.

[Fortan bestätigte Tellkamp das seinerseits über ihn zirkulierende Bild vom Knispelsachsen](#) – vom Mann, der rechtschaffen ernst ist, weil er alles ernst nimmt und die Welt in Unwetter geraten sieht. Als Romancier freilich, der in seinem jüngsten Werk, «Der Schlaf in den Uhren», zwischen phantastischer, satirischer und realistischer Sprechweise balanciert, verpackte er den Ernst in grimmigen Witz und verballhornte die Handlungsweisen des führenden politischen Personals zu Adjektiven eigener Art: Es werde in Deutschland gebaerbockt, gehabeckt, gefaesert, gemerzt, gelauterbacht und gescholzt.

Am schlimmsten sei das nach der grünen Aussenministerin benannte Baerbocken, es bedeute unter anderem, «die Windräder dafür zu bestrafen, dass sie sich drehten, wann und wie sie wollten, und die Lösung für ihre Unbotmässigkeit darin zu sehen, noch mehr Windräder zu bauen. Dann würde nämlich das Vorbild der anderen Windräder auf die noch in der Trotzphase befindlichen Windräder einwirken.» Weder Tellkamp noch Sarrazin sind Freunde der deutschen Energiepolitik.

Sarrazin mag in diesem Moment an das sechste und letzte Kapitel seines neuen Buches gedacht haben, «Zur ideologischen Prägung der Ampel-Regierung», in dem er «die logischen Brüche und offensichtlichen Inkonsistenzen der deutschen Energie- und Klimawende» als unvernünftig kritisierte. Doch der im thüringischen Gera geborene, im nordrhein-westfälischen Recklinghausen aufgewachsene ehemalige Berliner Finanzsenator kultivierte an diesem Mittag ein Rollenprofil zwischen Theo Lingen und Serenus Zeitblom.

## Keine Idioten im Erzgebirge

An den Heiterkeitskünstler aus der filmischen Schwarz-Weiss-Ära erinnerte die Neigung zur trockenen Pointe: Es sei doch eine «verrückte Idee», durch freundliches aussenpolitisches Verhalten allen anderen Staaten ein freundliches Verhalten abzwängen zu wollen. An Thomas Manns Erzählerfigur aus dem «Doktor Faustus» gemahnte hingegen das umständliche Herleiten moralischer Unerschütterlichkeit.

Sarrazin will «das richtige Denken» vorführen und sich seine «geistige Zugänglichkeit für rationale Argumente» bewahren. Dazwischen verbergen sich kluge Einsichten wie jene, dass die Aufklärung dazu neige, ihre eigenen Voraussetzungen fortlaufend selbst abzuschaffen. Im Buch illustriert er diese Tendenz anhand des Kopftuchurteils des deutschen Bundesverfassungsgerichts.

Tellkamp wäre nicht Tellkamp, liesse er sich von einer weltanschaulichen Grundgeneigtheit scharfen Widerspruch im Detail verbieten. Er und Sarrazin teilen die Kritik an Gender-Sprache und Cancel-Culture, an linker Gleichheitsideologie und völkisch-nationalem Dünkel, an der Blauäugigkeit des Pazifismus und am Verrat des «kleinen Mannes» durch die SPD. Wenn Tellkamp erklärt, wer von drei grundlastfähigen Energien deren zwei abstelle, sei dann von der dritten – dem Gas – abhängig, ist er sich Sarrazins Nicken gewiss. Ebenso verhält es sich bei Tellkamps Zusammenfassung von Sarrazins Buch in einem Satz: «Wenn der Staat beginnt, Sinn zu suchen, wird es gefährlich.»

Anders stehen die Dinge in Sachen Corona und Strassenprotest. Sarrazin, der sich als «treuer Schüler Karl Poppers» bezeichnet, vertraut der Expertise der Virologen und versteht nicht, warum Menschen die Covid-19-Impfung verweigern. Sie sei auf jeden Fall weniger schlimm als Infektion und Erkrankung. Tellkamp, studierter Arzt, kontert: «Ich bin kein Impfgegner, aber ein Corona-Impfskeptiker.» Die Mittel verhinderten keine Ansteckung, nun drohe ein Impf-Abo. Auch könne er es nicht stehen lassen, wenn Sarrazin bezüglich der niedrigen Impfquote im Osten sage, es gebe dennoch «auch im Osterzgebirge keine 30 Prozent Idioten».

## Wie hältst du's mit dem Staat?

Da war Sarrazin bei Tellkamp an den Falschen geraten. «Das», beharrte der Dichter, «ist das, was die Leute auf die Strassen treibt: wenn von Staats wegen auf ihre Kinder zugegriffen wird», diese sich impfen lassen sollten. Die Menschen im Osten machten sich eben ihre Gedanken, «und ich bitte, das auch einmal zur Kenntnis zu nehmen». Finster schaute Tellkamp aus dem Fenster, stützte das Kinn auf die ineinander verschränkten Finger.

Die deutsch-deutsche Versöhnung blieb auf halber Strecke stecken, weil sich hier ein fundamentaler Graben auftat. Sarrazin war Staatsdiener, in einem durchaus emphatischen Sinn. Nichts, schreibt er in seinem neuen Buch, habe ihn mit mehr Genugtuung erfüllt als 2008 in seiner Zeit als Berliner Finanzsenator der «erste Haushaltsabschluss der Landesgeschichte ohne Nettoneuverschuldung». Die «Verbesserung der staatlichen Leistungsfähigkeit» sei ihm 35 Jahre lang ein Anliegen gewesen, in Berlin sei ihm das «brillant» gelungen – auch dies eine Vokabel, die Theo Lingen leicht von den Lippen gegangen wäre.

Uwe Tellkamp blieb, was er zu DDR-Zeiten war, ein Kritiker des Staates. Für Sarrazin ist der Staat «Agent derer, die die Macht haben», und daran findet der langjährige Beamte nichts auszusetzen. Für Tellkamp ist der Staat das Gegenüber der Freiheit, die dem Individuum tendenziell feindlich gesinnte Macht, abzulesen am «Turm» ebenso wie am «Schlaf in den Uhren». Tellkamp empfindet – man sah es in der Bundespressekonferenz – körperliche Qualen bei der Vorstellung, ein deutscher Staat könnte abermals parteiische Gesinnungen belohnen und Reden bestrafen.

## Das richtige Denken

An dieser Stelle hat die Schlusspointe ihren Platz. Sie gebührt dem hadernden Poeten im Angesicht eines zunehmend friedfertigen Sachbuchautors. Sollten die gesellschaftlichen Krisen sich zuspitzen, prophezeit Tellkamp, «wird das Staatssystem für sich selbst überflüssig werden, und es wird die lokale Reorganisation einsetzen».

Es gebe dann Bürgerbewegungen von unten, die eine Reorganisation des politischen Betriebs vornähmen, im Gesundheits- und im Bildungswesen, bei der Stadtverwaltung, der Essens-, der Wasser- und der Benzinversorgung. Erfolgreiche Kommunen würden wachsen, erfolglose schrumpfen – «bis hin zur absurden Vorstellung, dass Dresden mit einem Landkreis zusammengeht und eine Mauer drum baut». Diese Überlegungen existierten.

So endete eine Veranstaltung, die im Einverständnis begann, mit dem strittigen Ausblick auf eine Dystopie, die als Verheissung schillerte. Ob der Dichter damit das vom Sachbuchautor eingeklagte richtige Denken auf seiner Seite hat, wird das Morgen zeigen.



23 août (Marianne)

<https://www.marianne.net/culture/litterature/eric-naulleau-virginie-despentes-ou-les-poupees-russes-de-limposture>

## Eric Naulleau : "Virginie Despentes ou les poupées russes de l'imposture"

Auteur(e) bidon

Par Eric Naulleau

Publié le 19/08/2022 à 15:00



Virginie Despentes vient de commettre "Cher connard".

SIPA / Isabelle Harsin

Ce serait, selon le refrain repris en chœur par quelques médias soucieux d'être dans le bon tempo, « le grand événement littéraire de la rentrée ». Ah vraiment ? Vous l'avez lu ? Pas encore ? Notre chroniqueur Eric Naulleau, lui, n'a écouté que son courage et s'est ingurgité les 352 pages de l'indigeste et paresseux « Cher connard ».

La première imposture, de loin la moins originale tant elle signe l'époque, rime avec posture – celle d'une rebelle en carton qui coche dans la réalité toutes les cases de la notabilité : ancienne jurée du prix Femina, du prix Goncourt, lauréate du prix Renaudot, auteure représentée par le plus puissant agent du milieu artistique, romancière [adaptée sous forme de série par Canal +](#), réalisatrice de films calamiteux mais soutenus par la commission d'avance sur recettes du CNC dont elle devint membre par la suite, etc. La rebelle est en vérité une rentière qui mange sa soupe à toutes les meilleures tables.

Insérée comme il se doit dans la précédente, la deuxième imposture se confond avec l'arnaque intellectuelle de l'islamo-gauchisme dont l'une des obsessions idéologiques est de faire passer les bourreaux pour des victimes – et réciproquement. Toute anthologie de l'indignité littéraire doit ainsi inclure le chant d'amour que lui inspirèrent les frères Kouachi après l'attentat contre la rédaction de Charlie : « Et j'ai été aussi les gars qui entrent avec leurs armes. Ceux qui venaient de s'acheter une kalachnikov au marché noir et avaient décidé, à leur façon, la seule qui leur soit accessible, de mourir debout plutôt que vivre à genoux. J'ai aimé aussi ceux-là qui ont fait lever leurs victimes en leur demandant de décliner leur identité avant de viser au visage. (...) Je les ai aimés dans leur maladresse – quand je les ai vus armes à la main semer la terreur en hurlant "on a vengé le Prophète" et ne pas trouver le ton juste pour le dire. » On voit mal quelle définition conviendrait mieux au passage cité que celle d'apologie du terrorisme. L'ébriété lyrique, pas davantage que l'ébriété tout court, ne saurait tout excuser.

Troisième imposture, on se rapproche, la présentation de son nouveau roman comme « l'évènement de la rentrée ». Slogan publicitaire autant que prophétie auto-réalisatrice, l'une et l'autre totalement déconnectés du jugement critique – lequel supposerait pour un professionnel de la recension d'avoir lu le presque demi-

millier de livres arrivés en quelques jours sur les tables des libraires. Jamais la rentrée littéraire, exception française entre toutes, n'a autant évoqué un film dont les vedettes sont désignées d'avance sur fond de la masse des figurants.

## CHIALER COMME UNE MADELEINE

Quatrième imposture, nous y sommes, au motif que les personnages y échangent des messages, nous aurions affaire avec Cher connard aux nouvelles Liaisons dangereuses de Choderlos de Laclos. Sous prétexte que le personnage masculin rentre un jour chez lui après une promenade dans Paris, ne pourrait-on aussi y voir une version moderne de L'Odyssée ? Et cette phrase trouvée en page 167 : « J'ai pensé à toi qui me racontais que tu chialais comme une madeleine à chaque réunion », ne contient-elle pas une évidente référence proustienne (en plus d'indiscutables similitudes de style), ne signale-t-elle pas un remake d'A la recherche du temps perdu ?

Considérons le texte de plus près, de quoi s'agit-il ici au juste ? Rebecca Latté, grande star du cinéma sur le déclin, s'embrouille par mails interposés avec Oscar Jayack, auteur de romans policiers à succès, au moment où celui-ci vient de se faire « MeTooïser » pour harcèlement sexuel par Zoé Katana, son ancienne attachée de presse. Intrigue à propos de laquelle l'adjectif « diabolique » paraîtrait sans doute exagéré, mais qui fournit du moins l'opportunité de longs développements sur le féminisme, la guerre des sexes, le patriarcat et autres sujets dont retentit chaque jour la grosse caisse des gazettes.

Un roman peut certes bien faire souffler l'air du temps, mais à condition de décoiffer le lecteur. Rien de tel ici. D'évidence, Virginie Despentes distingue mal entre la fiction et l'une des tribunes qu'il lui arrive de faire paraître dans un journal ami. Ce qui donne : « Je ne sacralise pas la parole de la victime. Evidemment, parfois les femmes mentent. Soit qu'elles n'ont aucun scrupule, soit qu'elles pensent que c'est légitime. Mais le pourcentage d'affabulatrices reste infime, parmi les victimes, tandis que le pourcentage de violeurs parmi la population masculine devrait vous alerter sur le délabrement de vos sexualités. Et pourtant, je vous vois bien plus scandalisés à l'idée de la possibilité d'une accusation injustifiée que vous ne l'êtes de savoir qu'il y a des violeurs parmi vos amis. »

## L'AVOCATE DE LA DÉFONCE

On a connu, au siècle dernier, des romans à thèse moins lourdingues dans l'exposé de leurs convictions. Selon des modalités à peines différentes des interventions médiatiques, le féminisme ne dévie dans ces pages d'une ligne dure, revancharde, vindicative, que pour des tirades maternalistes d'où il ressort que les hommes sont autant de grands enfants à rééduquer. On entend parfois s'élever la vilaine ritournelle d'une souhaitable punition collective : « Je t'entends. Je comprends. Ca vous est tombé dessus comme une sale surprise. Vous allez vous habituer. » La référence au SCUM Manifesto de Valerie Solanas, pamphlet féministe qui appelle à l'élimination physique de l'autre sexe, apparaît d'ailleurs sans surprise au quart du livre (et vient le conclure ou presque).

Comme si cela ne suffisait pas, Virginie Despentes pose à l'ancienne combattante de la drogue, au vétéran de la dope comme il en est de l'Indochine ou de l'Irak, ce qui vaut au lecteur accablé d'interminables plaidoiries de Rebecca, l'avocate de la défonce : « J'ai gardé de ma jeunesse à la blanche un grand mépris envers les gens qui usent de drogues légales, alcools ou somnifères, autant que pour ceux qui aiment les drogues douces. Comme les chats doivent un peu mépriser les chiens quand ils les regardent chercher la caresse humaine. »

## ASSOUPISSEMENT (FRÉQUENT) DU LECTEUR

L'irruption du Covid dans le quotidien des protagonistes est l'occasion d'un mélange de fulgurances inouïes (« Ce qui me fascine le plus, c'est la rapidité avec laquelle on change, la plasticité de nos réalités ») et de statistiques comparées entre les victimes de l'épidémie et les victimes d'accident de voiture. Du remplissage naît l'ennui. Et dans la mesure où tous les personnages s'expriment de la même façon, le moindre assoupissement (assez fréquent) du critique est sanctionné par l'obligation au réveil de retourner quelques pages en arrière pour savoir qui tient le crachoir virtuel.

Il serait presque décevant que l'ensemble ne comportât point une défense du délinquant, le dealer de shit par exemple : « Il rend service à la communauté, il est utile et ne fait de tort à personne. Et il sert à blanchir l'argent de l'actionnaire puissant, qui lui ne sert à rien et bousille les communautés. Aux uns les honneurs, aux autres la prison. » Qui peut le plus (les Kouachi), peut le moins (les trafiquants).

Et qu'on se rassure, aucune parabole des évangiles gauchistes ne manque à l'appel. De temps à autre, telle curiosité vient étonner le lecteur au point qu'une de ses paupières s'en soulève à demi. Il apprend ainsi avec Rebecca que la véritable [cancel culture](#) est l'invisibilité des actrices de plus de 30 ans. Et avec Oscar que [Céline](#) est un auteur méprisable qui « singeait le langage prolétaire en vue d'obtenir un Goncourt, c'est-à-dire qu'il offrait aux salonards le prolo tel qu'ils l'imaginent ». Ne reste plus qu'à espérer que notre héros soit meilleur écrivain que lecteur.

## BOUILLIE TEXTUELLE DE GRANDE CONSOMMATION

Le plus déplaisant de l'affaire tient moins à un roman désincarné, plus proche de l'exposé théorique que de l'œuvre d'imagination, peuplé d'ectoplasmes plus que d'êtres vivants ou vivables, qu'à une habileté qui consiste à malaxer tous les thèmes du moment pour en faire une bouillie textuelle de grande consommation. Sans oublier de terminer par une note apaisée, histoire de ne pas désespérer Saint-Germain-des-Prés et les libraires.

A la différence des Liaisons dangereuses, le registre épistolaire s'avachit ici dans une langue informe, que l'on regarde couler comme un filet d'eau tiède ou qu'on subit comme un écoulement nasal par gros rhume. Rebecca fait à un moment remarquer que « L'héroïne par rapport au crack, c'était comme la littérature par rapport à Twitter – une tout autre histoire. » Sur les mérites comparés des drogues, on ne saurait dire, faute d'expérience en la matière. Mais une fois tournée la dernière page de Cher Connard, aucun doute, ce qu'on vient de lire est bien plus proche d'une fastidieuse compilation de tweets que de la littérature.

*Cher connard de Virginie Despentes, Grasset, 352 p. 22 €*

23 août (The Economist)

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/08/18/in-israel-birth-rates-are-converging-between-jews-and-muslims>

Middle East & Africa | Go forth and multiply

## In Israel, birth rates are converging between Jews and Muslims

Religious Jews there have bucked the trend of falling fertility elsewhere



Aug 18th 2022 | TEL AVIV

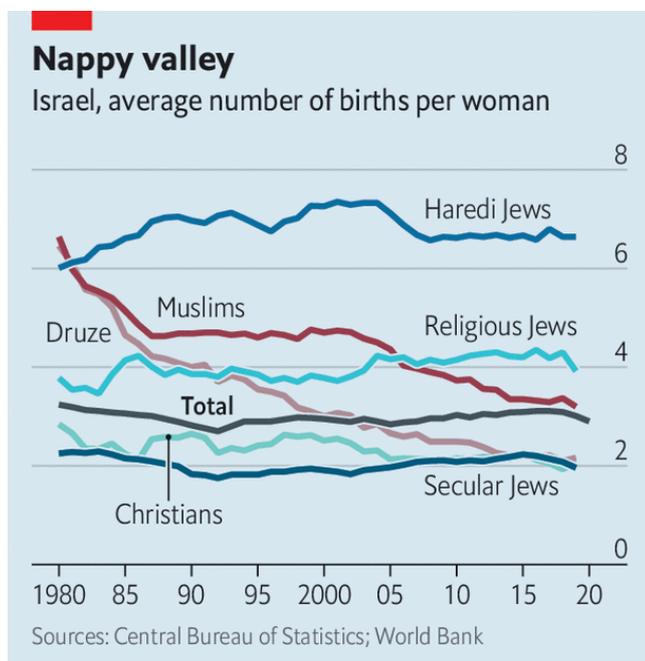
“If an Israeli woman has fewer than three children, she feels as if she owes everyone an explanation—or an apology.” That, at any rate, is the view of a leading Israeli demographer. When she visits London she is struck by its dearth of toy shops. Israelis [have many more children](#) than their counterparts elsewhere in the rich world. Whereas the average Israeli woman has 2.9, her British and French peers have 1.6 and 1.8 respectively.

Demography in the Holy Land has geopolitical as well as economic consequences. Of Israel’s population of 9.5m, Israeli Arabs, mostly Muslim, make up about 21% of the total, while Jews account for roughly 74%. But include people in the Israeli-occupied West Bank and Gaza, and the Jewish majority falls to barely half.

This, in a nutshell, is the basis of Israel’s trilemma. It cannot have at the same time a strong Jewish majority, all the land it conquered in 1967 and full democracy that does not discriminate against Arabs. So numbers matter. Israeli and Palestinian leaders have long scrutinised birth rates.

Yasser Arafat, who led the Palestinians for three-and-a-half decades, described “the womb of the Arab woman” as his “strongest weapon”. Demographic projections used to suggest that Arabs living between the Jordan river and the Mediterranean would eventually outnumber Jews. This certainly worried Binyamin Netanyahu before he became Israel’s longest-serving prime minister. In 2003 he lamented that the birth rate of Israeli Arabs, then much higher, was imperilling Israel’s Jewishness, irrespective of the trend in the West Bank and Gaza.

At the time there was indeed a wide demographic gap. In Israel itself Arab women were having almost twice as many babies on average as Jewish women. But in the past few decades this gap has disappeared, as the birth rate of Israeli Arabs has fallen while that of Israeli Jews has risen.



The Economist

In 1960 the fertility rate of Israeli Arabs stood at 9.3. In the next 35 years it dropped by almost half, to 4.7, before sliding to 3.0 today (see chart). The birth rate of Palestinians in Gaza and the West Bank also declined, from 4.6 in 2003 to 3.8 in 2019. In this Palestinians and Israeli Arabs have followed a path trodden by women elsewhere. Across the oecd, a club mostly of rich countries, the average fertility rate has fallen from almost three in 1970 to 1.6, well below the rate of about 2.1 needed to [keep a population from shrinking](#).

Globally Muslims have the highest fertility rate of any religious group, according to the Pew Research Centre. Yet even this rate has fallen sharply, from 4.3 in 1995 to 2.9 in 2015. Seven Arab countries were among the 12 recording the world's biggest drops in fertility between the late 1970s and mid-2000s. In Iran, whose religious leaders have long called on women to have more babies, the birth rate has fallen from 7.0 in 1984 to 1.7.

This makes the rising birth rate of Jewish Israelis all the more surprising. Between 1960 and 1990 their fertility declined from 3.4 to 2.6, suggesting they were in step with their sisters elsewhere. But then they began to buck the trend, driving the birth rate back up to its current level of 3.1.

## Prayers v productivity

Almost all this increase is caused by Israel's growing number of ultra-Orthodox (or Haredi) Jews, who have a fertility rate of 6.6, more than double the national average and three times the rate of secular Jews. As a result the share of Haredim in Israel's population has more or less doubled every generation, notes Dan Ben-David, an economist at Tel Aviv University and the Shores Institute, a think-tank. Though Haredim are just 13% of the population, their offspring make up 19% of Israeli children under the age of 14, and 24% of those under the age of four. Israel's statistical agency reckons that under present trends half of Israeli children will be Haredi by 2065.

Such fruitfulness may please rabbis and Jewish nationalists. But it is also changing the character of Israel and threatening its economy, argues Mr Ben-David. Most ultra-Orthodox Jews send their boys to study Torah in religious schools rather than make them learn subjects, such as maths and science, needed for a job in Israel's [high-tech economy](#). Less than half of Haredi men enter the workforce: most keep studying ancient texts in adulthood. They are often financially supported by their wives and subsidised by the state.

There are several reasons why the birth rate among Haredim has remained so high. Many want big families to make up for the millions of Jews killed in the Holocaust, or believe they are serving God by multiplying. "I didn't do any [family] planning," says Yerach Toker, who has six children. "A lot of things are in God's hands, and this is one of them."

Haredi women also tend to marry and have children at a younger age than secular Jews. And because ultra-Orthodox communities have tried hard to close themselves off from outside influences such as television and the internet, they may be somewhat insulated from the forces pushing down fertility in the rest of the world.

But it is harder to explain why secular Jewish Israelis also have more children than the norm. Most work; paid leave for Israeli parents is not especially generous. Nor is child care cheaper than in other rich places. Some argue that Jewish Israelis make more babies because they foresee a rosier future: Israel ranks among the world's top ten countries in happiness.

Another reason may be that the state encourages baby-making by, for instance, bankrolling fertility treatment. It subsidises in-vitro fertilisation to the tune of \$150m a year. Tiny Israel has about the same number of frozen embryos as America. This may have only a slight effect on Israel's birth rate, but it signals that the government wants its citizens to procreate.

One more explanation may be that Israeli grandparents tend to help out more than their peers in many other rich countries. Since Israel is small and densely populated, grandma is never far away. In one survey 83% of secular Jewish mothers aged 25-39 said they were supported by their child's grandparents, whereas only 30% of German mothers said the same. In Israel the traditional family structure is still strong. In France and Britain more than half of babies are born out of wedlock. In Israel it is under 10%.

The convergence of birth rates between Israeli Jews and Arabs suggests demography will be far less important than either Israeli doom-mongers feared or Palestinian nationalists once hoped. Since neither community is likely to swamp the other with babies, both will still have to work out how to live together peacefully in their disputed slice of the Middle East.

23 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/allemand-les-ambitions-de-la-bundeswehr-minent-l-equilibre-franco-allemand-20220822>

## Allemagne: les ambitions de la Bundeswehr minent l'équilibre franco-allemand

Par [Nicolas Barotte](#)

Publié hier à 19:27, mis à jour hier à 21:06



Un obusier automoteur de la Bundeswehr. *Michael Kappeler/Michael Kappeler/dpa via Reuters*

### **DÉCRYPTAGE - Berlin prétend devenir la première puissance militaire conventionnelle en Europe.**

Le propos n'a pas été beaucoup commenté à l'étranger, comme si la promesse, formulée par Berlin, était sujette à caution. *«Bientôt, l'Allemagne aura la plus grande armée conventionnelle d'Europe»*, a assuré en mai dernier le chancelier Olaf Scholz. Vu l'état de la Bundeswehr, l'ambition peut faire sourire ou inquiéter. Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine, son chef d'état-major déplorait *«d'être à sec»*, c'est-à-dire ne pas disposer des moyens suffisants pour répondre aux besoins de la crise. Depuis, une révolution des esprits est en cours à Berlin, où l'on assume de parler de puissance et d'armée. Même au SPD, traditionnellement réservé, on appelle à la «Führungsmacht», c'est-à-dire au leadership politique, qui s'ajouterait à la puissance économique. Près de dix ans après les discours sur les «responsabilités» que l'Allemagne devrait prendre à l'égard du monde, le temps des actes serait venu.

*«La France doit impérativement faire attention pour ne pas se retrouver dans la position de brillant second»*, prévient le député [Jean-Louis Thiériot](#) (LR), vice-président de la commission de la défense au Parlement, alors que vont s'engager cet automne des discussions en France sur la prochaine loi de programmation militaire. *«L'armée française doit maintenir la parité avec l'Allemagne»*, dit-il.

### **Rattraper le retard**

En Allemagne, les annonces ont déjà eu lieu. Un fonds spécial de 100 milliards d'euros va être alloué à la modernisation de la Bundeswehr. La somme sera décaissée progressivement, en commençant modestement par 8 milliards d'euros l'année prochaine. En tout, 40 milliards d'euros seront utilisés pour acquérir des avions américains F35 capables d'emporter les charges nucléaires stationnées en

Allemagne. 20 milliards d'euros seront destinés aux systèmes de commandement, 20 milliards à la marine et 16 milliards à l'armée de terre. Les sommes permettront de rattraper le retard accumulé depuis des années. La Bundeswehr manque de tout. Ses systèmes de communication ne sont pas tous compatibles avec ceux des autres pays de l'Otan. L'armée allemande est loin d'avoir dépassé les capacités françaises ou britanniques.

Longtemps à la traîne en matière de défense, l'Allemagne a aussi promis d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'Alliance. En franchissant la barre des 50 milliards d'euros dans les prochaines années, le budget du ministère de la Défense dépassera celui de son homologue français. *«Comme la Bundeswehr ne supporte pas le coût de la dissuasion, comme l'armée française, elle peut devenir la première armée d'Europe d'un point de vue budgétaire»*, confirme Jean-Louis Thiériot, en se réjouissant du renforcement des capacités européennes mais en s'inquiétant des conséquences industrielles, opérationnelles et politiques de cette transformation. Le cadre d'emploi de la Bundeswehr demeure extrêmement limité.

En Europe et au sein de l'Alliance, les équilibres militaires sont destinés à se transformer. *«Le mouvement amorcé devrait renforcer la capacité autonome d'action militaire allemande»*, a écrit l'institut Montaigne dans un rapport paru en juillet. *«Il est probable que l'Allemagne utilise celle-ci au service de la défense de ses intérêts industriels et de l'affirmation croissante de sa responsabilité sur la scène internationale. Cela devrait bouleverser les équilibres géostratégiques en Europe puisque jusqu'ici, la France était seule à pouvoir revendiquer le leadership en matière de défense au sein de l'Union et à utiliser ce levier à l'international»*, ajoutent les auteurs.

*«Tout le monde attendait, depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, de l'Allemagne qu'elle remplisse ses obligations»* vis-à-vis de la défense collective, note un ancien diplomate allemand. *«Aujourd'hui elle est en position de le faire»*, poursuit-il en jugeant que le temps des réticences de la société *«était révolu»*.

Les tabous tombent, y compris sur le nucléaire: cet été, l'ancien ministre des Finances Wolfgang Schäuble a appelé de ses vœux une dissuasion européenne, dans laquelle l'Allemagne contribuerait financièrement à la dissuasion française. Improbable? En février 2020, le président Emmanuel Macron avait souhaité davantage associer les Européens aux missions de dissuasion française. La crise du Covid avait éclipsé le projet. Si la position de Wolfgang Schäuble est isolée, le débat pourrait s'ouvrir.

## S'émanciper

En France, les militaires commentent prudemment les ambitions de la Bundeswehr. *«J'ignore si l'armée allemande parviendra à transformer la disponibilité des ressources en capacités militaires effectives»*, a observé, en juillet lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Schill.

Il s'était entretenu avec son homologue avant l'été. *«J'ai souligné l'importance, sinon d'acheter nos équipements, du moins de construire un ensemble interconnectable avec la France. J'espère être entendu»*, a-t-il ajouté. Mais le fil s'est distendu entre Paris et Berlin. Les deux armées attendent les choix politiques de leurs gouvernements. Un conseil des ministres franco-allemand se tiendra début septembre, à l'issue duquel des décisions devraient être prises.

Pour devenir crédible, la Bundeswehr doit s'émanciper. *«Un budget sans stratégie ne sert à rien, ou seulement à acheter des trucs, pour le dire crûment»*, prévient Paul Maurice, spécialiste de l'Allemagne à l'Ifri. Dans la stratégie de sécurité qui doit être publiée par Berlin d'ici la fin de l'année, la Bundeswehr devra répondre à des questions essentielles, comme celle de ses missions. *«L'armée allemande ne veut pas seulement être l'exécutrice des stratégies des autres»*, ajoute Paul Maurice.

*«Si l'Allemagne investit intelligemment, elle peut devenir la colonne vertébrale conventionnelle de l'Otan», écrit Claudia Major, spécialiste des questions de défense à l'institut SWP à Berlin dans une note sur l'avenir de l'Alliance parue en juillet. «Compte tenu de sa situation, l'Allemagne peut également être la plaque tournante logistique par laquelle passeraient les missions potentielles de l'Alliance à l'est de son territoire», dit-elle. La place de Berlin, comme principal allié des États-Unis en sortira renforcée.*

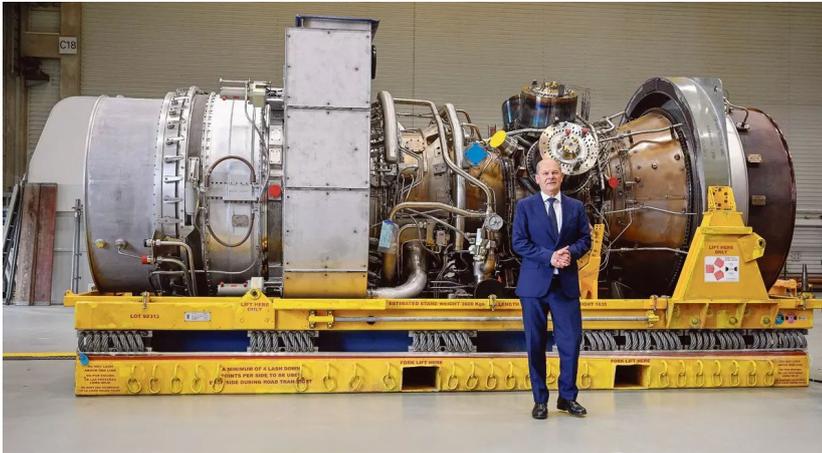
23 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/sous-pressure-russe-l-allemande-craint-un-hiver-de-penuries-20220822>

# L'Allemagne, perçue comme le maillon faible de l'UE, sous la pression du Kremlin

Par [Alain Barluet](#)

Publié hier à 17:24, mis à jour hier à 19:56



Le chancelier allemand, Olaf Scholz, le 3 août, devant la turbine du gazoduc Nord Stream 1, réparée au Canada et bloquée chez Siemens Energy, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en attendant son acheminement vers la Russie. *SASCHA SCHUERMAN/AFP*

## **DÉCRYPTAGE - En rationnant le gaz dont Berlin a tant besoin, Moscou espère faire éclater le front unique que lui opposent les Européens.**

C'est la turbine de la discorde. Récemment réparée au Canada, cette pièce qui ressemble à un moteur de fusée est destinée à équiper le gazoduc Nord Stream 1, reliant la Russie à l'Allemagne. Elle est actuellement entreposée sur le site de Siemens Energy, à Mülheim an der Ruhr (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), en attendant d'être transférée vers la Russie. Mais voilà plusieurs semaines que la turbine à gaz reste bloquée en Allemagne, pour des raisons que se rejettent et Berlin et Moscou - en l'occurrence l'entreprise Gazprom, opérateur de Nord Stream, contrôlée par l'État russe.

L'affaire fait la une de la presse outre-Rhin, où elle illustre les craintes croissantes de la population face à la crise énergétique sévère qui menace si les approvisionnements gaziers russes devaient s'interrompre, conformément aux sanctions européennes décidées après l'invasion de l'Ukraine. Le bras de fer jette aussi une lumière crue sur la très forte dépendance énergétique de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie, d'où proviennent 35 % de ses approvisionnements.

Pour Moscou, le pays qui fut longtemps, pour des raisons historiques et économiques, son principal partenaire en Europe, est désormais un maillon faible sur lequel il convient d'appuyer dans un but précis: faire dérailler le soutien occidental à Kiev. «*Une guerre économique est une guerre économique*», souligne Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, et l'un des spécialistes de politique étrangère les mieux informés. «*La Russie se comportera naturellement de la manière la plus rentable et la plus efficace pour elle dans les conditions actuelles*», confie au *Figaro* celui qui préside le groupe d'experts du Conseil pour la politique extérieure et de défense de Russie. Celle-ci «*va bien sûr chercher à profiter de la dépendance énergétique de l'Allemagne à son égard. Comment pourrait-il en être autrement?*», poursuit Fiodor Loukianov. «*L'initiative de couper les liens économiques ne vient pas de la Russie mais*

*de l'Allemagne, de l'Europe. Il est étrange dans ces circonstances de s'attendre à ce que la Russie remplisse ses obligations...»,* affirme-t-il.

## Le serpent de mer

Sans la fameuse turbine, Nord Stream 1 ne peut pas fonctionner normalement, a prétexté Gazprom en réduisant les approvisionnements à un cinquième de la capacité du gazoduc. Résultat, le prix du gaz a fait un bond de 20 %. *«Il n'y a aucune raison qui empêcherait la livraison d'avoir lieu»,* et Moscou doit juste *«fournir les informations douanières nécessaires pour son transport vers la Russie»*, fait valoir de son côté le chancelier allemand, Olaf Scholz, pris entre son souci de «solidarité» européenne face à Vladimir Poutine et l'inquiétude de ses concitoyens à l'approche de l'hiver. Olaf Scholz vient même d'évoquer la possible remise en cause de la fermeture, prévue pour la fin de l'année, des trois dernières centrales nucléaires en fonctionnement en Allemagne. De son côté, Gazprom accuse Siemens Energy de ne pas avoir envoyé les documents nécessaires pour permettre une remise en marche de la turbine, ce dont l'entreprise allemande se défend. *«Une situation tendue et absurde qui a été provoquée par les restrictions et les sanctions»* occidentales, a affirmé la semaine dernière le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Mais derrière cette querelle se profile un autre enjeu: la relance de Nord Stream 2, souhaitée par Moscou et qui aurait valeur de symbole. Véritable serpent de mer, très controversé, car il devait accentuer la dépendance de l'Europe au gaz russe, le projet a finalement été suspendu par Berlin sous pression de ses alliés en février dernier, deux jours avant le déclenchement de l'«opération militaire spéciale» en Ukraine. En Allemagne, certaines personnalités plaident pour sa remise en route, en premier lieu l'ex-chancelier Gerhard Schröder, président du conseil d'administration de Gazprom, qui rencontrait récemment une nouvelle fois son ami Vladimir Poutine. Il est *«technologiquement possible»* de rouvrir le robinet de Nord Stream 2, faute de pouvoir utiliser Nord Stream 1, lui a glissé le chef du Kremlin.

### **Sans gaz russe, il n'existe plus d'industrie allemande**

*Didier Julienne, spécialiste des marchés des matières premières*

Le vice-président du Bundestag, Wolfgang Kubicki, est sur la même ligne. Il a plaidé vendredi pour que Berlin donne son feu à la réouverture de Nord Stream 2, afin que *«la population ne gèle pas cet hiver et que notre industrie ne souffre pas de dommage sérieux»*. Le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kuleba, lui a répliqué d'un cinglant: l'*«addiction au gaz russe tue»*. Mais on mesure la force du levier dont dispose Moscou vis-à-vis de la première économie européenne. *«Sans gaz russe, il n'existe plus d'industrie allemande»*, laisse tomber Didier Julienne, spécialiste des marchés des matières premières...

D'ailleurs, des maires et des législateurs de plusieurs Länder de l'Est mettent en garde contre des *«tensions sociales massives»*. Le ministre-président de Saxe souhaite que la guerre en Ukraine soit *«gelée»*, son homologue bavarois appelle à *«penser à notre propre peuple»*. Conséquence, *«les frictions entre les trois partenaires de la coalition gouvernementale commencent à se faire sentir»*, relevait lundi dans le *Financial Times* Constanze Stelzenmüller, chercheuse à la Brookings Institution.

## Principe de réalité

Une page s'est tournée. La période Merkel a été marquée par la volonté allemande d'arrimer la Russie à l'Europe en important son énergie, pour tenter de la contrôler. Une politique qui remonte en fait aux années 1960, poursuivie par tous les chanceliers et dont l'échec, insistent les experts russes, ne saurait être imputé à la seule Angela Merkel. *«C'est la fin d'une histoire qui a duré cinquante ans, marquée par une volonté d'intégrer la Russie dans une certaine forme de système européen. Les importations d'énergie russe étaient à la base de cette interaction. Or les Européens, et en*

*particulier l'Allemagne, souhaitent s'en débarrasser. Une période est révolue»,* résume Fiodor Loukianov.

Reste le principe de réalité. *«L'hiver arrive, il est temps de déménager en Russie»,* proclamait récemment une vidéo de propagande russe, devenue virale. Un contrepoint ironique au message que Poutine adresse aux Allemands : *«Rouvrez Nord Stream 2 ou vous allez souffrir.»* Pour beaucoup, à Berlin, ce serait un suicide politique. Le chef du Kremlin, lui, reste convaincu que *«l'Allemagne reste le point d'appui où il doit appliquer une force maximale pour briser l'Europe et l'alliance»,* souligne Constanze Stelzenmüller.

23 août (FAZ)

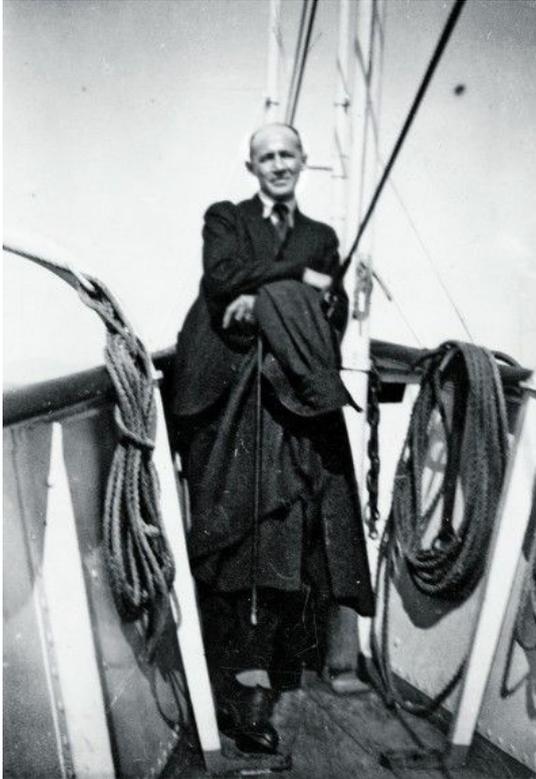
<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/belletristik/marcel-jouhandeau-zwischen-scham-und-schwaermen-fuer-den-faschismus-18261539-p2.html>

NEUERSCHEINUNG VON JOUHANDEAU:

## Heute gibt es nur noch Wölfe

VON JÜRGEN KAUBE

-AKTUALISIERT AM 23.08.2022-06:00



Voyeur der Todsünden: Marcel Jouhandeaus Schwanken zwischen Scham und Schwärmen für den Faschismus, vorgeführt an seinem Reisetagebuch und einer Erzählung.

Der Schriftsteller Marcel Jouhandeau lebte von 1888 bis 1979. Er war katholisch und kein Freund der eigenen Epoche. Er sympathisierte mit den Nationalsozialisten, er verneigte sich vor Kreaturen wie Goebbels und von Schirach, er schrieb antisemitische Pamphlete (gesammelt in „Le Péril Juif“ von 1937), die es mit Louis-Ferdinand Célines ekelhaften Traktaten aufnehmen können. Weshalb also sollte man etwas von Jouhandeau lesen? Eine Zeit, in der die Schriftsteller gern nach ihrer moralischen Statur beurteilt werden, legt diese Frage nah.

Der vorliegende Band beantwortet sie, aber unvollständig. Er enthält das Tagebuch einer Reise, die Jouhandeau 1941 nach Deutschland unternahm, und eine Erzählung, die aus dieser Reise hervorging. Die Erzählung berichtet fast ohne Angaben zu Ort, Zeit und Personen von einer homosexuellen Liebesbeziehung, einer „Verwirrung“, die den Erzähler mit dem nicht näher bezeichneten Leiter einer Gruppenreise verbindet. Man besucht Museen, Schlösser und Konzerte, steht bei Empfängen beieinander, frequentiert Hotels. Die Reise schließt mit einer Konferenz ab.

Dem schemenhaften äußeren Geschehen ist die innere Erkundung einer Passion entgegengesetzt, die als unerlaubt erlebt wird. Der Erzähler fühlt sich beobachtet, verzeiht sich nicht, dass in ihm vor aller Augen „das Tier keucht“. Er sucht, seine Leidenschaft im Griff zu behalten, um ihr nur die augenöffnenden Aspekte abzugewinnen, sieht sich aber von ihr getrieben und zugleich isoliert. Die Liebe schärft die Sinne, und sie verwirrt den Verstand. Als verbotene vereinzelt sie: „Die Leidenschaft

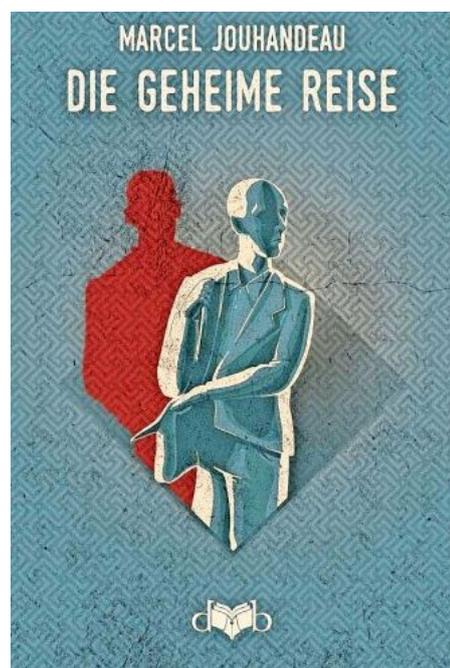
ist eine Welt für sich, in der ich am Rande der Menschen lebe.“ Die Passion wird dabei mehr genossen als die Person, durch die sie entflammt wurde. Von ihr erfahren wir fast nichts, sie dient als Auslöser.

### **Die Passion wird mehr genossen als ihr Auslöser**

Das ausgelöste Leid entfaltet sich in Schleifen. Der Erzähler glaubt, durch sein Fasziniertsein bei den Umstehenden Besorgnis zu erregen, gibt sich deshalb entspannt, bricht dadurch aber für sich selbst den Zauber der Situation und beunruhigt den Geliebten, der die vorgetäuschte Gleichgültigkeit seinerseits mit Gleichgültigkeit erwidert. Das wiederum wird als heilige Qual gefeiert: „Nichts erregt mich so sehr, wie zu glauben, dass ich vernichtet bin.“ Und er ist ständig vernichtet, weil seiner Seele nichts angemessen ist. Das hat die Leidenschaft mit der Religion gemeinsam.

Geheim ist diese Reise in doppeltem Sinn. Jouhandeau verbirgt, was ihn bis zur inneren Raserei umtreibt, und er weiß, dass er ein Kollaborateur ist. Die tatsächliche Reise, die dem Text voranging, wurde 1941 auf Einladung von **Joseph Goebbels** als herbstliche Bahntour von französischen Schriftstellern der Rechten (unter anderen Drieu la Rochelle, Brasillach, Bonnard, Chardonne) ins nationalsozialistische Deutschland unternommen. Das Objekt der Begierde war der Offizier Gerhard Heller, der im besetzten Paris damals für Literatur zuständig war, später Übersetzer zahlloser Romane aus dem Französischen, von Drieu la Rochelle über Julien Green bis zu Patrick Modiano, und ein Gesellschafter des Hausverlags Stahlberg von Arno Schmidt; ein literarischer Vermittler von Rang.

Jouhandeau ist damals 53 Jahre alt, Heller dreißig. Der Schriftsteller hatte seit seiner Jugend bis hin zum Selbstmordversuch unter der Spannung zwischen seinem katholischen Glauben und seiner Sexualität gelitten. Die Heirat mit einer Tänzerin entwöhnte ihn nicht. In der Reise nach Deutschland vermischt sich die erotische Attraktion durch den deutschen Offizier mit dem ästhetischen Schwärmen für den Faschismus, das er ebenfalls als unerlaubt wahrnimmt. Material für Klaus Theweleit. Er selbst redete sich teils auf die Verführung durch den Teufel heraus, teils darauf, „ein großes Volk am Werk“ gesehen zu haben. Eine Passantin in Wien sagt ihm, er sei zu jung, um Männer gekannt zu haben, heute gebe es nur noch Wölfe. Er notiert es kommentarlos.



Marcel Jouhandeau: „Die geheime Reise“. Autobiographischer Roman und Reisetagebuch. Aus dem Französischen und hrsg. von Oliver Lubrich. DBV, Wien 2022. 256 S., geb., 24,- €. :Bild: Verlag

Das kluge Nachwort des Herausgebers und Übersetzers, Oliver Lubrich, fragt zu Recht, wofür jener „X“, als den Jouhandeau den Offizier Heller in seiner Erzählung bezeichnet, eigentlich steht. Denn er wird hier nie beschrieben, ist ein Mann fast ohne Eigenschaften außer der ihm zugeschriebenen Stärke. Jouhandeau genießt vor allem die eigene Scham, das Leid und die Überschreitung.

Seine Bereitschaft, von Schirach und Goebbels mit den abgeschmacktesten Attributen des Kraftmenschentums zu belegen, ist dabei selbst beschämend. Aber sie verweist auf die Sogwirkung, die das „Dritte Reich“ auf solche Intellektuelle ausübte. Der Katholizismus vertrat nach ihren Maßstäben keine Herrlichkeit mehr, sie wandten sich dem zu, was sie für eine letzte Bastion der Stärke und einer formierten Gesellschaft hielten. Sie waren voller Sehnsucht nach einer geschlossenen Welt unwidersprochener Größe und dafür bereit, ihren Verstand zu opfern.

Das führt zurück zur Frage nach den Gründen, Jouhandeau zu lesen. Sie werden sich den Lesern dieses Buches nicht ganz erschließen. Hier nämlich wendet er seine literarische Stärke auf sich selbst an, auf die eigene Passion, und das ist weniger ertragreich als in den Werken, in denen er sich anderen, von ihm erfundenen Charakteren zuwendet. Jouhandeau war ein Voyeur der Todsünden, die von Menschen Besitz ergreifen können, ein ironischer Pornograph der Seele. Seine Porträts der Bewohner von Chaminadour, wie er seine Heimatstadt Guéret nahe Limoges in den Erzählungen genannt hat, zeigen Lebensläufe, die sich ganz einer fixen Idee, einem Begehren, einer einzigen Narrheit ausliefern: der Sparsamkeit, der Unberührbarkeit, der Ehre oder dem Eros. An ihnen gehen sie meistens zugrunde, oder sie gehen über sie in den Himmel ein. Jouhandeau hat versucht, die Art, in der Flaubert in seiner Erzählung das „simple cœur“ als eine Form des Alltagsfanatismus beschrieb, zu einer Gattung zu erheben. So entstand ein unvergleichliches Marionettentheater der verrückten Egoisten auf dem Grund unserer Lebensführung.

Jouhandeau trat sein literarisches Vermögen ideologisch mit Füßen. Den Versuch, davon abzusehen, hat Friedhelm Kemp vor sechzig Jahren schon einmal in Form einer fünfbandigen Ausgabe unternommen, in der auch die Übersetzungen zu lesen sind, die Walter Benjamin von dem bewunderten Autor angefertigt hat. Große Wirkung hatte diese Ausgabe nicht. Wer sie antiquarisch erwirbt, macht keinen Fehler. Denn die moralische Analytik, die Jouhandeau in seinen Geschichten durchführte, ist ungetrübt von seinem eigenen Versagen. Der vorliegende, hervorragend kommentierte Band könnte insofern den erneuten Anstoß dazu geben, eine ganze Region des Erzählens wiederzuentdecken.

22 août (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/08/20/1-affaire-de-venissieux-illustre-la-recrudescence-et-la-dangerosite-des-refus-d-obtemperer\\_6138509\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/08/20/1-affaire-de-venissieux-illustre-la-recrudescence-et-la-dangerosite-des-refus-d-obtemperer_6138509_3224.html)

## L'affaire de Vénissieux illustre la recrudescence et la dangerosité des refus d'obtempérer

Deux policiers ont été entendus en garde à vue, vendredi, après avoir fait usage de leurs armes, tuant deux hommes, alors qu'ils étaient menacés par un véhicule lors d'un contrôle. Leur avocat estime que « tous les éléments de la légitime défense sont réunis ».

Par [Richard Schittly \(Lyon, correspondant\)](#)

Publié le 20 août 2022 à 02h20 - Mis à jour le 20 août 2022 à 10h53



Un jeune homme a été tué et son passager grièvement blessé en fuyant un contrôle de police dans une voiture volée, à Vénissieux (Rhône), le 19 août 2022. FRED TANNEAU / AFP

La multiplication et la dangerosité des refus d'obtempérer, ainsi que les conditions d'usage des armes par les policiers, sont au cœur du drame qui s'est produit dans la nuit de jeudi 18 à vendredi 19 août, à Vénissieux (Rhône), au sud de la métropole de Lyon. Atteints par des tirs policiers, deux hommes sont morts. L'un d'eux avait 20 ans et le second, âgé de 26 ans, a succombé à ses blessures samedi, après une hospitalisation.

[Les deux hommes ont tenté de forcer un contrôle de police à bord d'une voiture volée en percutant délibérément un policier](#), selon les premiers éléments d'une double investigation, exposés dans un communiqué du parquet de Lyon. Lequel a ouvert une enquête pour « refus d'obtempérer aggravé et violence avec arme sur agents de la force publique », confiée à la sûreté départementale, afin de préciser le comportement des deux occupants du véhicule.

Les deux policiers à l'origine des tirs ont été placés en garde à vue, dans le cadre d'une enquête distincte, confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), pour « violences avec arme par dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Leur garde à vue a été levée vendredi en fin de journée.

*« Si les premiers éléments semblent corroborer l'hypothèse de la légitime défense, des investigations complémentaires – notamment une reconstitution et des expertises balistiques – devront cependant être diligentées pour confirmer les circonstances exactes dans lesquelles les policiers ont fait usage de leurs armes », a indiqué le parquet dans un second communiqué, en précisant qu'il ouvrait une information judiciaire dans le souci d'assurer des investigations « de manière contradictoire » et de « permettre aux familles [des victimes] d'accéder à la procédure. »*

### « Très défavorablement connus des services de police »

La scène s'est produite peu après minuit, vendredi. Alors qu'ils s'apprêtaient à rentrer de leur patrouille de nuit, à bord d'un véhicule de service sérigraphié, quatre policiers de la brigade spécialisée de terrain du

commissariat local ont remarqué une voiture immobilisée sur le vaste parking du centre commercial Carrefour de Vénissieux, en bordure du boulevard périphérique de Lyon. Selon leur récit, ils ont été intrigués par la position et le phare cassé du véhicule, occupé par deux individus. En passant l'immatriculation de la Renault Megane dans les fichiers, les policiers ont compris que la voiture était volée.

Ils ont décidé d'entreprendre un contrôle, en approchant leur voiture devant le véhicule suspect, puis en mettant pied à terre. A ce moment, la Megane a entrepris une marche arrière d'environ trois mètres. Selon la version des policiers, la voiture s'est ensuite immobilisée, et le conducteur a levé les mains, laissant penser qu'il se prêtait au contrôle. Or, la Megane a brutalement redémarré, fonçant directement en direction des policiers.

Un fonctionnaire de police a été percuté et s'est retrouvé sur le capot de la voiture en fuite. Il a fait feu, ainsi qu'un de ses collègues. Il serait question de huit tirs au total, ce que n'a pas souhaité confirmer le parquet. La Megane volée a parcouru une centaine de mètres et a fini sa trajectoire contre une bordure de trottoir. Les policiers ont très vite compris la gravité de la situation en découvrant les deux occupants inanimés, à l'intérieur de l'habitacle. Un agent, par ailleurs sapeur-pompier volontaire, a très vite tenté un massage cardiaque pour réanimer un des deux hommes, dans l'attente de l'arrivée des secours.

Malgré cette tentative, le bilan s'avère très lourd. Adam B., 20 ans, passager originaire de Lyon, est mort, et Reihane S., 26 ans, conducteur originaire de la région d'Annecy, était en état de mort cérébrale avant d'être déclaré mort samedi. Les deux jeunes gens sont « *très défavorablement connus des services de police* », selon un commissaire de police lyonnais. Considérés comme « *multirécidivistes* », ils comptent de nombreuses mentions dans les fichiers de police. Le conducteur compte neuf condamnations, notamment pour vol et recel, et était recherché pour « vols aggravés de véhicules ».

*« A ce stade, on ne sait pas ce qu'ils venaient faire sur le parking de Carrefour Vénissieux à cette heure-là, à bord d'une voiture volée. En tout état de cause, ils ont cherché à prendre la fuite de façon très déterminée »*, affirme une source proche de l'enquête.

## Deux sections de CRS dépêchées à Vénissieux

Légèrement blessé aux jambes, le policier renversé par la voiture volée a été examiné à l'hôpital. Puis, il a été entendu par l'IGPN, sous le régime de la garde à vue, ainsi que son autre collègue ayant fait usage de son arme de service. Les deux autres policiers de l'équipage ont été entendus comme témoins. « *L'équipage a effectué sa mission dans les règles, avec un chef de bord expérimenté, qui a eu de précédents postes en région parisienne* », tient à souligner M<sup>c</sup> Laurent Bohé, défenseur d'un des deux policiers placés en garde à vue.

*« Mon client est traumatisé par ce qu'il a vécu, il est totalement effondré par le drame qui a résulté de l'intervention. Il est dans l'incompréhension, il n'avait jamais utilisé son arme de service en opération, avant d'être confronté à cette situation d'une grande violence »*, ajoute-t-il. Pour l'avocat, « *tous les éléments de la légitime défense semblent réunis : la voiture a foncé en direction des policiers alors qu'elle pouvait les contourner sur ce grand parking. Les policiers ont été face à un danger extrême.* »

Deux sections de la CRS 8, compagnie républicaine de sécurité spécialisée dans l'intervention rapide contre les violences urbaines, ont été dépêchées à Vénissieux, en prévention d'éventuels troubles en réaction au drame.

En visite en Corse, Gérald Darmanin a apporté son « *soutien a priori* » à « *tous les policiers et gendarmes de France qui font face tous les jours à des refus d'obtempérer* ». Selon le ministre de l'intérieur, on décompte un refus d'obtempérer « *toutes les demi-heures dans notre pays* ». Selon les chiffres donnés par le porte-parole de la police nationale, en juin, sur les 14 240 refus d'obtempérer comptabilisés par la police au cours de l'année 2021, 157 cas ont donné lieu à « *des usages d'armes à feu sur des véhicules en mouvement* ».

## « Un inquiétant défi à l'autorité »

Selon les syndicats de police, l'affaire de Vénissieux illustre dramatiquement la récurrence et la dangerosité des refus d'obtempérer. « *Les policiers sont confrontés à des individus déterminés qui cherchent à échapper à tout prix au contrôle, au mépris de la vie humaine. Ils mettent en danger les fonctionnaires, les usagers et eux-mêmes, de façon totalement délibérée. C'est un inquiétant défi à l'autorité* », estime Thierry Clair, secrétaire général adjoint d'UNSA-Police.

Pour Alain Barberis, secrétaire départemental d'Alliance police nationale du Rhône, les policiers sont placés dans une situation paradoxale : « *Des notes de l'administration centrale donnent instruction de ne pas engager de poursuites lorsqu'un véhicule est en fuite, pour éviter les dangers ou les émeutes quand il y a un problème. Les malfaiteurs se disent qu'ils peuvent tout se permettre, ils vont même jusqu'à provoquer et se filmer. La justice ne sanctionne pas assez sévèrement.* » Une situation qui pourrait, selon lui, expliquer la recrudescence des refus d'obtempérer.

22 août (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/08/18/how-the-eu-looks-after-a-decade-of-horrors>

Europe | Charlemagne

## How the EU looks after a decade of horrors

Our Europe columnist returns to Brussels after ten years away



Aug 18th 2022

Few buildings can match the absurd majesty of the Palais de Justice in Brussels. The courthouse complex was Europe's biggest structure upon completion in 1883. Its seemingly random jumble of classical columns, piled haphazardly on top of each other, dwarf even St Peter's Basilica in Rome. One atrium has a ceiling height of over 80 metres. unesco politely describes this architectural confection as "unique". Thus it was with pangs of regret that your newish columnist left the Belgian capital in 2012 after a three-year stint: much of the Palais had been wrapped in scaffolding the entire time. How exciting, as he returned this month after a decade away, to see the edifice in all its glory at last. Alas, the Palais is as concealed as ever. Political squabbling and dodgy brickwork mean the overhaul is now expected to take several more years to complete. The scaffolding has been up so long, it is itself in the process of being renovated.

Across town from the Palais, another mastodon has been under perpetual maintenance since 2012. The eu, whose main institutions are based in Brussels, is itself something of a fixer-upper. When your columnist left, in the depths of the euro-zone crisis, doom-mongers wondered whether the edifice might be brought low by structural flaws at the heart of the single currency, its signature project. The grim mood was all-pervasive, and in contrast with Europe's comfortable position in the wider world. **Upon his return Charlemagne finds the opposite is true. Brussels is brimming with confidence, even as Europe's prospects look more tenuous. What happened?**

Much of the buoyant mood in Brussels is **the collective satisfaction of having come through a *decennium horribilis* in one piece (minus Britain)**. Barely had the strife around the euro been settled than a spat erupted over how to treat more than a million migrants demanding asylum in Europe. The Brexit vote of 2016 led to the bloc shrinking for the first time in its six-decade history. Then the pandemic struck, followed by war in Ukraine. Many Eurocrats feel there is nothing more the world can throw at them. **The repeated heating and quenching of this permacrisis has strengthened the machinery of Brussels**—and given it more influence. The pandemic, for example, resulted in a **€750bn (\$762bn) recovery fund overseen by the European Commission, the bloc's executive arm.**

The eu's mission has evolved as it has batted away these various catastrophes. A decade ago the mantra in Brussels was "more Europe": every problem had a solution that required power to be handed to the eu. **An ever-closer union was its own reward, never mind the reservations in the mind of**

the public, which (then as now) keeps only a distant eye on what Brussels is up to. These days national leaders kick things up to the European level because they realise there is no way any single government can tackle them alone. Thus solutions to the problems faced the world over—climate change, the rise of authoritarian China, pandemic vaccination—are understood to be best crafted collectively. No national watchdog in Europe could boss around an Amazon or Google. The eu's regulation of such tech giants, in contrast, has given the concerns of Europeans, whether on privacy or rapacious business models, real heft.

Not all the mood-souring problems of yesteryear have disappeared. There is justified fretting about the war in Ukraine and the protracted energy crisis it has brought about. But these are troubles the eu is helping to fix, not ones that it has caused. (Much the same was true of Brexit, an act of self-harm crafted in Britain, not Brussels.) The threat of populism is as present today as it ever was: Giorgia Meloni of the hard-right could well win the Italian election next month, with unpredictable consequences. **The bloc still has no way of handling national politicians who flout its rules.** A decade ago Viktor Orban, Hungary's prime minister, was a budding autocrat brazenly defying eu norms on how a member-state should be run. These days he is a long-standing autocrat brazenly defying eu norms on how a member-state should be run.

Some changes were expected to materialise after 2012, but never happened. Attempts to turn the European Parliament and the commission into the political expression of a European *demos* were all the rage back then, following the adoption of a new constitutional treaty in 2009. **Events pushed the eu in another direction: during the euro crisis Brussels became a venue for national leaders to broker late-night deals rather than the home of institutions which themselves made decisions. That model largely endures to this day.** This is a disappointment to purists of European integration, for whom the project should aim to mitigate the power of selfish national governments, not enhance it.

## Another brick in the wall

**Finding imperfect solutions to challenges that national governments cannot face alone is a fine calling for the eu.** Trouble is, the challenges seem ever more daunting. **The mantra these days in Brussels is to provide “a Europe that protects”, whether from the vagaries of globalisation, a changing climate or foreign tyrants.** Fabian Zuleeg of the European Policy Centre, a think-tank, speaks of the risk of Europe feeling that “we will live in a world determined by others, with stifling constraints on our ability to shape our future”. **Some ways to counter that dread are sensible: cutting carbon emissions, say, or investing in defence, where the eu is still a weakling. Others, such as reshoring supply chains to bolster European industry, smack of desperation.**

Facing up to these challenges leaves much for the denizens of Brussels to plot, plan and ponder. They do so in a city that seems to have fared well: once down-at-heel, the Belgian capital has been made more liveable by lots of new cycle lanes, more varied restaurants and even a smattering of shops that open on a Sunday. Perhaps that will induce Charlemagne to stick around until he can observe the Palais de Justice in all its glory.

22 août (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/deutsche-doppelmoral-bei-energie-alles-bloss-nicht-bei-uns-18256190.html?premium=0x4b9f0a659110464de5a0090e13dff5ed&GEPC=s5>

DEUTSCHE DOPPELMORAL:

## Alles, bloß nicht bei uns



Atomstrom, Frackinggas, Lithium: Deutschland braucht Energie und Rohstoffe, will sie aber lieber nicht im eigenen Land herstellen.

VON [JULIA LÖHR](#), BERLIN

-AKTUALISIERT AM 20.08.2022-11:04

Als [Robert Habeck](#) Mitte März in einen Airbus der Flugbereitschaft stieg, um nach Qatar zu fliegen, da ahnte der Bundeswirtschaftsminister nicht, wie viel Aufregung es noch um diese Reise geben würde. Vermutlich ahnte er es auch in dem Moment noch nicht, als er dem Handelsminister des Wüstenstaats die Hand reichte. Doch kaum war das Foto von Habeck mit seiner gebeugten Körperhaltung und dem gesenkten Blick vor dem aufrecht stehenden Scheich Mohammed bin Hamad bin Kasim al-Abdullah Al Thani in Deutschland angekommen, brach ein Sturm der Entrüstung los.

Kein Gas mehr von Russlands Kriegstreiber [Wladimir Putin](#) wollen, sich dann aber vor einem anderen autoritären Regime verneigen, in der Hoffnung auf dessen Gas? Dem Grünen wurde Doppelmoral vorgeworfen. Wäre Habeck nicht Protagonist, sondern Beobachter gewesen, hätte er vielleicht selbst gesagt: Geht's noch, Alter?

### „Not in my backyard“

Das Buhlen um das Gas aus Qatar ist nicht der einzige Punkt, der an der deutschen Energie- und Klimapolitik widersprüchlich erscheint. An den Flüssiggasterminals, die jetzt im Norden Deutschlands entstehen, sollen nicht nur Tanker aus dem Persischen Golf anlegen, sondern auch solche aus den Vereinigten Staaten.

Knapp 80 Prozent ihres Gases fördern die Amerikaner allerdings mit einer Technik, die Deutschland aus Sorge vor Umweltschäden selbst nicht anwenden will: Beim [Fracking](#) wird ein Wasser-Sand-Chemikalien-Gemisch in tiefe Gesteinsschichten gepresst, um das Gas freizusetzen.

Ähnliches beim Strom: Allenfalls ein paar Monate länger sollen die drei verbliebenen Kernkraftwerke über das Jahresende hinaus laufen. Den Atomausstieg grundsätzlich in Frage zu stellen, wollen vor allem die Grünen nicht. Zugleich hat Deutschland im vergangenen Jahr knapp 10 Milliarden

Kilowattstunden Strom aus Frankreich importiert – einem Land, das seinen Strom zu zwei Dritteln mit Kernkraft erzeugt und das auch nicht ändern will. „Not in my backyard“, nicht in meinem Hinterhof, nennen Immobilienfachleute das Phänomen, dass Menschen Unangenehmes von sich fernhalten wollen. Auch in der Energiepolitik gibt es viele „Nimbys“.

## **Alles nur vorübergehend**

Macht Deutschland es sich mit seiner ablehnenden Haltung zu Fracking und Atomkraft nicht zu einfach, wenn es zugleich auf diese Weise erzeugte Energie importiert? Endet das grüne Gewissen an Deutschlands Außengrenzen? [Jürgen Trittin](#) ist am Telefon, Grünen-Urgestein und von 1998 bis 2005 Bundesumweltminister. „Natürlich gibt es derzeit bittere Widersprüche. Aber ich finde, zu denen müssen wir stehen“, sagt er. „Deutschland hat ein Konzept. Kein anderes Land baut die Erneuerbaren so schnell aus wie wir. Wir sichern damit die Energieversorgung in Europa.“

Mit Atomkraft sei keine Versorgungssicherheit möglich, das zeige sich doch gerade in Frankreich. Tatsächlich liefert Deutschland derzeit große Mengen Strom an seinen Nachbarn, weil dort viele AKWs wegen Wartungsarbeiten und fehlenden Kühlwassers nicht laufen. Auch mit Blick auf das Gas gibt sich Trittin gelassen: „Wir kommen leider nicht drum herum, eine Zeit lang auch Frackinggas aus Amerika zu importieren. Aber wir reden hier über eine Übergangszeit von zehn, maximal fünfzehn Jahren. Es wäre doch völlig irre, dafür mit einem Vorlauf von mehreren Jahren in Niedersachsen die Landschaft so zu durchlöchern wie in Pennsylvania oder Bauern zu enteignen. Ich kenne keine Partei, die diesen Zoff riskieren will.“

## **Ideologen gegen die Atomkraft**

Als Trittin Umweltminister war, hieß sein Sprecher Michael Schroeren. Auf dem Kurznachrichtendienst Twitter erklärte der kürzlich, sichtlich genervt von der Debatte über eine Laufzeitverlängerung der Atomkraftwerke, warum seiner Ansicht nach die letzten Meiler in Deutschland wie geplant Ende des Jahres abgeschaltet werden sollten: „Ich habe fast 50 Jahre für den Ausstieg aus der Atomkraft gekämpft. Jetzt, kurz bevor die letzten vom Netz gehen, lass ich mir den Erfolg nicht klauen.“

So viel Ehrlichkeit ist selten in der Politik, aber sie birgt auch eine Gefahr, insbesondere für die Grünen. Schroeren bestätigte mit seiner Äußerung all jene, die schon lange den Verdacht hegen, der Partei gehe es vor allem um Ideologie und nicht so sehr um die Sache.

Eigentlich spricht ziemlich viel für die Atomkraft. Auch wenn man den Abbau von Uran und den Bau der Kraftwerke in die CO<sub>2</sub>-Bilanz einbezieht, verursacht Atomstrom vergleichsweise wenig klimaschädliche Emissionen. Nicht nur China, [Russland](#) und Indien wollen neue Reaktoren bauen, auch in Großbritannien und Frankreich gibt es entsprechende Pläne. In Deutschland steuerte die Atomkraft dagegen zuletzt nur noch sechs Prozent zur Stromerzeugung bei.

## **Wer ändert schon gern seine Meinung?**

Den größten Anteil lieferte im ersten Quartal dieses Jahres ausgerechnet der Energieträger, dessen CO<sub>2</sub>-Bilanz am schlechtesten ist: die Kohle. Sie trug beinahe ein Drittel zur Stromerzeugung bei. Weil jetzt weniger Gas für die Stromerzeugung eingesetzt werden soll, könnte dieser Wert noch steigen. Dass Deutschland trotz der aktuellen Energieknappheit am Atomausstieg festhalten will, sorgt in anderen Ländern für Irritationen. „Ich mache nicht, was ich machen könnte, aber erwarte, dass andere liefern“ – so eine Haltung gehe nicht, rügte kürzlich EU-Binnenmarktkommissar [Thierry Breton](#).

Hinzu kommt: Deutschlands Strombedarf steigt. Elektroautos, Wärmepumpen, die Produktion von Wasserstoff für die Industrie: Für all das wird Strom gebraucht. Im vergangenen Jahr schätzte das Institut Prognos in einer Analyse für das [Wirtschaftsministerium](#), dass der Bedarf bis 2030 um 11 Prozent steigt, einen effizienteren Stromeinsatz schon vorausgesetzt.

In einer Umfrage des Instituts Civey sprachen sich kürzlich zwei Drittel der Befragten dafür aus, die Atomkraft noch mehrere Jahre zu nutzen. Jürgen Trittin ficht das nicht an. „Alle großen Energiekonzerne haben die Atomkraft abgehakt. Niemand will mehr in diese Technik investieren. Außerdem müssten die Meiler für einen längeren Betrieb zwingend sicherheitstechnisch hochgerüstet werden. Das wird nicht geschehen, für kein Geld der Welt. Das Thema ist durch – sorry Markus Söder.“ Der bayerische Ministerpräsident fordert längere Laufzeiten.



Idyll im Südschwarzwald: Und das soll so bleiben. Der Strom kommt ja aus der Steckdose. :Bild: epd

Für Florian Zimmermann ist die Debatte vor allem eines: menschlich. Der Professor an der Universität Bonn forscht zum Thema Verhaltensökonomie. Das Beharren auf einmal getroffenen Entscheidungen – keine Atomkraft, kein Fracking – sei eine „radikale Vereinfachungsstrategie. Wir wissen aus der Psychologie, dass der Mensch ein starkes Streben nach Konsistenz in seinen Handlungen hat.“ Politiker seien da nicht anders als der Durchschnittsbürger, so Zimmermann, im Gegenteil: „Für sie ist das Risiko eines Gesichtsverlusts noch größer. Sie haben eine Entscheidung getroffen, diese öffentlich vehement vertreten. Um davon abzurücken, braucht es schon ein einschneidendes Ereignis.“

Die Havarie des Atomkraftwerks in Fukushima 2011 sei ein solches gewesen. Danach beschloss bekanntlich die damalige schwarz-gelbe Koalition von [Angela Merkel](#) den Atomausstieg. Der Verweis auf Fukushima trägt heute allerdings nur noch bedingt. Japan holt derzeit und nach seine Meiler wieder ans Netz. 2030 soll die Atomkraft dort wieder 20 Prozent des Energiebedarfs decken.

## **Fracking-Debatte läuft an**

Während in Deutschland die Entscheidung näher rückt, ob die Atomkraftwerke zumindest einige Monate länger laufen sollen, steht die Diskussion über das Fracking noch am Anfang. Rund 3300 Gigawattstunden Gas importiert Deutschland derzeit täglich laut Bundesnetzagentur über verschiedene Pipelines. Zwar stammen nur noch etwa 15 Prozent der Importe aus Russland. Rund 40 Prozent des Gases kommt aus Norwegen, einen ähnlich hohen Prozentsatz machen die Lieferungen aus den Niederlanden und Belgien aus.

Doch die 15 Prozent russisches Gas zu ersetzen wird schwer, die Kapazitäten der anderen Länder sind weitgehend erschöpft. Norwegen liefere schon das absolute Maximum, ließ Ministerpräsident Jonas Gahr Støre Bundeskanzler [Olaf Scholz](#) (SPD) während dessen Besuchs in Oslo wissen. Nun richten sich alle Blicke auf das Flüssiggas aus weiter entfernten Ländern. Um den Jahreswechsel sollen die ersten beiden Terminals in Deutschland in Betrieb gehen, in Brunsbüttel und Wilhelmshaven. Und zwar unter Volllast, so haben es Habeck und die Energiekonzerne Uniper, RWE und EnBW vor wenigen Tagen vereinbart.

## Von wegen „Follow the Science“

Auf mittlere Sicht gäbe es, zumindest theoretisch, noch eine Alternative. Nach Schätzung der Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe verfügt Deutschland über 13 Billionen Kubikmeter Schiefergasvorkommen, von denen sich ein Zehntel fördern ließe. Gemessen am deutschen Gasverbrauch von zuletzt 90 Milliarden Kubikmetern könnte sich Deutschland etwa 14 Jahre lang komplett selbst mit Gas versorgen.

Doch die dafür nötige Technik, das Fracking, ist anders als in Amerika hierzulande verboten. Dass eine mit Umweltfachleuten besetzte Expertenkommission im vergangenen Jahr einen Bericht veröffentlichte, in dem sie das Risiko von Grundwasserverunreinigungen und Erdbeben als gering einstufte, hat an der deutschen Abwehrhaltung bislang nichts geändert. Nicht nur Politiker, auch die Mehrheit der Bürger lehnt in Umfragen Fracking ab. Derweil schreibt das Wirtschaftsministerium zu den geplanten Flüssiggasimporten lapidar: „In Lieferungen aus den USA wird auch Erdgas enthalten sein, das durch Fracking gewonnen wurde.“ Zu welchem Anteil, könne man nicht beziffern.

## Alles fürs Gewissen

Der Verhaltensforscher Florian Zimmermann hat neben dem Streben nach Konsistenz noch eine andere Erklärung: den Wunsch des Menschen nach einem positiven Selbstbild. „Für ein komfortables Leben neigen wir dazu, uns selbst zu täuschen. So nach dem Motto: Frackinggas importieren ist schon in Ordnung, die Amerikaner verkaufen es uns doch gerne. Außerdem ist es ja nur für einige Jahre.“ Aus allem auszusteigen, was im Ruf stehe, schmutzig zu sein, Atomkraft, Gas, Kohle, erlaube der Gesellschaft „ein gewisses Wohlgefühl“, so Zimmermann.

Dieses Wohlgefühl dürfte gleichwohl nur so lange anhalten, wie die Energieversorgung gesichert ist. Ob Deutschland auch mit den reduzierten Gaslieferungen aus Russland halbwegs gut durch den Winter kommt, ist noch nicht gesagt. Teuer wird es in jedem Fall. Auf Bürgerveranstaltungen wird Habeck mit dem Vorwurf konfrontiert, Energie künstlich zu verknappen, damit Deutschland sich international als ökologisches Musterland präsentieren könne.

Jürgen Trittin sieht das, wenig überraschend, anders: „Es ist ein Märchen, dass Deutschland auf einem Sonderweg ist. Alle großen Länder auf der Welt gehen in die Richtung Dekarbonisierung. Vielleicht nicht ganz so schnell wie wir, aber wenn China und die USA in die gleiche Richtung gehen, ist es dann Vorteil oder Nachteil, schneller zu sein?“

Doch auch dieser Weg dürft nicht frei von Widersprüchen sein. Für den Umstieg vom Verbrennungsmotor auf die Elektromobilität braucht es Lithium, viel Lithium. Deutschland importiert mehrere hundert Millionen Lithiumakkus im Jahr aus China. Zumindest ein kleiner Teil des Bedarfs könnte auch hierzulande gedeckt werden. Im Südwesten, genauer: im Oberrheingraben gibt es ein großes Lithiumvorkommen. Ein Unternehmen experimentiert bereits damit, wie sich der begehrte Rohstoff aus dem heißen Wasser in der Tiefe fördern lässt. 2025 könnte es losgehen. Doch ob Deutschland seine eigenen Vorräte wirklich nutzt, ist offen. Bürgerinitiativen mobilisieren gegen die Bohrungen.

Und dann ist da noch CCS, Carbon Capture and Storage. Mit dieser Technik können CO<sub>2</sub>-Emissionen unterirdisch verpresst werden, sie heizen dann nicht mehr die Atmosphäre auf. Norwegen wendet das Verfahren schon an, 3000 Meter unter dem Meeresspiegel. Die technologischen Fortschritte seien beeindruckend, lobte Scholz bei seinem Besuch in Oslo. Zur Frage, ob die Technik auch in Deutschland zum Einsatz kommen sollte, hielt er sich aber lieber bedeckt. Warum selbst CO<sub>2</sub> verpressen, wenn sich das Problem auch nach Norwegen exportieren lässt. Und der Atommüll kann ja dann vielleicht nach Finnland oder Schweden. Dort entstehen gerade die ersten Endlager für hochradioaktive Abfälle.

22 août (The Economist)

<https://www.economist.com/culture/2022/02/03/a-history-of-free-expression-charts-its-seesawing-progress>

Culture | The megaphone and the muzzle

## A history of free expression charts its seesawing progress

Repression leads to liberalisation and vice versa, says Jacob Mchangama



Feb 3rd 2022

**Free Speech.** By Jacob Mchangama. *Basic Books*; 528 pages; \$32 and £25

A global firestorm erupted in 2005 after the publication in a Danish newspaper of 12 provocative cartoons of the Prophet Muhammad. Jacob Mchangama, a Dane and then a young lawyer, was dismayed. In the Muslim world he watched states that rarely allowed protest of any kind encourage violent demonstrations. Those governments also redoubled their diplomatic efforts to define “defamation of religions” as a human-rights violation that should be banned everywhere.

He found the response elsewhere even more alarming. Respectable people across the Western world blamed the cartoonist and his editors, not the repressive forces that drove the newspaper staff into hiding. This was not what Mr Mchangama, the product of a confidently secular Nordic democracy, had expected.

As his new book recalls, free expression was suffering setbacks on other fronts, too. In the late 1990s, when he was a student, the internet presaged a glorious era of liberty for people who otherwise lacked money or power to speak and organise. The victory in 2008 of Barack Obama, an erstwhile outsider, marked a high point of those expectations. Even then, though, digital freedom was already in retreat. Authoritarian regimes proved adept at exploiting and policing social media for their own malign ends. Western governments were often heavy-handed in their regulation of extremist discourse. And the gigantic power wielded by a few tech companies was troubling, regardless of how they used it.

All this led Mr Mchangama (whose paternal forebears came from the Comoro Islands) to apply his legal mind to supporting intellectual liberty: by podcasting and founding a think-tank, and by studying free expression’s fluctuating fortunes over the past 25 centuries. His conclusions, presented in a crisp and confident march through Western history, are sobering.

His view that freedom of speech is under threat from many directions—and, politically, from both right and left—is not original. More distinctive is his determination to show the ebb and flow of liberty

as a dynamic process, under way at least since the era of ancient Greece. Accordingly, stringent repression of thought and speech becomes self-defeating and stimulates brave opponents. But great bursts of freedom also prove finite.

For example, the intellectual energy unleashed by the printing press and the Protestant Reformation was dissipated in waves of sectarian wars and mutual persecution. After the shock of the American and French revolutions, and the rise of Napoleon Bonaparte, Britain's establishment became severely repressive in the early 19th century. But a countervailing movement of liberal thought and debate, carried along by technological and social change, proved more powerful.

Yet that trend, too, had its limits and its hypocrisies. John Stuart Mill was a brilliant Victorian advocate of intellectual freedom, but he participated in, and defended, the colonial administration of India. And as Britain became more open and tolerant at home, it curbed liberty of expression in its overseas possessions, especially amid the rise of independence movements.

The effects of colonial repression continued to be felt long after colonialism ended, as the book shows. Laws dating from the British Empire have been used to stifle dissent in modern India, and recently in Hong Kong. Measures that strangle freedom can easily outlive the conditions that engendered them—as, luckily, can laws and constitutions that entrench liberty. In America, where the possibility of frank, productive debate seems threatened by cultural warfare, the constitution's First Amendment sets a limit on any faction's ability to muzzle its opponents.

The important thing, Mr Mchangama argues, is to read history correctly. For instance, in his view modern Germany has erred on the side of draconian regulations for “hate speech” on digital platforms, in part out of a well-meaning belief that the Weimar Republic was too complacent in allowing the poisonous ideology of Nazism to be aired. But that analysis of Hitler's rise is not borne out by the facts: in reality, the book maintains, the Weimar authorities did try, rather haplessly, to rein in the Nazis through curbs on freedom of expression. By contrast, they failed to act when Hitler's thugs committed acts of violence that should have led to prosecution.

## Keep it in the family

The historical lessons closest to the author's heart come from the classical era. He contrasts the robust free-speech culture of Periclean Athens with the mannered exchanges of ancient Romans, which were confined to a small elite. Central to the Athenian system, he says, were the concepts of *isegoria*—an equal entitlement to speak, for all classes of men—and *parrhesia*, the right to express even the most outrageous thoughts. He thinks these laudable notions, absent in ancient Rome, provide a yardstick to judge modern societies. (He might have added that the decline of Athenian democracy is as telling as its zenith: the city's internal affairs were manipulated by outsiders who exploited its openness—just as trolls, spies and lobbyists for autocrats do in democracies today.)

These parallels are instructive, but they raise a wider question about the circumstances in which virtually unbridled speech can flourish and be tolerated. Many groups, including families and friends, remain intact—and can absorb the noisiest of arguments—because of unspoken and often unconscious limits on the sayable, even the thinkable. That kind of informal system works best in smallish communities, such as the citizenry of ancient Athens or the political class of modern democracies. In a digital universe of billions, incorporating many religions and ideologies, no such commonality exists.

The result is that a cartoon which seems fair game to a Scandinavian intellectual can look, on the streets of Islamabad or Cairo, like an invitation to riot or even kill. Keeping legal restrictions on free expression to a minimum is a vital principle that ought to be sacrosanct. But it will not close that yawning gap.

22 août (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/08/18/russia-compels-religious-leaders-to-show-rapturous-support-for-war>

[Europe](#) | No room for doubt

## Russia compels religious leaders to show rapturous support for war

Should the pope meet Russia's patriarch?



Aug 18th 2022

During his three decades as chief rabbi of Moscow, Pinchas Goldschmidt presided over a spectacular revival of Jewish worship, education and culture in a land where prejudice against his community has deep roots. Now the Swiss-born rabbi, who has just stepped down and left the country, says, “There is fear in the hearts of the Jews of Russia.” This is not just the anxiety many Russians share about the war in Ukraine. It is the fear that the authorities, having hitherto kept the lid on anti-Semitism, could unleash it—especially if Jewish leaders resist pressure to act as cheerleaders for the Russian army.

The rabbi recalls that before the war it was just possible for a religious group in Russia to maintain “correct but distant” relations with the authorities. But now clerics of all stripes are being told they have to support the invasion. In a carefully worded statement explaining his departure that was published last month, the rabbi said, “I could not remain silent, viewing so much human suffering.” However, he continued, “It became clear that the Jewish community in Moscow would be endangered by me remaining in my position.”

Every religious group in Russia is feeling the Kremlin’s newly Manichean line towards faith. Patriarch Kirill (pictured), the head of the Russian Orthodox Church, echoes official justifications for the war and has come up with some of his own. Lately he has followed Vladimir Putin in deploring the federal structure of the Soviet Union (which they say led to its break-up) and suggesting that any future Russian empire must be unitary, like that of the tsars. Hilarion Alfeyev, his Western-educated external affairs chief, who had held off from actively supporting the war, was abruptly demoted in June and dispatched to a job as a bishop in Budapest.

Far worse punishments await ordinary clerics who speak out against the war—or simply decline to call it a “special military operation”, as the government demands. Two Russian Orthodox clerics face criminal charges for using religious arguments to denounce the war. One of them, Ioann Kurmoyarov, has been jailed in St Petersburg since June after posting a video in which he said that anyone “not disturbed by what is happening in Ukraine” could hardly be called Christian.

The loyal segment of Russia’s Muslim leadership has perhaps outdone the Orthodox church in the zeal of its pro-war pronouncements. Talgat Tadzhuiddin, a senior figure in Russian Islam whose rhetoric has always been fiercely anti-American, last month backed the Kremlin’s surreal claim to be engaging in the “denazification” of Ukraine. He said that the government should keep pursuing its war aims “so

as to leave no fascists or parasites anywhere near us, because in future there may not be enough pesticide”.

He and other state-backed Muslim leaders have presented the battle against Ukraine as a holy war, implying that soldiers who are slain on the battlefield will go to paradise. This matters because soldiers from Russia’s ethnic minorities, including many Muslims, are playing an outsized role in the campaign.

With big local congregations apparently toeing its line, Russia’s government is probably now hoping that their links with co-religionists can help it promote its propaganda abroad. In May it succeeded in drawing Islamic entrepreneurs and officials to an annual meeting in the city of Kazan in Tatarstan, a Russian republic where a majority of the population is Muslim. Participants came from more than 70 countries, despite the war. Many governments sent greetings. These included Turkey’s, which is run by Recep Tayyip Erdogan, a strongman in Mr Putin’s mould.

Maintaining diplomacy with Christians has proved somewhat more complex. Since the days of the cold war the Russian Orthodox Church has used the World Council of Churches (wcc), a forum based in Geneva, as a venue to offer the Kremlin’s view of the world. But the war in Ukraine has horrified Western churches. Rowan Williams, former leader of the world’s Anglicans, has called for the wcc to kick out the Moscow Patriarchate.

Next month Patriarch Kirill may meet Pope Francis on the sidelines of an interfaith gathering in Kazakhstan. The Holy See has strongly defended its determination to keep communicating with Russia’s spiritual leaders—a position that some Catholic and Orthodox prelates in Ukraine and other post-Soviet countries lambast as hopelessly naive.

The Vatican’s ideal scenario is for the spiritual masters of western Christendom and Russian Orthodoxy to jointly press secular leaders to make peace. But according to Tamara Grdzeldze, a theologian from Georgia who used to represent her country at the Holy See, the Vatican may well be overestimating Patriarch Kirill’s influence. If he were to soften his line on Ukraine, he would probably not stay patriarch for very long.

22 août (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/08/20/world/europe/olaf-scholz-germany-mahmoud-abbas.html>

## Germany's Stony-Faced Chancellor Faces Critics on Nearly Every Side

After eight months in office, Olaf Scholz is still struggling to find his footing, drawing questions over a tax scandal and criticism of his response to a Holocaust remark made at his side.



Chancellor Olaf Scholz speaking Friday at the town hall in Hamburg, where he was summoned to testify in a tax scandal. Credit...Clemens Bilan/EPA, via Shutterstock

By [Katrin Bennhold](#)

Published Aug. 20, 2022 Updated Aug. 21, 2022

BERLIN — First, he failed to immediately contradict the Palestinian leader who accused Israel of “50 Holocausts” as they stood together in Berlin. Then he was heckled by discontented voters calling him a “liar” and “traitor.” And on Friday, he was summoned to testify in the case of a major tax scam that took place when he was mayor of Hamburg.

Chancellor Olaf Scholz of Germany has had better days.

“Shame in the chancellery,” screamed one headline in the tabloid Bild this week, while the newsmagazine Spiegel ran an exasperated column about the chancellor’s hesitant communication style: “Scholz is silent.” Germany’s chancellor, the prominent podcast The Pioneer concluded, has had “a horrific week.”

Mr. Scholz’s most recent travails come on top of a rocky start to his chancellorship. Since [coming into office last December](#), he has struggled to find his footing as the head of Europe’s biggest democracy and as the successor of Angela Merkel, his former boss, Germany’s iconic chancellor for 16 years, a leader he likes to emulate.

His problems are not Germany’s alone. Given Germany’s economic and political power in Europe, weak leadership in Berlin has implications for leadership in the European Union as well, at a time when no other country could easily step into a vacuum. In neighboring France, the second-richest member state, President Emmanuel Macron recently lost his majority in Parliament.

Accused of being too aloof and passive in his communication, Mr. Scholz, a Social Democrat, has slumped in opinion polls since the election, falling far behind his popular vice chancellor and foreign minister, both from the Green party.

Abroad, too, his dithering has not gone unnoticed.

In February, Mr. Scholz surprised the world, and his own country, when he responded to Russia's invasion of Ukraine with a 100-billion-euro plan to rearm Germany, send weapons to Ukraine and end his nation's [deep dependence on Russian energy](#).

It was Germany's biggest foreign policy shift since the Cold War, what Mr. Scholz called a "[Zeitenwende](#)" – an epochal change – in a speech to Parliament that won applause for his leadership at home and abroad.



Mr. Scholz speaking before Parliament in February about the Russian invasion of Ukraine. Credit...Michael Sohn/Associated Press

But in the nearly six months since the invasion of Ukraine by President Vladimir V. Putin of Russia, Mr. Scholz has [ruled out](#) a gas embargo, saying it would be too costly. He is still dragging his feet on weapons deliveries to Ukraine. And according to a new report by the German Economic Institute, a Cologne-based think tank, Germany might fail – again – to meet the target of spending 2 percent of gross domestic product on defense agreed by N.A.T.O. members.

“Ever since the Zeitenwende speech it has just been a series of mishaps,” said Sudha David-Wilp, deputy director of the Berlin office of the German Marshall Fund. “Lots has been promised but when you look at what has actually been delivered it is underwhelming and we’re coming up to the six-month-anniversary of the war.”

“There is a lack of communication skills and a lot of hesitancy,” she added.

That hesitancy was on stark display on Tuesday when Mr. Scholz held [a joint news conference with the Palestinian leader Mahmoud Abbas](#). Asked whether he was ready to apologize for the Palestinian terrorist attack at the 1972 Olympic Games in Munich that killed 11 Israeli athletes, Mr. Abbas launched into a tirade against Israel's treatment of Palestinians.

“Between 1947 and today Israel has committed 50 massacres in 50 Palestinian locations,” he said, before adding, “50 massacres, 50 Holocausts.”

A stony-faced Mr. Scholz listened but did not verbally respond. He shook Mr. Abbas' hand when his spokesman wrapped up the news conference immediately after.

Criticisms of Mr. Scholz came swiftly.

“Such remarks cannot be allowed to stand,” said Josef Schuster, president of the Central Council of Jews in Germany. “It is scandalous that a relativization of the Holocaust is not contradicted, especially in Germany, during a news conference in the federal chancellery.”



Mr. Scholz and the Palestinian leader Mahmoud Abbas at their news conference in Berlin this week. Credit...Lisi Niesner/Reuters

Prime Minister Yair Lapid of Israel, the son of a Holocaust survivor, called it “a moral shame” that the comments were made on German soil. Friedrich Merz, the leader of Germany’s conservative opposition, called Mr. Scholz’s failure to speak up “beyond belief.”

“The chancellor should have clearly contradicted the Palestinian president and asked him to leave,” Mr. Merz said.

Mr. Scholz did eventually react, telling the tabloid Bild later that evening that “any relativization of the Holocaust is insufferable and unacceptable.” But it was not until the next morning that he sent out a tweet from his own account.

“I am deeply outraged about the unspeakable comments of the Palestinian President Mahmoud Abbas,” he wrote. “I condemn any attempt to deny the crimes of the Holocaust.”

Mr. Scholz’s spokesman, Steffen Hebestreit, tried to take the blame for wrapping up the news conference too quickly. But he failed to convince German media, which spied another reason for Mr. Scholz’s lack of responsiveness.

“The apathetic figure he cut alongside Mahmoud Abbas was unworthy of a German Chancellor,” an editorial on the news website T-Online said. “The public needs a chancellor able to focus 100 percent on navigating the country through some exceedingly choppy waters. But a story from Scholz’s past is refusing to go away and that is currently preoccupying his mind.”

Mr. Scholz has come under increasing pressure over allegations that he helped a private bank evade a 47 million-euro tax payment to the city of Hamburg in 2016, when he was mayor. After initially denying that he met privately with one of the co-owners of the M.M. Warburg Bank, Mr. Scholz was forced to admit that they did meet after the banker’s personal calendar indicated as much.



Protesters in Hamburg on Friday, where Mr. Scholz appeared before a parliamentary committee. Credit...Daniel Bockwoldt/Agence France-Presse — Getty Images

Summoned by Hamburg lawmakers for the second time on Friday, Mr. Scholz reiterated that he did not recall what he and a bank executive talked about but insisted that there had been “no political influencing” of the tax procedure.

“There was nothing,” he said.

“I don’t believe a word the chancellor says,” Friedrich Merz, the leader of the opposition conservatives, told a newspaper on Friday. “There is hardly anyone in Germany that buys his many memory lapses.”

Along with the challenges of rising inflation, slowing economic growth and potential gas shortages — Russia’s state-owned gas company Gazprom announced Friday that gas flows to Germany would temporarily stop again at the end of the month — the accumulation of problems big and small haunting the German chancellor have weighed on his popularity.

Earlier this week he was heckled and booed by a mix of left-wing and right-wing protesters, whose angry slogans drowned out his promise of tax relief on higher gas payments during a visit in an eastern German town. Several political observers warn of a winter of protests, as Germans feel the pain of higher heating costs.

Less than one in five Germans would now vote for Mr. Scholz’s Social Democrats, according to a poll released Friday. Instead, if an election were held today, the conservatives would beat them.

“Most Germans thought he was the man who was best prepared for the job, but it seems he wasn’t really ready,” Ms. David-Wilp said of Mr. Scholz. “He may be a great bureaucrat and a responsible politician, but he hasn’t really shown the communication skills and nuances needed to be the leader of Europe’s biggest economy.”

***Christopher F. Schuetze contributed reporting.***

22 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/22/425866-limportance-du-droit-naturel-dans-lordre-juridique>

22 août 2022

## L'importance du droit naturel dans l'ordre juridique

[Raphaël Roger](#)

**Le droit naturel ou jusnaturalisme est un mode de pensée juridique qui s'oppose au droit positif, au positivisme.**

Le droit naturel ou *jusnaturalisme* est un mode de pensée juridique qui s'oppose au droit positif, au *positivisme*. Dès lors ici, le droit n'est pas ce qui est posé par l'autorité habilitée à le faire, mais le droit naturel se trouve être, [selon Serge Braudo](#) :

*« L'ensemble des droits que chaque individu possède du fait de son appartenance à l'humanité et non du fait de la société dans laquelle il vit. Le droit naturel, qui comprend notamment, le droit à la vie, et à la santé, le droit à la liberté, comme le droit de propriété ; il est inhérent à l'humanité, universel et inaltérable, alors même qu'il n'existe aucun moyen concret de le faire respecter. »*

# L'histoire du droit naturel

Son histoire moderne commence au Moyen Âge. Le droit naturel constituera selon Michel Villey « *une révolution copernicienne du droit* ». La révolution du droit naturel se fera avec Hugo Grotius et l'École du droit naturel. Le *jusnaturalisme* va se poursuivre avec [Samuel von Pufendorf](#), Hans Julius Wolff, [Thomas Hobbes](#), [John Locke](#) et Gottfried Leibniz, transformant en profondeur la conception traditionnelle du droit. Par exemple, selon une conception classique du droit naturel propre à [Saint-Thomas](#), le droit naturel résulte de l'observation de la nature extérieure à l'Homme.

Le droit naturel classique trouve sa source dans l'observation des individus, permettant alors de déterminer des normes par essence perfectives et muables, comme peut l'être la nature humaine. L'[École de Salamanque](#) avec Suarez va modifier en profondeur cette conception classique, notamment en insistant sur le caractère rationnel des lois naturelles issues de la raison individuelle de l'Homme. Ainsi, et de manière plus radicale sous les écrits de Pufendorf, les normes du droit naturel résultaient d'une logique aboutissant à des règles concrètes directement applicables.

Pour les auteurs du jusnaturalisme moderne comme Grotius, le droit naturel forme un système complet et cohérent fondé sur des axiomes.

Le premier de ces axiomes est le devoir de sociabilité de l'Homme qui doit entrer en relation avec ses semblables.

De cela découlent trois principes :

1. Ne pas porter atteinte au bien d'autrui (respect du droit de propriété)
2. Respecter la parole donnée (respect des engagements contractuels)
3. Réparer le dommage commis par sa faute (responsabilité civile)

C'est grâce aux jusnaturalistes modernes que va se fonder une théorie générale du droit de [propriété](#), en consacrant la liberté contractuelle et le consensualisme et en faisant du contrat l'institution

humaine à l'origine de la propriété et de l'ensemble de la société (théorie du contrat social), exaltant aussi la puissance de la volonté humaine capable de se donner ses propres lois (cf J.L Halpérin).

Outre qu'elle va inspirer les différents projets de Code civil de 1792, 1793, 1796, 1798 et 1804, la révolution du droit naturel va surtout avoir un impact important sur les Déclarations de droits de 1776 et 1789, issues des Révolutions américaine et française.

Selon [Blandine Barret-Kriegel](#) :

*« L'idée de loi naturelle implique l'existence d'une règle de justice immuable, inscrite dans l'Univers à laquelle, indépendamment des lois positives, antérieurement ou parallèlement aux conventions civiles, les hommes doivent, dans leurs rapports réciproques, se conformer ».*

En ce sens que « le droit naturel est l'idée d'un droit qui respect une règle de nature », structurant les rapports objectifs entre les individus d'une cité.

## Qu'est-ce que le droit naturel

[Javier Hervada](#), jusnaturaliste contemporain, permet de mieux saisir la puissance de ce droit naturel. Se plaçant dans la droite file de Grotius et Pufendorf, il affirme :

*« La science du droit a comme finalité fondamentale que la société soit juste, d'une justice réelle et concrète qui consiste à respecter et à donner à chaque homme son droit ».*

Selon lui, le but du juriste est de révéler ce qui est juste, l'injuste est ce qu'il nomme la lésion du droit, donc le droit est le juste.

Selon lui, le « droit naturel est tout droit que l'homme possède en vertu de sa nature, de sa condition de personne. Il s'agit de l'ensemble des choses qui lui appartiennent de droit et qu'il possède par lui-même et non pas par concession » de la part des institutions. Le droit est donc ce qui est juste. L'injustice lèse le droit naturel, d'où l'existence de lois injustes.

Des lois peuvent être valides mais pour autant être injustes, car elles porteraient atteinte à notre droit naturel, par exemple « en attribuant des choses à des personnes différentes de celles à qui elles étaient attribuées antérieurement par le droit naturel, ou alors parce qu'elles nient la titularité d'une chose à quelqu'un qui la tient du droit naturel, ou parce qu'elles attribuent des choses à ceux qui ne peuvent pas en être titulaires par le droit naturel ».

Le rôle de la justice n'est pas alors d'octroyer des droits, mais de donner ce qui s'y réfère lorsqu'ils ont été entravés ou lésés. En ce sens que la justice agit selon une répartition déjà faite, elle ne répartit pas les choses, elle rend à chacun son droit, son dû. Pour dire si une personne a des droits ou non, il faut selon Hervada déterminer le titre et la mesure du droit. Le titre est l'origine du droit en question (contrats, nature humaine, coutume etc). La mesure permet de déterminer l'étendue de ce droit.

Aucun droit n'est illimité. Ainsi, déterminer le juste, c'est ce qui correspond au titulaire du droit, ni plus ni moins. Il faudra ensuite déterminer le fondement du droit, c'est-à-dire ce en vertu de quoi un sujet peut être sujet de droit ou de droits déterminés. Pour Hervada aussi, le droit naturel préexiste au droit positif en ce sens que « sans le droit naturel, le droit positif est dépourvu du présupposé nécessaire à son existence » car « si le droit positif existe, il est évident que l'homme est naturellement sujet de droit ».

Les deux sont liés : le droit positif ne peut exister sans droit naturel. On le voit, chez Hervada, le droit naturel découle de la raison humaine, de la syndérèse, la loi naturelle est donc un énoncé de la raison.

Pour illustrer encore le droit naturel, il conviendra de se pencher sur *L'Éthique de la Liberté* de [Murray Rothbard](#).

En effet, selon lui :

*« La loi naturelle fournit un ensemble objectif de normes éthiques pour évaluer les actions humaines à tout moment et en toutes circonstances. La loi naturelle est, dans son essence, une éthique profondément radicale car elle projette l'éclairage cru et impitoyable de la raison sur le statu quo existant, lequel peut violer la loi naturelle de façon massive ».*

Comme le relève Rothbard :

*« La seule existence d'un Droit naturel accessible à la raison constitue une menace considérable pour le statu quo et une mise en cause permanente pour toute domination reposant sur la tradition aveugle ou le caprice arbitraire de l'appareil d'État ».*

Armé des principes moraux du droit naturel, *« l'individu dispose d'un fondement solide pour critiquer les institutions et régimes existants et pour les soumettre à l'impitoyable éclairage de la raison ».*

On le voit alors nettement, la théorie du droit naturel est intrinsèquement liée à la liberté tant elle exprime des principes universels, invariables, immuables tels que la propriété ou le consensualisme, fondant les principes de justice absolus.

22 août (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/08/22/371016-pourquoi-il-faut-sopposer-au-revenu-universel>

22 août 2022

## Pourquoi il faut s'opposer au revenu universel

Un système social optimal ne repose pas sur l'instauration du revenu universel. Ce serait un système reposant sur la liberté individuelle et refusant donc l'exercice de la coercition, qu'elle soit privée ou légale.

**Par Pascal Salin.**

Les difficultés économiques actuelles suscitent évidemment des suggestions pour essayer de surmonter ces difficultés. Mais elles sont aussi l'occasion pour certains de profiter de cette situation pour essayer de faire admettre des propositions de politique économique auxquelles ils tenaient bien avant la crise économique actuelle.

Tel est le cas de ceux qui se déclarent en faveur de [la création d'un revenu universel](#), c'est-à-dire un montant de ressources auquel tous les citoyens auraient droit.

# Deux arguments essentiels contre le revenu universel

Tout d'abord un argument de principe : le revenu universel suppose que ses bénéficiaires ont [des droits sur autrui](#). Or, ce qui est justifié d'un point de vue éthique c'est que les droits de propriété légitimes sur les ressources proviennent des efforts des individus pour créer ces ressources.

Il est immoral de prétendre que d'autres personnes ont des droits sur ces ressources. Par ailleurs il ne faut pas confondre les actes de charité volontairement faits par les propriétaires de ressources, par exemple pour des personnes pauvres – ce qui est louable – et [le transfert de ressources par l'usage de la contrainte publique](#), ce qui doit être considéré comme immoral.

L'autre argument contre le revenu universel est de nature pragmatique (et non contradictoire avec l'argument éthique ci-dessus). Les bénéficiaires du revenu universel sont [incités à ne pas faire d'efforts productifs](#) ; par ailleurs, les impôts prélevés sur les autres citoyens pour financer le revenu universel diminuent leurs incitations productives.

En découle donc une moins grande production de biens et services, d'où il peut résulter une plus grande pauvreté de certains. On donne alors à ces derniers un revenu universel et l'on se trouve dans [un cercle vicieux de diminution de la production et d'augmentation des transferts](#).

## Alternatives

Certes il est vrai que si l'on substitue le revenu universel à une très grande variété d'aides – que l'on nomme à tort des « [aides sociales](#) » – on respecte mieux la liberté de choix des bénéficiaires de ces aides : ainsi ils choisissent le domicile qui leur convient au lieu d'habiter dans un « [logement social](#) ».

Mais cela ne constitue pas pour autant une justification du revenu universel : pourquoi favoriser la liberté de choix de certains aux dépens de la liberté d'usage de leurs ressources (y compris la liberté d'être charitable) par ceux qui doivent financer ces transferts ?

Milton Friedman a préconisé ce qu'il a appelé [l'impôt négatif](#) précisément pour qu'il remplace toutes les aides sociales et permette aux bénéficiaires d'avoir une plus grande liberté de choix. Mais on doit reconnaître que [Milton Friedman](#), qui a défendu beaucoup d'idées libérales d'une manière remarquable, peut tout de même être contesté à ce sujet.

## Le choix de la charité

Un système social optimal ne repose donc évidemment pas sur l'instauration d'une réforme telle que le revenu universel. Mais ce serait un système reposant sur la liberté individuelle et refusant donc l'exercice de la coercition, qu'elle soit privée ou légale.

Dans un univers de liberté, le sentiment de solidarité peut fort bien exister et l'Histoire de l'humanité montre bien qu'il a toujours existé des individus sensibles aux difficultés d'autrui et donc disposés à avoir un comportement charitable (par exemple par l'intermédiaire des mouvements religieux).

Or l'existence d'une prétendue solidarité sociale est en fait bien souvent la conséquence des propositions des hommes politiques pour être élus car on trouve toujours une majorité pour spolier une minorité. Mais elle a pour conséquence de faire disparaître [l'esprit de charité volontaire](#).

Par ailleurs on doit admettre que tout individu dispose normalement des capacités d'avoir des activités productives qui lui permettent de vivre. Certes, certains ont une totale incapacité productive d'ordre physique ou intellectuel.

Mais on peut imaginer que, dans une société totalement libre et sans transferts publics, les parents prendraient une assurance pour leurs enfants avant même leur naissance pour qu'ils puissent disposer de ressources vitales si jamais ils ont une incapacité productive totale. Les gens libres savent trouver des solutions.

22 août (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/economie/hausse-des-taux-ce-nest-quun-debut-la-chronique-de-hakim-el-karoui>

Identités

## «Hausse des taux: ce n'est qu'un début» – la chronique de Hakim El Karoui

Par [Hakim El Karoui](#)

22 août 2022 à 11h22

**L'Europe continue de danser sur un volcan : celui des déficits budgétaires que l'on n'ose pas réduire pas plus que l'on ne se décide à augmenter vraiment les taux d'intérêt de peur de casser la croissance**

L'été est traditionnellement dangereux [sur les marchés financiers](#): les transactions sont plus faibles que le reste de l'année, la volatilité plus grande et c'est le moment où certains fonds prennent des positions risquées pour maximiser leur rendement. Cette année pourtant, après une baisse au premier semestre jamais vue depuis la crise de 2008, l'été est clément. Mieux, il est même encourageant, comme si les investisseurs pensaient que le plus dur était derrière nous, encouragés qu'ils étaient par les excellents résultats semestriels des grandes entreprises européennes.

**Las, cet optimiste pourrait ne pas durer car l'Europe continue de danser sur un volcan : celui des déficits budgétaires que l'on n'ose pas réduire pas plus que l'on ne se décide à augmenter vraiment les taux d'intérêt de peur de casser la croissance. L'Europe a donc choisi de ne pas choisir :** les taux remontent mais très lentement et restent très bas. Ils atteindront peut-être 1,5 % à la fin de l'année quand [l'inflation est de 9 %](#) (environ 5 % si on retranche les hausses de prix conjoncturelles liées à [la guerre en Ukraine](#) notamment). **Et ce n'est pas la baisse de l'euro qui contribue à importer de l'inflation qui va améliorer la situation**, au contraire des Etats-Unis où le dollar fort la fait baisser.

*Certes, l'inflation fait rentrer dans les caisses de l'Etat plus d'argent que prévu et masque légèrement ces colossales dépenses mais les faits sont là : l'Europe fonctionne toujours sur le mode du « quoi qu'il en coûte » et n'a pas entamé le virage économique qui lui permettra de lutter contre l'inflation*

« **Quoi qu'il en coûte** ». Dans le même temps, **les Etats de la zone euro continuent de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens par la dépense publique** : la France ne fait pas exception, elle est même en avance sur les autres en la matière. Le récent texte voté en juillet sur le sujet en témoigne. Certes, l'inflation fait rentrer dans les caisses de l'Etat plus d'argent que prévu et masque légèrement ces colossales dépenses mais les faits sont là : l'Europe fonctionne toujours sur le mode du « quoi qu'il en coûte » et n'a pas entamé le virage économique qui lui permettra de lutter contre l'inflation.

Pourquoi est-ce possible ? Parce qu'une petite musique s'est installée, au sein des gouvernements – on y est habitué – mais aussi des marchés – c'est plus surprenant : l'inflation va disparaître sans que l'on ait fait refroidir la machine économique. On sait pourtant que c'est très probablement faux. Pourquoi cet aveuglement ? Parce que les Européens ont gagné moins d'argent pendant la Covid que les Américains (ils ont

notamment beaucoup moins investi en Bourse) et ne sont pas prêts à accepter de se serrer la ceinture. **Que faudrait-il faire en effet ? Accepter une baisse de pouvoir d'achat temporaire, avec des politiques budgétaires restrictives et une hausse des taux beaucoup plus rapide et prononcée que l'actuelle.**

Pourquoi n'échapperons-nous pourtant pas à une période de politique économique restrictive ? Parce que [le changement climatique](#), la nouvelle donne énergétique créée par l'agression russe en Ukraine et derrière le découplage segmenté des économies américaines et chinoises vont faire augmenter les prix. **Si on ne fait rien rapidement, l'inflation ne sera pas la mauvaise surprise conjoncturelle de la sortie de Covid, elle sera notre compagne structurelle pour longtemps. Et elle fera vraiment mal.**

22 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/guillaume-pitron-le-numerique-represente-une-pollution-toujours-plus-importante-20220821>

## Guillaume Pitron: «Le numérique représente une pollution toujours plus importante »

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié hier à 16:39, mis à jour hier à 19:04



Un des plus grands *data centers* (centres de données) de la planète, au sud de Pékin, s'étend sur une surface équivalente à celle de 110 terrains de football. *Adobesot377475380*

**ENTRETIEN - Le journaliste et réalisateur, spécialiste de la géopolitique des matières premières\*, souligne une contradiction de l'époque : vanter l'écologie et utiliser de façon effrénée le numérique sans se soucier des conséquences négatives sur le climat.**

**LE FIGARO. – Pourquoi jugez-vous que le numérique est une source de pollution oubliée ?**

**Guillaume PITRON.** – Les mots du web sont souvent ambigus. Le terme « cloud » laisse penser que les espaces de stockage dans lesquels nous accumulons nos données (documents Word, photos, vidéos, contenus numériques) seraient des espaces éthérés et cotonneux, sans existence matérielle. La réalité du *cloud* est bien différente. Ce sont des serveurs empilés dans des étagères, elles-mêmes rangées dans des centres de stockage de données, qui sont des entrepôts dont le nombre s'élève aujourd'hui à 3 millions. L'un des plus grands data centers (centres de données) de la planète, au sud de Pékin, s'étend sur une surface équivalente à celle de 110 terrains de football. La réalité du *cloud* est donc bien différente de ce qu'évoque son nom. Le terme de « dématérialisation » est également ambigu : la grande promesse de la révolution numérique est de pouvoir s'enrichir en limitant l'impact matériel de l'économie numérique, mais c'est en partie un leurre. On retrouve aussi une ambiguïté dans l'expression « réalité virtuelle », comme si elle ne comprenait aucune autre matérialité que celle des casques.

**Le téléphone est un bijou de simplicité et de pureté. Or, comment ce qui est beau peut-il être sale à la fois ?**

*Guillaume Pitron, journaliste et réalisateur*

L'ambiguïté la plus intéressante est peut-être celle véhiculée par le téléphone portable. Quel va être notre seul contact physique avec l'univers matériel du web ? C'est un téléphone. Qui va aller voir comment on dépose un câble internet sous-marin le long d'une côte française ? Qui va assister au décollage d'une fusée transportant une constellation de satellites ? Qui va pénétrer dans un *data center* ? Très peu de monde. Ce téléphone, qui est notre seul contact physique avec internet, est un bel objet et il a été pensé comme tel. Steve Jobs, quand il industrialise le premier iPhone, demande à ses

équipes de concevoir un téléphone inspiré de l'esthétique d'un temple bouddhiste zen japonais, dont les formes sont épurées. Il considère qu'il s'agit de la perfection esthétique et il veut que ses téléphones soient à l'image de ces temples. Résultat : le téléphone est un bijou de simplicité et de pureté. Or, comment ce qui est beau peut-il être sale à la fois ? Nous tenons entre les mains un objet qui crée une ambiguïté car cette perfection esthétique nous empêche de concevoir l'infrastructure numérique - dont le téléphone n'est qu'une porte d'entrée - comme étant ce qu'elle est, c'est-à-dire aux antipodes de la pureté du téléphone puisqu'elle est sale, et aux antipodes de la simplicité de l'utilisation de l'iPhone puisque cette infrastructure numérique est d'une complexité d'utilisation inimaginable.

L'ensemble de l'infrastructure internet, selon *Greenpeace*, est en passe de devenir la chose la plus vaste que l'homme ait jamais construite : c'est une infrastructure à la fois sous-marine avec un véritable réseau amphibie constitué de câbles sous-marins (1,2 millions de km), terrestre (câbles, centres de stockage des données), et de plus en plus spatial avec une montée en puissance de l'internet de l'espace qui vient redonder l'internet qui se trouve dans les mers. La crise ukrainienne a accéléré cette dynamique car on craint que les infrastructures sous-marines ne soient sectionnées par des puissances ennemies. La menace russe consistant à sectionner des câbles sous-marins est prise au sérieux par les occidentaux. L'ensemble du numérique représente 10% de l'électricité mondiale, 4% des gaz à effet de serre ; c'est un impact matériel très fort (trois fois l'empreinte matérielle d'un pays comme la France ou la Grande-Bretagne). Il faut ajouter à cela les mines exploitées pour extraire les métaux qui servent à la fabrication des téléphones.

**Vous parlez de « dématérialisation » et effectivement elle s'intensifie chaque jour, du ticket de caisse envoyé par mail aux interfaces administratives. Sauvera-t-on la planète en ayant un recours massif aux technologies numériques ? Le papier est-il plus polluant que le mail ?**

Non, nous ne sauverons pas la planète en ayant un recours massif au numérique car internet, et le numérique en général, représente une pollution toujours plus importante. Les chiffres que j'ai donnés datent d'avant le Covid, c'est-à-dire avant les apéros et les réunions Zoom et l'accélération du *e-commerce* comme du télétravail. Avant la pandémie, on estimait que la consommation énergétique du numérique serait multipliée par deux à l'horizon 2025 : on parle de 20% de consommation de l'électricité, de 7 à 8% des émissions des gaz à effet de serre. Nous sommes sur une tendance négative, avec une hausse de l'empreinte du numérique. Cela pose d'ailleurs la question importante du paradoxe de la nouvelle génération : elle est la « génération climat », mais également celle qui utilise à outrance ces outils numériques dont elle ne comprend pas toujours les impacts écologiques. Difficile, compte-tenu de cette dynamique, de parler d'un numérique respectueux de l'environnement. Cela ne veut pas dire que l'on doit refuser cette technologie. On a besoin des téléphones, des *clouds*, des services numériques pour travailler. Le problème vient plutôt de notre utilisation irraisonnée du numérique. Nous l'utilisons sans aucune espèce de parcimonie, allant jusqu'à parler de crypto-monnaies, de NFT (*non fungible tokens*, en français jetons non fongibles), de métavers, qui sont des technologies dont l'utilité sociale reste à démontrer et dont l'impact environnemental est colossal. De nouveaux usages numériques vont continuer à émerger tous azimuts sans que jamais nous ne réfléchissions à leur utilité politique, sociale, humaine. Il faut mettre en rapport les opportunités et les coûts environnementaux qu'ils représentent.

Aujourd'hui, on entend parler d'un numérique allié de la planète. À la COP25 à Glasgow par exemple, il a été dit que l'on ne pourrait se passer de l'intelligence artificielle pour sauver le climat. Le gouvernement, dans sa feuille de route « Numérique et environnement », publiée en 2021, réaffirme que « la transition écologique sans le progrès numérique est impossible ». Le numérique peut être un allié de l'environnement, ne serait-ce que pour évaluer et modéliser d'ici la fin du siècle l'impact du réchauffement climatique sur les écosystèmes, mais il n'a jamais été pensé comme tel. Les discours qui se verdissent autour de l'usage du numérique sont abusifs ; ce n'est pas dans l'ADN du numérique de se préoccuper de l'environnement, ou bien c'est toujours à la marge. Ne soyons pas naïfs : l'essentiel de l'activité du numérique est de générer du profit.

La comparaison entre papier et numérique est compliquée mais révélatrice. Le numérique est un allié de l'environnement si j'envoie un email à la place d'une lettre : un email c'est environ 15g de CO2 - soit environ 130 mètres parcourus par une voiture neuve en Europe. Mieux vaut donc envoyer un email qu'une carte postale dans ces conditions : cela fera moins de papier, moins d'encre, moins de voitures qui se déplacent. Mais il est bien malaisé d'établir une comparaison comme celle-ci. Pourquoi ? Parce qu'il ne faut pas comparer une carte postale face à un email, mais nos cartes postales face aux 319 milliards de mails que nous nous envoyons chaque jour dans le monde. Il faut donc mettre face à cette utilisation numérique moins polluante, l'inflation du nombre de messages que permet le numérique.

## **C'est donc l'immédiateté permise par internet qui pose problème au fond ?**

J'ai eu mon premier forfait téléphonique en 2000 et il s'agissait un forfait limité. J'avais le droit à 20 SMS par mois ; aujourd'hui, j'envoie parfois 20 SMS par heure. Le numérique engendre une inflation de nos usages et une surconsommation de tous ces outils. Le numérique nous permet de nous comporter comme des nouveaux riches : nous surconsommeons au risque de gaspillage. L'immédiateté est le problème dans cette affaire.

En octobre dernier, Facebook a subi une panne pendant sept heures : c'est cataclysmique ! Internet a en effet ordre de ne jamais s'arrêter. Aujourd'hui, si un fournisseur de service *cloud* subit des interruptions de service plus de 24 minutes par an (soit trois secondes par jour), il n'est plus considéré comme un opérateur crédible.

Pourquoi? Car nous exigeons tous cette immédiateté qui permet d'envoyer un email et regarder une vidéo de chat à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Pour y répondre, l'industrie du numérique travaille dans l'ombre et fait en sorte que les maillons centraux de l'infrastructure, les *data centers*, fonctionnent en permanence. Cela a des conséquences : les câblages électriques sont redondés car, si une alimentation électrique tombe en panne, une autre prend automatiquement le relais. En plus de cela, il y a des générateurs d'électricité à diesel au cas où les deux premières alimentations électriques ne fonctionneraient pas. Enfin, vous avez des *data centers miroir* : si le *data center A*, malgré le luxe de précaution tombe tout de même en panne, l'autre *data center* prend le relais. La plupart du temps, ce *data center B* tourne et ne sert à rien. Or c'est la seule manière de satisfaire l'exigence d'immédiateté du consommateur. Les *data centers*, pour certains d'entre eux, sont même installés sur des plaques tectoniques différentes en cas de tremblement de terre. Les messageries Gmail sont stockées dans six ou sept endroits différents de la planète.

Résultat : la gabegie d'électricité est colossale : on fait tourner une partie de l'infrastructure qui, de fait, ne présente aucune utilité, si ce n'est de nous rassurer quant à la possibilité d'envoyer un email immédiatement et satisfaire nos pulsions. C'est véritablement ce calcul qu'il faut faire quand on réfléchit au coût d'un email. Ce qui coûte d'un point de vue écologique, c'est de vouloir tout, tout de suite, tout le temps. Si moi, consommateur, je suis dans l'attente d'un service qui soit tout le temps et tout de suite disponible, cela a un coût écologique : l'infrastructure obéit à cette injonction et s'organise pour le consommateur qui ne supporte par la frustration.

## **Est-ce qu'un futur plus respectueux de l'environnement est envisageable, en sachant que le monde continue à se numériser?**

Une autre informatique est possible. 70% de la pollution d'internet est due à la fabrication des interfaces : il y a 34 milliards d'interfaces sur terre (ordinateurs, portables, tablettes). Leur fabrication à base de métaux (dans un téléphone portable, il y a jusqu'à 70 métaux) est polluante. Il faut d'abord s'attaquer à l'informatique elle-même et à la façon dont elle est conçue. Il faut rallonger la vie des produits et favoriser leur recyclage. Il faut mettre en place des pratiques vertueuses au niveau de nos interfaces, notamment en développant le *sourcing* éthique des métaux. Il faut s'assurer qu'ils aient été extraits dans des conditions soucieuses de l'homme et de l'environnement notamment en RDC où des enfants creusent à la force de leurs muscles pour aller chercher du cobalt dans les mines du Katanga. Si les entreprises mènent des enquêtes pour s'assurer que les sous-traitants extraient les métaux dans de bonnes conditions, il y aura déjà un immense progrès. Si ensuite on éco-consomme les téléphones, c'est-à-dire qu'on les fabrique en optimisant leur recyclage ; si on les collecte ; si on allonge leur durée

de vie en changeant leur batterie, en faisant en sorte qu'ils soient modulables ; alors l'empreinte du numérique serait nécessairement limitée. La loi REEN, du 15 novembre 2021, est la première loi au monde visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et constitue un progrès en ce sens.

Mais cela ne suffira pas, car l'Etat français poursuit une logique quelque peu schizophrène en vertu de laquelle il encadre par la loi l'aggravation des impacts environnementaux du numérique dont il facilite pourtant le déploiement, *via* le développement de la technologie 5G par exemple.

### **Pourquoi les Européens se rendent compte avec désarroi qu'ils sont en retard par rapport aux Chinois avec les antennes 5G et pourquoi font-ils tout leur possible pour tenter de les rattraper ?**

*Guillaume Pitron*

Une approche beaucoup plus radicale consisterait à interroger les principes politiques et économiques qui régissent le numérique. Ainsi le modèle économique d'Internet est celui de la gratuité. Aujourd'hui, si c'est gratuit, c'est que l'utilisateur est le véritable produit. On a l'illusion de se connecter à un réseau social gratuitement mais en réalité, on acquiesce à la ponction de nos données qui permet de générer des publicités ciblées. Or la gratuité génère la surconsommation. D'où la question: faut-il remettre en cause ce modèle économique? Une interrogation scandaleuse car nous nous poursuivons aujourd'hui l'objectif de réduction de la fracture numérique, permis par un accès peu ou pas onéreux aux services numériques. Faut-il conserver une gratuité totale pour certains usages ? Il y a aujourd'hui un internet utile et un internet futile. L'internet utile, c'est l'hôpital connecté ; l'internet futile, c'est l'énième application de jeux. Nous pouvons collectivement poser une hiérarchie entre ces usages et considérer que les ressources minérales, électriques, énergétiques doivent être réservées en priorité à certains. On pourrait, demain, imaginer un internet à deux vitesses selon qu'on utilise cette technologie à des fins considérées comme utiles au bien commun ou non.

### **Dans ces conditions, comment expliquer l'absence de discours à ce sujet dans le débat public ?**

Aujourd'hui, l'accès au numérique et la maîtrise des infrastructures numériques sont des enjeux de souveraineté technologique et géopolitique, de croissance et de pouvoir économique. Pourquoi les Européens se rendent compte avec désarroi qu'ils sont en retard par rapport aux Chinois avec les antennes 5G et pourquoi font-ils tout leur possible pour tenter de les rattraper ? Ils ne savent pas encore précisément à quoi leur servira la 5G, et en réalité elle sera certainement plus utile aux entreprises qu'aux particuliers. Ils y vont car ils ne veulent pas se laisser dépasser par les Chinois qui maîtrisent la 5G mieux que nous. Ils sont capables d'accélérer dans l'internet des objets, peut-être demain dans l'internet des corps, des sens, l'internet de tout, et surtout de nous proposer leurs propres technologies dans lesquelles ils peuvent nicher toutes sortes de dispositifs espion dont on ne veut pas. À défaut d'avoir les leurs dans ces conditions, on préfère avoir les nôtres. On ne sait pas réellement ce que nous allons en faire mais nous ne serons pas en retard. Il en va de notre souveraineté technologique, géopolitique et de notre prééminence économique dans un monde où les rapports de force se durcissent. Pour l'exécutif, il est difficile d'arbitrer entre l'urgence climatique et la nécessité de garantir une souveraineté : il y a un conflit de priorités qui a été arbitré à la faveur de la prééminence économique et la souveraineté technologique et certainement pas à la faveur de l'environnement.

### **Comment expliquer l'absence de considération pour ces sujets chez la jeune génération, qui semble être pourtant la «génération climat» ?**

Il y a objectivement de l'ignorance. Mettre dans les mains d'un adolescent de quinze ans un téléphone sans lui expliquer les conditions d'extraction des métaux qui le composent, l'empêche de prendre la mesure de la pollution numérique. La loi REEN instaure cette obligation d'apprentissage et d'éducation dès l'école. Cependant, on a quand même une génération qui sort tous les vendredis pour expliquer qu'il faut sauver la planète. Cette jeune génération, les 15-25 ans, est très éduquée aux questions écologiques. Il me semble qu'ils ne sont pas sans ignorer totalement la nature de ces objets,

la fabrication des batteries piles dans leurs téléphones par exemple. Un jeune aujourd'hui en France, entre 18 et 25 ans, a déjà eu six téléphones portables. Ils sont dans une surconsommation de ces outils-là au point que les jeunes Européens frisent, selon l'agence Eurostat, la saturation à force d'utiliser les réseaux sociaux. Il y a une connaissance minimale de ces enjeux qui les effleure et qu'ils semblent refuser de regarder en face. On va se retrouver avec le même paradoxe que la génération 68 : ces derniers jetaient des pavés sur le boulevard Saint-Germain en criant leurs idéaux communistes et se sont retrouvés, pour beaucoup, à la tête de grandes organisations capitalistiques quelques années après. Ne sommes-nous pas aux prémises, aux signaux faibles d'un paradoxe de la génération Greta? Sera-t-elle la génération climat ou la génération qui, du fait de son usage compulsif de ces technologies ultra polluantes, va contribuer à la grande accélération qui nous amène à un réchauffement climatique aggravé?

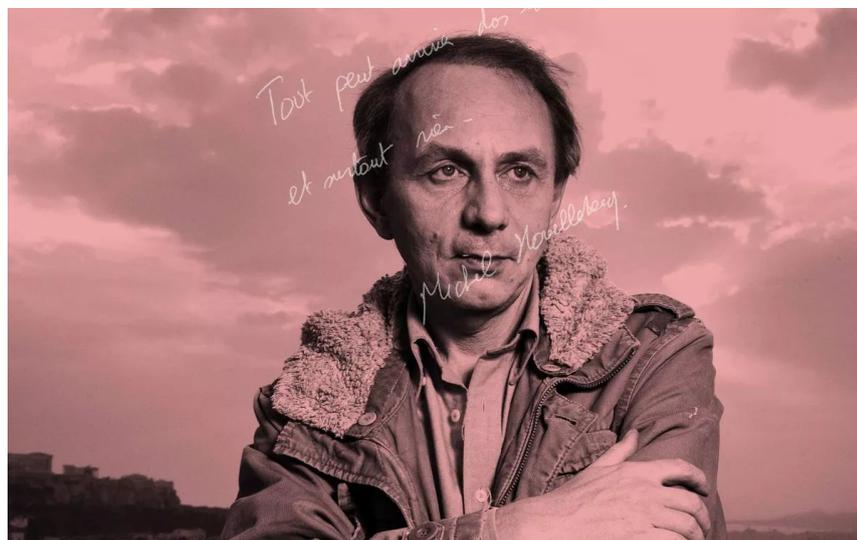
22 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/livres/michel-houellebecq-voyage-au-centre-du-malaise-francais-20220819>

## Michel Houellebecq, voyage au centre du malaise français

Par Christian Authier

Publié le 19/08/2022 à 06:30, mis à jour le 19/08/2022 à 10:43



Michel Houellebecq est-il un mage? Un prophète? Un visionnaire? *Philippe Matsas*

**LES PROPHÈTES DES TEMPS MODERNES (6/7) - Chacun à leur façon, ils ont pressenti et mis en mots ce qu'allait advenir le monde actuel. Cette semaine, Michel Houellebecq, alertant face à un islam dominateur et conquérant, décrit une France promise à un avenir peu reluisant.**

«*Les prédictions du mage Houellebecq*» : telle était la une de *Charlie Hebdo* le mercredi 7 janvier 2015, jour de la sortie de son roman *Soumission* et de l'attaque terroriste frappant la rédaction de l'hebdomadaire. Une fois de plus, la réalité rattrapait la fiction et si le scénario relaté dans le sixième roman de l'écrivain - l'accession à l'Élysée en 2022 de Mohammed Ben Abbas, candidat de la Fraternité musulmane - n'avait rien à voir avec la tragédie de janvier 2015, le télescopage entre l'hypothèse d'un islam dominateur en France et l'attentat à Paris au nom d'un islam radical marqua les esprits.

---

Michel Houellebecq est-il un mage? Un prophète? Un visionnaire? Presque quinze ans plus tôt, le 3 septembre 2001, lors de la publication de son roman *Plateforme*, l'écrivain avait suscité la polémique en déclarant au magazine *Lire* que l'islam était «*la religion la plus con*». Par ailleurs, le roman imaginait un attentat islamiste visant des touristes occidentaux en Thaïlande, mais le scandale autour de Houellebecq s'estompa vite. Le 11 septembre 2001, le monde assistait au surgissement d'un terrorisme islamiste d'une ampleur inédite. Quant à l'attentat mis en scène dans le roman, il trouva un écho saisissant avec celui frappant des touristes à Bali en octobre 2002. Par ses déclarations contre l'islam, à une époque où cette religion occupait peu le débat public, et par sa description prémonitoire de l'attentat islamiste de Bali, l'écrivain passa pour un visionnaire. Notons également que *Plateforme* contenait une référence aux talibans alors qu'ils n'éveillaient qu'un intérêt relatif dans l'opinion publique française et occidentale, sinon pour le sort réservé aux Afghanes condamnées au port de la burqa et pour la destruction de deux monumentales statues bouddhistes, avant que l'on apprenne que leur régime était lié à Ben Laden, commanditaire des attentats contre l'Amérique en 2001.

Au-delà de cette dimension, *Plateforme* livrait d'autres intuitions ou prédictions qui se confirmèrent. Le roman, dont l'action se déroule en 2000, décrit une France où les violences urbaines, la délinquance voire la sauvagerie gratuite sont le quotidien de nombreuses banlieues. Des professeurs poignardés, des institutrices violées, des camions de pompiers attaqués aux cocktails Molotov contribuent à «*l'impression d'une montée inexorable vers la guerre civile*».

Bien que le roman soit sorti en septembre 2001, ce qui signifie qu'il a été achevé fin 2000 ou début 2001, il anticipait la clé de la campagne présidentielle de 2002: «*le dossier de la sécurité semblait être le seul susceptible d'inquiéter Lionel Jospin*» et la gauche de gouvernement serait «*incapable d'endiguer la montée de la violence*». Dans la réalité, la campagne présidentielle fut occupée par les questions d'insécurité et des faits divers, dont l'agression de «Papy Voise», largement relayés par les médias, contribuèrent à son résultat.

Les jacqueries relatées dans «*Sérotonine* », publié en janvier 2019, semblaient annoncer la révolte des «*gilets jaunes* » (jusque dans leur forme: barrages, occupation de réseaux routiers...)

Dans plusieurs interviews, Michel Houellebecq a récusé ou relativisé son statut de «*prophète*». De fait, il est d'abord un romancier, c'est-à-dire un imaginaire en action, qui extrapole, invente, force sur l'épouvante, quitte à viser parfois en plein centre. On ne peut réduire *Soumission* à son seul récit de politique-fiction. Pas plus qu'Orwell ne pensait que sa vision d'un cauchemar totalitaire adviendrait en 1984 (*1984* résultait de l'inversion des deux derniers chiffres de l'année où il écrivit son livre), Houellebecq ne pensait pas en 2015 qu'un homme issu d'un parti musulman serait élu président en 2022. Ce qui ne l'empêchait pas de prédire la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle...

De même, *Soumission* dessinait ce qui se produira lors de la présidentielle de 2017 avec Emmanuel Macron: «*L'implosion brutale du système d'opposition binaire centre gauche-centre droit qui structurait la vie politique française depuis des temps immémoriaux.*» Autre projection troublante: les jacqueries relatées dans *Sérotonine*, publié en janvier 2019, semblaient annoncer la révolte des «gilets jaunes» (jusque dans leur forme: barrages, occupation de réseaux routiers...) qui débuta quelques semaines avant la sortie du roman. Certes, les deux mouvements comptent bien des différences - par exemple, la révolte des paysans imaginée par Houellebecq ne touche pas la France entière et elle ne concerne donc qu'une corporation précise - mais le romancier avait pressenti la radicalisation d'une France profonde ou périphérique, se sentant en perte et abandonnée, hostile à l'Europe et à la mondialisation.

## Le procès de mai 68

Michel Houellebecq n'est peut-être pas un prophète au sens strict du terme. Cependant, il est le parfait thermomètre, scrutateur et sismographe des tensions, des fractures, des mutations, des mouvements de plaques tectoniques travaillant le vieux pays et par là même l'Occident. *Extension du domaine de la lutte*, son premier roman paru en 1994, pressentait à l'heure de «*la mondialisation heureuse*» et de «*la fin de l'Histoire*» que la remise en cause du néolibéralisme et du capitalisme mondialisé structurerait le champ politique. Quatre ans plus tard, *Les Particules élémentaires* faisaient, bien avant d'autres, le procès de l'idéologie libérale-libertaire et de l'héritage de Mai 68, notamment dans les mœurs.

Certaines intuitions de l'écrivain sont tout aussi prégantes dans le registre du quotidien tant il y a du sociologue et de l'anthropologue chez lui. Voir encore *Extension du domaine de la lutte*, où était évoqué un service embryonnaire, alors disponible par Minitel et promis à un grand succès, qui «*assurait une livraison de plats chauds à une heure extrêmement précise, et dans un délai relativement bref*» une vingtaine d'années avant le lancement des entreprises que l'on connaît.

Quant à son dernier roman, *Anéantir* (janvier 2022), il y consacrait de larges développements aux Ehpad quelques semaines avant que le sujet ne fasse la une de l'actualité.

## Prescience politique

Ce même roman dresse un tableau de la situation politique en France autour de 2026-2027 alors que le président sortant - dans lequel on reconnaît clairement Emmanuel Macron sans qu'il ne soit nommé - ne peut se représenter après deux quinquennats. Face au successeur attendu et légitime, le ministre de l'Économie Bruno Juge, très librement inspiré de Bruno Le Maire, la majorité présidentielle mise finalement sur Benjamin Sarfati, un animateur de TF1, venu «*des zones les plus basses du divertissement télévisuel*», pour affronter le jeune candidat du Rassemblement national. Sarfati est élu grâce au vote des banlieues et de «la racaille».

Pas plus que dans *Soumission* avec son président issu de l'islam politique élu en 2022, Houellebecq ne cherche la vraisemblance dans *Anéantir* où le président Sarfati ressemble à Cyril Hanouna. Il force le trait pour atteindre, au-delà de l'actualité, une prescience, une vérité plus profonde qu'autorise le roman. Car le futur pressenti par le ministre Bruno Juge, avec l'émergence d'une postdémocratie autoritaire, semble plausible: «*Le décalage entre les classes dirigeantes et la population avait atteint un niveau inouï dans les petites villes de province, les mouvements sociaux qui s'étaient produits ces dernières années n'étaient à son avis qu'un début timide ; par ailleurs la haine raciale atteignait des niveaux inédits en Europe.*»

**Les habitants traditionnels des zones rurales avaient presque entièrement disparu. De nouveaux arrivants, venus des zones urbaines, les avaient remplacés, munis d'un vif appétit d'entreprise**

*Extrait de «La Carte et le Territoire»*

*La Carte et le Territoire*, prix Goncourt 2010, avançait une autre hypothèse en décrivant notre pays en 2036: «*Les habitants traditionnels des zones rurales avaient presque entièrement disparu. De nouveaux arrivants, venus des zones urbaines, les avaient remplacés, munis d'un vif appétit d'entreprise et parfois de convictions écologiques modérées, commercialisables. Ils avaient entrepris de repeupler l'hinterland - et cette tentative, après bien d'autres essais infructueux, basée cette fois sur une connaissance précise des lois du marché, et sur leur acceptation lucide, avait pleinement réussi.*»

**La France s'est muséifiée, survivant grâce à ses campagnes, mais aussi grâce à l'immigration et au tourisme sexuel. Tristes horizons. On peut espérer que le prophète Houellebecq se trompe parfois...**

22 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/histoire/l-ascension-du-mont-aiguille-les-debuts-royaux-de-l-alpinisme-20220821>

## L'ascension du mont Aiguille, les débuts royaux de l'alpinisme

LA CONQUÊTE DES ALPES (1/6) - Ce sommet emblématique du Vercors a été gravi au XV<sup>e</sup> siècle par un officier du roi Charles VIII.



Le mont Aiguille, qui culmine à 2 087m, a été baptisé par les hommes le « mont Inaccessible ». *François Roux - stock.adobe.com*

Par Aldebert Mayeul

Publié hier à 19:41, mis à jour hier à 20:58

*Un à un, les hauts sommets des Alpes, pics, aiguilles, pointes et dômes ont été apprivoisés, gravant dans la mémoire des montagnes des ascensions glorieuses et d'autres tragiques. Dans ces immensités supérieures, où l'homme survit plus qu'il ne vit, de grandes aventures ont été vécues. De la conquête des plus hautes montagnes à l'exploit technique, jusqu'à la performance sportive, Le Figaro retrace les ascensions qui ont marqué l'histoire de l'alpinisme.*

---

On ne lui a pas menti, la citadelle paraît imprenable. Arrivé avec ses sept compagnons devant ce gigantesque bastion de roche au début du mois de juin 1492, Antoine de Ville ne désespère pas. Au contraire : le capitaine du roi Charles VIII est galvanisé. Guerrier valeureux, qui a combattu en Lorraine et a mené quelque 400 arbalétriers à la bataille, aucune forteresse ne peut lui résister. À ce détail près que celle-ci n'est pas tenue par des hommes. Elle abriterait, dit-on dans le pays, un paradis céleste. Parfois, on évoque un purgatoire. N'entend-on pas d'ailleurs dans le vent glaçant de ses hautes falaises la longue plainte des âmes maudites ? Certains affirment même que c'est un enfer peuplé de dragons qui attend l'expédition royale.

Taillée dans la roche calcaire et détachée du plateau du Vercors par l'usure du temps, la montagne, et les gigantesques murailles qui la défendent, a été baptisée par les hommes qui osent prononcer son nom le « mont Inaccessible ». À l'époque, il est craint autant que méconnu. À ce titre, le « mont Inaccessible » a été érigé merveille du Dauphiné, province de la couronne rattachée au royaume de France un siècle et demi plus tôt. Outre le jardin d'Eden ou les créatures maléfiques que l'on imagine à son sommet, des chasseurs de chamois, plus prosaïques, évoquent des lavandières célestes qui habiteraient sur le long plateau déversant qui couronne sa cime. Depuis le sommet d'une montagne voisine, on voit effectivement des langues de neige comme de longues drapées étendues sur le sol.

Antoine de Ville entame l'ascension avec des techniques militaires. Il livre bataille. Plusieurs mois de préparation et d'approche dans la pente raide de sédiments désagrégés qui s'écoulent des falaises du

mont lui ont été nécessaires. À l'aide de deux kilomètres d'échelles fabriquées sur place avec la contribution des habitants de la région, il s'attaque à la montagne. Le capitaine est accompagné de plusieurs spécialistes : un écheleur du roi, ainsi qu'un tailleur de pierre et un charpentier pour agrandir les plateformes naturelles entre les échelles. La première grande ascension alpine est donc réalisée grâce à un formidable échafaudage, édifié avec une quantité considérable de perches de bois, hissées dans la paroi.

## Ne pas basculer dans le vide

*«Acheminer les échelles a dû être extrêmement compliqué et il en faut des centaines pour aller jusqu'au sommet »*, explique au Figaro l'historien Stéphane Gal qui sait mieux que personne le temps et l'effort qu'Antoine de Ville et ses compagnons ont dû déployer. Au mois de juin dernier, 530 ans après l'exploit, l'universitaire de 54 ans a réalisé une partie de l'ascension avec les techniques de l'époque, un projet élaboré pendant deux années avec les habitants de Chichilianne. *«Antoine de Ville et ses compagnons ont utilisé des cordes et des monte-charges»*, détaille-t-il. *«Arriver à emboîter les échelles sur une plateforme d'un mètre de profondeur, en évitant de les mettre trop à la verticale pour ne pas basculer, est une opération très délicate»*, reconnaît celui qui pratique ce que les spécialistes appellent de *«l'histoire expérimentale »*.

Antoine de Ville pense-t-il à toutes les croyances locales pendant qu'il grimpe les échelles, une à une ? L'officier du roi davantage obsédé par la gloire de planter au sommet la bannière de Charles VIII, et à la conquête d'un nouveau territoire pour le domaine royal. Le roi l'a chargé de *«faire essayer si on pouvait y monter»*, pour prouver au monde connu que rien n'est inaccessible à la couronne de France. Si l'étendard aux trois fleurs de lys vole en haut de cette merveille du Dauphiné, pourquoi n'irait-il pas jusqu'en Italie ? Jusqu'au royaume de Naples ? Ou encore même jusqu'à Jérusalem ? Le Valois est le dernier roi, à l'orée du siècle de la Renaissance, à rêver de croisades et de reconstitution des États latins d'Orient. Caprice d'un prince ?



Le mont Aiguille, vers 1880. *adoc-photos/AB*

Quelques mois avant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, les Européens font aussi l'éloge de la technique, de la toute-puissance de la raison et des mérites de l'Homme. Dans ce contexte, cette ascension, souvent considérée comme l'acte de naissance de l'alpinisme, est bien différente de la conquête inutile des cimes de l'escalade moderne. D'ailleurs, on ne sait rien de ces lointains sommets immaculés, et aucun regard ne s'attarde sur les pics glaciaires où toute forme de vie est absente. On se concentre sur les parois rocheuses qui abritent des paradis perdus.

*«Aujourd'hui, on ne sait pas par où exactement est passé Antoine de Ville »*, raconte Stéphane Gal. Si l'expédition est bien documentée, peu de détails nous sont parvenus de l'ascension en elle-même. On sait que les grimpeurs ont rencontré plusieurs difficultés. Et notamment, *«un horrible et épouvantable passage »*, peut-on lire dans la lettre qu'Antoine de Ville envoya au Parlement de

Grenoble après l'exploit. «*Mais on n'a retrouvé aucune trace* », regrette Stéphane Gal, qui persiste à croire que les premiers alpinistes du monde «*ont sûrement gravé des choses* » quelque part dans les 300 mètres des falaises légendaires du «*mont Inaccessible* ».

## La messe est dite

Après plusieurs jours d'ascension sur la falaise, Antoine de Ville et ses compagnons débouchent au sommet, le 26 juin 1492, sur «*un beau pré* », «*le plus beau lieu que vous vîtes jamais*». Un prêtre est là pour attester et poser acte de notaire. En plus de quelques chamois, il évoque la présence d'un «*grand nombre de fleurs dans ledit pré, parées de diverses couleurs et d'où émanent divers parfums* ». Le prêtre évoque aussi des fleurs de lys, comme si la montagne elle-même rendait hommage au prince qui, pour la première fois, revendique son territoire.

La montagne est ensuite baptisée, une messe dite et des croix plantées. Antoine de Ville et ses compagnons restent plusieurs jours au sommet et bâtissent même une petite maison de pierres sèches. Les visites alors se succèdent, de seigneurs et soldats des environs, témoignant de la robustesse de l'échafaudage installé par les hommes du roi. L'événement dans les parages est retentissant. «*Mais avec les guerres d'Italie et la mort précoce du roi Charles VIII, la conquête du mont Aiguille passe au second plan pour être rapidement oubliée*», rapporte Stéphane Gal. On reparle véritablement de l'exploit plusieurs dizaines d'années après avec la publication du Quart Livre de Rabelais qui évoque avec un peu de moquerie l'entreprise orgueilleuse et capricieuse du roi. Car à la Renaissance, si l'on loue l'ingéniosité qu'il a fallu mettre en œuvre pour gravir la montagne, l'esprit et la technique qui surpassent les temps anciens, on regrette que l'expédition royale ait rabaisé les hauteurs majestueuses et spirituelles du mont Aiguille à des considérations humaines et politiques. Et le seigneur Antoine de Ville est sans conteste un militaire plus qu'un rêveur introspectif des hautes cimes, à l'inverse d'un autre précurseur de l'alpinisme, Plutarque. «*Je détournai sur moi-même mes regards intérieurs* », rapportait-il du sommet du mont Ventoux.

## Ascension prisée des amateurs d'escalade

De mémoire d'homme, aucune autre ascension n'est tentée pendant plusieurs siècles et le mont Aiguille retourne à sa solitude jusqu'en 1834, lorsqu'un berger du pays grimpe la montagne sur les traces de l'expédition de 1492. Cette fois-ci, il emprunte seul l'itinéraire qui est aujourd'hui la voie normale, sans échelle. Une seconde équipe réitère l'ascension très peu de temps après, insistant sur la facilité avec laquelle ils sont arrivés au sommet.

Aujourd'hui, atteindre la cime du mont Aiguille n'est plus un exploit mais l'ascension reste très prisée des amateurs d'escalade. Le bivouac en son sommet a même été récemment interdit à cause de la forte fréquentation. Comme si la montagne légendaire avait besoin de respirer à nouveau. Elle nous rappelle, malgré l'insolence des hommes, qu'elle reste plus majestueuse à contempler d'en bas. Jean Giono l'avait parfaitement compris.

Dans son livre *Un roi sans divertissement*, il ne cite pas une fois le nom de la montagne, et pourtant, sa présence envahit l'intrigue qui se déroule dans les paysages de couleurs et de tourmente du Trièves. «*Cette construction-là, avec ses quatre énormes montagnes où s'appuie le ciel; cette haute plaine du Trièves cahotante, effondrée, retroussée en houle de terre; cette haute plaine du Trièves tout écumante d'orges, d'avoines, d'éboulis, de sapinières, de saulaies, de villages d'or, de glaisières et de vergers; son tour d'horizon où les vents sonnent sur les parois glacées des hauts massifs solitaires.*»

---

## Antoine de Ville, militaire avant tout

Seigneur de Domjulien et de Beaupré, Antoine de Ville était originaire des Vosges et avait une quarantaine d'années au moment de l'ascension du mont Aiguille. Il fut nommé capitaine de Montélimar et de Saoû dans l'armée royale après les guerres contre les Bourguignons, notamment en Lorraine, puis en Italie, où il s'illustra au point de recevoir le titre de duc de Monte Sant'Angelo.

22 août (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/darmanin-revele-que-55-des-delinquants-interpelles-a-marseille-sont-etrangers-20220821>

## Darmanin révèle que 55 % des délinquants interpellés à Marseille sont étrangers

Par [Le Figaro](#)

Publié hier à 19:24, mis à jour il y a 15 minutes

**Interrogé par le JDD sur le lien entre immigration et délinquance, le ministre de l'Intérieur a communiqué quelques statistiques sur la surreprésentation des étrangers dans les statistiques de la police et de la justice.**

Dans une longue interview au Journal du dimanche, le ministre de l'Intérieur a notamment répondu à une question sur le lien entre immigration et délinquance, faisant écho en particulier à sa circulaire demandant aux préfets d'«améliorer» l'expulsion des délinquants étrangers - une forme assumée de promotion de la «double peine» pour les étrangers auteurs de délits sur le sol français.

---

«*Le petit-fils d'immigrés que je suis ne fait pas le lien entre immigration et délinquance*» a d'abord répondu le ministre, avant de poursuivre tout de même en donnant des chiffres précis : «*il serait idiot de ne pas dire qu'il y a une part importante de la délinquance qui vient de personnes immigrées*». Ainsi d'après **Gérald Darmanin**, «**48 % des gens interpellés pour des actes de délinquance à Paris, 55 % à Marseille et 39 % à Lyon sont des étrangers**». «*Bien sûr que l'étranger n'est pas par nature un délinquant. Mais il est évident que nous avons un problème de délinquance étrangère*» complète-t-il, ajoutant : «*un étranger qui commet un acte de délinquance grave doit être expulsé très vite, parce qu'il crache sur le sol qui l'accueille.*»

Si la surreprésentation des étrangers parmi les détenus en France est bien renseignée, et depuis longtemps, par les services du ministère de la Justice, il est plus rare en revanche que Beauvau communique de telles statistiques concernant la nationalité des personnes interpellées par les forces de l'ordre.

**« Un étranger qui commet un acte de délinquance grave doit être expulsé très vite, parce qu'il crache sur le sol qui l'accueille. »**

*Gérald Darmanin au JDD*

L'emploi de tels chiffres dans le débat public fait ainsi fréquemment l'objet de controverses quant à la façon dont ces données sont obtenues. Le criminologue Xavier Raufer, fréquemment cité par la droite et l'extrême droite, avait par exemple évoqué un document interne de la préfecture de police de Paris selon lequel **70 % des individus fréquemment interpellés par les forces de l'ordre en région parisienne auraient des noms «à consonance étrangère non-européenne**». Mais Libé avait alors souligné que le document n'ayant jamais été rendu public, le chiffre est difficilement vérifiable. Cette fois, les statistiques avancées par le ministre de l'Intérieur permettent de connaître avec plus de précision la part d'étrangers parmi les personnes ayant maille à partir avec la police.

20 août (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/19/un-collectif-d-elus-et-de-militants-eelv-nous-voulons-decroitre-pour-vivre-et-pour-mieux-vivre\\_6138466\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/19/un-collectif-d-elus-et-de-militants-eelv-nous-voulons-decroitre-pour-vivre-et-pour-mieux-vivre_6138466_3232.html)

## Un collectif d'élus et de militants EELV : « Nous voulons décroître pour vivre, et pour mieux vivre »

TRIBUNE

Collectif

Europe Ecologie-Les Verts, dont le prochain congrès doit avoir lieu avant la fin de l'année, doit devenir « le grand parti de la décroissance populaire dont nous avons un impérieux besoin », soulignent, dans une tribune au « Monde », seize élus et militants écologistes.

Publié aujourd'hui à 16h00 Temps de <https://www.lefigaro.fr/politique/darmanin-revele-que-55-des-delinquants-interpelles-a-marseille-sont-etrangers-20220821>Lecture 3 min.

Dans quelques mois, Europe Ecologie-Les Verts (EELV) tiendra son congrès, après une année marquée par une déception électorale qui n'a pas permis de placer l'écologie aussi haut que l'exigent les impératifs climatiques. L'alliance avec les gauches, grâce à laquelle nous avons retrouvé une place à l'Assemblée nationale, nous laisse aujourd'hui dans l'ombre politique et médiatique.

Ce bilan, c'est aussi celui de trop longues années de tergiversations sémantiques et politiques, qui ont dilué notre capacité à faire entendre un projet de rupture et à imposer un nouvel imaginaire.

Dans un monde qui, partout, s'effondre et pose la question, abyssale, de la survie même de l'humanité, nos ambiguïtés n'ont pas permis de répondre aux aspirations de celles et de ceux qui, dans l'angoisse de l'avenir, désirent se battre pour préserver une terre habitable. Nous nous sommes fait dépasser par l'accélération des effondrements en cours et des bouleversements qu'ils charrient.

Pourtant, face à l'emballement des crises, nous savons bien que l'horizon d'un futur désirable ne réside ni dans la croyance béate en l'innovation technologique ni dans [une croissance verte et prétendument décarbonée](#). Nous savons bien que la croissance infinie engendre un système de prédation tant sur les écosystèmes que sur les vivants, qu'elle exerce d'ores et déjà des [pressions insupportables](#) sur les ressources énergétiques, laissant prospérer des dictatures puissantes et des va-t-en-guerre, tout comme des multinationales et des super-riches profiteurs de crises et ennemis de la Terre.

## Des modes de vie à changer

Nous savons bien que nous ne pourrions pas continuer à vivre comme nous le faisons aujourd'hui, que ceux qui disent le contraire propagent des chimères mortelles, que la voiture individuelle partout et tout le temps, l'avion « open bar », la viande à tous les repas, la mode en click and collect, tout cela constitue des modes de vie qu'il nous faut changer. Ce dont nous avons tellement besoin, c'est de composer autrement avec le vivant, humains comme non-humains et, dans ce sens, nous savons bien que le chemin, le seul viable, c'est celui d'une diminution drastique et rapide de la charge écologique des activités humaines.

Il ne s'agit pas seulement de petits efforts, mais bien de porter un projet clair et sans ambiguïté de décroissance, démocratiquement consentie et profondément sociale. Notre parti doit être celui qui, sans concession, porte la réorientation massive de nos activités vers l'éducation, la culture, la santé, la justice, bref, une réorientation vers une économie du bien-être plutôt que vers l'ultraconsommation matérielle, qui absorbe de manière immodérée nos ressources et produit jusqu'à la nausée des déchets étouffant nos sols, notre air, nos rivières et nos océans.

Notre projet, c'est celui qui réhumanise nos métropoles, en les préservant de l'[hubris](#) de toute puissance, et qui fait revivre les villes petites et moyennes, et les campagnes, en retrouvant un tissu économique et citoyen viable. Notre projet, c'est celui de l'harmonie avec les vivants.

A ce titre, il s'oppose aux [criminels climatiques](#), qui usent et abusent de leurs richesses pour gaspiller en toute impunité, tout comme il combat toutes les dominations, celles que subissent les femmes, les animaux, les minorités, les derniers de cordée.

### **Ceux à qui nous devons imposer cette bifurcation, ce sont d'abord les multinationales et les multimillionnaires**

Notre projet, enfin, c'est celui qui ne se trompe pas dans la désignation des responsabilités et des efforts à produire. Ceux à qui nous devons imposer cette bifurcation, ce sont d'abord les multinationales et les multimillionnaires, qui échappent, par la dérégulation de l'économie et la course aux paradis fiscaux, à leur devoir de contribution à l'effort collectif.

Ces richesses, aujourd'hui accaparées par une extrême minorité, doivent servir à financer ce nouveau modèle collectif et redonner un vrai « pouvoir de vivre » à celles et ceux qui subissent de plein fouet le cynisme et la violence du système. Pour éviter le désastre social et la destruction d'une partie de l'humanité, la résolution de la crise climatique et la réduction des inégalités sont des impératifs intimement liés, en plus d'être la condition sine qua non à une adhésion massive et démocratique.

Pour nous, militantes et militants écologistes et du vivant, les choses sont claires. Quels que soient les choix personnels que nous ferons pour le prochain congrès, nous sommes animés par cette profonde conviction : nous voulons décroître pour vivre, et pour mieux vivre. C'est vital, mais c'est aussi possible.

Il s'agit maintenant de définir les transitions nécessaires et les conditions de réalisation. Et c'est aujourd'hui de la responsabilité politique et éthique d'EELV de devenir, de revendiquer, et de travailler, à tous les niveaux, à être le grand parti de la décroissance populaire dont nous avons un impérieux besoin.

**Liste des signataires : Antoine Alibert**, maire adjoint Paris 20<sup>e</sup> ; **William Aucant**, conseiller régional Pays de la Loire ; **Edwige Bazerole**, conseillère fédérale et activiste politique ; **David Belliard**, maire adjoint de Paris ; **Galla Bridier**, porte-parole d'EELV Montpellier (Hérault) ; **Julien Brunel**, militant EELV Pays basque ; **Mélissa Camara**, conseillère municipale Lille (Nord), ancienne porte-parole de la campagne présidentielle de Yannick Jadot ; **Claire Desmares**, présidente du groupe écologiste de la région Bretagne ; **Damien Deville**, responsable mission territoires EELV ; **Guillaume Durand**, maire adjoint Paris 14<sup>e</sup> ; **William Lejeanne**, porte-parole EELV Bretagne ; **Dan Lert**, maire adjoint de Paris, **Jean-Baptiste Pegeon**, conseiller régional Ile-de-France ; **Rachel Savin-Puget**, coresponsable de la commission santé EELV, militante en Normandie ; **Amine Smihi**, maire adjoint de Bordeaux (Gironde), **Alice Timsit**, conseillère de Paris.